VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 23 MARS 2021

CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE ET LA MISE EN VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE
RESILIATION
REMBOURSEMENT ANTICIPE ET REFINANCEMENT DES EMPRUNTS DETTE DAILLY, DETTE PROJET ET FONDS PROPRES
ETALEMENT DE L'INDEMNITE DE REMBOURSEMENT ANTICIPE DES SWAPS

PRESENTATION ELEMENTS FINANCIERS

Aujourd'hui l'équilibre financier de l'opération est le suivant :

SITUATION ACTUELLE :

Capital restant dû HT : 4 541 K€ HT

TVA sur capital : 908 K€

Charges financières résiduelles : 1 551 K€

TVA sur charges financières : 310 K€.

FCTVA (recette) : - 894 K€

Montant total des annuités : 6 416 K€

SITUATION APRES L'OPERATION :

Capital restant dû Dailly HT : 4 541 K€ HT

TVA sur capital : 908 K€

Soulte : 500 K€

Prime option couverture : 20 K€

Charges financières résiduelles : 161 K€

FCTVA (recette) : - 894 K€

Montant total des annuités : 5 236 K€

Soit une réduction du montant total des annuités de 1 180 K€

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 29 **ECLAIRAGE PUBLIC**
CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE ET LA MISE EN VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE
RESILIATION
REMBOURSEMENT ANTICIPE ET REFINANCEMENT DES EMPRUNTS DETTE DAILLY, DETTE PROJET ET FONDS PROPRES
ETALEMENT DE L'INDEMNITE DE REMBOURSEMENT ANTICIPE DES SWAPS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 29

DU 23 MARS 2021

ECLAIRAGE PUBLIC
CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE ET LA MISE EN VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE
RESILIATION
REMBOURSEMENT ANTICIPE ET REFINANCEMENT DES EMPRUNTS DETTE DAILLY, DETTE PROJET ET FONDS PROPRES
ETALEMENT DE L'INDEMNITE DE REMBOURSEMENT ANTICIPE DES SWAPS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet la présentation au conseil municipal du projet global de refinancement des emprunts relatifs à la dette DAILLY, à la dette projet et à la dette fonds propres, suite à la résiliation du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse, prononcée par délibération n° 2020-197 du 8 décembre 2020.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
AFFAIRES FINANCIERES		

Monsieur le Maire expose :

Considérant que par délibération n° 2020-197, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la résiliation aux torts de la société ILLUMINEO du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse conclu le 15 juillet 2013 ;

Considérant que les analyses financières ont montré que la ville de Grasse avait avantage à résilier et à refinancer, après l'échéance du 31 mars 2021, le financement Dailly, même en retournant les swaps et en payant l'IRA associée à ce retournement, la dette projet et la dette fonds propres, conformément à l'option n° 1 prévue par délibération n° 2020-197 du 8 décembre 2020 ;

Considérant la délibération n° 2021-04 du 9 février 2021 permettant de souscrire à un contrat de couverture ayant pour objectif le plafonnement du montant de la soulte à 500 000 € dans le cadre du retournement des swaps de la dette Dailly ;

Considérant qu'il convient de traiter ces refinancements de façon globale ;

Considérant que le conseil municipal a donné délégation de compétences dans le domaine de l'emprunt par délibération n° 2020-96 à Monsieur le Maire :
La présente délibération a pour objectif de présenter au conseil municipal le projet global de remboursement anticipé et refinancement des emprunts relatifs à la dette DAILLY, à la dette projet et à la dette fonds propres.

Le remboursement des emprunts d'origine s'opérant sur le TTC, l'emprunt de refinancement se fera sur la part HT. De plus, la ville doit refinancer la TVA, cette dernière étant remboursée via le FCTVA au bout de 2 ans.

A ce titre, les refinancements feront l'objet de deux emprunts distincts couvrant d'une part le capital restant dû HT après l'échéance du 31 mars 2021 et d'autre part le refinancement de la TVA.

Considérant que le remboursement anticipé nécessite pour chacun des deux emprunts un refinancement, mobilisé auprès d'une des banques habituelles de la ville. Les emprunts de refinancement sont souscrits dans les conditions actuelles des marchés, meilleures que celles des emprunts quittés.
Pour les remboursements des emprunts de la dette Dailly adossés à des swaps, ces derniers seront retournés lors de la prise d'effet. L'Indemnité de Remboursement Anticipé, aujourd'hui plafonnée à **500 000 €** (selon délibération 2021-04) ne sera pas intégrée au nouvel emprunt portant le refinancement mais financée sur les fonds propres.

- PRET DE REFINANCEMENT N° 1 : dette DAILLY, dette projet, dette fonds propres sur la part HT

Les caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont :

- Montant : **4 540 564,95 €**
- Date d'effet : 31.03.2021 (Les échéance des contrats quittés sont payées à cette date.)
- 1ère échéance : 30.06.2021
- Date dernière échéance : 30.09.2033
- Durée : 12 ans et 3 mois (égale à la durée résiduelle de l'emprunt quitté)
- Périodicité : Trimestrielle
- Type d'amortissements : Constants
- Taux nominal : fixe
- Taux de revient : 0.5655 %

- PRET DE REFINANCEMENT N° 2 : PART TVA

Comme indiqué supra, même si le remboursement des emprunts d'origine s'opère sur le TTC, les emprunts de refinancement sont sur la part HT. La ville doit donc refinancer la TVA sur les emprunts remboursés pendant le délai (2 ans) mis par le FCTVA pour procéder au remboursement de la TVA.

Les caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont :

- Montant : **908 113,03 €**
- Date d'effet : 31.03.2021
- 1ère échéance : 01.06.2021
- Date dernière échéance : 01.06.2023
- Durée : 2 ans (égale à la durée du remboursement de la TVA par le FCTVA)
- Périodicité : Trimestrielle
- Type d'amortissements : Constants
- Taux nominal : fixe
- Taux de revient : 0.3447 %

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, la ville de Grasse est autorisée à étaler le montant de l'indemnité de remboursement anticipé (IRA) sur une période ne pouvant excéder la durée de l'emprunt initial restant à courir avant la négociation.

Cet étalement se fera à partir de 2022.

Le montant de charges à répartir sur les années à venir est constaté sur 2021 par une recette de fonctionnement au compte 796 (transferts de charge financière) et une dépense d'investissement au compte 4817 (charges à répartir sur plusieurs exercices, pénalités de renégociation de la dette).

Chaque année concernée à partir de 2022, l'étalement sera constaté par des dépenses de fonctionnement au compte 6862 (dotations aux amortissements des charges financières à répartir) et des recettes d'investissement au compte 4817.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet global de remboursement anticipé y compris de retournement corrélatif des swaps associés à la dette Dailly, et de refinancement des dettes DAILLY, dette projet et dette fonds propres, suite à la résiliation du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de grasse, prononcée par délibération n° 2020-197 du 8 décembre 2020 ;

- **AUTORISER** le remboursement anticipé des emprunts et le retournement corrélatif des swaps adossés à la dette DAILLY ;

- **AUTORISER** Monsieur Le Maire ou son Adjointe Déléguée aux Finances à conclure les retournements de swaps adossés et à signer tous les actes nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- **AUTORISER** l'étalement de l'indemnité de remboursement anticipé (IRA) liée au retournement des swaps sur une durée ne pouvant excéder celle de l'emprunt initial.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	CABINET DU MAIRE					
		Conseiller technique	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Assistant Technique	Cadrre d'emplois techniciens	oui	1	35,00
		Assistant Administratif	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Chauffeur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	3	35,00
	Protocole					
		Chargé de projets	Cadre d'emplois adjoints administratifs et techniques	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent de service du protocole	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
	Communication					
		Responsable de la communication	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
		Chargé de distribution Kiosque	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
		Chargé de communication	Cadre d'emplois adjoints administratifs et Rédacteurs	oui	3	35,00
		Infographiste	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	2	35,00
		Chargé communication Relations Presse	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	DGS					
		Directeur Général des Services	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
		Directeur	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Assistante administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	
		Responsable Mission Agenda 21	Cadres d'emplois de Catégorie A	oui	1	35,00
	Contrôle de gestion					
		Manager contrôleur de gestion	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Direction des Affaires juridiques					
		Directeur Juridique	Cadres d'emplois A filières administrative et technique	oui	1	35,00
	Juridique et Foncier	Responsable secteur foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Gestionnaire foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative foncier	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Contentieux- Consultations juridiques-Conventions	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Juriste Polyvalent	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	31,50

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Chargé d'inventaire du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
		Gestionnaire des Périls	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestion du Patrimoine-Comptabilité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestion des Assurances - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Assemblées					
		Gestionnaire des Assemblées	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Contrôle Publicité					
		Contrôle affichage publicitaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Conformité urbanisme					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent Instructeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
		Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Agent contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent Contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction des Affaires Financières et des systèmes d'information					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Affaires financières					
		Exécution budgétaire- Gestion de la Dette	Cadre d'emplois des attachés	oui	2	35,00
		Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Agent gestionnaire secteur	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	5	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent de gestion comptable DGST	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Informatique / Téléphonie					
		Responsable Service Informatique	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Agent du Pôle technique Informatique Ecoles	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	4	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable réseau et téléphonie	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent assistant fonctionnel	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Contrôle Fiscalité					
		Agent gestionnaire taxes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Contrôleur de terrain	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	DGA ATTRACTIVITE EVENEMENTIEL COMMERCE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Direction Evénementiel					
		Directeur évènementiel	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	
	Evénementiel					
		Chargé de projet au pool évènementiel	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
	Coordination de Manifestations					
		Chef de service	Cadre d'emploi des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Palais des Congrés et Réceptif					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable Palais des Congrés	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable technique	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Technicien SSIAP 1	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Technicien Polyvalent	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Régisseur Technique Palais des Congrès	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Relations Internationales					
		Agent de gestion des relations internationales	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Fêtes et Eclairage Public					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Sonoriste	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Chauffeur PL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur Nacelle	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Electricien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Fêtes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Manutentionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Gestionnaire Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction Commerce Projet Cœur de ville					
		Chef de projet Cœur de Ville	Cadre d'emplois attachés et ingénieurs	oui	1	35,00
	Maison du Commerce					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de developpement commercial	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Foires & Marchés					
		Receveur-Placier	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Domaine Public Commercial					
		Secrétariat Commerce	Adjoint administratif tous grades	oui	1	35,00
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	RGPD	Délégué Protection des Données	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	POLE ADMINISTRATIF					
	Direction Citoyenneté					
		Directeur Citoyenneté	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Etat-Civil Affaires Générales					
		Agent de gestion Etat Civil	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
		Agent de gestion formalités administratives	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
	Elections					
		Responsable Sce Electoral	CadreS d'emploi des adjoints administratrifs et des rédacteurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Service des Cimetières					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent d'accueil	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Mairies annexes					
		responsable mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion des Mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	9	35,00
		Agent de Gestion Postale Aspres	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Animation relais information quartier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
	Courrier					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
		Responsable Service Courrier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
	Appariteurs					
		Agent Appariteur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	4	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Vaguemestre	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	1	35,00
	Accueil					
		Agent d'accueil	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Standard Téléphonique					
		Agent standardiste	Cadres d'emplois catégorie C	oui	2	35,00
	Direction Ressources Humaines					
		Directeur des Ressources Humaines	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Secretariat de Direction et Elue	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Pôle administratif RH					
		Responsable administratif	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Pôle Formation Conditions de vie au travail	Assistant Formation- Contrats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Responsable des carrières	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative carrières	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire des congés - absences	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistant	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Couverture Numérique					
		Webmestre	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Etablissement Public (CCAS)					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Animateur de l' Office des Retraités	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Secrétariat Elu	Cadre d'emplois C et B fililière administrative	oui	1	35,00
	POLE SECURITE					
	ERP					
		Responsable cellule ERP	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Gestionnaire administratif Commission de Sécurité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Assistante cellule ERP	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	CLSPD					
		Coordinatrice CLSPD	Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs	oui	1	35,00
	Direction de la Police Municipale					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Police municipale					
		Directeur de la Police Municipale	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
		Adjoint au chef de service	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	2	35,00
		Agent Bureau d'Ordre/Administratif	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Agent Polyvalence Réservation	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Responsable Brigades PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Responsable Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	11	35,00
		Responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	4	35,00
		Responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade Moto	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	4	35,00
		Adjoint Chef Brigade	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Gardiens PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	23	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Standard PM	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Secteur Auto Fourrière	Cadre d'emplois Chef de service	oui	1	35,00
		Gestion administrative secteur Etrangers- Objets Trouvés	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Responsable Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Brigade Environnement	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Responsable brigade régie des parkings	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent verbalisateur stationnement	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Agent administratif de suivi	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Centre de protection urbain					
		Responsable CSU	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Adjoint au responsable CSU	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Opérateur vidéoprotection	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	15	35,00
	POLE SANTE PREVENTION					
	Sce Communal d'Hygiène & Santé					
		Responsable Secteur Hygiène	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de salubrité	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'accueil et de salubrité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Inspecteur de salubrité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	2	35,00
	Service Prévention					
		Conseiller de Prévention	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Assistant de Prévention	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Assistant administratf	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Médecine professionnelle					
		Médecin	Cadre d'emplois des médecins	oui	1	35,00
		Secrétariat médical	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistance sociale	Cadres d'emplois de catégorie A filière médico-sociale	oui	1	35,00
	DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Jeunesse					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Responsable secteur Ados	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Responsable secteur périscolaire	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable Projets	Cadre d'emplois des animateurs	oui	2	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	4	35,00
		Animateur Espace Internet Citoyen	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	3	35,00
		Animateur CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	8	35,00
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	7	35,00
	Vie Scolaire					
		Responsable de service	Cadres d'emplois de catégorie A	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire du Personnel des Ecoles	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire Inscriptions	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Ecole de St François	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ecole de St Mathieu	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Ecole Maternelle Antoine Maure	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle du Cinsault	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle Gambetta	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	8	35,00
	Ecole Maternelle Jean Crabalona	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle L'eau Vive	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Maternelle Les Cigales	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Ecole Maternelle Les Jasmins	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	6	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ecole Maternelle Rose de Mai	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Antoine Maure	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Primaire Dracéa	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Gambetta	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	31,50
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ecole Primaire Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d' entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Macarry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable d'office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ecole Primaire St Jacques	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Brigade Remplaçantes Restauration Municipale	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	7	35,00
		Agent de restauration	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Cohésion sociale et urbaine					
		Coordinateur GUP	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Agent de médiation et technique	Cadres d'emplois des adjoints administratifs, d'animation et techniques	oui	1	35,00
	Direction Culture					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ville d'Art et d'Histoire					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des attachés de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de mission	Charge de mission	oui	1	35,00
		Chargé des questions d'urbanisme patrimonial	Cadre d'emplois des Techniciens	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Guide conférencier	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Guide conférencier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent d'accueil Cathédrale	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
		Agent d'accueil polyvalent	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
	Conservatoire					
		Directeur du conservatoire	Cadres d'emplois A filière administrative, culturelle ou artistique	oui	1	16,00
		Responsable de l'enseignement	Cadres d'emplois A filière artistique	oui	1	16,00
		Agent de Gestion Administrative	Cadres d'emplois C	oui	3	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable département Piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Responsable département Formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Musicien Accompagnement	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de chant choral	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de flute	Cadre d'emplois B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de flute	Cadre d'emplois A artistique	oui	1	16,00
		Professeur de formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de guitare	Cadre d'emploist B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de guitare	Cadre d'emploist A filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de harpe	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de percussions	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	3	20,00
		Professeur de saxophone	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de trompette	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Professeur de violon	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	2	20,00
	Espace Altitude 500 Cinéma					
		Responsable	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'accueil et administratif	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Technicien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Projectionniste	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
	Archives					
		Responsable des Archives Communales	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	1	35,00
		Magasinier	Cadres d'emplois des adjoints techniques et du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent du patrimoine photographe	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Bibliothèques & Médiathèque					
		Chef de Service des bibliothèques	Cadres d'emplois A filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Responsable scientifique	Cadre d'emploi des conservateurs des bibliothèques	oui	1	35,00
		Responsable plateau Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	2	35,00
		Gestionnaire des navettes	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Coordinatrice Bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	4	35,00
		Magasinier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	
		Coordinateur sites annexes	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable de site	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable commandes	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé action culturelle	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable Accueil et inscription	Cadre d'emplois des assistants de conservation	ASCONS	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	2	35,00
		Chargé action culturelle	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque Aromathèque et Beaux Arts	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante de direction	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Chargé d'informatique documentaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Agent technique de maintenance	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
		Acquéreur de documents	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois B filière technique	oui	1	35,00
		Agent factotum-Gardien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Responsable de l'Action culturelle	Cadres d'emplois A et B filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de communication	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé des publics empêchés	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau en lecture publique	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau Petite Enfance	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé de gestion des expositions	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé d'accueil et inscriptions	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	3	35,00
		Chargé de bibliothèque (Art)	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque (Loisirs et savoirs)	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque spécialisé Maison de la poésie	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Direction des Sports et de la Vie Associative					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Sports					
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
		Agent de gestion administrative finances Rh	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Educateur sportif Salle de Musculation	Cadres d'emplois catgorie C	oui	3	35,00
		Educateur sportif scolaire	Cadres d'emplois A et B filière sportive	oui	5	35,00
		Responsable Technique Installations sportives et Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent technique atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien Salle Amiral de Grasse	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle Canteperdrix	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle De Croisset	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle des Jasmins	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Gardien salle Omnisports	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien salle Saint Exupery	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Saint Hilaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Tocqueville	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Jean Girard	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien stade La Paoute	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Le Plan	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Gardien stade Perdigon	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent Polyvalent	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	
	Vie Associative					
		Responsable Pôle associations	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Secrétariat	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	3	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil Musée Marine	Cadres d'emplois catégorie C	oui	1	35,00
		Gestion administrative Maison des Associations	Rédacteur	oui	1	28,00
	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
		D.G.S.T	emploi fonctionnel par détachement	non	1	35,00
		Directeur des services techniques	Cadres d'emplois des ingénieur en chef	oui	1	35,00
		Assistante Direction DGST	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
		Chargé de mission Urbanisme Stationnement	Cadre d'emplois des techniciens territoriaux	oui	1	35,00
		Chargé de mission Subventions/Recettes	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Cellule Energies et Développement durable	Responsable cellule énergie	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
	Commande Publique et Achats					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistante Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Assistant Commande Publique	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Accueil - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Etudes et Modernisation					
		Responsable	Cadres d'emplois A et B techniques	oui	1	35,00
		Géomètre	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Gestionnaire SIG	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Dessinateur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Parc Automobile					
		Responsable Parc Auto	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Chef d'atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Direction Bâtiments					
		Directeur	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ateliers Régie					
		Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint au Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Techniciens de maintenance des bâtiments	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	25	35,00
	Bâtiments communaux					
		Responsable	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Surveillant travaux Pôle enfance	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	1	35,00
		Surveillant de travaux Pôle Sport, Culture, Administration	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	3	35,00
		Suivi technique Pôle Sécurité Conformité	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Pôle logements, Logistique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Entretien des locaux					
		Responsable Service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien des locaux	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	29	35,00
	Direction Proximité Cadre de Vie et					
		Directeur Proximité	Cadres d'emplois B et C technique	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois C	oui	2	35,00
	Direction adjointe proximité centre ville secteur est					
		Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique Centre ville périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	21	35,00
		Chef de Secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent d'entretien de la voie publique secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	11	35,00
		Directeur adjoint	Cadre d'emplois B et C filière technique	oui	1	35,00
	Direction adjointe PIL proximité secteur ouest	Controleur de chantier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique PIL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	16	35,00
		Chef de Secteur Ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chef de Secteur St Claude	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique secteur ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	13	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Espaces Verts	Adjoint chef de service et responsable technique des cimetières	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent des espaces verts	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	27	35,00
		Mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent technique cimetière	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Direction Voiries Réseaux et Domaine Public					
		Chef de service	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Voiries Réseaux GDP	Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent d'accueil	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Contrôleur de chantiers	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent chargé d'instruction et de contrôle DP	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent Controleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent de Gestion Technique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent chargé d'instruction	Cadre d'emplois des adjoints techniques et adjoints adminstratifs	oui	1	35,00
		Défense incendie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
					857	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

Direction	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE			
	POLE ADMINISTRATIF			
	Direction Citoyenneté			
3	**Appariteurs**			
		Vaguemestre	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui
	DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE			
3	**Jeunesse**			
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
	Direction Culture			
	Ville d'Art et d'Histoire			
		Animateur du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui
	Conservatoire			
		Professeur de violoncelle	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur de violoncelle	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Ensemble jazz	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur de piano	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui

		Professeur de clarinette	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur Musique traditio	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
3		Professeur de contrebasse	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
3		Professeur de flûte	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
3		Professeur d'alto	Cadre d'emplois B filière artistique	oui
		Professeur d'alto	Cadre d'emploi A filière artistique	oui
3		Professeur de musique actu	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur de musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
3		Professeur de violon	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur de percussion	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
		Professeur de percussion	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui
	Vie Scolaire			
	Ecole Maternelle Les Cigales	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole Maternelle Gambetta	Assistante de vie scolaire	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
		AVS	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole de St François	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole St Mathieu	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
				oui
	Ecole Primaire St Jacques	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Brigade Bus	Agent d'accompagnement	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
	Brigade adjoint technique	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui

	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES			
	Direction Bâtiments			
	Entretien des locaux			
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui
Total				

Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
1	17,5
2	17,68
2	16,55
1	11,36
1	7,86
1	5,44
48	15,00
12	17,5
1	17,50
1	3,00
1	4,00
1	12,00
1	13,00

1	11,00
1	10,00
1	14,00
1	6,00
1	10,00
1	10,00
1	8,00
1	3,00
1	11,00
1	14,00
1	4,00
1	27,25
1	29,55
2	25,86
1	30,00
1	14,73
2	27,45
1	25,86
1	21,50
1	31,00
1	28,00
1	25,67
1	25,00
1	27,25
2	25,67
1	27,25
3	19,00
4	30,50

1	18,86
1	17,50
111	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrateur	0	0					0	
Directeur Général des Services	1	0					1	
Directeur Général Adjoint	4	4		4		2	0	
Attaché hors classe	2	2		2		2	0	
Directeur Territorial	2	2		2		1	0	
Attaché Principal	8	8		7	1	1	0	
Attaché	7	5		4	1		2	
Rédacteur principal de 1ere classe	6	2		2			4	
Rédacteur principal de 2ème classe	8	3		3		1	5	
Rédacteur	8	4		3	1	1	4	
Adjoint administratif principal 1è cl	60	47		47		1	13	
Adjoint administratif principal 2eme cl	72	60		60			12	
Adjoint administratif	75	44	5	34	5	1	31	
Adjoint administratif à temps non complet	5	1		1			4	
Chargé de mission	7	7			7		0	
total général	**265**	**189**	**5**	**169**	**15**	**10**	**76**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	obvervations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur Général des Services Techniques	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef hors classe	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef	3	2		2			1	
Ingénieur principal	2	2		2			0	
Ingénieur	8	5		3	2		3	
Technicien territorial principal de 1ère classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial principal de 2ème classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial	7	5	1	4		1	2	
Agent de maitrise principal	60	55		55		1	5	
Agent de maitrise	36	29		29			7	
Adjoint technique principal de 1ère classe	43	32		32			11	
Adjoint technique principal de 2ème classe	90	73		73			17	
Adjoint technique	188	164	16	125	23	3	24	
Adjoint technique à temps non complet	33	13	3	1	9		20	
Total général	**482**	**390**	**20**	**334**	**36**	**7**	**92**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conservateur en chef du patrimoine	1	0					1	
Conservateur en chef bibliothèques	2	1		1			1	
Conservateur des bibliothèques	1	0					1	
Attaché de conservation du patrimoine Pal	3	1		1			2	
Attaché de conservation du patrimoine	6	2		1	1		4	
Bibliothècaire principal	3	0		0			3	
Bibliothècaire	4	1		1			3	
Assistant de conservation principal 1ere cl	11	3		3			8	
Assistant de conservation principal de 1ere cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation principal 2ème cl	12	5	0	4	1		7	
Assistant de conservation principal de 2è cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation	10	4	1	3		1	6	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère cl	12	4		4			8	
Adjoint du patrimoine principal de 2ème cl	16	9	0	9		1	7	
Adjoint du patrimoine	21	14	0	7	7		7	
Adjoint du patrimoine à temps non complet	1	0					1	
Professeur d'enseignement artistique hors cl	4	2		2			2	
Professeur d'enseignement artistique cl normale	5	5	2	3		2	0	
Professeur d'enseignement artistique cl normale à temps non complet	4	4	1		3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	11	7		5	2	1	4	

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet	6	6		3	3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	4	4		1	3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	5	1			1		4	
Assistant d'enseignement artistique à temps non complet	1	1			1		0	
Total général	**145**	**74**	**4**	**48**	**22**	**8**	**71**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller des APS principal	1	1		1			0	
Conseiller des APS	2	0		0			2	
Educateur des A.P.S principal de 1ère cl	5	5		5			0	
Educateur des A.P.S principal de 2ème cl	1	0					1	
Educateur des A.P.S	1	0					1	
Opérateur des A.P.S principal	0	0					0	
Opérateur des A.P.S Qualifié	1	1		1			0	
Opérateur des A.P.S	2	0		0			2	
Total général	**13**	**7**	**0**	**7**	**0**	**0**	**6**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur de police municipale	1	0					1	
Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	3	1		1			2	
Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	3	1		1			2	
Chef de service de police municipale	2	2		2			0	
Brigadier chef principal	36	33		33			3	
Gardien-brigadier	29	21	3	18		2	8	
Total général	**74**	**58**	**3**	**55**	**0**	**2**	**16**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Agent spécialisé principal des E.M de 1è cl	32	27		27			5	
Agent spécialisé principal des E.M de 2è cl	44	32	5	27		2	12	
Médecin Hors classe	1	0					1	
Total général	**77**	**59**	**5**	**54**	**0**	**2**	**18**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Animateur principal de 1ère classe	3	3		3			0	
Animateur principal de 2ème classe	2	0					2	
Animateur	4	2			2		2	
Adjoint d'animation principal 1ècl	0	0					0	
Adjoint d'animation principal 2è cl	7	7		7			0	
Adjoint d'animation principal 2ème cl à temps non complet	3	0					3	
Adjoint d'animation	15	9	2	6	1		6	
Adjoint d'animation à temps non complet	119	64	2	10	52		55	
Total général	**153**	**85**	**4**	**26**	**55**	**0**	**68**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller Socio-éducatif	1	0					1	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	0					1	
Assistant socio-éducatif	2	1		1			1	
Total général	**4**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**3**	

Filières	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrative	265	189	5	169	15	10	76	
Technique	482	390	20	334	36	7	92	
Culturelle	145	74	4	48	22	8	71	
Sportive	13	7	0	7	0	0	6	
Sociale	77	59	5	54	0	2	18	
Sécurité	74	58	3	55	0	2	16	
Animation	153	85	4	26	55	0	68	
Médico-sociale	4	1	0	1	0	0	3	
Total général	**1213**	**863**	**41**	**694**	**128**	**29**	**350**	

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 30 MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 30

DU 23 MARS 2021

MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet les modifications et créations de postes ainsi que l'actualisation du tableau des emplois et du tableau des effectifs.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 février 2021 relative à la présentation des tableaux des emplois et effectifs de la ville de Grasse,

Vu l'avis favorable donné par le Comité Technique de la ville de Grasse le 22 mars 2021,

Le service de la police Municipale se doit d'être renforcé au niveau de son encadrement supérieur.
Aussi, il apparait nécessaire de créer un poste supplémentaire d'adjoint au responsable du service.
Ce poste permanent à temps complet sera à pouvoir par un fonctionnaire de catégorie B relevant de la filière sécurité.

Par ailleurs, afin de permettre la nomination suite à réussite au concours des Assistants du patrimoine et des bibliothèques d'un agent déjà titulaire au sein du service des Bibliothèque et Médiathèques, il convient de transformer le poste actuellement existant de la catégorie C vers la catégorie B.

Enfin, des actualisations consécutives aux mouvements internes relatifs à l'organisation des services sont prises en compte.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la création du poste et les modifications ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2021 et suivants ;
- **APPROUVER** les tableaux des emplois et des effectifs communaux annexés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Grasse

Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon

Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNELS DE LA VILLE DE GRASSE AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON

Entre

La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 23 mars 2021 désignée ci-après par « la Ville »,

D'une part,

Et

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, place du Petit Puy, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat, ci-après dénommé « le Syndicat »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Depuis sa création, le 1er janvier 2017, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon fonctionne avec des services et des moyens mutualisés provenant des villes de Grasse et de Valbonne.

Depuis le 1er janvier 2020, compte tenu du transfert des compétences « Eau » et « Assainissement », des personnels techniques de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont également mutualisés avec le SIEF.

Compte tenu de l'évolution des missions du Syndicat en 2021, il est proposé de valider, avec la ville de Grasse, une nouvelle convention de mise à disposition partielle de personnels afin de répondre aux besoins de fonctionnement du Syndicat.

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération n°……. du Conseil municipal 23 mars 2021 portant mise à disposition partielle de personnels municipaux auprès du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon,

Il EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville met partiellement à disposition du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon plusieurs de ses personnels municipaux.

Les moyens matériels suivants seront également mis à disposition du syndicat : logiciel de gestion financière Civil Net Finances (CIRIL), ordinateurs, véhicules.

Les frais associés à la gestion du logiciel (paramétrages spécifiques, journées de formation, coût de maintenance, etc…) ainsi que les frais annexes de fonctionnement des personnels mis à disposition feront l'objet d'un remboursement par le Syndicat.

ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne les personnels de la Ville suivants :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du syndicat
Cédric DIAZ	A+	Directeur
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	Responsable juridique
Aline ZAHNO	B	Responsable commande publique
Georges SORGNOTTI	C	Dessinateur-projeteur
Carole YKEN	C	Géomètre-topographe
Colette JOSIEN	C	Agent comptable
Habiba RAHAL	C	Agent d'assurances
Laurent PASCAL	A	Négociateur foncier
Nathalie WOZNIAK	B	Assistante administrative - Direction
Martine VIDAL	A	Responsable ressources humaines
Savéa AMRANE	C	Gestionnaire paie
Céline ROSSI	B	Urbanisme et Communication

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
Cédric DIAZ	A+	20 %
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	5 %
Aline ZAHNO	B	10 %
Georges SORGNOTTI	C	20 %
Carole YKEN	C	10 %
Colette JOSIEN	C	40 %
Habiba RAHAL	C	5 %
Laurent PASCAL	A	5 %
Nathalie WOZNIAK	B	10 %
Martine VIDAL	A	5 %
Savéa AMRANE	C	5 %
Céline ROSSI	B	10 %

Dans le cadre de leurs missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon.

La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2ème alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008 versés par la Ville, seront remboursés par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon au réel selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition sera ramenés au taux horaire puis multiplié par le nombre d'heures effectuées au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon.

Les frais de formation et les frais de mission liés aux missions exercées pour le Syndicat seront remboursés au réel sur présentation des justificatifs correspondants.

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Les frais associés à la gestion du logiciel seront remboursés annuellement sur présentation des justificatifs correspondants : paramétrages spécifiques au Syndicat, journées de formation, coût de maintenance au prorata du nombre d'écritures gérées et tout autre frais engagé pour le compte du Syndicat.

Le remboursement des frais généraux s'effectue sur la base d'un état annuel correspondant à 5 % du montant des frais de personnel remboursés annuellement aux Villes par le SIEF.

L'ensemble des charges visées ci-dessus sont constatées après établissement du Compte Administratif de la Ville. Le remboursement effectué par le Syndicat fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la Ville.

ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 1 an sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées dans l'avenant n° 2.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au Syndicat pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 6 - DROITS ET OBLIGATIONS

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la règlementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

ARTICLE 7 - FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- de la ville de Grasse,
- du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon,
- du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2ème alinéa de l'article 54 de la Loi du 26 janvier 1984.

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du Syndicat.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour le Syndicat Intercommunal
des Eaux du Foulon,
Le Président,

Jérôme VIAUD

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 31 CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNEL AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON (SIEF)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 31

DU 23 MARS 2021

RESSOURCES HUMAINES
MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNELS
AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON (SIEF)

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

L'administration du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) est, pour l'essentiel, assurée par des personnels mutualisés des villes de Grasse et de Valbonne. La Convention de mise à disposition de moyens et de services administratifs au profit du SIEF en cours étant arrivée à échéance le 31 décembre 2020, il est proposé de poursuivre cette collaboration en mettant à disposition partielle les agents des services supports intervenants pour la gestion administrative et technique du Syndicat.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
Direction des Ressources Humaines		

Madame Valérie COPIN expose :

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 61, 61-1, 61-2 et 63 ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil ;

CONSIDERANT QUE l'organe délibérant de la collectivité territoriale doit en être préalablement informé et que les fonctionnaires peuvent être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de leur service ;

CONSIDERANT QUE depuis le démarrage du Syndicat intercommunal des eaux du Foulon, créé le 1er janvier 2017, celui-ci fonctionne avec les moyens et les ressources des villes qui le composent, en l'espèce les villes de Grasse et de Valbonne ;

CONSIDERANT QUE les agents publics de la ville de Grasse concernés sont mis à disposition du SIEF et que dans ce cadre, ils sont placés pour l'exercice de leur fonction sous l'autorité fonctionnelle du Président du Syndicat mixte ;

CONSIDERANT QUE la convention actuelle entre le SIEF et la ville de Grasse est arrivée à échéance le 31 décembre 2020 ;

CONSIDERANT QUE le Comité syndical du SIEF lors de sa séance du 16 février 2021 a approuvé le principe de la poursuite de la mise à disposition de personnel de la ville de Grasse ;

CONSIDERANT QUE la Convention de mise à disposition partielle de personnel prévoit le remboursement des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2ème alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008, versées par la Ville ;

CONSIDERANT QUE les agents sont mis à disposition à temps partiel afin d'assurer le fonctionnement administratif et technique du SIEF à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022. Ces dispositions pourront être renouvelées deux fois par période de 1 an sur demande concordante des deux parties.

Le Comité technique a donné un avis favorable dans sa séance du 22 mars 2021,

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la mise à disposition partielle de personnels de la ville de Grasse au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon ;
- **APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition partielle de personnels de la ville de Grasse au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, annexée à la présente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la ville la convention de mise à disposition partielle de personnels de la ville de Grasse au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 32 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 33 VOTE DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE LOCALE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 33

DU 23 MARS 2021

VOTE DES TAUX DE FISCALITE
DIRECTE LOCALE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Ce rapport a pour objet de fixer le taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	Recettes : 73111	------

Madame Catherine BUTTY expose :

Il appartient au Conseil Municipal de fixer avant le 15 avril, les taux des taxes foncières bâti et non bâti.

Les collectivités ayant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale perdu leur pouvoir de taux en termes de taxe d'habitation, ce dernier est figé au niveau de 2019.

Il est néanmoins nécessaire de rappeler que le produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires est encore perçu par les collectivités.

En ce qui concerne le taux de référence sur les propriétés bâties 2021, ce dernier est désormais égal à la somme du taux communal (19,45 %) et du taux départemental voté en 2020 (10,62 %).

Compte tenu des recettes nécessaires à l'équilibre du budget 2021, je vous propose de maintenir les taux d'imposition ménages suivants :

- Taxe foncier bâti : 30,07 %
- Taxe foncier non bâti : 14,70 %

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des impôts,

Vu le budget 2021,

- **ADOPTE** les taux suivants :

- Taxe foncier bâti : 30,07 %
- Taxe foncier non bâti : 14,70 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 2 abstentions :
Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE GRASSE

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 26
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 30
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 52
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 83
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 84
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 92
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 95
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 96
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 99
A4 - Etat des provisions 101
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 102
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 103
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 105
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 106

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 112
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 119
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 120

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 121
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 125
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 126
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE GRASSE	BP
06069	BUDGET PRINCIPAL GRASSE	2021

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	51342
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	1872
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
39188486.00	65479164.00	1230.00	1307.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1182.00	1377.00
2	Produit des impositions directes/population	682.00	663.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1310.00	1659.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	267.00	406.00
5	Encours de dette/population	1755.00	1368.00
6	DGF/population	98.00	211.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	57.68	59.04
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.98	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.02	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.34	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	68 325 770,00	68 325 770,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	68 325 770,00	68 325 770,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	32 571 085,74	32 571 085,74
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	32 571 085,74	32 571 085,74

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	100 896 855,74	100 896 855,74

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	11 220 000,00	0,00	10 733 761,00	10 733 761,00	10 733 761,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 802 000,00	0,00	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00
014	Atténuations de produits	1 045 000,00	0,00	678 000,00	678 000,00	678 000,00
65	Autres charges de gestion courante	10 871 000,00	0,00	10 911 000,00	10 911 000,00	10 911 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**57 938 000,00**	**0,00**	**57 322 761,00**	**57 322 761,00**	**57 322 761,00**
66	Charges financières	2 996 000,00	0,00	2 850 000,00	2 850 000,00	2 850 000,00
67	Charges exceptionnelles	220 000,00	0,00	315 000,00	315 000,00	315 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		190 000,00	190 000,00	190 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**61 154 000,00**	**0,00**	**60 677 761,00**	**60 677 761,00**	**60 677 761,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*3 784 000,00*		*4 982 009,00*	*4 982 009,00*	*4 982 009,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 315 000,00*		*2 666 000,00*	*2 666 000,00*	*2 666 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***7 099 000,00***		***7 648 009,00***	***7 648 009,00***	***7 648 009,00***
TOTAL		**68 253 000,00**	**0,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**68 325 770,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	300 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 100 000,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
73	Impôts et taxes	53 529 000,00	0,00	55 657 000,00	55 657 000,00	55 657 000,00
74	Dotations et participations	9 188 000,00	0,00	7 323 200,00	7 323 200,00	7 323 200,00
75	Autres produits de gestion courante	1 102 000,00	0,00	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
Total des recettes de gestion courante		**66 219 000,00**	**0,00**	**66 030 200,00**	**66 030 200,00**	**66 030 200,00**
76	Produits financiers	1 224 000,00	0,00	920 570,00	920 570,00	920 570,00
77	Produits exceptionnels	350 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**67 793 000,00**	**0,00**	**67 250 770,00**	**67 250 770,00**	**67 250 770,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*460 000,00*		*1 075 000,00*	*1 075 000,00*	*1 075 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***460 000,00***		***1 075 000,00***	***1 075 000,00***	***1 075 000,00***
TOTAL		**68 253 000,00**	**0,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**68 325 770,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**6 573 009,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	140 000,00	0,00	287 000,00	287 000,00	287 000,00
204	Subventions d'équipement versées	300 000,00	0,00	752 000,00	752 000,00	752 000,00
21	Immobilisations corporelles	765 000,00	0,00	1 542 010,41	1 542 010,41	1 542 010,41
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 045 000,00	0,00	4 806 340,55	4 806 340,55	4 806 340,55
	Total des opérations d'équipement	6 700 000,00	0,00	5 213 000,00	5 213 000,00	5 213 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**12 950 000,00**	**0,00**	**12 600 350,96**	**12 600 350,96**	**12 600 350,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	30 009,00	30 009,00	30 009,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 711 000,00	0,00	13 648 677,98	13 648 677,98	13 648 677,98
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	60 000,00	0,00	1 110 000,00	1 110 000,00	1 110 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**10 771 000,00**	**0,00**	**14 788 686,98**	**14 788 686,98**	**14 788 686,98**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**300 000,00**	**0,00**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**
Total des dépenses réelles d'investissement		**24 021 000,00**	**0,00**	**30 346 085,74**	**30 346 085,74**	**30 346 085,74**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*460 000,00*		*1 075 000,00*	*1 075 000,00*	*1 075 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 167 000,00*		*1 150 000,00*	*1 150 000,00*	*1 150 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 627 000,00***		***2 225 000,00***	***2 225 000,00***	***2 225 000,00***
TOTAL		**25 648 000,00**	**0,00**	**32 571 085,74**	**32 571 085,74**	**32 571 085,74**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 571 085,74**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 221 000,00	0,00	3 338 308,69	3 338 308,69	3 338 308,69
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	10 089 000,00	0,00	13 986 746,35	13 986 746,35	13 986 746,35
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	10 298,79	10 298,79	10 298,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	689 375,11	689 375,11	689 375,11
	Total des recettes d'équipement	**14 310 000,00**	**0,00**	**18 024 728,94**	**18 024 728,94**	**18 024 728,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 970 000,00	0,00	2 125 000,00	2 125 000,00	2 125 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	226 000,00	0,00	276 300,00	276 300,00	276 300,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	576 000,00	0,00	390 000,00	390 000,00	390 000,00
	Total des recettes financières	**2 772 000,00**	**0,00**	**2 791 300,00**	**2 791 300,00**	**2 791 300,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**300 000,00**	**0,00**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**
Total des recettes réelles d'investissement		**17 382 000,00**	**0,00**	**23 773 076,74**	**23 773 076,74**	**23 773 076,74**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*3 784 000,00*		*4 982 009,00*	*4 982 009,00*	*4 982 009,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 315 000,00*		*2 666 000,00*	*2 666 000,00*	*2 666 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 167 000,00*		*1 150 000,00*	*1 150 000,00*	*1 150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***8 266 000,00***		***8 798 009,00***	***8 798 009,00***	***8 798 009,00***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		25 648 000,00	0,00	32 571 085,74	32 571 085,74	32 571 085,74

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	32 571 085,74

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	6 573 009,00

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 733 761,00		10 733 761,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 000 000,00		35 000 000,00
014	Atténuations de produits	678 000,00		678 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 911 000,00		10 911 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	2 850 000,00	*0,00*	2 850 000,00
67	Charges exceptionnelles	315 000,00	*0,00*	315 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	190 000,00	*2 666 000,00*	2 856 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*4 982 009,00*	4 982 009,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**60 677 761,00**	***7 648 009,00***	**68 325 770,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**68 325 770,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	30 009,00	*25 000,00*	55 009,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	13 648 677,98	*0,00*	13 648 677,98
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	5 213 000,00		5 213 000,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	287 000,00	*0,00*	287 000,00
204	Subventions d'équipement versées	752 000,00	*0,00*	752 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 542 010,41	*0,00*	1 542 010,41
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 806 340,55	*1 700 000,00*	6 506 340,55
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 110 000,00	*0,00*	1 110 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	2 957 047,80	*0,00*	2 957 047,80
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*500 000,00*	500 000,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**30 346 085,74**	***2 225 000,00***	**32 571 085,74**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 571 085,74**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	350 000,00		350 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 600 000,00		1 600 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*550 000,00*	550 000,00
73	Impôts et taxes	55 657 000,00		55 657 000,00
74	Dotations et participations	7 323 200,00		7 323 200,00
75	Autres produits de gestion courante	1 100 000,00	*0,00*	1 100 000,00
76	Produits financiers	920 570,00	*0,00*	920 570,00
77	Produits exceptionnels	300 000,00	*25 000,00*	325 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*500 000,00*	500 000,00
Recettes de fonctionnement – Total		**67 250 770,00**	***1 075 000,00***	**68 325 770,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**68 325 770,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 125 000,00	*0,00*	2 125 000,00
13	Subventions d'investissement	3 338 308,69	*0,00*	3 338 308,69
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	13 986 746,35	*0,00*	13 986 746,35
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 298,79	*1 150 000,00*	1 160 298,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	689 375,11	*0,00*	689 375,11
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	276 300,00	*0,00*	276 300,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*2 055 000,00*	2 055 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	2 957 047,80	*0,00*	2 957 047,80
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*611 000,00*	611 000,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*4 982 009,00*	4 982 009,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	390 000,00		390 000,00
Recettes d'investissement – Total		***23 773 076,74***	***8 798 009,00***	**32 571 085,74**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 571 085,74**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**11 220 000,00**	**10 733 761,00**	**10 733 761,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	186 250,00	150 250,00	150 250,00
60611	Eau et assainissement	370 000,00	370 000,00	370 000,00
60612	Energie - Electricité	1 798 000,00	1 810 000,00	1 810 000,00
60618	Autres fournitures non stockables	61 000,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	10 030,00	2 450,00	2 450,00
60622	Carburants	182 000,00	182 000,00	182 000,00
60623	Alimentation	16 200,00	15 700,00	15 700,00
60624	Produits de traitement	17 210,00	12 400,00	12 400,00
60628	Autres fournitures non stockées	103 900,00	63 900,00	63 900,00
60631	Fournitures d'entretien	101 610,00	189 040,00	189 040,00
60632	Fournitures de petit équipement	855 100,00	867 125,00	867 125,00
60633	Fournitures de voirie	19 000,00	80 000,00	80 000,00
60636	Vêtements de travail	137 350,00	135 750,00	135 750,00
6064	Fournitures administratives	56 500,00	49 000,00	49 000,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	153 050,00	100 350,00	100 350,00
6067	Fournitures scolaires	167 300,00	167 300,00	167 300,00
6068	Autres matières et fournitures	64 800,00	64 700,00	64 700,00
611	Contrats de prestations de services	2 013 670,00	1 606 045,00	1 606 045,00
6132	Locations immobilières	579 500,00	493 000,00	493 000,00
6135	Locations mobilières	227 960,00	270 460,00	270 460,00
614	Charges locatives et de copropriété	218 000,00	218 000,00	218 000,00
61521	Entretien terrains	145 900,00	150 500,00	150 500,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	414 710,00	410 250,00	410 250,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	250,00	250,00	250,00
615231	Entretien, réparations voiries	330 000,00	380 000,00	380 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	72 000,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	3 000,00	25 000,00	25 000,00
61551	Entretien matériel roulant	45 000,00	75 000,00	75 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	270 100,00	297 250,00	297 250,00
6156	Maintenance	408 800,00	414 800,00	414 800,00
6161	Multirisques	160 000,00	160 000,00	160 000,00
6168	Autres primes d'assurance	53 100,00	59 100,00	59 100,00
617	Etudes et recherches	80 280,00	117 080,00	117 080,00
6182	Documentation générale et technique	30 920,00	27 790,00	27 790,00
6184	Versements à des organismes de formation	52 500,00	32 500,00	32 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	3 500,00	2 500,00	2 500,00
6188	Autres frais divers	67 220,00	56 475,00	56 475,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	14 000,00	10 000,00	10 000,00
6226	Honoraires	59 660,00	58 970,00	58 970,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6228	Divers	96 450,00	100 150,00	100 150,00
6231	Annonces et insertions	25 000,00	28 000,00	28 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	157 370,00	155 511,00	155 511,00
6233	Foires et expositions	22 000,00	22 000,00	22 000,00
6236	Catalogues et imprimés	47 600,00	47 655,00	47 655,00
6237	Publications	75 000,00	75 000,00	75 000,00
6238	Divers	86 710,00	86 710,00	86 710,00
6241	Transports de biens	35 000,00	35 000,00	35 000,00
6247	Transports collectifs	242 300,00	240 000,00	240 000,00
6251	Voyages et déplacements	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6256	Missions	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6261	Frais d'affranchissement	115 550,00	120 550,00	120 550,00
6262	Frais de télécommunications	195 000,00	125 000,00	125 000,00
627	Services bancaires et assimilés	11 900,00	12 900,00	12 900,00
6281	Concours divers (cotisations)	42 350,00	42 350,00	42 350,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	20 000,00	20 000,00	20 000,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	10 000,00	10 000,00	10 000,00
63512	Taxes foncières	405 000,00	405 000,00	405 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	3 400,00	3 000,00	3 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**34 802 000,00**	**35 000 000,00**	**35 000 000,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	685 950,00	685 950,00	685 950,00
6218	Autre personnel extérieur	84 773,00	84 773,00	84 773,00
6331	Versement mobilité	332 887,00	332 887,00	332 887,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	95 831,00	95 831,00	95 831,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	247 144,00	247 144,00	247 144,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	60 525,00	60 525,00	60 525,00
64111	Rémunération principale titulaires	16 015 735,00	16 213 735,00	16 213 735,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	476 130,00	476 130,00	476 130,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64118	Autres indemnités titulaires	4 085 557,00	4 085 557,00	4 085 557,00
64131	Rémunérations non tit.	2 920 331,00	2 920 331,00	2 920 331,00
64162	Emplois d'avenir	55 484,00	55 484,00	55 484,00
64168	Autres emplois d'insertion	322 800,00	322 800,00	322 800,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 581 062,00	3 581 062,00	3 581 062,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 063 925,00	5 063 925,00	5 063 925,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	242 100,00	242 100,00	242 100,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	50 437,00	50 437,00	50 437,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	211 837,00	211 837,00	211 837,00
6472	Prestations familiales directes	25 218,00	25 218,00	25 218,00
64731	Allocations chômage versées directement	201 750,00	201 750,00	201 750,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	42 524,00	42 524,00	42 524,00
014	**Atténuations de produits**	**1 045 000,00**	**678 000,00**	**678 000,00**
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	600 000,00	145 000,00	145 000,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	410 000,00	473 000,00	473 000,00
7396	Revers impôt/cercles,maisons jeux (CCAS)	35 000,00	60 000,00	60 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 871 000,00**	**10 911 000,00**	**10 911 000,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	15 000,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	15 000,00	15 000,00
6531	Indemnités	500 000,00	500 000,00	500 000,00
6533	Cotisations de retraite	29 000,00	29 000,00	29 000,00
6536	Frais de représentation du maire	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6553	Service d'incendie	3 188 000,00	3 156 500,00	3 156 500,00
65548	Autres contributions	94 000,00	134 000,00	134 000,00
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	6 000,00	6 000,00	6 000,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	54 000,00	54 000,00	54 000,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	126 000,00	126 000,00	126 000,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	60 000,00	60 000,00	60 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	3 400 000,00	3 400 000,00	3 400 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 384 000,00	3 415 500,00	3 415 500,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**57 938 000,00**	**57 322 761,00**	**57 322 761,00**
66	**Charges financières (b)**	**2 996 000,00**	**2 850 000,00**	**2 850 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 150 000,00	2 030 000,00	2 030 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	40 000,00	40 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6618	Intérêts des autres dettes	250 000,00	70 000,00	70 000,00
666	Pertes de change	36 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	500 000,00	700 000,00	700 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**220 000,00**	**315 000,00**	**315 000,00**
6714	Bourses et prix	65 000,00	35 000,00	35 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	25 000,00	75 000,00	75 000,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	0,00	100 000,00	100 000,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0,00	25 000,00	25 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	130 000,00	80 000,00	80 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**190 000,00**	**190 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	190 000,00	190 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**61 154 000,00**	**60 677 761,00**	**60 677 761,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 784 000,00***	***4 982 009,00***	***4 982 009,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***3 315 000,00***	***2 666 000,00***	***2 666 000,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*2 465 000,00*	*1 735 000,00*	*1 735 000,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*820 000,00*	*901 000,00*	*901 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 099 000,00***	***7 648 009,00***	***7 648 009,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 099 000,00***	***7 648 009,00***	***7 648 009,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**68 253 000,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**68 325 770,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	453 455,83
Montant des ICNE de l'exercice N-1	514 654,28
= Différence ICNE N – ICNE N-1	40 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**300 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	240 000,00	280 000,00	280 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	60 000,00	70 000,00	70 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 100 000,00**	**1 600 000,00**	**1 600 000,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70321	Stationnement et location voie publique	35 000,00	20 000,00	20 000,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	119 000,00	120 000,00	120 000,00
70328	Autres droits stationnement et location	8 000,00	10 000,00	10 000,00
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0,00	500,00	500,00
70383	Redevance de stationnement	350 000,00	260 000,00	260 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	250 000,00	200 000,00	200 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	100 000,00	115 000,00	115 000,00
704	Travaux	70 000,00	40 000,00	40 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	187 000,00	120 000,00	120 000,00
70631	Redevances services à caractère sportif	10 000,00	10 000,00	10 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	220 000,00	199 500,00	199 500,00
7066	Redevances services à caractère social	25 000,00	15 000,00	15 000,00
70688	Autres prestations de services	1 000,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	10 000,00	20 000,00	20 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	85 000,00	95 000,00	95 000,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	30 000,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	15 000,00	15 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	5 000,00	5 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	475 000,00	245 000,00	245 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	25 000,00	10 000,00	10 000,00
73	**Impôts et taxes**	**53 529 000,00**	**55 657 000,00**	**55 657 000,00**
73111	Impôts directs locaux	33 295 000,00	35 381 000,00	35 381 000,00
73211	Attribution de compensation	15 163 674,00	15 163 000,00	15 163 000,00
73221	FNGIR	157 000,00	157 000,00	157 000,00
7333	Taxes funéraires	24 326,00	20 000,00	20 000,00
7336	Droits de place	35 000,00	30 000,00	30 000,00
7338	Autres taxes	35 000,00	5 000,00	5 000,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	29 000,00	31 000,00	31 000,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 245 000,00	1 150 000,00	1 150 000,00
7362	Taxes de séjour	185 000,00	200 000,00	200 000,00
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	60 000,00	40 000,00	40 000,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	300 000,00	280 000,00	280 000,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	3 000 000,00	3 200 000,00	3 200 000,00
74	**Dotations et participations**	**9 188 000,00**	**7 323 200,00**	**7 323 200,00**
7411	Dotation forfaitaire	4 352 000,00	4 224 000,00	4 224 000,00
74127	Dotation nationale de péréquation	634 000,00	679 000,00	679 000,00
744	FCTVA	80 000,00	60 000,00	60 000,00
7461	DGD	285 000,00	285 000,00	285 000,00
74718	Autres participations Etat	360 000,00	300 000,00	300 000,00
7472	Participat° Régions	10 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	30 000,00	10 000,00	10 000,00
74741	Participat° Communes du GFP	50 000,00	50 000,00	50 000,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	55 000,00	55 000,00
7478	Participat° Autres organismes	1 669 000,00	1 580 200,00	1 580 200,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	30 000,00	30 000,00	30 000,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	60 000,00	50 000,00	50 000,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 618 000,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	10 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 102 000,00**	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**
752	Revenus des immeubles	992 000,00	900 000,00	900 000,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	110 000,00	200 000,00	200 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**66 219 000,00**	**66 030 200,00**	**66 030 200,00**
76	**Produits financiers (b)**	**1 224 000,00**	**920 570,00**	**920 570,00**
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	102 000,00	98 570,00	98 570,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	622 000,00	622 000,00	622 000,00
7688	Autres	500 000,00	200 000,00	200 000,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**350 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	150 000,00	150 000,00	150 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	200 000,00	150 000,00	150 000,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**67 793 000,00**	**67 250 770,00**	**67 250 770,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***460 000,00***	***1 075 000,00***	***1 075 000,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*450 000,00*	*550 000,00*	*550 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*10 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
796	*Transferts charges financières*	*0,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***460 000,00***	***1 075 000,00***	***1 075 000,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**68 253 000,00**	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**68 325 770,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**140 000,00**	**287 000,00**	**287 000,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	125 000,00	125 000,00
2031	Frais d'études	140 000,00	162 000,00	162 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**300 000,00**	**752 000,00**	**752 000,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	202 000,00	202 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	300 000,00	550 000,00	550 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**765 000,00**	**1 542 010,41**	**1 542 010,41**
2115	Terrains bâtis	100 000,00	50 000,00	50 000,00
2118	Autres terrains	0,00	50 000,00	50 000,00
2138	Autres constructions	0,00	150 000,00	150 000,00
2152	Installations de voirie	105 000,00	184 000,00	184 000,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	20 000,00	40 000,00	40 000,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	50 000,00	50 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	40 000,00	40 000,00
2182	Matériel de transport	110 000,00	206 000,00	206 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	50 000,00	270 647,01	270 647,01
2184	Mobilier	0,00	387 190,43	387 190,43
2188	Autres immobilisations corporelles	380 000,00	114 172,97	114 172,97
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 045 000,00**	**4 806 340,55**	**4 806 340,55**
2312	Agencements et aménagements de terrains	287 000,00	100 000,00	100 000,00
2313	Constructions	2 670 000,00	2 531 000,00	2 531 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 088 000,00	2 175 340,55	2 175 340,55
928	**Opération d'équipement n° 928 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
929	**Opération d'équipement n° 929 (5)**	**6 700 000,00**	**5 213 000,00**	**5 213 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**12 950 000,00**	**12 600 350,96**	**12 600 350,96**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**30 009,00**	**30 009,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	30 009,00	30 009,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**10 711 000,00**	**13 648 677,98**	**13 648 677,98**
1641	Emprunts en euros	7 684 000,00	8 200 000,00	8 200 000,00
1643	Emprunts en devises	100 000,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 167 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	1 460 000,00	0,00	0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	300 000,00	5 448 677,98	5 448 677,98
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**60 000,00**	**1 110 000,00**	**1 110 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	10 000,00	10 000,00	10 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	1 100 000,00	1 100 000,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	50 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**10 771 000,00**	**14 788 686,98**	**14 788 686,98**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (6)	200 000,00	300 000,00	300 000,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (6)	100 000,00	0,00	0,00
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (6)	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (6)	0,00	281 447,80	281 447,80
458105	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT (6)	0,00	75 600,00	75 600,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**300 000,00**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**24 021 000,00**	**30 346 085,74**	**30 346 085,74**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***460 000,00***	***1 075 000,00***	***1 075 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***10 000,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*10 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
	Charges transférées (9)	***450 000,00***	***1 050 000,00***	***1 050 000,00***
2313	*Constructions*	*350 000,00*	*350 000,00*	*350 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*100 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***1 167 000,00***	***1 150 000,00***	***1 150 000,00***
16441	*Opérat° afférentes à l'emprunt*	*1 167 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*575 000,00*	*575 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*575 000,00*	*575 000,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 627 000,00***	***2 225 000,00***	***2 225 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**25 648 000,00**	**32 571 085,74**	**32 571 085,74**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (11)			**0,00**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**32 571 085,74**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**4 221 000,00**	**3 338 308,69**	**3 338 308,69**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	806 816,28	806 816,28
1322	Subv. non transf. Régions	242 000,00	716 842,85	716 842,85
1323	Subv. non transf. Départements	1 200 000,00	1 298 173,56	1 298 173,56
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 579 000,00	316 476,00	316 476,00
1342	Amendes de police non transférable	200 000,00	200 000,00	200 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**10 089 000,00**	**13 986 746,35**	**13 986 746,35**
1641	Emprunts en euros	7 462 000,00	13 986 746,35	13 986 746,35
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	1 167 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	1 460 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**10 298,79**	**10 298,79**
2031	Frais d'études	0,00	4 042,00	4 042,00
2033	Frais d'insertion	0,00	6 256,79	6 256,79
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**689 375,11**	**689 375,11**
2313	Constructions	0,00	349 171,75	349 171,75
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	340 203,36	340 203,36
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**14 310 000,00**	**18 024 728,94**	**18 024 728,94**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 970 000,00**	**2 125 000,00**	**2 125 000,00**
10222	FCTVA	1 520 000,00	1 625 000,00	1 625 000,00
10226	Taxe d'aménagement	450 000,00	500 000,00	500 000,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**226 000,00**	**276 300,00**	**276 300,00**
276351	Créance GFP de rattachement	226 000,00	276 300,00	276 300,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**576 000,00**	**390 000,00**	**390 000,00**
	Total des recettes financières	**2 772 000,00**	**2 791 300,00**	**2 791 300,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (5)	100 000,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (5)	200 000,00	300 000,00	300 000,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (5)	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (5)	0,00	281 447,80	281 447,80
458205	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT (5)	0,00	75 600,00	75 600,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**300 000,00**	**2 957 047,80**	**2 957 047,80**
	TOTAL RECETTES REELLES	**17 382 000,00**	**23 773 076,74**	**23 773 076,74**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***3 784 000,00***	***4 982 009,00***	***4 982 009,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***3 315 000,00***	***2 666 000,00***	***2 666 000,00***
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
28031	*Frais d'études*	*115 000,00*	*115 000,00*	*115 000,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
2804122	*Subv.Régions : Bâtiments, installations*	*110 000,00*	*110 000,00*	*110 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
28041513	*GFP rat : Projet infrastructure*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
28041611	*CDE : Bien mobilier, matériel*	*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
28041612	*CDE : Bâtiments, installations*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*950 000,00*	*540 000,00*	*540 000,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*80 000,00*	*80 000,00*	*80 000,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*3 000,00*	*3 000,00*	*3 000,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
28152	*Installations de voirie*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
281538	*Autres réseaux*	*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
281571	*Matériel roulant*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*250 000,00*	*250 000,00*	*250 000,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*121 500,00*	*121 500,00*	*121 500,00*
28184	*Mobilier*	*170 000,00*	*170 000,00*	*170 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*151 500,00*	*151 500,00*	*151 500,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*820 000,00*	*581 000,00*	*581 000,00*
4818	*Charges à étaler*	*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***7 099 000,00***	***7 648 009,00***	***7 648 009,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***1 167 000,00***	***1 150 000,00***	***1 150 000,00***
16449	*Opérat° de tirage sur ligne trésorerie*	*1 167 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***8 266 000,00***	***8 798 009,00***	***8 798 009,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**25 648 000,00**	**32 571 085,74**	**32 571 085,74**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 571 085,74**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 928 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENTS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		2 547 053,64	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**199 876,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2112	Terrains de voirie	199 876,22	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 347 177,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	8 897,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	269 872,39	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 068 407,75	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 929 (1)
LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**17 655 741,78**	**a 0,00**	**5 213 000,00**	**b 5 213 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**194 013,88**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	134 349,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	8 556,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	51 108,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 753 822,36**	**0,00**	**533 000,00**	**533 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	33 000,00	33 000,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	6 741,25	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	58 908,89	0,00	0,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	35 203,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	275 928,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	891 097,21	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	485 943,29	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**15 707 905,54**	**0,00**	**4 630 000,00**	**4 630 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	13 811 974,98	0,00	3 406 000,00	3 406 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 645 303,30	0,00	1 224 000,00	1 224 000,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	77 603,28	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	173 023,98	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 1 294 905,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**1 294 905,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	993 430,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	301 475,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-3 918 095,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	8 200 000	6 769 799	200 000	451 009	360 000	64 000	136 000	0	0	14 165 278	0	30 346 086
- Equipements municipaux (2)		3 078 351	200 000	421 000	360 000	64 000	136 000	0	0	7 589 000	0	11 848 351
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	752 000	0	752 000
- Opérations financières	8 200 000											8 200 000
Dépenses d'ordre	0											2 225 000
Total dépenses de l'exercice	**8 200 000**	**8 769 799**	**200 000**	**451 009**	**385 000**	**64 000**	**136 000**	**0**	**0**	**14 365 278**	**0**	**32 571 086**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**8 200 000**	**8 769 799**	**200 000**	**451 009**	**385 000**	**64 000**	**136 000**	**0**	**0**	**14 365 278**	**0**	**32 571 086**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**23 232 755**	**5 203 683**	**170 274**	**200 988**	**215 000**	**30 000**	**0**	**1**	**0**	**3 518 384**	**0**	**32 571 086**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**23 232 755**	**5 203 683**	**170 274**	**200 988**	**215 000**	**30 000**	**0**	**1**	**0**	**3 518 384**	**0**	**32 571 086**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**10 503 909**	**43 179 794**	**3 325 700**	**1 622 964**	**1 106 924**	**3 039 090**	**3 906 305**	**0**	**0**	**1 601 084**	**40 000**	**68 325 770**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**10 503 909**	**43 179 794**	**3 325 700**	**1 622 964**	**1 106 924**	**3 039 090**	**3 906 305**	**0**	**0**	**1 601 084**	**40 000**	**68 325 770**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**25 606 000**	**38 562 478**	**5 000**	**360 000**	**365 000**	**1 754 492**	**285 000**	**0**	**5 000**	**1 058 800**	**324 000**	**68 325 770**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**25 606 000**	**38 562 478**	**5 000**	**360 000**	**365 000**	**1 754 492**	**285 000**	**0**	**5 000**	**1 058 800**	**324 000**	**68 325 770**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**8 200 000**	**8 769 799**	**200 000**	**451 009**	**385 000**	**64 000**	**136 000**	**0**	**0**	**14 365 278**	**0**	**32 571 086**
Dépenses réelles		8 200 000	6 769 799	200 000	451 009	360 000	64 000	136 000	0	0	14 165 278	0	30 346 086
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	30 009	0	0	0	0	0	0	0	30 009
16	Emprunts et dettes assimilées	8 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	5 448 678	0	13 648 678
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	80 000	0	0	5 000	4 000	0	0	0	198 000	0	287 000
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	752 000	0	752 000
21	Immobilisations corporelles	0	1 338 010	0	0	0	0	0	0	0	204 000	0	1 542 010
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 660 341	200 000	421 000	272 000	60 000	136 000	0	0	2 057 000	0	4 806 341
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	1 110 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 110 000
Opérations d'équipement		0	0	0	0	83 000	0	0	0	0	5 130 000	0	5 213 000
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0	0	0	0	83 000	0	0	0	0	5 130 000	0	5 213 000
Opérations pour compte de tiers		0	2 581 448	0	0	0	0	0	0	0	375 600	0	2 957 048
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000	0	300 000
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	2 300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 300 000
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	281 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 448
458105	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 600	0	75 600
Dépenses d'ordre		*0*	*2 000 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*0*	*2 225 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*850 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*0*	*1 075 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*1 150 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 150 000*

RECETTES

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Total recettes investissement		**23 232 755**	**5 203 683**	**170 274**	**200 988**	**215 000**	**30 000**	**0**	**1**	**0**	**3 518 384**	**0**	**32 571 086**
Recettes réelles		16 311 746	3 994 683	170 274	197 988	200 000	0	0	1	0	2 898 384	0	23 773 077
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	390 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	390 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 125 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 125 000
13	Subventions d'investissement	200 000	284 399	170 274	197 988	0	0	0	1	0	2 485 646	0	3 338 309
16	Emprunts et dettes assimilées	13 986 746	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 986 746
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	10 299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 299
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	352 238	0	0	0	0	0	0	0	337 137	0	689 375
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	76 300	0	0	200 000	0	0	0	0	0	0	276 300
Opérations pour compte de tiers		0	2 881 448	0	0	0	0	0	0	0	75 600	0	2 957 048
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	2 300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 300 000
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	281 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 448
458205	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 600	0	75 600
Recettes d'ordre		*6 921 009*	*1 209 000*	*0*	*3 000*	*15 000*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*620 000*	*0*	*8 798 009*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*4 982 009*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 982 009*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 939 000*	*59 000*	*0*	*3 000*	*15 000*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*620 000*	*0*	*2 666 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*1 150 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 150 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**10 503 909**	**43 179 794**	**3 325 700**	**1 622 964**	**1 106 924**	**3 039 090**	**3 906 305**	**0**	**0**	**1 601 084**	**40 000**	**68 325 770**
Dépenses réelles		2 936 900	43 143 794	3 325 700	1 622 964	1 091 924	3 009 090	3 906 305	0	0	1 601 084	40 000	60 677 761
011	Charges à caractère général	11 900	7 240 955	169 200	1 289 200	435 561	203 800	72 545	0	0	1 310 600	0	10 733 761
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	34 300 739	0	83 764	554 963	0	5 050	0	0	55 484	0	35 000 000
014	Atténuations de produits	145 000	533 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	678 000

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
022	Dépenses imprévues	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
65	Autres charges de gestion courante	0	624 100	3 156 500	250 000	101 400	2 770 290	3 828 710	0	0	140 000	40 000	10 911 000
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	2 780 000	0	0	0	0	0	0	0	0	70 000	0	2 850 000
67	Charges exceptionnelles	0	255 000	0	0	0	35 000	0	0	0	25 000	0	315 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	190 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190 000
Dépenses d'ordre		*7 567 009*	*36 000*	*0*	*0*	*15 000*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 648 009*
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 982 009*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 982 009*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 585 000*	*36 000*	*0*	*0*	*15 000*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 666 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**25 606 000**	**38 562 478**	**5 000**	**360 000**	**365 000**	**1 754 492**	**285 000**	**0**	**5 000**	**1 058 800**	**324 000**	**68 325 770**
Recettes réelles		25 606 000	37 712 478	5 000	360 000	340 000	1 754 492	285 000	0	5 000	858 800	324 000	67 250 770
013	Atténuations de charges	0	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	330 700	5 000	105 000	102 000	224 500	0	0	5 000	823 800	4 000	1 600 000
73	Impôts et taxes	19 741 000	35 601 000	0	0	0	0	0	0	0	5 000	310 000	55 657 000
74	Dotations et participations	5 043 000	200 208	0	105 000	150 000	1 529 992	285 000	0	0	0	10 000	7 323 200
75	Autres produits de gestion courante	0	915 000	0	150 000	5 000	0	0	0	0	30 000	0	1 100 000
76	Produits financiers	822 000	15 570	0	0	83 000	0	0	0	0	0	0	920 570
77	Produits exceptionnels	0	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*850 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*0*	*1 075 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*850 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*0*	*1 075 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		10 503 909,00	43 169 794,00	0,00	10 000,00	0,00	53 683 703,00
Dépenses de l'exercice		10 503 909,00	43 169 794,00	0,00	10 000,00	0,00	53 683 703,00
011	Charges à caractère général	11 900,00	7 230 955,00	0,00	10 000,00	0,00	7 252 855,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	34 300 739,00	0,00	0,00	0,00	34 300 739,00
014	Atténuations de produits	145 000,00	533 000,00	0,00	0,00	0,00	678 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 982 009,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*4 982 009,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 585 000,00*	*36 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 621 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	624 100,00	0,00	0,00	0,00	624 100,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	2 780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 780 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	255 000,00	0,00	0,00	0,00	255 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		25 606 000,00	38 562 478,00	0,00	0,00	0,00	64 168 478,00
Recettes de l'exercice		25 606 000,00	38 562 478,00	0,00	0,00	0,00	64 168 478,00
013	Atténuations de charges	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*850 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	330 700,00	0,00	0,00	0,00	330 700,00
73	Impôts et taxes	19 741 000,00	35 601 000,00	0,00	0,00	0,00	55 342 000,00
74	Dotations et participations	5 043 000,00	200 208,00	0,00	0,00	0,00	5 243 208,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	915 000,00	0,00	0,00	0,00	915 000,00
76	Produits financiers	822 000,00	15 570,00	0,00	0,00	0,00	837 570,00
77	Produits exceptionnels	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		15 102 091,00	-4 607 316,00	0,00	-10 000,00	0,00	10 484 775,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		41 825 439,00	536 500,00	0,00	182 555,00	524 350,00	66 500,00	34 450,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		41 825 439,00	536 500,00	0,00	182 555,00	524 350,00	66 500,00	34 450,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	6 497 100,00	2 500,00	0,00	182 555,00	514 350,00	0,00	34 450,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 300 739,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	533 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*36 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	13 600,00	534 000,00	0,00	0,00	10 000,00	66 500,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	255 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		38 408 478,00	0,00	0,00	10 000,00	24 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		38 408 478,00	0,00	0,00	10 000,00	24 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	196 700,00	0,00	0,00	10 000,00	24 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	35 581 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	200 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	915 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	15 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 416 961,00	-536 500,00	0,00	-172 555,00	-500 350,00	-66 500,00	85 550,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 325 700,00	0,00	0,00	3 325 700,00
Dépenses de l'exercice		3 325 700,00	0,00	0,00	3 325 700,00
011	Charges à caractère général	169 200,00	0,00	0,00	169 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	3 156 500,00	0,00	0,00	3 156 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
Recettes de l'exercice		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 320 700,00	0,00	0,00	-3 320 700,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	165 000,00	3 160 700,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	165 000,00	3 160 700,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	165 000,00	4 200,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 156 500,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-160 000,00	-3 160 700,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	611 464,00	0,00	0,00	0,00	1 011 500,00	0,00	1 622 964,00
Dépenses de l'exercice		0,00	611 464,00	0,00	0,00	0,00	1 011 500,00	0,00	1 622 964,00
011	Charges à caractère général	0,00	277 700,00	0,00	0,00	0,00	1 011 500,00	0,00	1 289 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	83 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 764,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	360 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	360 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	105 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-501 464,00	0,00	0,00	0,00	-761 500,00	0,00	-1 262 964,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		215 535,00	388 312,00	7 617,00	775 000,00	235 000,00	0,00	1 500,00	0,00
Dépenses de l'exercice		215 535,00	388 312,00	7 617,00	775 000,00	235 000,00	0,00	1 500,00	0,00
011	Charges à caractère général	60 540,00	217 160,00	0,00	775 000,00	235 000,00	0,00	1 500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 995,00	40 152,00	7 617,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	119 000,00	131 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		35 000,00	70 000,00	5 000,00	150 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		35 000,00	70 000,00	5 000,00	150 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	5 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	35 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-180 535,00	-318 312,00	-2 617,00	-625 000,00	-135 000,00	0,00	-1 500,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	134 286,00	804 638,00	168 000,00	0,00	1 106 924,00
Dépenses de l'exercice		0,00	134 286,00	804 638,00	168 000,00	0,00	1 106 924,00
011	Charges à caractère général	0,00	117 886,00	249 675,00	68 000,00	0,00	435 561,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	554 963,00	0,00	0,00	554 963,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 400,00	0,00	100 000,00	0,00	101 400,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	120 000,00	241 000,00	4 000,00	0,00	365 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	120 000,00	241 000,00	4 000,00	0,00	365 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	90 000,00	8 000,00	4 000,00	0,00	102 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-14 286,00	-563 638,00	-164 000,00	0,00	-741 924,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		19 286,00	0,00	0,00	115 000,00	200 000,00	599 963,00	4 675,00	0,00
Dépenses de l'exercice		19 286,00	0,00	0,00	115 000,00	200 000,00	599 963,00	4 675,00	0,00
011	Charges à caractère général	17 886,00	0,00	0,00	100 000,00	200 000,00	45 000,00	4 675,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	554 963,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		95 000,00	0,00	0,00	25 000,00	154 000,00	87 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		95 000,00	0,00	0,00	25 000,00	154 000,00	87 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	90 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		75 714,00	0,00	0,00	-90 000,00	-46 000,00	-512 963,00	-4 675,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		9 000,00	863 590,00	2 166 500,00	0,00	3 039 090,00
Dépenses de l'exercice		9 000,00	863 590,00	2 166 500,00	0,00	3 039 090,00
011	Charges à caractère général	9 000,00	66 800,00	128 000,00	0,00	203 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	761 790,00	2 008 500,00	0,00	2 770 290,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	10 000,00	1 744 492,00	0,00	1 754 492,00
Recettes de l'exercice		0,00	10 000,00	1 744 492,00	0,00	1 754 492,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	10 000,00	214 500,00	0,00	224 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	1 529 992,00	0,00	1 529 992,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 000,00	-853 590,00	-422 008,00	0,00	-1 284 598,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		773 040,00	52 050,00	0,00	35 000,00	3 500,00	703 500,00	1 433 000,00	30 000,00
Dépenses de l'exercice		773 040,00	52 050,00	0,00	35 000,00	3 500,00	703 500,00	1 433 000,00	30 000,00
011	Charges à caractère général	11 250,00	52 050,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	128 000,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	761 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 500,00	1 305 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 500,00	1 564 992,00	0,00
Recettes de l'exercice		10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 500,00	1 564 992,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 500,00	35 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 529 992,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-763 040,00	-52 050,00	0,00	-35 000,00	-3 500,00	-524 000,00	131 992,00	-30 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		74 595,00	3 831 710,00	0,00	3 906 305,00
Dépenses de l'exercice		74 595,00	3 831 710,00	0,00	3 906 305,00
011	Charges à caractère général	69 545,00	3 000,00	0,00	72 545,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 050,00	0,00	0,00	5 050,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 828 710,00	0,00	3 828 710,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		285 000,00	0,00	0,00	285 000,00
Recettes de l'exercice		285 000,00	0,00	0,00	285 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	285 000,00	0,00	0,00	285 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		210 405,00	-3 831 710,00	0,00	-3 621 305,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		74 595,00	0,00	0,00	3 831 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		74 595,00	0,00	0,00	3 831 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	69 545,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 828 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		210 405,00	0,00	0,00	-3 831 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Recettes de l'exercice		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		670 484,00	860 600,00	70 000,00	0,00	1 601 084,00
Dépenses de l'exercice		670 484,00	860 600,00	70 000,00	0,00	1 601 084,00
011	Charges à caractère général	425 000,00	835 600,00	50 000,00	0,00	1 310 600,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	55 484,00	0,00	0,00	0,00	55 484,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	120 000,00	0,00	20 000,00	0,00	140 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		193 000,00	865 800,00	0,00	0,00	1 058 800,00
Recettes de l'exercice		193 000,00	865 800,00	0,00	0,00	1 058 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*	*200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	163 000,00	660 800,00	0,00	0,00	823 800,00
73	Impôts et taxes	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-477 484,00	5 200,00	-70 000,00	0,00	-542 284,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		2 000,00	0,00	0,00	78 484,00	590 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		2 000,00	0,00	0,00	78 484,00	590 000,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 000,00	0,00	0,00	23 000,00	400 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	55 484,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	95 000,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	66 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	95 000,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	66 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	95 000,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	36 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 000,00	95 000,00	0,00	-78 484,00	-558 000,00	0,00	66 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	10 200,00	358 400,00	447 000,00	45 000,00	50 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	10 200,00	358 400,00	447 000,00	45 000,00	50 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	10 200,00	358 400,00	447 000,00	20 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		300,00	20 000,00	845 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	300,00	20 000,00	845 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	300,00	20 000,00	640 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		300,00	9 800,00	486 600,00	-447 000,00	-44 500,00	-50 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		14 000,00	30 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	324 000,00
Recettes de l'exercice		14 000,00	30 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	324 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	30 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
74	Dotations et participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		14 000,00	30 000,00	0,00	0,00	280 000,00	-40 000,00	0,00	0,00	284 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**8 200 000,00**	**8 769 798,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 969 798,76**
Dépenses de l'exercice		**8 200 000,00**	**8 769 798,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 969 798,76**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***850 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***850 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***1 150 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 150 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**8 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 200 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 338 010,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 338 010,41**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 660 340,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 660 340,55**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**1 110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 110 000,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**2 581 447,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 581 447,80**
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	281 447,80	0,00	0,00	0,00	281 447,80
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**23 232 755,35**	**5 203 683,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 436 438,52**
Recettes de l'exercice		**23 232 755,35**	**5 203 683,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 436 438,52**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***4 982 009,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***4 982 009,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 939 000,00***	***59 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 998 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***1 150 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 150 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 125 000,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	200 000,00	284 398,83	0,00	0,00	0,00	484 398,83
16	Emprunts et dettes assimilées	13 986 746,35	0,00	0,00	0,00	0,00	13 986 746,35
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	10 298,79	0,00	0,00	0,00	10 298,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	352 237,75	0,00	0,00	0,00	352 237,75
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	76 300,00	0,00	0,00	0,00	76 300,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	2 881 447,80	0,00	0,00	0,00	2 881 447,80
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	281 447,80	0,00	0,00	0,00	281 447,80
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		15 032 755,35	-3 566 115,59	0,00	0,00	0,00	11 466 639,76

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		8 515 463,21	0,00	0,00	164 335,55	50 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		8 515 463,21	0,00	0,00	164 335,55	50 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 150 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 123 674,86**	**0,00**	**0,00**	**164 335,55**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 620 340,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**2 581 447,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	281 447,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**5 203 683,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**5 203 683,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***59 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***1 150 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**284 398,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 298,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**352 237,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**76 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**2 881 447,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	281 447,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-3 311 780,04**	**0,00**	**0,00**	**-164 335,55**	**-50 000,00**	**0,00**	**-40 000,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Dépenses de l'exercice		200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		170 274,21	0,00	0,00	170 274,21
Recettes de l'exercice		170 274,21	0,00	0,00	170 274,21
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	170 274,21	0,00	0,00	170 274,21
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-29 725,79	0,00	0,00	-29 725,79

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	170 274,21	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	170 274,21	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	170 274,21	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-29 725,79	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	451 009,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 009,00
Dépenses de l'exercice		0,00	451 009,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 009,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	30 009,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 009,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	421 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	200 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 988,42
Recettes de l'exercice		0,00	200 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 988,42
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	197 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 988,42
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-250 020,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-250 020,58

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		30 009,00	200 000,00	221 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		30 009,00	200 000,00	221 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	30 009,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	200 000,00	221 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		200 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		200 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	197 988,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		170 979,42	-200 000,00	-221 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**40 000,00**	**345 000,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**40 000,00**	**345 000,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***25 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***25 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**15 000,00**	**257 000,00**	**0,00**	**0,00**	**272 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**15 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**215 000,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**15 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**215 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***15 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***15 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-25 000,00	-145 000,00	0,00	0,00	-170 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		15 000,00	0,00	0,00	25 000,00	83 000,00	2 000,00	0,00	260 000,00
Dépenses de l'exercice		15 000,00	0,00	0,00	25 000,00	83 000,00	2 000,00	0,00	260 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	255 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-15 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	-83 000,00	198 000,00	0,00	-260 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	64 000,00	0,00	0,00	64 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	64 000,00	0,00	0,00	64 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*30 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-64 000,00	30 000,00	0,00	-34 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-64 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-136 000,00	0,00	-136 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**6 105 677,98**	**8 259 600,00**	**0,00**	**0,00**	**14 365 277,98**
Dépenses de l'exercice		**6 105 677,98**	**8 259 600,00**	**0,00**	**0,00**	**14 365 277,98**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***200 000,00***	***0,00***	***0,00***	***200 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 448 677,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 448 677,98**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**155 000,00**	**43 000,00**	**0,00**	**0,00**	**198 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**202 000,00**	**550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**752 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**204 000,00**	**0,00**	**0,00**	**204 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**300 000,00**	**1 757 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 057 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**5 130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 130 000,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	5 130 000,00	0,00	0,00	5 130 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**375 600,00**	**0,00**	**0,00**	**375 600,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458105	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	75 600,00	0,00	0,00	75 600,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**20 000,00**	**3 498 383,59**	**0,00**	**0,00**	**3 518 383,59**
Recettes de l'exercice		**20 000,00**	**3 498 383,59**	**0,00**	**0,00**	**3 518 383,59**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***20 000,00***	***600 000,00***	***0,00***	***0,00***	***620 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 485 646,23	0,00	0,00	2 485 646,23
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	337 137,36	0,00	0,00	337 137,36
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	75 600,00	0,00	0,00	75 600,00
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458205	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	75 600,00	0,00	0,00	75 600,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-6 085 677,98	-4 761 216,41	0,00	0,00	-10 846 894,39

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		125 000,00	222 000,00	0,00	0,00	5 758 677,98	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		125 000,00	222 000,00	0,00	0,00	5 758 677,98	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 448 677,98	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	125 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	202 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**280 000,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458105	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***20 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458205	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-125 000,00	-202 000,00	0,00	0,00	-5 758 677,98	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	2 089 600,00	160 000,00	6 010 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	2 089 600,00	160 000,00	6 010 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	13 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	1 597 000,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	5 130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	5 130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458105	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	0,00	75 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**692 922,75**	**0,00**	**2 805 460,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**692 922,75**	**0,00**	**2 805 460,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***50 000,00***	***0,00***	***550 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**567 322,75**	**0,00**	**1 918 323,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 137,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458205	DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT	0,00	0,00	75 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**-1 396 677,25**	**-160 000,00**	**-3 204 539,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
LT-00602305162	12/11/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LT-00602717157/43652780424	07/07/2020	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
souplesse-T4M	30/06/2005	1 231 884,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2005-090-Eonia	01/08/2005	0,00	0,00	0,00	1 376 318,00	-1 310 780,00
2005-090-T4M	01/08/2005	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Revo SG 16543 -Tirage Eonia	25/07/2006	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 166 666,67
330 SG-Eonia	10/12/2008	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
344-Tirage-EUR03M	22/05/2019	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**15 731 884,00**	**0,00**	**0,00**	**1 376 318,00**	**-144 113,33**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**160 712 189,61**									
1641 Emprunts en euros (total)					145 712 189,61									
000295	DEXIA CL	01/10/2001	07/08/2000	01/01/2002	1 524 490,17	C	Taux fixe 5.35% à barrière 6.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.1%)	5,350	5,540	EUR	T	P	O	B-1
000301	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2001	25/12/2001	25/03/2002	1 524 490,17	F	Taux fixe à 4.9 %	4,900	4,990	EUR	T	P	O	A-1
000305	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2002	25/12/2002	25/03/2003	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.15 sur Euribor 3M) + 0.15	3,100	3,180	EUR	T	P	O	A-1
000308	SFIL CAFFIL	01/06/2003	01/06/2003	01/06/2004	4 132 762,51	C	Euribor 12M(Postfixé)-Floor à 3.88 activant à 2 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,330	2,370	EUR	A	P	O	B-1
000316	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2003	25/02/2004	25/10/2004	7 386 428,87	C	(2*(Libor CHF 12M(Postfixé)-Floor 0.06 sur Libor CHF 12M(Postfixé)))-0.12	1,900	1,930	EUR	A	C	O	A-1
000318	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2004	25/12/2004	25/12/2005	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.74% à barrière 4.75% sur Libor USD 12M(Postfixé)	4,870	4,940	EUR	A	P	O	B-4
000321	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/08/2005	01/12/2004	01/08/2006	1 311 433,19	V	Livret A + 0.45	2,950	2,950	EUR	A	P	O	A-1
000324	SFIL CAFFIL	02/10/2006	02/10/2006	01/03/2007	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	4,030	EUR	T	P	O	A-1
000326	Rivage Investment	27/07/2009	23/12/2010	01/10/2011	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.43	2,250	1,930	EUR	T	P	O	A-1
000332	SOCIETE GENERALE	04/09/2013	10/01/2014	10/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,230	EUR	T	C	O	A-1
000333	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2013	25/10/2013	25/03/2014	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,000	4,060	EUR	T	P	O	A-1
000335	SOCIETE GENERALE	14/10/2014	15/10/2014	15/01/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.63 %	2,630	2,700	EUR	T	C	O	A-1
000336	CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/08/2014	22/12/2014	22/03/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,630	EUR	T	C	O	A-1
000337	CREDIT AGRICOLE	21/10/2016	21/10/2016	24/12/2017	2 900 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,700	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
003052	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2005	25/11/2005	25/02/2006	5 134 552,00	F	Taux fixe à 3.51 %	3,510	3,560	EUR	T	P	O	A-1
003177	CAISSE D'EPARGNE	25/05/2006	25/05/2006	25/05/2007	6 688 109,86	C	Taux fixe 4.37% à barrière 6.5% sur Libor USD 12M(Postfixé)	4,370	4,430	EUR	A	C	O	B-4
322-1	SFIL CAFFIL	27/07/2015	01/08/2015	01/08/2016	7 154 758,70	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,400	EUR	A	P	O	A-1
322-2	SFIL CAFFIL	27/07/2015	01/08/2015	01/08/2016	16 400 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,400	EUR	A	P	O	A-1
322-3	SFIL CAFFIL	27/07/2015	01/08/2015	01/08/2016	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,400	EUR	A	P	O	A-1
325	SFIL CAFFIL	07/04/2005	01/03/2007	01/03/2008	7 000 000,00	C	Max(((2*Euribor 12M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 0.63 et 0)	5,190	5,270	EUR	A	P	O	A-1
330	SOCIETE GENERALE	10/12/2012	10/12/2012	10/03/2014	3 750 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	4,070	EUR	T	C	O	A-1
334	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	03/11/2008	03/11/2008	31/12/2008	4 250 000,00	F	Taux fixe à 4.69 %	4,690	4,840	EUR	T	C	O	A-1
338	CREDIT AGRICOLE	03/08/2017	22/10/2018	22/01/2019	1 500 000,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 3M	0,350	0,350	EUR	T	P	O	A-1
339	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/11/2016	15/11/2017	01/03/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,980	EUR	T	P	O	A-1
340	CREDIT AGRICOLE	01/01/2018	01/01/2018	07/01/2018	135 948,68	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	0,640	EUR	T	P	O	A-1
341	CREDIT AGRICOLE	30/05/2018	04/06/2018	04/09/2018	1 246 235,38	V	(Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Euribor 3M	0,280	0,280	EUR	T	C	O	A-1
342	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/06/2018	27/06/2019	01/10/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	1,580	EUR	T	P	O	A-1
343	CAISSE D'EPARGNE	21/11/2018	25/11/2019	25/11/2020	3 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.41)-Floor -0.41 sur Euribor 3M	0,090	0,100	EUR	A	C	O	A-1
344 Consolidation	SOCIETE GENERALE	22/05/2019	23/04/2021	23/07/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.62)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,620	0,630	EUR	T	C	O	A-1
345	SOCIETE GENERALE	22/05/2019	15/07/2019	15/10/2019	1 394 113,33	V	(Euribor 3M + 0.72)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,720	0,730	EUR	T	C	O	A-1
346	CREDIT AGRICOLE	10/05/2019	23/05/2022	23/08/2022	8 500 000,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Moyenne Euribor 3M	0,290	0,290	EUR	X	P	O	A-1
347	SFIL CAFFIL	22/05/2019	15/01/2020	01/05/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.46 %	1,460	1,490	EUR	T	C	O	A-1
348	BANQUE POSTALE	08/07/2020	31/07/2020	01/11/2020	3 178 378,44	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	0,740	EUR	T	X	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
349	CREDIT AGRICOLE	16/06/2020	31/07/2020	31/10/2020	1 376 318,00	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	0,440	0,450	EUR	T	C	O	A-1
350	CREDIT AGRICOLE	16/06/2020	31/08/2020	30/11/2020	224 170,31	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,450	EUR	T	P	O	A-1
351	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/07/2020	24/10/2020	17/01/2021	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
352	CREDIT AGRICOLE	25/01/2021	20/02/2021	20/02/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	A	P	O	A-1
souplesse-T4M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/06/2005	30/06/2005	28/03/2006	0,00	V	(T4M(Postfixé) + 0.11)-Floor -0.11 sur T4M(Postfixé)	2,170	2,230	EUR	A	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					15 000 000,00									
330 SG-Eonia	SOCIETE GENERALE	10/12/2008	10/12/2008	04/10/2013	0,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.95	3,300	3,400	EUR	X	X	O	A-1
344-Tirage-EUR03M	SOCIETE GENERALE	22/05/2019	23/04/2021	23/04/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,500	0,510	EUR	X	X	O	A-1
Revo SG 16543 -Tirage Eonia	SOCIETE GENERALE	25/07/2006	31/07/2006	31/12/2018	0,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.0275	2,810	2,910	EUR	A	X	O	A-1
Tirage 2 16543- Opération du 05/04/07	SOCIETE GENERALE	07/03/2007	07/03/2007	31/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe à 2.83 %	2,830	2,870	EUR	A	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**7 357 797,47**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					7 357 797,47									
Emprunt PPP Dailly tranche 1	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/12/2014	4 011 934,79	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,140	EUR	T	P	O	A-1
Emprunt PPP Dailly tranche 2	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/03/2015	2 069 604,00	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,170	EUR	T	P	O	A-1
Emprunt PPP FP tranche 1	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/12/2014	241 518,36	F	Taux fixe à 12 %	12,000	12,740	EUR	T	P	O	A-1
Emprunt PPP FP tranche 2	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/03/2015	126 371,58	F	Taux fixe à 12 %	12,000	12,740	EUR	T	P	O	A-1
Emprunt PPP Projet tranche 1	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/12/2014	576 912,95	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	4,040	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Emprunt PPP Projet tranche 2	AUTRE	01/08/2014	01/08/2014	31/03/2015	331 455,79	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	4,070	EUR	T	P	O	A-1
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**168 069 987,08**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**8 882 469,38**		**84 590 680,67**					**7 733 222,41**	**2 128 715,46**	**213 865,25**	**515 972,08**
1641 Emprunts en euros (total)		8 882 469,38		80 090 680,67					6 983 222,41	1 968 183,05	213 865,25	515 972,08
000295	N	0,00	B-1	31 110,69	0,00	C	Taux fixe 5.35% à barrière 6.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.1%)	5,540	31 110,69	425,35	0,00	0,00
000301	O	116 422,92	D-4	116 422,92	0,98	C	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09 Taux fixe 3.5% à barrière 0.95 sur USD-CHF (3.5%/1.55/0.95)	14,160	116 422,92	12 868,94	2 690,59	0,00
000305	O	519 894,67	D-4	519 894,22	1,75	F	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09 Taux fixe à 4 %	4,120	255 935,15	12 153,11	-7 369,65	209,50
000308	O	903 093,33	D-4	903 093,33	2,42	C	Taux fixe 1.62% à barrière 2.6% sur Libor CHF 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 2.6% sur Libor	2,310	286 468,88	71 184,97	50 360,00	7 744,45
000316	N	0,00	A-1	23 115,75	0,82	V	(Euribor 12M-Floor -0.12 sur Euribor 12M) + 0.12	0,000	23 115,75	0,00	0,00	0,00
000318	O	995 876,76	F-6	995 876,76	3,98	C	Taux fixe 2% à barrière -0.1065 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (2%/1/-0.1065)	5,220	231 055,22	89 733,47	37 763,09	816,26

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
000321	N	0,00	A-1	382 903,13	4,58	V	Livret A + 0.45	0,950	74 165,43	3 637,58	0,00	1 213,94
000324	N	0,00	A-1	1 540 112,85	5,92	F	Taux fixe à 3.91 %	4,030	232 378,79	57 618,88	0,00	4 261,03
000326	N	0,00	A-1	3 450 197,10	15,50	V	Euribor 3M + 0.6	0,060	186 483,84	2 560,78	0,00	549,19
000332	N	0,00	A-1	2 749 999,82	8,02	F	Taux fixe à 4.1 %	4,230	333 333,36	109 115,04	0,00	22 568,98
000333	N	0,00	A-1	2 426 387,86	7,98	F	Taux fixe à 4 %	4,060	262 764,43	93 146,73	0,00	1 202,01
000335	N	0,00	A-1	2 100 000,00	13,79	F	Taux fixe à 2.63 %	2,700	150 000,00	54 495,79	0,00	10 969,29
000336	N	0,00	A-1	2 100 000,00	13,97	F	Taux fixe à 2.6 %	2,630	150 000,00	53 137,50	0,00	1 126,67
000337	N	0,00	A-1	1 740 000,00	5,98	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	290 000,00	12 180,00	0,00	169,17
003052	N	0,00	A-1	773 808,16	1,73	F	Taux fixe à 3.51 %	3,560	380 144,07	22 193,45	0,00	1 343,38
003177	N	0,00	B-4	271 626,03	0,40	C	Taux fixe 4.37% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé)	4,430	271 626,03	12 034,92	0,00	0,00
322-1	N	0,00	A-1	5 959 131,39	14,58	F	Taux fixe à 3.35 %	3,400	276 159,78	202 403,55	0,00	80 382,48
322-2	N	0,00	A-1	13 659 406,09	14,58	F	Taux fixe à 3.35 %	3,400	633 008,12	463 945,52	0,00	184 251,16
322-3	N	0,00	A-1	4 997 343,67	14,58	F	Taux fixe à 3.35 %	3,400	231 588,35	169 736,17	0,00	67 408,96
325	O	3 250 194,88	B-1	3 250 194,88	6,17	C	Taux fixe 3.48% à barrière 5.1% sur Euribor 12M(Postfixé) (Marge de 0.95%)	3,530	399 188,38	114 363,52	-8 314,36	94 387,99
330	N	0,00	A-1	1 970 339,04	7,69	F	Taux fixe à 3.95 %	4,070	254 237,28	75 080,69	0,00	3 954,18
334	N	0,00	A-1	1 231 884,00	5,00	F	Taux fixe à 4.69 %	4,840	246 377,00	54 156,39	0,00	0,00
338	N	0,00	A-1	1 354 678,73	17,81	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 3M	0,350	73 042,82	4 645,58	0,00	847,30
339	N	0,00	A-1	4 057 641,61	11,92	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	320 296,21	38 449,19	0,00	2 939,65
340	N	0,00	A-1	58 823,06	2,02	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	26 039,10	314,06	0,00	48,37
341	N	0,00	A-1	1 038 529,48	12,42	V	(Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Euribor 3M	0,080	83 082,36	687,51	0,00	45,01
342	N	0,00	A-1	1 850 703,66	13,50	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	121 561,45	28 355,75	0,00	0,00
343	N	0,00	A-1	2 850 000,00	18,90	V	Livret A + 0.3-Floor -0.3 sur Livret A	0,810	150 000,00	23 116,67	0,00	2 160,00
344 Consolidation	N	0,00	A-1	0,00	20,00	V	(Euribor 3M + 0.62)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,000	125 000,00	15 659,30	0,00	5 793,13

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
345	N	0,00	A-1	1 306 981,23	18,54	V	(Euribor 3M + 0.72)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,730	69 705,68	9 349,97	0,00	1 905,41
346	N	0,00	A-1	7 800 000,00	16,39	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Moyenne Euribor 3M	0,110	0,00	5 844,11	0,00	730,00
347	N	0,00	A-1	1 925 000,00	19,08	F	Taux fixe à 1.46 %	1,490	100 000,00	27 938,72	0,00	4 440,83
348	O	3 096 986,82	F-6	3 096 986,82	7,58	C	Taux fixe 2.96% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 1A(Postfixé) >= 0% sinon (10.55% - 10 x spre	3,040	335 868,42	110 954,15	138 735,58	-4 207,64
349	N	0,00	A-1	1 359 114,02	19,58	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	0,390	68 815,91	4 988,04	0,00	799,68
350	N	0,00	A-1	199 374,37	1,91	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	99 463,02	729,50	0,00	37,47
351	N	0,00	A-1	2 000 000,00	19,79	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	94 783,97	10 978,15	0,00	2 158,95
352	N	0,00	A-1	0,00	20,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,000	0,00	0,00	0,00	15 715,28
souplesse-T4M	N	0,00	A-1	0,00	5,00	V	(T4M(Postfixé) + 0.11)-Floor -0.11 sur T4M(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		4 500 000,00					750 000,00	160 532,41	0,00	0,00
330 SG-Eonia	N	0,00	A-1	0,00	7,94	V	EONIA(Postfixé) + 0.95	0,480	0,00	0,00	0,00	0,00
344-Tirage-EUR03M	N	0,00	A-1	0,00	0,31	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,510	0,00	0,00	0,00	0,00
Revo SG 16543 -Tirage Eonia	N	0,00	A-1	1 166 666,67	5,58	V	(EONIA(Postfixé) + 0.0475)-Floor -0.0475 sur EONIA(Postfixé)	0,000	83 333,34	0,00	0,00	0,00
Tirage 2 16543- Opération du 05/04/07	N	0,00	A-1	3 333 333,33	5,00	F	Taux fixe à 4.75 %	4,820	666 666,66	160 532,41	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**5 532 983,99**					**340 049,02**	**252 705,49**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		5 532 983,99					340 049,02	252 705,49	0,00	0,00
Emprunt PPP Dailly tranche 1	N	0,00	A-1	2 985 589,59	12,75	F	Taux fixe à 4.02 %	4,140	185 628,33	118 844,71	0,00	0,00
Emprunt PPP Dailly tranche 2	N	0,00	A-1	1 568 580,19	12,75	F	Taux fixe à 4.05 %	4,170	97 340,79	62 907,95	0,00	0,00
Emprunt PPP FP tranche 1	N	0,00	A-1	192 034,28	12,75	F	Taux fixe à 12 %	12,740	9 208,23	31 722,49	0,00	0,00
Emprunt PPP FP tranche 2	N	0,00	A-1	100 732,50	12,75	F	Taux fixe à 12 %	12,740	4 837,29	12 890,62	0,00	0,00
Emprunt PPP Projet tranche 1	N	0,00	A-1	433 084,44	12,75	F	Taux fixe à 3.92 %	4,040	27 185,26	16 580,53	0,00	0,00
Emprunt PPP Projet tranche 2	N	0,00	A-1	252 962,99	12,75	F	Taux fixe à 3.95 %	4,070	15 849,12	9 759,19	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**8 882 469,38**		**90 123 664,66**					**8 073 271,43**	**2 381 420,95**	**213 865,25**	**515 972,08**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 01/01/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)**	**Niveau du taux à la date de vote du budget (9)**	**Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)**	**Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**% par type de taux selon le capital restant dû**
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
000295	DEXIA CL	1 524 490,17	31 110,69	1	19,00		Taux fixe 5.35% à barrière 6.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.1%)	Taux fixe 5.35% à barrière 6.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.1%)	0,00	Taux fixe 5.35% à barrière 6.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.1%)	5,540	425,35	0,00	0,03
003177	CAISSE D'EPARGNE	6 688 109,86	271 626,03	4	15,00		Taux fixe 4.37% à barrière 6.5% sur Libor USD 12M(Postfixé)	Taux fixe 4.37% à barrière 6.5% sur Libor USD 12M(Postfixé)	0,00	Taux fixe 4.37% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé)	4,430	12 034,92	0,00	0,30
325	SFIL CAFFIL	3 250 194,88 3 749 805,12	0,00 3 250 194,88	1	20,00	01/03/2009 - 01/03/2011	Max(((2*Euribor 12M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 0.63 et 0)	Max(((2*Euribor 12M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 0.63 et 0)	0,00	Taux fixe 3.48% à barrière 5.1% sur Euribor 12M(Postfixé) (Marge de 0.95%)	3,530	114 363,52	-8 314,36	3,61
TOTAL (B)		**15 212 600,03**	**3 552 931,60**						**0,00**			**126 823,79**	**-8 314,36**	**3,94**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
000301	CAISSE D'EPARGNE	232 845,84 1 291 644,33	0,00 116 422,92	4	20,00	25/03/2007 - 25/12/2011	Taux fixe à 4.9 %	Taux fixe à 4.9 %	2 452,77	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09	14,160	12 868,94	2 690,59	0,13
000305	CAISSE D'EPARGNE	1 039 789,34 2 960 210,66	0,00 519 894,22	4	20,00		(Euribor 3M + 0.04)-Floor -0.04 sur Euribor 3M	(Euribor 3M + 0.04)-Floor -0.04 sur Euribor 3M	0,00	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09	4,120	12 153,11	-7 369,65	0,58

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 01/01/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)**	**Niveau du taux à la date de vote du budget (9)**	**Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)**	**Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**% par type de taux selon le capital restant dû**
000308	SFIL CAFFIL	1 806 186,66 2 326 575,85	0,00 903 093,33	4	20,00	01/06/2006 - 01/06/2012	Euribor 12M(Postfixé)-Floor à 3.88 activant à 2 sur Euribor 12M(Postfixé)	Euribor 12M(Postfixé)-Floor à 3.88 activant à 2 sur Euribor 12M(Postfixé)	41 836,26	Taux fixe 1.62% à barrière 2.6% sur Libor CHF 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 2.6% sur Libor	2,310	71 184,97	50 360,00	1,00
TOTAL (D)		**9 657 252,68**	**1 539 410,47**						**44 289,03**			**96 207,02**	**45 680,94**	**1,71**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
000318	CAISSE D'EPARGNE	995 876,76 2 504 123,24	0,00 995 876,76	6	20,00	25/12/2006 - 25/12/2012	Taux fixe 3.74% à barrière 5.5% sur Libor USD 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.74% à barrière 4.75% sur Libor USD 12M(Postfixé)	0,00	Taux fixe 2% à barrière -0.1065 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (2%/1/-0.1065)	5,220	89 733,47	37 763,09	1,11
348	BANQUE POSTALE	3 096 986,82 81 391,62	0,00 3 096 986,82	6	8,08	01/02/2005 - 01/11/2007	Taux fixe à 0.74 %	Taux fixe à 0.74 %	1 021 838,76	Taux fixe 2.96% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 1A(Postfixé) >= 0% sinon (10.55% - 10 x spre	3,040	110 954,15	138 735,58	3,44
TOTAL (F)		**6 678 378,44**	**4 092 863,58**						**1 021 838,76**			**200 687,62**	**176 498,67**	**4,55**
TOTAL GENERAL		**31 548 231,15**	**9 185 205,65**						**1 066 127,79**			**423 718,43**	**213 865,25**	**10,19**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	40	0	0	0	0	
	% de l'encours	89,79	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	80 938 459,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	1	0	
	% de l'encours	3,64	0,00	0,00	0,30	0,00	
	Montant en euros	3 281 305,57	0,00	0,00	271 626,03	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	3	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	1,71	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	1 539 410,47	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						2
	% de l'encours						4,55
	Montant en euros						4 092 863,58

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**519 894,67**					**3 302 070,13**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Swap 305b	000305	519 894,67	25/12/2022	FMS	swap	taux	3 302 070,13	25/06/2007	25/12/2022		0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**10 205 756,02**					**31 081 252,16**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
SWAP 318	000318	995 876,76	25/12/2024	FMS	swap	taux	3 283 009,43	25/12/2006	25/12/2024	A	0,00	0,00	0,00
Swap 301	000301	116 422,92	27/12/2021	NATIXIS	swap	taux	1 466 447,81	25/03/2003	27/12/2021		0,00	0,00	0,00
Swap 301b	000301	116 422,92	25/12/2021	FMS	swap	taux	1 255 081,31	25/03/2007	25/12/2021		0,00	0,00	0,00
Swap 305	000305	519 894,67	27/12/2022	NATIXIS	swap	taux	3 963 717,14	25/03/2003	27/12/2022		0,00	0,00	0,00
Swap 308b	000308	903 093,33	01/06/2023	FMS	swap	taux	3 738 745,94	01/06/2006	01/06/2023	A	0,00	0,00	0,00
swap 308	000308	909 093,33	01/06/2023	NATIXIS	swap	taux	4 132 762,51	01/07/2003	01/06/2023	A	0,00	0,00	0,00
swap 309	000309	3 014 577,80	01/08/2028	NATIXIS	swap	taux	6 675 469,15	01/02/2005	01/08/2028		0,00	0,00	0,00
swap 325	325	3 630 374,29	01/03/2027	SOCIETE GENERALE	swap	taux	6 566 018,87	01/03/2009	01/03/2027	A	0,00	0,00	0,00
Total		**10 725 650,69**					**34 383 322,29**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						875 344,54	247 095,34		
Swap 305b	000305	Taux fixe à 4 %	4,121	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09	-1,004	875 344,54	247 095,34	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						3 518 533,74	3 631 889,83		
SWAP 318	000318	Taux fixe 2% à barrière -0.1065 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (2%/1/-0.1065)	2,029	Taux fixe 3.74% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé)	3,795	33 567,08	568 916,79	B-4	F-6
Swap 301	000301	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09	-1,004	Taux fixe à 4.9 %	4,991	26 998,01	464 206,53	A-1	D-4
Swap 301b	000301	Taux fixe 3.5% à barrière 0.95 sur USD-CHF (3.5%/1.55/0.95)	3,599	(2*(Libor CHF 12M(Postfixé))) + 0.09	-1,004	384 083,69	50 648,69	A-1	F-6
Swap 305	000305	(2*Libor CHF 12M(Postfixé)) + 0.09	-1,004	Euribor 03 M	-0,314	257 663,17	310 352,65	A-1	D-4
Swap 308b	000308	10.98-Taux fixe 10.98% à barrière 1.098% sur écart CMS GBP 10 An - CMS EUR 10 An (0%/10/0)	5,333	Si Libor CHF 12M(Postfixé)<=2.6 alors 1.62 % sinon 2*Libor CHF 12M(Postfixé)	1,644	574 843,40	280 913,23	B-1	F-6
swap 308	000308	Taux fixe 1.62% à barrière 2.6% sur Libor CHF 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 2.6% sur Libor	1,644	Euribor 12 M(Postfixé)-Floor à 3.88 activant à 2 sur Euribor 12 M(Postfixé)	3,937	96 346,11	530 266,80	B-1	D-4
swap 309	000309	Taux fixe 2.96% si Spread CMS EUR 30 ans(Postfixé)-CMS EUR 01 an(Postfixé) >= 0% sinon (10.55% - 10	3,037	Taux fixe à 4.68 %	4,763	128 549,52	1 426 585,14	A-1	F-6
swap 325	325	Taux fixe 3.48% à barrière 5.1% sur Euribor 12 M(Postfixé) (Marge de 0.95%)	3,531	Euribor 12 M + 0.05	-0,143	2 016 482,76	0,00	A-1	B-1
Total						4 393 878,28	3 878 985,17		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2016-06-28

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres équipements	10	28/06/2016
L	Autres équipments sans seuil	10	28/06/2016
L	Autres immobilisations incorporelles	10	28/06/2016
L	Brouette	8	28/06/2016
L	Camions et véhicules industriels	8	28/06/2016
L	Coffre-fort	20	28/06/2016
L	Concessions et droits similaires	3	28/06/2016
L	Révision de documents d'urbanisme	5	28/06/2016
L	Electroménager	5	28/06/2016
L	Frais d'études	5	28/06/2016
L	Equipements de garages et ateliers	10	28/06/2016
L	Installations générales, agenc, amen	10	28/06/2016
L	Frais d'annonce et d'insertions	5	28/06/2016
L	Installations de voirie	10	28/06/2016
L	Logiciels	3	28/06/2016
L	Autres installation, matériel et outillage techniq	10	28/06/2016
L	Matériel roulant	8	28/06/2016
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	28/06/2016
L	Autre matériel sans seuil	10	28/06/2016
L	Matériel de bureau et matériel inform.	5	28/06/2016
L	Matériels de bureau et info sans seuil	5	28/06/2016
L	Mobilier	10	28/06/2016
L	Mobilier sans seuil	10	28/06/2016
L	Matériel roulant	8	28/06/2016
L	Instruments de musique	5	28/06/2016
L	Sub Autre Org Public Bât Install	15	28/06/2016
L	Sub en nature bâtiments et installations	30	28/06/2016
L	Sub en nature bien mobilier matériel études	5	28/06/2016
L	Subvention au CCAS biens mobiliers	5	28/06/2016
L	Scooter	8	28/06/2016
L	Autre matériel outillage défense civile	10	28/06/2016
L	Subvention étab. publics locaux	5	28/06/2016
L	Subvention équipmeent SPIC rattaché	15	28/06/2016
L	Equipements sportifs	10	28/06/2016
L	Subventions autres organismes	15	28/06/2016
L	Sub Bât Install Personne Droit Privé	5	28/06/2016
L	Subvention Département bâtiment	15	28/06/2016
L	Subvention dép infra intérêt national	15	28/06/2016
L	Subvention équip bien mobilier pers droit privé	5	28/06/2016
L	Sub groupt collectiv infra int national	5	28/06/2016
L	Subvention région bâtiment/installation	15	28/06/2016
L	Subvention caisse écoles biens immobiliers	5	28/06/2016
L	Subvention caisse écoles bien mobiliers	5	28/06/2016
L	Sub équip en nature personne droit privé	5	28/06/2016
L	Sub équip en nature bât pers droit privé	30	28/06/2016

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subentions à caract. indus. et commerc.	5	28/06/2016
L	Bicyclette	8	28/06/2016
L	Voitures	8	28/06/2016

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**228 779,31**		**283 231,51**	**512 010,82**	**52 248,34**	**459 762,48**
Risque irrécouvrabilté tiers	0,00	29/03/2016	95 885,17	95 885,17	0,00	95 885,17
Provision pour risque d'iirecouvrabilité de tiers	0,00	26/06/2018	88 934,52	88 934,52	0,00	88 934,52
Provision pour risques de taux et de change au titre des emprunts complexes	38 947,45	08/12/2020	98 411,82	137 359,27	52 248,34	85 110,93
Demande indemnitaire	189 831,86	23/03/2021	0,00	189 831,86	0,00	189 831,86
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**228 779,31**		**283 231,51**	**512 010,82**	**52 248,34**	**459 762,48**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**8 225 000,00**	**I**	**8 225 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**8 200 000,00**		**8 200 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	8 200 000,00		8 200 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**25 000,00**		**25 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*25 000,00*		*25 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**8 225 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 225 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**10 439 309,00**	**III**	**10 439 309,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 401 300,00**		**2 401 300,00**
10222	FCTVA	1 625 000,00		1 625 000,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00		500 000,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
276351	Créance GFP de rattachement	276 300,00		276 300,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**8 038 009,00**		**8 038 009,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*100 000,00*		*100 000,00*
28031	*Frais d'études*	*115 000,00*		*115 000,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 000,00*		*2 000,00*
2804122	*Subv.Régions : Bâtiments, installations*	*110 000,00*		*110 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*60 000,00*		*60 000,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*50 000,00*		*50 000,00*
28041513	*GFP rat : Projet infrastructure*	*20 000,00*		*20 000,00*
28041611	*CDE : Bien mobilier, matériel*	*1 000,00*		*1 000,00*
28041612	*CDE : Bâtiments, installations*	*2 000,00*		*2 000,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*5 000,00*		*5 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*30 000,00*		*30 000,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*		*5 000,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*540 000,00*		*540 000,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*10 000,00*		*10 000,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*80 000,00*		*80 000,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*2 000,00*		*2 000,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*3 000,00*		*3 000,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*20 000,00*		*20 000,00*
28152	*Installations de voirie*	*10 000,00*		*10 000,00*
281538	*Autres réseaux*	*12 000,00*		*12 000,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*5 000,00*		*5 000,00*
281571	*Matériel roulant*	*20 000,00*		*20 000,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*250 000,00*		*250 000,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*60 000,00*		*60 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*100 000,00*		*100 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*121 500,00*		*121 500,00*
28184	*Mobilier*	*170 000,00*		*170 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*151 500,00*		*151 500,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*581 000,00*		*581 000,00*
4818	*Charges à étaler*	*30 000,00*		*30 000,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
024	Produits des cessions d'immobilisations	390 000,00	390 000,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*4 982 009,00*	*4 982 009,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**10 439 309,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 439 309,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**8 225 000,00**
Ressources propres disponibles	IV	**10 439 309,00**
Solde	V = IV – II (6)	**2 214 309,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				**514 684,85**	**356 086,63**	**26 433,04**	**132 165,18**
2020	Fonds de concours centre hospitalier	15	23/09/2004	55 898,00	55 898,00	0,00	0,00
2020	Fonds de concours construction des Lycées	15	22/09/2005	194 456,47	194 456,47	0,00	0,00
2020	Admission en non valeur cité Sainte Thérèse	10	19/09/2017	264 330,38	105 732,16	26 433,04	132 165,18

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				**17 181 000,00**	**4 100 000,00**	**820 041,00**	**12 260 959,00**
2020	Idemnités compensatoires dérogatoires - DEXIA	8	07/07/2020	281 000,00	0,00	0,00	281 000,00
2020	Amortissement indemnité capitalisée Refinancement SFIL	20	08/12/2015	16 400 000,00	4 100 000,00	820 000,00	11 480 000,00
2021	Indemnité de remboursement anticipé	12	23/03/2021	500 000,00	0,00	41,00	499 959,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01	Intitulé de l'opération : PERIL 16 PLACE AUX AIRES PERIL 16, PLACE AUX AIRES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
454 PERIL 16 PLACE AUX AIRES (5)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
454 PERIL 16, PLACE AUX AIRES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**

N° opération : 03	Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**2 300 000,00**	**2 300 000,00**
458 CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (5)	0,00	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**2 300 000,00**	**2 300 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**2 300 000,00**	**2 300 000,00**
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**2 300 000,00**	**2 300 000,00**

N° opération : 04	Intitulé de l'opération : DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
458 DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (5)	0,00	0,00	350 000,00	350 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	350 000,00	350 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**

N° opération : 05	Intitulé de l'opération : DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**75 600,00**
458 DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT (5)	0,00	0,00	75 600,00	75 600,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**75 600,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**75 600,00**
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	75 600,00	75 600,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**75 600,00**	**75 600,00**

N° opération : 103	Intitulé de l'opération : PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**10 376,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (5)	10 376,16	0,00	0,00	0,00

N° opération : 103	Intitulé de l'opération : PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**10 376,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 376,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	10 376,16	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 376,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 104	Intitulé de l'opération : PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 633,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (5)	1 633,36	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 633,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 633,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 633,36	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 633,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 106	Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**48 032,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS (5)	48 032,17	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 106	Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**48 032,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**48 032,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	48 032,17	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**48 032,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 113	Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**11 739,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 8 RUE DES SOEURS (5)	11 739,90	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**11 739,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**11 739,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	11 739,90	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**11 739,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 116	Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 185,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (5)	1 185,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 116	Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Dépenses nettes (a – c)	**1 185,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 185,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 185,24	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 185,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 117	Intitulé de l'opération : PERIL, 5 BOULEVARD EMILE ZOLA			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 160,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 5 BOULEVARD EMILE ZOLA (5)	1 160,64	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 160,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 160,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 160,64	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 160,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45	Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (5)	120,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45	Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 95	Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 241,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454 PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE (5)	1 241,16	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 241,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**19 664 181,33**	**14 667 940,76**											**500 513,12**	**679 246,89**
ASS ORSAC	2001	P	MAISON RETRAITE (3)	CDC	543 785,65	13 766,54	0,42	T	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	86,65	13 766,55
ASS ORSAC	2003	P	MAISON RETRAITE (4)	CDC	385 750,50	53 711,94	2,67	T	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	783,27	19 531,68
ASS ORSAC	2005	P	CENTRE REEDUCATION (2)	CE	540 000,00	291 248,46	9,84	A	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	A-1	EUR	13 688,68	23 481,79
ASS ORSAC	2005	P	CENTRE REEDUCATION (1)	CE	3 053 228,33	1 659 799,97	9,84	A	F	Taux fixe à 4.85 %	4,850	F	Taux fixe à 4.85 %	4,850	A-1	EUR	80 500,30	132 888,40
ASS ORSAC	2009	P		DEXIA CL	1 185 000,00	904 719,91	18,33	T	V	Livret A + 1.13	3,680	V	Livret A + 1.13	1,640	A-1	EUR	14 553,32	31 977,85
ASS ORSAC	2018	P		CDC	482 247,29	452 360,04	18,33	T	V	Livret A + 1.13	0,470	V	Livret A + 1.13	1,640	A-1	EUR	7 232,60	15 988,88
OGEC FENELON	2006	P	SERVICE RESTAURATION ECOLE SAINTE MARTHE	CE	600 000,00	235 721,55	5,84	M	F	Taux fixe à 4.88 %	4,990	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	7 668,48	36 497,05
OGEC FENELON	2011	P	EXTENSION LYCEE ACQUIS ANCIEN C.IMPÔTS	CE	2 650 000,00	2 158 247,91	20,93	M	F	Taux fixe à 4.53 %	4,630	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	74 409,10	70 862,84
OGEC FENELON	2012	P	EXTENSION LYCEE AMENAG ANCIEN C.IMPÔTS	CE	202 267,18	163 159,19	19,51	M	F	Taux fixe à 4.53 %	4,630	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	5 616,43	5 905,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OGEC FENELON	2013	P	EXTENSION LYCEE AMENAG ANCIEN C.IMPÔTS	CE	1 533 433,96	1 272 491,43	20,43	M	F	Taux fixe à 4.53 %	4,630	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	43 848,23	43 220,18
OGEC FENELON	2013	P	EXTENSION LYCEE AMENAG ANCIEN C.IMPÔTS	CE	817 313,68	673 141,30	20,18	M	F	Taux fixe à 4.53 %	4,630	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	23 189,19	23 258,86
OGEC FENELON	2018	P		CE	7 250 000,00	6 577 767,59	19,01	M	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	F	Taux fixe à 3.5 %	3,560	A-1	EUR	226 289,19	246 712,26
U.L.I.S.S	1999	P		CDC	234 009,24	98 592,57	10,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	1 281,70	9 334,11
U.L.I.S.S	1999	P		CDC	17 633,93	7 429,50	10,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	96,58	703,38
U.L.I.S.S	2001	P		CDC	7 622,45	3 601,38	12,58	A	V	Livret A + 0.7	3,700	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	43,22	292,83
U.L.I.S.S	2001	P		CDC	35 442,26	16 745,42	12,58	A	V	Livret A + 0.7	3,700	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	200,95	1 361,57
U.L.I.S.S	2002	P		CDC	126 446,86	85 436,06	31,17	A	V	Livret A + 0.7	3,700	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	1 025,23	3 463,01
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**57 629 480,82**	**29 734 325,74**											**575 935,92**	**5 132 342,24**
ADOMA	1997	P		CDC	658 019,68	60 159,81	1,32	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	721,92	29 900,54
ADOMA	1997	P		CDC	53 011,47	8 371,78	2,07	A	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	A-1	EUR	249,48	2 709,07
ADOMA	1997	P		CDC	89 614,67	9 828,29	1,32	A	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	A-1	EUR	292,88	4 842,04
COTE D'AZUR HABITAT	1987	P		CDC	466 250,07	93 290,56	3,08	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	951,56	23 492,74
COTE D'AZUR HABITAT	1987	P		CDC	21 586,78	4 319,23	3,08	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	44,06	1 087,68
COTE D'AZUR HABITAT	1997	P	9 PLACE DE L'EVÊCHE - 2 LOG.	CDC	81 785,40	29 708,18	8,17	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	386,21	3 403,44
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	1 077 328,79	683 745,42	7,92	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	6 974,20	82 463,41
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	25 507,96	18 100,17	8,00	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	229,87	1 911,12
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	1 114 633,98	766 272,00	9,50	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	7 815,97	73 175,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	748 711,69	514 713,18	9,75	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	5 250,07	49 152,74
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	988 217,96	679 365,39	9,75	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	6 929,53	64 876,26
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	91 812,61	63 117,95	9,67	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	643,80	6 027,48
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	1 261 647,67	897 286,26	9,08	A	V	Livret A + 1.15	1,900	V	Livret A + 1.15	1,650	A-1	EUR	14 805,22	92 352,30
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P		CDC	14 514,84	10 012,96	8,17	A	V	Livret A + 1.15	1,900	V	Livret A + 1.15	1,650	A-1	EUR	165,21	1 139,80
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2004	P		CDC	223 424,00	137 310,53	18,17	A	V	Livret A + 0.7	2,950	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	1 647,73	7 733,84
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA HLM	1997	P		CDC	108 086,35	33 461,98	8,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	435,01	3 995,90
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	1987	P	FREDERIC MISTRAL 100 LOG.	CDC	2 517 210,27	503 660,95	3,08	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	5 137,34	126 833,61
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2002	P	LES GENETS	CDC	179 615,64	144 436,90	31,92	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	2 455,43	3 434,05
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2005	P	PAUL GOBY 11 LOG.	CDC	262 245,00	181 081,23	19,08	A	V	Livret A + 0.7	2,950	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	2 172,97	8 064,96
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2006	P	CARRE EST/REVE VIEILLE/LA LAUVE	CDC	294 680,92	162 566,35	14,00	A	V	Livret A + 0.85	2,850	V	Livret A + 0.85	1,350	A-1	EUR	2 601,06	10 279,58
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2005	P	LES GENETS	CDC	79 409,13	58 264,85	23,96	A	V	Livret A + 0.77	2,770	V	Livret A + 0.77	1,270	A-1	EUR	739,96	2 400,92
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2005	P	CERISAIE/MISTRAL/FONT LAUGIERE/GLYCINES	CDC	7 074 315,30	3 444 348,04	7,68	A	V	Livret A + 0.67	2,670	V	Livret A + 0.67	2,670	A-1	EUR	106 643,10	397 487,73
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2005	P	MOULIN DE BRUN / TOURACHE	CDC	53 022,44	9 833,42	2,96	A	V	Livret A + 1.3	3,300	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	177,00	3 251,91
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2005	P	LE NID/LES JASMINS/CLAVARY/FREYSSINET/BLAQUIERE II	CDC	11 345 716,40	6 244 147,74	10,71	A	V	Livret A + 1.3	3,300	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	112 394,66	548 087,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2008	P	LES ROUMEGONS 48 LOG.	CDC	296 200,85	168 863,48	12,50	T	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	4,230	A-1	EUR	6 840,79	12 521,04
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2007	P	LE BELVEDERE - LES GENETS	DEXIA CL	1 623 892,74	1 211 435,38	18,67	A	F	Taux fixe à 3.3 %	3,300	F	Taux fixe 3.3% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 1A(Postfixé) >= 0.2% sinon (5.5% - 5 x spread	3,350	E-3	EUR	40 532,61	46 591,91
IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM	2006	P	CARRE EST/RITOURNELLE/BEL AIR 1-2/MOULIN DE BRUN	DEXIA CL	4 249 383,76	1 516 240,01	9,67	A	F	Taux fixe à 2.98 %	3,020	F	Taux fixe 2.98% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 1A(Postfixé) >= 0.2% sinon (5.5% - 5 x sprea	3,020	E-3	EUR	45 811,51	143 709,76
OP DE CANNES	2008	P	LA TOISON D'OR	CDC	279 984,00	125 488,15	7,25	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,950	A-1	EUR	1 192,14	15 171,85
OP DE CANNES	2008	P	LA TOISON D'OR	CDC	71 608,16	19 063,04	2,92	T	F	Taux fixe à 4 %	4,000	F	Taux fixe à 4 %	4,000	A-1	EUR	891,34	6 029,15
S.O.H.L.A.M	1996	P	LE RICHELIEU AV. PIERRE SEMARD	CDC	15 311,67	4 984,55	7,58	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	64,80	639,63
S.O.H.L.A.M	1996	P	LE MIRASOL BD EMILE ZOLA	CDC	20 519,03	6 679,72	7,58	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	86,84	857,16
S.O.H.L.A.M	1996	P	LE ROY RENE 1	CDC	20 054,98	6 528,68	7,58	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	84,87	837,78
S.O.H.L.A.M	1996	P	LE ROY RENE 2	CDC	21 164,80	6 889,97	7,58	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	89,57	884,14
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°004	CDC	26 629,95	8 669,07	7,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	112,70	1 112,44
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT D N°007	CDC	16 095,41	5 239,68	7,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	68,12	672,37
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT C N°407	CDC	15 333,17	4 991,54	7,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	64,89	640,53
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT E N°204	CDC	15 638,07	5 090,79	7,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	66,18	653,26
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT E N°207	CDC	16 552,76	5 388,57	7,92	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	70,05	691,48
S.O.H.L.A.M	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°101	CDC	23 716,95	8 698,29	8,00	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	134,82	977,49
S.O.H.L.A.M	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°201	CDC	27 680,63	9 981,87	8,33	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	129,76	1 143,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.O.H.L.A.M	1998	P	LES RÊVES D'OR CYCLAMEN 2	CDC	17 436,21	6 862,18	9,08	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	89,21	710,72
S.O.H.L.A.M	1999	P		CDC	7 843,04	3 360,01	10,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	43,68	314,28
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°004	URCIL	43 143,08	14 316,47	5,75	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	214,75	2 298,15
S.O.H.L.A.M	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°201	URCIL	40 094,09	15 408,85	6,00	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	231,13	2 104,18
S.O.H.L.A.M	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°101	URCIL	35 977,97	13 827,00	6,17	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	207,41	1 888,16
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT E N°207	URCIL	27 745,72	9 207,05	5,83	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	138,11	1 477,96
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT E N°204	URCIL	27 440,82	9 105,87	5,75	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	136,59	1 461,72
S.O.H.L.A.M	1996	P	LE ROY RENE 2	URCIL	37 350,01	11 995,25	5,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	119,95	1 949,81
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT D N°007	URCIL	27 898,17	9 257,64	5,75	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	138,86	1 486,09
S.O.H.L.A.M	1997	P	LE ROY RENE 1	URCIL	33 538,78	10 771,26	5,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	107,71	1 750,85
S.O.H.L.A.M	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT C N°407	URCIL	27 135,93	9 004,71	5,75	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	135,07	1 445,48
SA D'HLM LOGIREM	2018	P		CDC	22 666,39	17 671,16	10,92	A	V	Livret A + 1.3	2,050	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	318,08	1 682,70
SA D'HLM LOGIREM	2018	P		CDC	36 772,00	30 498,02	9,17	A	V	Livret A + 0.6	2,050	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	335,48	3 363,92
SA D'HLM LOGIREM	2018	P		CDC	18 963,14	15 727,67	9,17	A	V	Livret A + 0.6	2,050	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	173,00	1 734,76
SA D'HLM LOGIREM	2018	P		CDC	14 126,89	11 716,58	9,42	A	V	Livret A + 0.6	2,050	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	128,88	1 292,34
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2005	P		CDC	534 286,09	429 649,88	30,83	A	V	Livret A + 1.2	3,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	7 304,05	10 641,76
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2005	P		CDC	66 952,90	52 515,86	30,83	A	V	Livret A + 0.7	2,700	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	630,19	1 408,48
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2005	P		CDC	554 855,50	446 190,93	30,83	A	V	Livret A + 1.2	3,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	7 585,25	11 051,45
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2005	P		CDC	59 926,96	47 004,94	30,83	A	V	Livret A + 0.7	2,700	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	564,06	1 260,68
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2018	P		CDC	316 041,39	297 607,51	27,00	T	V	Livret A + 1.2	0,480	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	4 972,61	8 677,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2018	P		CDC	38 654,33	36 229,57	27,00	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	427,75	1 131,85
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2018	P		CDC	330 966,32	311 661,89	27,00	T	V	Livret A + 1.2	0,480	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	5 207,44	9 087,04
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2018	P		CDC	35 072,08	32 872,05	27,00	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	388,12	1 026,96
SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	2018	P		CDC	1 708 937,68	1 585 643,47	24,67	T	V	Livret A + 1.2	0,480	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	26 457,11	52 065,97
SAHLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	1992	P	CONST. 67 LOG. AV. DE PROVENCE	CDC	1 497 544,20	478 858,51	6,00	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	2,050	A-1	EUR	9 816,60	67 991,48
SAHLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	1992	P	CONST. 67 LOG. AV. DE PROVENCE	CDC	2 615 875,69	836 459,03	6,00	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	2,050	A-1	EUR	17 147,41	118 765,95
SAHLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	1994	P	CONST. 40 LOG. AV. DE PROVENCE	CDC	2 744 329,72	1 027 132,09	8,42	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	2,050	A-1	EUR	18 488,38	115 645,37
SAHLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	1999	P	CONST. 5/58LOG. RUE GOBY	CDC	284 321,62	20 224,55	0,42	A	V	Livret A + 1.3	3,800	V	Livret A + 1.3	2,050	A-1	EUR	364,04	20 224,55
SAHLM LOGEO MEDITERRANNEE	2010	P		CDC	334 568,85	82 210,47	2,75	A	V	Livret A + 1.2	2,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	1 397,58	29 549,66
SAHLM LOGEO MEDITERRANNEE	2018	P		CDC	1 835 597,28	1 700 014,48	25,00	A	V	Livret A + 1.3	2,050	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	34 850,30	67 261,20
SAHLM LOGEO MEDITERRANNEE	2018	P		CDC	1 443 733,97	1 247 082,06	11,46	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	21 200,40	102 193,78
SAHLM LOGEO MEDITERRANNEE	2018	P		CDC	389 548,05	353 057,99	16,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 766,28	18 615,32
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2014	P	AMENAGEMENT QUARTIER MARTELLY	C.C.C.COOP	1 600 000,00	106 211,44	0,74	T	F	Taux fixe à 1.95 %	1,960	F	Taux fixe à 1.95 %	1,960	A-1	EUR	1 037,30	106 211,44
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2016	C		CRCAM PCA	4 000 000,00	1 333 333,34	0,97	S	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	A-1	EUR	7 000,00	1 333 333,34
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2017	F		ARKEA	450 000,00	450 000,00	0,58	X	V	Euribor 3M + 1.55-Floor -1.55 sur Euribor 3M	1,240	V	Euribor 3M + 1.55-Floor -1.55 sur Euribor 3M	1,060	A-1	EUR	3 481,25	450 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2016	F		CE	800 000,00	800 000,00	0,98	X	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	A-1	EUR	24 226,66	800 000,00
TOTAL GENERAL					**77 293 662,15**	**44 402 266,50**											**1 076 449,04**	**5 811 589,13**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)
CONTRAT DE PARTENARIAT ECLAIRAGE PUBLIC	2013	ILLUMINEO CEPAC	FINANCER, CONCEVOIR ET REALISER DES PRESTATIONS	20 449 466,00	20 449 466,00	19	01/09/2033	7 357 797,43	5,00

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Libellé de la recette : TAXE DE SEJOUR

Reste à employer au 01/01/N :			**0,00**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
73	7362	TAXE DE SEJOUR	200 000,00
Total recettes			**200 000,00**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
73	7362	TAXE DE SEJOUR	1 255 000,00
Total dépenses			**1 255 000,00**
Reste à employer au 31/12/N :			**-1 055 000,00**

Libellé de la recette : AMENDES DE POLICE

Reste à employer au 01/01/N :			**0,00**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
13	1342	AMENDES DE POLICE	400 000,00
Total recettes			**400 000,00**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
13	1342	AMENDES DE POLICE	950 000,00
Total dépenses			**950 000,00**
Reste à employer au 31/12/N :			**-550 000,00**

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		**0,00**	
TOTAL Recettes	**600 000,00**	**Total Dépenses**	**2 205 000,00**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		**-1 605 000,00**	

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**4,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	0,00	3,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**185,00**	**185,00**	**164,84**	**15,80**	**180,64**
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	0,00	45,00	45,00	35,20	9,00	44,20
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	0,00	47,00	47,00	46,60	0,00	46,60
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2E CLASSE	C	0,00	63,00	63,00	61,04	0,00	61,04
ATTACHE	A	0,00	8,00	8,00	4,00	4,00	8,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	0,00	9,00	9,00	7,00	2,00	9,00
DIRECTEUR	A	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	2,00
REDACTEUR	B	0,00	4,00	4,00	3,00	0,80	3,80
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	2,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2ECLASSE	B	0,00	4,00	4,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**396,00**	**25,00**	**421,00**	**343,43**	**65,46**	**408,89**
ADJOINT TECHNIQUE	C	182,00	25,00	207,00	137,23	61,46	198,69
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	31,00	0,00	31,00	30,50	0,00	30,50
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE	C	76,00	0,00	76,00	75,00	0,00	75,00
AGENT DE MAITRISE	C	30,00	0,00	30,00	28,90	0,00	28,90
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	53,00	0,00	53,00	53,00	0,00	53,00
INGENIEUR	A	5,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
INGENIEUR EN CHEF	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN	B	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	2,80	1,00	3,80
TECHNICIEN PRINCIPAL 2E CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
FILIERE SOCIALE (d)		**62,00**	**0,00**	**62,00**	**57,80**	**0,00**	**57,80**
ASEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	28,00	0,00	28,00	26,50	0,00	26,50
ASEM PRINCIPAL 2E CLASSE	C	33,00	0,00	33,00	30,30	0,00	30,30
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF 1ERE CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
CONSEILLER DES APS	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLER DES APS PRINCIPAL 2E CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EDUCATEUR DES APS	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
OPERATEUR DES APS QUALIFIE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**53,00**	**18,00**	**71,00**	**44,03**	**21,17**	**65,20**
ADJOINT DU PATRIMOINE	C	7,00	8,00	15,00	6,50	7,50	14,00
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2E CLASSE	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 2E CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	7,00	3,00	10,00	4,00	4,60	8,60
ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE	B	4,00	3,00	7,00	0,00	5,65	5,65
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSERVATEUR EN CHEF BIBLIOTHEQUE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE CN	A	5,00	4,00	9,00	5,63	1,42	7,05
PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HC	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**22,00**	**60,00**	**82,00**	**21,84**	**22,95**	**44,79**
ADJOINT ANIMATION 2E CLASSE	C	8,00	59,00	67,00	11,00	18,95	29,95
ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 2E CLASSE	C	9,00	1,00	10,00	7,84	2,00	9,84
ANIMATEUR	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		**56,00**	**0,00**	**56,00**	**55,80**	**0,00**	**55,80**
BRIGADIER APPELATION	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL	C	35,00	0,00	35,00	34,80	0,00	34,80
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 2E CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
GARDIEN-BRIGADIER	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
CHARGE DE MISSION		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**597,00**	**288,00**	**885,00**	**694,74**	**126,38**	**821,12**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	SAHLM LE LOGIS FAMILIAL		SA HLM	3 442 231,90
-	OP DE CANNES		OPH	184 524,97
-	SA D'HLM LOGIREM		SA HLM	86 840,17
-	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA HLM		SA HLM	41 486,35
-	S.O.H.L.A.M		SA HLM	237 390,42
-	IMMOBILIERE MEDITERRANEE SA HLM		SA HLM	16 131 889,68
-	SAHLM LOGEO MEDITERRANNEE		SA HLM	3 424 276,24
-	ASS ORSAC		Association	3 394 143,61
-	OGEC FENELON		Association	11 906 787,76
-	ADOMA		SA HLM	283 840,06
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	152 232,91
-	SAHLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR		SA HLM	3 002 211,03
-	U.L.I.S.S		Association	241 459,02
-	CHG DE GRASSE		CH	184 208,63
-	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT		SEM	5 631 981,83
-	COTE D'AZUR HABITAT		SA HLM	4 009 956,14
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
CA PAYS DE GRASSE	01/01/2014	TPU AVEC FISCALITE PROPRE	0,00
Autres organismes de regroupement			
CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	1 050,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTAL DES COMITES DE FEUX DE FORET		SANS FISCALITE PROPRE	2 076,68
AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU CINEMA		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
ASSOCIATION FRANCAISE POUR LE CINEMA D'ART ET D'ESSAIS		SANS FISCALITE PROPRE	455,00
ASSOCIATION DE FORMATION ET DE PROMOTION POUR JEUNES ET ADULTES EN RECHERCHE D'INSERTION		SANS FISCALITE PROPRE	350,00
ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DU CIEL ET DE L'ENVIRONNEMENT NOCTURNES		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DES TERRITOIRES TOURISTIQUES		SANS FISCALITE PROPRE	3 172,00
ASSOCIATION DES VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE ET DES SITES PATRIMONIAUX ET CITES REMARQUABLES		SANS FISCALITE PROPRE	2 339,73
ASSOCIATION DES AMIS DE MARGUERITE BURNAT-PROVINS		SANS FISCALITE PROPRE	80,00
ASSOCIATION COLLECTIF PROUVENCO		SANS FISCALITE PROPRE	50,00
ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE		SANS FISCALITE PROPRE	9 801,19
ASSOCIATION DES VILES MARRAINES		SANS FISCALITE PROPRE	2 068,20
CASTRUM ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	15,00
CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	350,00
CENTRE VILLE EN MOUVEMENT		SANS FISCALITE PROPRE	1 500,00
COMMISSION DU FILM ALPES MARITIMES COTE D'AZUR		SANS FISCALITE PROPRE	4 000,00
COMMUNES FORESTIERES ET PASTORALES		SANS FISCALITE PROPRE	2 500,00
FEDERATION NATIONALE DES CENTRES VILLE		SANS FISCALITE PROPRE	598,00
FEDERATION FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE		SANS FISCALITE PROPRE	400,00
FEDERATION DES MASIONS D'ECRIVAIN		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS		SANS FISCALITE PROPRE	800,00
FONDATION DU PATRIMOINE		SANS FISCALITE PROPRE	1 100,00
ASSOCIATION DES SITES HISTORIQUES GRIMALDI		SANS FISCALITE PROPRE	700,00
ASSOCIATION DES AMIS DE LUCIEN JACQUES		SANS FISCALITE PROPRE	25,00
FEDERATION EUROPEENNE MAISON DE LA POESIE		SANS FISCALITE PROPRE	50,00
ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE	01/01/2020	SANS FISCALITE PROPRE	260,00
ACADEMIE INTERNATIONALE DE LA PIPE	01/01/2020	SANS FISCALITE PROPRE	33,26
ASSOCIATION POUR LA COOPERATION DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION MUSICALE	01/01/2020	SANS FISCALITE PROPRE	60,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1),
A , le 31/12/2999
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL
23 MARS 2021
BUDGET PRINCIPAL – BUDGET PRIMITIF

LE MAIRE

Jérôme VIAUD

Valérie **COPIN**

Christophe **MOREL**

Aline **BOURDAIRE**

François **ROUSTAN**

Catherine **BUTTY**

Gilles **RONDONI**

Claude **MASCARELLI**

Nicolas **DOYEN**

Nicole **NUTINI**

Ali **AMRANE**

Muriele **CHABERT**

Pascal **PELLEGRINO**

Anne-Marie **DUVAL**

Cyril **DAUPHOUD**

Marie **CHABAUD**

Roger **MISSENTI**

Mélanie **ZARRILLO**

Philippe **BONELLI**

Annie **OGGERO-MAIRE**

Jean-Marc **GARNIER**

Karine **GIGODOT**

Serge **PERCHERON**

Dominique **BOURRET**

Alexandre **GAIFFE**

Laurence **COSTE**

Richard **KISS**

Marie-Madeleine **GUALLINO**

Franck **BARBEY**

Jeannette **GISQUET**

Jean-Pierre **BICAIL**

Jocelyne **BUSTAMENTE**

Jean-François **LAPORTE**

Stéphanie **MANDREA**

Charles **FERRERO**

Levanna **GALATAYUD**

Paul **EUZIERE**

Magali **CONESA**

Philippe-Emmanuel **de FONTMICHEL**

Mekia Noura **ADDAD**

Stéphane **CASSARINI**

Myriam **LAZREUG**

Patrick **ISNARD**

Alexane **ISNARD**

Jean-Paul **CAMERANO**

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

BUDGET PRIMITIF 2021

SOMMAIRE

1) PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2021…… P. 3

2) EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2021…… P. 5

A) RECETTES DE FONCTIONNEMENT…….. P. 5

B) DEPENSES DE FONCTIONNEMENT…….. P. 10

3) EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET D'INVESTISSEMENT 2021…… ;;;;…… P. 14

A) DEPENSES D'INVESTISSEMENT……..…….. P. 14

B) RECETTES D'INVESTISSEMENTS…….. P. 18

4) PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS……..…… P. 20

Ce rapport présente le budget primitif 2021 de la Ville de Grasse, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

1) PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2021

Nous l'avons évoqué lors du Débat d'Orientations budgétaires, la Loi de Finances pour 2020 a prévu une suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes (dotation de compensation taxe d'habitation).

En compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, les communes percevront désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Ainsi, même si aujourd'hui l'état des bases prévisionnelles ne nous est pas encore parvenu, nous baserons nos hypothèses d'évolution sur des hypothèses prudentielles (**+ 1 % par rapport à 2020**) de façon à ne pas surévaluer ces recettes.

Pour la Dotation Globale de fonctionnement, la Loi de Finances n'a apporté aucune modification notable, le calcul de la Dotation Forfaitaire notamment restant inchangé.
Attention néanmoins puisque cette dotation reste soumise au mécanisme d'écrêtement pour financer les enveloppes de péréquation verticale et compte tenu de la crise sanitaire, il faut s'attendre à une évolution à la hausse ou à la baisse de ce prélèvement.
Dans l'incertitude, nous restons sur un niveau d'écrêtement équivalent à celui de 2020 soit équivalent à **110 K€**.

Pour les autres produits et notamment ceux des produits des services et du domaine qui ont été fortement impactés par la crise sanitaire, leur volume est estimé à un produit sensiblement équivalent à celui de 2020.
En effet dans nos perspectives d'évolution, la reprise de l'activité est anticipée plutôt à compter de 2023, les années 2021 et 2022 restant fortement impactées par la crise sanitaire.

En tenant compte de l'ensemble de ces hypothèses, les produits inscrits en recettes de fonctionnement au budget 2021 sont inférieurs à ceux perçus sur 2020 (**67 251 K€ vs 67 669 en 2020**).

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, nous nous basons sur une évolution modérée des différents postes de dépenses courantes, notre ligne directrice étant de maintenir un niveau d'épargne suffisant pour poursuivre notre désendettement.

Néanmoins, le poste de fonctionnement des services notamment est réévalué de **4,77 %** par rapport à 2020 considérant que l'activité des services ne soit pas impactée par un éventuel reconfinement.
Le même raisonnement est tenu pour l'enveloppe du personnel (**+ 1,70 %).**
Le poste des charges de gestion courante se voit lui évolué de **1,55 %**.

En revanche, le poste des charges financières devrait poursuivre sa tendance baissière **- 2,43 %**, celui des atténuations de produits connaître une forte diminution (**- 40,99 %**), en particulier sur le montant du prélèvement SRU (**544 K€ de dépenses déductibles ont été transmises**).

Sur le volume global des dépenses de fonctionnement, la hausse sera donc très modérée (**60 678 vs 59 881 en 2020**).

En investissement, nous souhaitons nous inscrire de nouveau dans un programme ambitieux dans la continuité de nos réalisations de 2020, les bâtiments à forte identité patrimoniale étant en particulier ciblés.

Les volumes des dépenses d'équipement inscrits au budget primitif sont de **12 600 K€,** ces volumes seront complétés des restes à réaliser de 2020 une fois le compte administratif voté.

Les principaux investissements seront orientés notamment sur la restauration de nos bâtiments à forte identité patrimoniale, avec notamment les opérations projetées sur le Palais Episcopal, la Cathédrale, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence, le plan de rénovation des chapelles.

Pour les infrastructures, un important programme de requalification des boulevards sera poursuivi dans la continuité de celui réalisé sur l'avenue Georges Pompidou.
Ainsi, fera partie du programme dès 2021 la requalification du boulevard Carnot.

Enfin, dans le cadre du renouvellement urbain, trois opérations majeures sont prévues.

La poursuite de la Médiathèque et de l'aménagement des places, les requalifications des îlots sud Médiathèque et de Sainte Marthe 2, un plan pluriannuel soutenu de restauration des façades.

2) EQUILIBRE GENERAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2021

A) les recettes de fonctionnement – baisse des dotations et prudence dans nos estimations

- Dotation générale de fonctionnement :

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Dotation forfaitaire	4 335	4 224
Dotation nationale de péréquation	672	679
Total	5 007	4 903
Evolution		**-2,08%**

L'hypothèse retenue pour la Dotation Globale de Fonctionnement 2021 est une nouvelle baisse, due aux écrêtements liés aux ratios de potentiels de richesse et à la population, pour environ **110 K€.**

Les données connues à ce jour anticipent une Dotation Nationale de Péréquation relativement constante.

- Compensations fiscales de l'Etat

Ce poste est particulièrement impacté par la réforme de la taxe d'habitation.

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Dotation compensation Pro	23	30
Compensation exonérations taxes	1 747	50
Total	1 770	80
Evolution		**-95,48%**

Ainsi, la compensation exonération taxe d'habitation, qui représentait un volume de 1 689 K€ en 2020, sera directement perçue dans le produit de fiscalité directe.

- Taxes foncières

Revalorisations des bases (forfaitaire et physique)	**2020**	**2021**
		bases revalorisées de 1%
Bases de TH sur les RS (a)	**10 783**	**10 891**
Taux de TH (b) *18,90 %*	18,90%	22,68%
THRS Majoration 20% (c)	20%	
Produit TH RS (b x c)	**2 446**	**2 470**
Bases de TH sur les résidences principales	76 313 311	
Produit de TH résidences principales	**14 423**	
Bases TFB communale (d)	83 400 595	84 204 980
Coefficient correcteur (e)		***1,30***
Taux TFB 2020 (g1) *19,45%*	19,45%	**30,07%**
Taux département 2020 (g2) 10,62%		
Produit TFB communal (E) = (d) x (g1+g2)	**16 256**	**25 320**
Produit complémentaire de TFB issu du « COCO » (F) = (E) x ((e)-1)		***7 343***
Produit Total TFB (G) = (E) + (F)	**16 256**	**32 663**
Bases TFNB	**655**	**661**
Taux TFNB	**14,70%**	**14,70%**
Produits TFNB	**96**	**97**
Rôles supplémentaires	**263**	**150**
Compensation TH	**1 689**	
Produit Total TFB (G) = (E) + (F)	**35 172**	**35 381**

En compensation de la suppression de la taxe d'habitation, les communes percevront désormais la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que dans le cadre du vote des taux, le taux du foncier bâti voté soit **30,07** % est celui de la commune (**19,45 %**) agrégé de celui du département (**10,62 %**).

La part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur, visant à nous garantir une compensation à l'euro près.

Dans nos estimations, le produit post réforme étant inférieur à celui avant la réforme pour la Ville de Grasse, notre coefficient correcteur devrait être supérieur à 1 (**évalué à 1,30 aujourd'hui**).

Autrement dit la commune étant sous-compensée par le transfert du produit de foncier bâti du département, un produit complémentaire sera généré par l'application du coefficient correcteur (**7 343 K€** voir tableau ci-dessus).

En tenant compte de tous ces éléments, notre hypothèse de construction du produit fiscal est très prudente, en se basant sur une évolution forfaitaire et physique des bases limitée à **1 %**, soit bien inférieur à celles constatées les années précédentes (**2,25 % en moyenne**).

Ainsi en valeur absolue, sur la base de nos hypothèses, le produit ne progresserait que de **209 K€** par rapport à 2020**,** à comparer aux **833 K€** constatés en moyenne pour les 3 dernières années**.**

Attribution de compensation :

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Attribution de compensation	15 163	15 163
Total	15 163	15 163
Evolution		**0,00%**

Ce produit reversé par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera amené à évoluer en fonction des compétences transférées.

Pour 2021 sera évoquée l'évaluation des charges liée au transfert des eaux pluviales à la Communauté d'Agglomération, une CLETC se réunira avant la fin de l'année afin d'entériner le montant retenu sur l'attribution de compensation de la Ville, dans le respect du principe de la neutralité budgétaire.

Le volume des charges sera donc déduit du produit reversé par l'attribution de compensation.

Droits de mutation :

Montants en K Euros	2020	2021
Droits de mutation	3 600	3 200
Total	3 600	3 200
Evolution		**-11,11%**

Cette taxe est fortement variable et influencée par la situation conjoncturelle. Malgré une belle dynamique constatée ces dernières années, nous inscrivons un produit basé sur un niveau de recette largement inférieur **(plus de 10 %)** à celui constaté sur 2020.

- Autres taxes principales

Montants en K Euros	2020	2021
Taxe pylônes électriques	31	31
Taxe sur électricité	1 149	1 150
Taxe de séjour	183	200
Taxe sur la publicité	273	280
FNGIR	157	157
Total	1 793	1 818
Evolution		**1,39%**

Le volume des autres taxes a volontairement été maintenu à un niveau sensiblement équivalent à celui de 2020, ces produits étaient faiblement liés à l'activité.

En ce qui concerne la taxe de séjour, nous nous basons sur une activité touristique relativement équivalente à celle constatée sur 2020.

Nous n'envisageons pas dès cette année une reprise de l'activité ; dans ce sens, les produits des services et du domaine seront dans la même logique maintenus au niveau de 2020.

- Produits des services et du domaine

Montants en K Euros	2020	2021
Produits des services et du domaine	1 588	1 600
Total	1 588	1 600
Evolution		**0,76%**

- Comparatif recettes réelles de fonctionnement 2021/2020

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Total dotations	9 132	7 323
Total impôts et taxes	54 099	55 657
Produits des services et du domaine	1 588	1 600
Total loyers et redevances	1 036	1 100
Total remboursements de personnel	374	350
Total produits financiers	821	921
Total produits exceptionnels et provisions hors cessions foncières	619	300
Total	**67 669**	**67 251**
Evolution		**-0,62%**

Comme nous l'avions évoqué précédemment et sur la base d'hypothèses prudentielles, le produit global de nos recettes de fonctionnement est maintenu au niveau de celui de 2020.

Il est évident que si des recettes supplémentaires venaient à être perçues, elles viendraient majorer d'autant notre épargne.

*-**Prospective 2021-2025 (pour information)***

Montants en K Euros	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Total dotations	7 323	7 138	6 941	6 744	6 542
Total impôts et taxes	55 657	56 379	57 103	57 841	58 594
Produits des services et du domaine	1 600	1 650	1 900	1 950	2 000
Total loyers et redevances	1 100	1 105	1 110	1 115	1 120
Total remboursements de personnel	350	350	350	350	350
Total produits financiers	921	910	900	890	890
Total produits exceptionnels et provisions	300	300	300	300	300
Total	**67 251**	**67 832**	**68 604**	**69 190**	**69 796**
Evolution		**0,86%**	**1,14%**	**0,85%**	**0,88%**

B) Les dépenses de fonctionnement

Le budget 2021 est construit de façon à ce que nos objectifs d'épargne et de désendettement soient respectés.
Cependant le résultat reporté de 2020 n'étant pas repris dès le vote du budget primitif, il viendra dès le budget supplémentaire abonder nos fonds propres pour se substituer aux emprunts prévisionnels inscrits et les diminuer d'environ **1 000 K€**.

Il convient donc de maintenir les enveloppes de dépenses à des niveaux contraints.

En revanche, l'hypothèse étant de maintenir l'activité des services sans interruption, les enveloppes sont réévaluées d'environ **500 K€** pour satisfaire au fonctionnement d'une année pleine.

Par ailleurs, nous anticipons une activité continue des services sans éventuelle interruption liée à un nouveau confinement.

Enfin, en ce qui concerne l'éclairage public, les dépenses de fonctionnement liées à son entretien sont maintenues dans l'objectif du financement du nouveau marché de prestations de service.

- Charges à caractère général

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Charges à caractère général	10 245	10 734
Total	10 245	10 734
Evolution		**4,77%**

De la même façon, les hypothèses de construction du budget du personnel tiennent compte de l'arrivée de la nouvelle structure.

- Charges de personnel en milliers d'euros

En 2021, 23 agents feront valoir leur départ à la retraite et 1 poste sur 4 ne sera pas remplacé.
En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements seront notamment prévus :

- 3 agents à la police municipale ;
- 3 agents à la médiathèque ;
- 2 postes pour la mise en place du permis de louer.

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Charges de personnel	34 416	35 000
Total	34 416	35 000
Evolution		**1,70%**

- Atténuations de produits

Montants en K Euros	2020	2021
FPIC	437	473
Prélèvement SRU	678	145
Reversements de fiscalité	34	60
Total	1 149	678
Evolution		**-40,99%**

Le FPIC, a pour vocation objectif de redistribuer les richesses fiscales du bloc communal.

L'enveloppe globale du FPIC ne connait pas de modification en 2021 et reste, cette année encore, figée à 1 milliard d'euros comme décidé en Loi de Finances pour 2019. Cependant, ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Néanmoins, certaines modifications dont nous n'avons pas la maîtrise pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé pour notre collectivité.

Il ne faut pas non plus oublier que les montants des prélèvements sont estimés sur la base du régime dérogatoire délibéré par la Communauté d'Agglomération en vigueur à ce jour.

En ce qui concerne le prélèvement SRU, il est à noter qu'en 2021, la Ville voit sa contribution largement diminuée.

La cession d'un immeuble de l'îlot Nègre pour la réalisation de logements sociaux ayant été réalisée pour l'euro symbolique, la moins-value constatée par rapport à l'estimation des domaines soit 544K€, peut être ainsi déduite.

- Subventions et participations

Les principales hypothèses reposent sur le maintien de la subvention au SDIS au même niveau que 2020, une augmentation sensible des participations aux syndicats intercommunaux avec les premiers paiements des travaux réalisés sur l'enfouissement des réseaux par le SDEG, une légère augmentation de la subvention au CCAS et un maintien relatif des autres participations aux associations.

Montants en K Euros	2020	2021
SDIS	3 156	3 156
Syndicats intercommunaux	11	140
CCAS	3 375	3 400
Caisse des écoles	60	60
CEJ	1 263	1 305
Contrat de Ville	117	117
Enfants scolarisés à l'extérieur	172	180
Subventions aux associations	1 632	1 634
OGEC Fénelon	363	370
Indemnités élus	525	534
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	70	15
Autres charges de gestion courante	**10 744**	**10 911**
Evolution		**1,55%**

- Charges financières

Montants en K Euros	2020	2021
Charges financières	2 559	2 350
Indemnité refinancement Dexia	362	
Soulte swap PPP		500
Total	2 921	2 850
Evolution		**-2,43%**

Les charges financières poursuivent leur tendance baissière, conséquence directe de notre politique de désendettement.
Il faut néanmoins tenir compte des opérations exceptionnelles réalisées sur 2020 dans le cadre du refinancement Dexia et sur 2021 dans le cadre du règlement de la soulte pour la sortie du contrat PPP éclairage public.

- Charges exceptionnelles et provisions en milliers d'euros

Montants en K Euros	2020	2021
Bourses et prix	33	35
Charges exceptionnelles/ gestion	176	75
Titres à annuler	4	
Subvention personnes droit privé	57	25
Autres subventions exceptionnelles	14	100
Autres charges exceptionnelles	83	80
Provisions	39	190
Autres charges de gestion courante	**406**	**505**
Evolution		**24,38%**

Dans les différences notables par rapport à 2020, une écriture de régularisation pour 100 K€ liée aux budgets annexes de l'eau avait été passée en charges exceptionnelles sur opérations de gestion que l'on ne retrouvera plus sur 2021.

Sur le poste « autres subventions exceptionnelles » a été prévue une enveloppe de 100 K€ pour la Régie des Parkings, dans le cadre de l'opération Martelly, et la perte de recettes occasionnée pendant les travaux.
Les provisions reprennent celles prévues à hauteur de 190 K€ dans le cadre de la délibération du Conseil Municipal, liées à des demandes indemnitaires pour lesquelles la responsabilité de la commune est mise en cause.

- Comparatif dépenses 2021/2020 :

Montants en K Euros	**2020**	**2021**
Charges de fonctionnement des services	10 245	10 734
Charges de personnel	34 416	35 000
Subventions et participations	10 744	10 911
Reversements de fiscalité	1 148	678
Charges financières	2 921	2 850
Charges exceptionnelles hors transferts résultats budgets annexes	367	315
Provisions	39	190
Total	**59 881**	**60 678**
Evolution		**1,33%**

Le budget primitif 2021 est marqué par une augmentation maîtrisée du volume global de nos dépenses de fonctionnement, alors que nous prévisions anticipent un léger recul de nos recettes.

Notre épargne brute néanmoins atteindre sur cette base un volume autour de 6 963 K€, en prenant en compte la réalisation de cessions foncières à hauteur de 390 K€.

- Prospective 2021/2025 :

Montants en K Euros	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Charges de fonctionnement des services	10 734	10 800	11 125	11 450	11 800
Charges de personnel	35 000	35 350	35 704	36 061	36 421
Subventions et participations	10 911	11 013	11 101	11 189	11 277
Reversements de fiscalité	678	1 250	1 268	1 286	1 305
Charges financières	2 850	2 163	2 013	1 859	1 744
Charges exceptionnelles	315	350	375	400	350
Provisions	190				
Total	**60 678**	**60 927**	**61 587**	**62 246**	**62 898**
Evolution		**0,41%**	**1,08%**	**1,07%**	**1,05%**

3) EQUILIBRE GENERAL BUDGET D'INVESTISSEMENT 2021

A) Investissement dépenses

Les principaux investissements du budget 2021 seront orientés vers :

- la modernisation des services ;
    - développement infrastructure réseaux ;
    - connexion sites décentralisés ;
    - autocommutateur mairie centrale ;
    - poursuite du renouvellement des véhicules ;

- la restauration de nos bâtiments à forte identité patrimoniale ;
    - Palais Episcopal ;
    - Cathédrale ;
    - Villa Fragonard

- la poursuite de la requalification des infrastructures ;
    - boulevard Carnot ;
    - requalification voiries ;
    - extension vidéoprotection.

- la poursuite du renouvellement urbain ;
    - construction de la médiathèque et aménagement des places ;
    - requalification des îlots Médiathèque Sud et Sainte Marthe 2. ;
    - dynamisation des programmes de subvention pour les façades des particuliers.

Le montant des dépenses d'équipement du budget primitif s'établit ainsi à 12 600 K€ la répartition vous est détaillée ci-dessous :

OPERATIONS	MONTANTS EN K EUROS
MODERNISATION DES SERVICES	300
EQUIPEMENT DES SERVICES	410
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	184
DEFENSE INCENDIE	20
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	190
PARC AUTOMOBILE	206
PALAIS EPISCOPAL	700
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	210
CATHEDRALE	160
PLAN RENOVATION CHAPELLE	100
VISITATION ET SALLE SOUS LE COURS	150
GROS ENTRETIEN, EXTENSIONS ECOLES/CRECHES	481
RENOVATIONS BATIMENTS	319
ETUDE DE FAISABILITE BATIMENTS	10
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	200
GER SECURITE INCENDIE	200
GER FLUIDES	10
EAUX PLUVIALES	202
ACQUISITIONS FONCIERES	250
GER DEFENSE ET DEFENSE INCENDIE	30
REQUALIFICATION VOIRIES	310
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	950
GER VOIRIES	170
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	100
GER ECLAIRAGE ET RESEAUX	80
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	20
VIDEO PROTECTION	200
MURS DE SOUTENEMENT	410
CIMETIERES	40
FOUILLES ARCHEO PLACE PETIT PUY	30
CŒUR DE VILLE COORDINATION ET PILOTAGE	70
FACADES ET PARTIES COMMUNES	350
ETUDES D'AMENAGEMENT	125
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	3 303
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	583
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	1 224
ILOTS NPNRU	200
AVOISINANTS MEDIATHEQUE	103
TOTAL	**12 600**

Prospective 2021-2025 (pour information) – la colonne 2021 étant agrégé des restes à réaliser pour 606 K€ qui seront repris au vote du prochain Compte Administratif.

MONTANTS EN K EUROS	2021	2022	2023	2024	2025	Total
MODERNISATION DES SERVICES	300	300	300	100	100	1 100
EQUIPEMENT DES SERVICES	496	300	300	500	500	1 936
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	184	190	190	190	190	944
DEFENSE INCENDIE	20	20	20	20	20	100
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	260	190	190	190	190	1 020
PARC AUTOMOBILE	206	300	200	200	200	1 106
RESTAURATION MAHP		40	300		300	640
PALAIS EPISCOPAL	702	680	500	950	1 400	4 232
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	210	60				270
CATHEDRALE	163	120	50	120	700	1 153
PLAN RENOVATION CHAPELLE	100	234	50	50	50	484
MOULIN FONT LAUGIERE	15		80			95
VISITATION ET SALLE SOUS LE COURS	150	300				450
GROS ENTRETIEN, EXTENSION ECOLES/CRECHES	489	388	300	300	300	1 777
RENOVATIONS BATIMENTS	389	400	445	400	400	2 000
ETUDE DE FAISABILITE BATIMENTS	10	10	10	10	10	50
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	201	200	200	200	200	1 001
GER SECURITE INCENDIE	203	200	200	200	200	1 003
GER FLUIDES	10	20	20	20	20	90
SECURISATION EGLISE SAINT HELENE		450	450			900
PLAN RENOVATION ENERGETIQUE ECOLES		900	1 500	1 200	1 300	4 900
EXTENSION CUISINE CENTRALE		60	350	50		460
PISTE, ECLAIRAGE, PARKING STADE PERDIGON		1 200	120		150	1 470
TERRAIN LA PAOUTE				800		800
VESTIAIRES STADE CHILETTI			500			500
RENOVATION CRECHE PEYRARD		120				120
PALAIS DES CONGRES		87				87
RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS		50	60		50	160
TRANSFERT PARC AUTOMOBILE		50	100	800	400	1 350
EAUX PLUVIALES	202	10	10	10	10	242
ACQUISITIONS FONCIERES	250	150	150	150	150	850
GER DEFENSE ET DEFENSE INCENDIE	30	70	100	100	100	400

REQUALIFICATION VOIRIES	**356**	**200**	**200**	**200**	**400**	**1 356**
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	**950**					**950**
GER VOIRIES	**174**	**300**	**300**	**300**	**300**	**1 374**
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	**100**	**170**	**250**	**250**	**250**	**1 020**
GER ECLAIRAGE ET RESEAUX	**85**	**400**	**400**	**400**	**500**	**1 785**
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**100**
VIDEO PROTECTION	**200**	**150**	**150**	**150**	**150**	**800**
MURS DE SOUTENEMENT	**437**	**100**	**400**	**400**	**400**	**1 737**
CIMETIERES	**40**	**105**	**150**		**150**	**445**
REQUALIFICATION BOULEVARD VICTOR HUGO			**860**	**860**		**1 720**
REQUALIFICATION MARECHAL LECLERC	**0**	**500**				**500**
REQUALIFICATION MATHIAS DUVAL					**600**	**600**
FOUILLES ARCHEO PLACE PETIT PUY	**30**	**200**	**200**			**430**
SECURISATION FALAISE DU PRADO		**400**				**400**
STATIONNEMENT		**10**	**10**	**10**	**10**	**40**
COMPTEURS ECLAIRAGES		**100**	**100**	**50**		**250**
CŒUR DE VILLE COORDINATION ET PILOTAGE	**70**					**70**
PONTET LA ROQUE NPNRU	**0**	**200**	**1 400**	**550**	**600**	**2 750**
FACADES ET PARTIES COMMUNES	**350**	**300**	**300**	**300**	**300**	**1 550**
ETUDES D'AMENAGEMENT	**154**	**100**	**100**	**100**	**100**	**554**
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	**3 340**	**1 010**				**4 350**
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	**722**					**722**
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	**1 255**	**260**				**1 515**
ILOTS NPNRU	**200**	**640**	**500**	**500**	**500**	**2 340**
AVOISINANTS MEDIATHEQUE	**133**					**133**
ESPACES PUBLICS NPNRU		**200**	**150**	**90**	**100**	**540**
TOTAL	**13 206**	**12 464**	**12 185**	**10 740**	**11 320**	**59 755**

- ***Les opérations pour comptes de tiers pour un montant global de 2 957K€ ;***

Elles sont principalement concernées par les délégations de maîtrise d'ouvrage passées entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :

- DMO du Palais de justice dans le cadre de la réalisation du Campus Etudiant **2 300 K€** ;
- DMO passage réseaux eau et assainissement places de la Médiathèque **281 K€** ;
- DMO quais de bus boulevard Carnot **76 K€.**

Les travaux liés aux périls, pour lesquels un volume global de **300 K€** a été prévu.
Ces volumes financiers sont inscrits pour un même montant en recettes.

- ***Les dépenses hors équipement pour 40 K€***
- *dépôts et cautionnements versés 10 K€ ;*
- *reversement CAPG subvention campus palais de justice pour 30 K€.*

- ***Les opérations sur la dette pour un volume de 14 749 K€***

Le remboursement du capital de la dette existante, des emprunts prévisionnels, ainsi que de la dette du PPP (phases 1 et 2) pour une échéance en 2021. Leur volume global représente **8 201 K€.**

Le remboursement anticipé des contrats souscrits dans le cadre du PPP, après versement de l'échéance du 31 mars 2021, pour un montant représentant **5 448 K€**.

Le transfert sur les comptes en maîtrise d'ouvrage déléguée d'un emprunt mobilisé pour le financement du Campus du Palais de justice de **1 100 K€,** ce dernier faisant l'objet d'un remboursement par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

B) Investissement recettes

- Les subventions des partenaires institutionnels :

Les subventions prévisionnelles avec les amendes de police représentent **3 338 K€, les opérations principales vous sont détaillées ci-dessous**

- école de Saint Mathieu ;
- bâtiment bourse du travail ;
- Cathédrale ;
- Palais Episcopal ;
- audit énergétique bâtiments scolaires ;
- intempéries 2019 ;
- réserve des Musées ;
- requalification avenue Georges Pompidou ;
- requalification boulevard Carnot ;
- construction Médiathèque ;
- espaces publics Rouachier et Vercuel ;
- revalorisation du Jardin des Plantes ;
- amendes de police.

-Les opérations sur les emprunts pour un volume de 13 987 K€ :

Les emprunts pour financer l'investissement soit **8 539 K€** ;

Une fois le Compte Administratif voté, les résultats reportés seront affectés en priorité à la couverture du déficit d'investissement, le solde évalué ce jour autour de **1 350 K€** sera affecté en priorité à la diminution du volume des emprunts prévisionnels.

Les emprunts souscrits dans le cadre du refinancement du PPP soit **5 448 K€.**

-Les annulations des écritures comptables pour les réalisations avancées par la Ville avec une délégation de maîtrise d'ouvrage par la Communauté d'Agglomération soit 700 K€ :

Le campus Palais de justice 363 K€
Les réseaux places de la Médiathèque 337 K€

***-Les cessions foncières prévisionnelles inscrites au budget 2021 s'élèvent à 390 K€* :**

La maison du Maquis avenue Honoré Lions : 235 K€
Le terrain du Bon Marché : 60 K€
L'appartement 19 rue Paul Goby : 50 K€
Le terrain de l'Hôtel des Parfums : 45 K€

***-Les ressources propres soit 2 401 K€* :**

Le fonds de compensation TVA :1 625 K€
La taxe d'aménagement et TLE : 500 K€
La dette récupérable (MIP, escrime, Tourisme, campus ex Palais de Justice) :276 K€

C) Les opérations pour comptes de tiers 2 957 K€ équivalent au montant inscrit en dépenses

- Equilibre global du budget d'investissement

Emplois budgétaires en milliers d'euros :

Montants en K Euros	**2021**
Dépenses d'équipement	12 600
Opérations pour comptes de tiers	2 957
Dépenses hors équipement	40
Dette	14 749
Total	**30 346**

Ressources budgétaires en milliers d'euros :

Montants en K Euros	**2021**
Subventions investissement	3 338
Opérations pour comptes de tiers	2 957
Emprunts	13 987
Remboursements DMO	700
Cessions foncières	390
Ressources propres	2 401
Virement du fonctionnement	6 573
Total	**30 346**

4) PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS

Montants en K Euros	2020	2021
Total dotations	9 132	7 323
Total impôts et taxes	54 099	55 657
Produits des services et du domaine	1 588	1 600
Total loyers et redevances	1 036	1 100
Total remboursements de personnel	374	350
Total produits financiers	821	921
Total produits exceptionnels et provisions hors cessions foncières	619	300
Total	**67 669**	**67 251**
Evolution		**-0,62%**

Montants en K Euros	2020	2021
Charges de fonctionnement des services	10 245	10 734
Charges de personnel	34 416	35 000
Subventions et participations	10 744	10 911
Reversements de fiscalité	1 148	678
Charges financières	2 921	2 850
Charges exceptionnelles hors transferts résultats budgets annexes	367	315
Provisions	39	190
Total	**59 881**	**60 678**
Evolution		**1,33%**

	2020	2021 prévisionnel
CAF BRUTE (RRF-DRF) EN M€	8,53	6,96
EMPRUNTS EN M€	7,10	8.54
VOLUME DE DETTE BRUTE FIN PERIODE EN M€	90,12	90,46
RATIO DESENDETTEMENT DETTE BRUTE EN ANNEES	10,57	13,00
VOLUME DE DETTE NET FONDS SOUTIEN EN M€	81,40	82,36
RATIO DESENDETTEMENT DETTE NETTE EN M€	9,55	11,83
DEPENSES D'EQUIPEMENT EN M€	13,73	12,60

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 34 BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 34

DU 23 MARS 2021

BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET PRINCIPAL
APPROBATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la présentation du budget primitif 2021 de la commune.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANTS T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT	68 325 770,00 € 32 571 085,74 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant que le Débat d'Orientation Budgétaire a été tenu lors de la séance du 9 février 2021 du Conseil Municipal ;

Considérant qu'en application de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2021 de la Commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil municipal.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 733 761,00	**10 733 761,00**
012	CHARGES DE PERSONNEL	35 000 000,00	**35 000 000,00**
014	ATTENUATION DE PRODUITS	678 000,00	**678 000,00**
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 911 000,00	**10 911 000,00**
66	CHARGES FINANCIERES	2 850 000,00	**2 850 000,00**
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	315 000,00	**315 000,00**
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	190 000,00	**190 000,00**
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	4 982 009,00	**4 982 009,00**
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	2 666 000,00	**2 666 000,00**
	TOTAL GENERAL	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	350 000,00	**350 000,00**
70	PRODUITS DES SERVICES	1 600 000,00	**1 600 000,00**
73	IMPOTS ET TAXES	55 657 000,00	**55 657 000,00**
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 323 200,00	**7 323 200,00**
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	1 100 000,00	**1 100 000,00**
76	PRODUITS FINANCIERS	920 570,00	**920 570,00**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	300 000,00	**300 000,00**
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00	**1 075 000,00**
	TOTAL	**68 325 770,00**	**68 325 770,00**

DEPENSES INVESTISSEMENT			
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE
13	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	30 009,00	30 009,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 648 677,98	13 648 677,98
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	287 000,00	287 000,00
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	752 000,00	752 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 542 010,41	1 542 010,41
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 806 340,55	4 806 340,55
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	1 110 000,00	1 110 000,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	300 000,00	300 000,00
458103	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00	2 300 000,00
458104	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80	281 447,80
458105	DMO BOULEVARD CARNOT	75 600,00	75 600,00
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	5 213 000,00	5 213 000,00
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00	1 075 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 150 000,00	1 150 000,00
	TOTAL	32 571 085,74	32 571 085,74
	TOTAL GENERAL	32 571 085,74	32 571 085,74

RECETTES INVESTISSEMENT			
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	2 125 000,00	2 125 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 338 308,69	3 338 308,69
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 986 746,35	13 986 746,35
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 298,79	10 298,79
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	689 375,11	689 375,11
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	276 300,00	276 300,00
024	PRODUIT DES CESSIONS	390 000,00	390 000,00
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	300 000,00	300 000,00
458203	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00	2 300 000,00
458204	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80	281 447,80
458205	DMO BOULEVARD CARNOT	75 600,00	75 600,00
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	4 982 009,00	4 982 009,00
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	2 666 000,00	2 666 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 150 000,00	1 150 000,00
	TOTAL	32 571 085,74	32 571 085,74
	TOTAL GENERAL	32 571 085,74	32 571 085,74

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Budget Primitif 2021 de la Commune au niveau du Chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement et l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 voix contre :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

BUDGET PRIMITIF 2021

Ce rapport présente le budget primitif 2021 du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

BUDGET PRIMITIF 2021

EXPLOITATION

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2020*	VOTE BP 2020
011	Charges à caractère général	50 000,00 €	50 000,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT DEPENSES	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2020*	VOTE BP 2020
70	Produits des services	50 000,00 €	50 000,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT RECETTES	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**

Poste de dépenses :

Ces charges se caractérisent notamment par l'acquisition de caveaux, cases ou enfeus.
Ces éléments viennent en complément des aménagements réalisés ou de l'entretien qui constituent des charges du budget principal.

Poste de recettes :

Ces ventes correspondent à celles des stocks acquis dans le cadre des charges évoquées ci-dessus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21060069800356	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : SERV EXT DES POMPES FUNEBRES (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28
A3.2 - Etalement des provisions 29
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 32
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 33
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 34
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 35
A6 - Etat des charges transférées 36
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 37

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 38
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 39
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 40
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 41
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 42
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 43
B1.7 - Etat des engagements reçus 44
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 45
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 46

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 47
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 49
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 50
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 51

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 52

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	50 000,00	50 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	50 000,00	50 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	50 000,00	50 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	75 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	75 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**75 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	50 000,00		50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**50 000,00**	***0,00***	**50 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**50 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	50 000,00		50 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**50 000,00**	***0,00***	**50 000,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
607	Achats de marchandises	75 000,00	50 000,00	50 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**50 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
707	Ventes de marchandises	75 000,00	50 000,00	50 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**75 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**50 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+	
RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
+	
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**0,00**
Solde	V = IV – II (6)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1) ,
A le 31/12/2999
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL
23 MARS 2021
BUDGET DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES – BUDGET PRIMITIF

LE MAIRE

Jérôme VIAUD

Valérie **COPIN**

Christophe **MOREL**

Aline **BOURDAIRE**

François **ROUSTAN**

Catherine **BUTTY**

Gilles **RONDONI**

Claude **MASCARELLI**

Nicolas **DOYEN**

Nicole **NUTINI**

Ali **AMRANE**

Muriele **CHABERT**

Pascal **PELLEGRINO**

Anne-Marie **DUVAL**

Cyril **DAUPHOUD**

Marie **CHABAUD**

Roger **MISSENTI**

Mélanie **ZARRILLO**

Philippe **BONELLI**

Annie **OGGERO-MAIRE**

Jean-Marc **GARNIER**

Karine **GIGODOT**

Serge **PERCHERON**

Dominique **BOURRET**

Alexandre **GAIFFE**

Laurence **COSTE**

Richard **KISS**

Marie-Madeleine **GUALLINO**

Franck **BARBEY**

Jeannette **GISQUET**

Jean-Pierre **BICAIL**

Jocelyne **BUSTAMENTE**

Jean-François **LAPORTE**

Stéphanie **MANDREA**

Charles **FERRERO**

Levanna **CALATAYUD**

Paul **EUZIERE**

Magali **CONESA**

Philippe-Emmanuel **de FONTMICHEL**

Mekia Noura **ADDAD**

Stéphane **CASSARINI**

Myriam **LAZREUG**

Patrick **ISNARD**

Alexane **ISNARD**

Jean-Paul **CAMERANO**

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 35 BUDGET PRIMITIF 2021 – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES APPROBATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 35

DU 23 MARS 2021

BUDGET PRIMITIF 2021
SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
APPROBATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le rapport a pour objet la présentation du budget primitif 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	EQUILIBRE BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	FONCTIONNEMENT	50 000,00 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Considérant que le Débat d'Orientation budgétaire a été tenu lors de la séance du 9 février 2021 du Conseil Municipal ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2021*	VOTE BP 2021
011	Charges à caractère général	50 000,00	50 000,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT DEPENSES	**50 000,00**	**50 000,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2020*	VOTE BP 2020
70	Produits des services	50 000,00	50 000,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT RECETTES	**50 000,00**	**50 000,00**

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de budget primitif 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement pour l'exercice 2021 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limité des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 36 AUTORISATIONS DE PROGRAMMES CLOTURE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 36

DU 23 MARS 2021

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES
CLOTURE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le dernier exercice budgétaire couvert par les autorisations de programme étant désormais exécuté, il convient de les clôturer.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	Dépenses	**84 193 521 €**

Madame Catherine BUTTY expose :

Les dépenses d'investissement se caractérisent par leur caractère pluriannuel. Les travaux ou acquisitions s'échelonnent souvent sur plusieurs exercices.

La procédure des autorisations de programmes prévues aux articles L 2311-3 et R 2311-9 du CGCT permet à une collectivité territoriale de prévoir financièrement l'intégralité d'une dépense pluriannuelle.

La procédure des autorisations de programmes améliore la visibilité financière d'une collectivité. Elle permet aux élus d'apprécier le poids financier que le programme d'investissement envisagé fera peser sur les budgets futurs.

Contrainte et capacité financière sont ainsi mieux visualisées.

Les autorisations de programmes constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur clôture.

Les autorisations de programmes peuvent être révisées et clôturées par le Conseil Municipal sur proposition du Maire.

Le 14 février 2013, quatre autorisations de programmes couvrant l'ensemble du budget d'investissement avaient été votées, ces autorisations ont été également révisées le 14 avril 2015, le 29 mars 2016 le 27 mars 2018 et le 26 mars 2019.

- Le renouvellement des équipements,
- Le renouvellement des superstructures,
- Le renouvellement des infrastructures, voirie et espaces verts, réseaux,
- Le renouvellement urbain.

Le dernier budget d'investissement concerné par les autorisations de programme étant désormais exécuté, il convient de clôturer les autorisations de programme.

Révision de l'autorisation de programme renouvellement équipement

AP EQUIPEMENT DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée dépenses CM 26/03/2019	**6 203 414**				
Clôture CM 23/03/2021	**6 532 742**	**3 172 492**	**1 140 922**	**1 249 372**	**969 957**
EQUIPEMENT DES SERVICES				497 537	439 858
BATIMENTS COMMUNAUX					14 136
EQUIPEMENTS ROUTIERS				217 345	85 192
MATERIELS SERVICES TECHNIQUES				121 973	133 712
PARC AUTOMOBILE				400 017	272 465
RESTAURATION ŒUVRES				12 500	24 594
Montant révision Autorisation de Programme	**329 328**				

AP EQUIPEMENT RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée recettes CM 26/03/2019	**158 969**				
Clôture CM 23/03/2021	**267 589**	**125 739**	**33 230**	**88 620**	**20 000**
EQUIPEMENT DES SERVICES				22 637	14 000
JALONNEMENT DYNAMIQUE				59 983	
PARC AUTOMOBILE				6 000	6 000
Montant révision Autorisation de Programme	**108 620**				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement superstructures

AP VOTEE	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée dépenses CM 26/03/2019	**23 816 276**				
Clôture CM 23/03/2021	**22 885 378**	**15 471 055**	**2 270 221**	**2 196 046**	**2 948 056**
ETUDE DE FAISABILITE				81 459	12 952
ARCHE JARDIN DES ORANGERS				100 194	
PALAIS EPISCOPAL				19 298	89 042
HOTEL POLICE MUNICIPALE				3 032	
CHAPELLE ORATOIRE					25 269
PLAN DE RENOVATION DES CHAPELLES				82 499	166 656
MOULIN FONT LAUGIERE				2 053	1 477
CATHEDRALE				79 896	61 594
VILLA FRAGONARD					4 582
MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE				28 350	6 091
RESERVE MUSEES LYCEE DE CROISSET				17 141	448 243
RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX				59 988	63 551
FACADES VILLA GUERIN - CCAS				175 347	26 067
CRECHE DU PEYRARD				259 992	
MAS DU COLLET				72 325	
GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT					
ECOLES ET CRECHES				381 425	290 210
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE				87 227	55 466
EXTENSION ECOLE DE SAINT MATHIEU				305 954	663 294
TOITURE STADE CHILETTI					23 673
COUVERTURE TRIBUNE PERDIGON				3 953	
GROS ENTRETIEN BATIMENTS				277 828	273 668
GROS ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS				5 147	
GROS ENTRETIEN FLUIDES				23 402	8 040
GROS ENTRETIEN SECURITE INCENDIE				122 427	139 199
STAND DE TIR					197 956
TRANSFERT RESSOURCES HUMAINES					
BOURSE DU TRAVAIL				7 111	391 027
Montant révision Autorisation de Programme	**-930 898**				

AP VOTEE	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée recettes CM 26/03/2019	**3 013 385**				
Clôture CM 23/03/2021	**2 243 441**	**679 609**	**635 776**	**325 644**	**602 412**
CAMPUS UNIVERSITAIRE MUTI SITES				30 009	3 500
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE				78 590	65 000
AUDIT ENERGETIQUE ECOLES				27 579	25 148
MODERNISATION DES CRECHES					99 354
AMENAGEMENT MAS DU COLLET				106 686	26 669
FACADES VILLA GUERIN - CCAS				20 000	
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT					
MATHIEU				18 780	301 483
SECURISATION CATHEDRALE				28 000	
HALL PALAIS EPISCOPAL				16 000	
CHAPELLE SAINT MICHEL					28 903
TRANSFERT RESSOURCES HUMAINES					9 795
PALAIS EPISCOPAL					42 560
Montant révision Autorisation de Programme	**-769 944**				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement infrastructures

AP INFRASTRUCTURES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée dépenses CM 26/03/2019	**14 181 168**				
Clôture CM 23/03/2021	**15 837 613**	**7 548 739**	**2 493 429**	**2 303 679**	**3 491 766**
ETUDE DE FAISABILITE				45 991	31 065
STADE DE PERDIGON					3 000
ACQUISITIONS FONCIERES				135 000	50 000
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS				9 594	1 077
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT					1 860
REQUALIFICATION BOULEVARD CROUET				84 158	
CONFORTEMENT BOULEVARD ALBERT 1er				54 210	
MURS DE SOUTENEMENT					30 806
CONFORTEMENT PAROI CHEMIN DES PAROIRS				53 068	
CONFORTEMENT IMPASSE DE LA LAUVE				22 142	64 270
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU				294 180	1 300 524
REQUALIFICATION RUE GAZAN					88 259
RENOVATION TRAVERSE DU THEATRE					13 550
REQUALIFICATIONS VOIRIES PLASCASSIER					97 887
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT FRANCOIS				60 801	26 770
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT CLAUDE				72 340	52
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT ANTOINE				7 676	7 909
REQUALIFICATIONS VOIRIES LES ASPRES				40 414	475
REQUALIFICATIONS VOIRIES MAGAGNOSC				177 640	10 195
REQUALIFICATIONS VOIRIES LES MARRONNIERS				1 860	127 009
REQUALIFICATIONS VOIRIES DU PLAN				77 425	
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT JACQUES				268 151	12 530
VOIRIE CHEMIN DES PRES SAINTE ANNE				33 605	164 397
GROS ENTRETIEN VOIRIE				119 228	52 602
PLACE VICTOR HUGO					45 496
RESEAUX ELECTRIQUES ET ECLAIRAGE PUBLIC				54 893	110 605
PELOUSE SYNTHETIQUE STADE DE LA PAOUTE				23 321	
TRAVAUX DANS LES CIMETIERES				130 853	56 564
JARDIN DES PLANTES				82 608	414 716
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX				56 946	15 767
REFECTIONS SQUARES					174 872
RESEAUX EAUX PLUVIALES				208 981	16 576
RESEAU DEFENSE INCENDIE				70 777	42 816
VIDEO PROTECTION				117 816	193 122
STATIONNEMENT					15 969
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019					321 023
Montant révision Autorisation de Programme	**1 656 445**				

AP INFRASTRUCTURES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée recettes CM 26/03/2019	**1 467 182**				
Clôture CM 23/03/2021	**2 570 985**	**673 467**	**358 715**	**365 796**	**1 173 007**
PROJETS URBAINS PARTENARIAUX				122 922	409 431
JARDIN DES PLANTES				122 522	109 323
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU				120 352	122 533
TERRAIN SYNTHETIQUE STADE PAOUTE					26 400
VIDEO PROTECTION					44 734
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019					452 563
MISE AUX NORMES ARMOIRE ECLAIRAGE					8 022
Montant révision Autorisation de Programme	**1 103 803**				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement urbain

AP RENOUVELLEMENT URBAIN DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée dépenses CM 26/03/2019	**40 792 231**				
Clôture CM 23/03/2021	**38 937 788**	**24 752 415**	**3 354 816**	**4 514 314**	**6 316 244**
FACADES ET PARTIES COMMUNES				67 866	20 877
ETUDES D'AMENAGEMENT				49 361	18 346
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE				3 259 860	2 708 211
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE				352 382	1 487 476
SINISTRE AVOISINANT MEDIATHEQUE				329 894	47 159
DECONSTRUCTION LAUVE					311 441
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL				382 734	1 422 030
FRESQUE VERCUEIL					93 503
FRICHE CAUVI HANGARS				3 367	
FRESQUE VOIE DESENCLAVEMENT				1 756	
FRESQUE RUE MARGUERITE				67 093	
PLACE SAINT MARTIN					7 200
NOUVEAU PLAN DE RENOUVELLEMENT URBAIN					200 000
Montant révision Autorisation de Programme	**-1 854 443**				

AP RENOUVELLEMENT URBAIN RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée recettes CM 26/03/2019	**19 912 954**				
Clôture CM 23/03/2021	**13 712 178**	**10 672 476**	**991 478**	**1 465 095**	**583 129**
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE				25 899	439 752
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE				1 408 238	89 060
FRESQUE QUARTIER GARE				6 000	14 000
ESPACES PUBLICS ROUACHIER				24 958	
ŒUVRE MURALISTE ROUACHIER					15 250
SONORISATION CENTRE VILLE					15 368
DOSSIERS ACV					9 698
Montant révision Autorisation de Programme	**-6 200 776**				

Totaux autorisations de programmes dépenses

TOTAUX AUTORISATIONS DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée dépenses CM 26/03/2019	84 993 089				
Clôture CM 23/03/2021	84 193 521	50 944 701	9 259 388	10 263 410	13 726 022
Montant révision Autorisation de Programme	-799 568				

Totaux autorisations de programmes recettes

TOTAUX AUTORISATIONS RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
AP votée recettes CM 26/03/2019	24 552 490				
Clôture CM 23/03/2021	18 794 193	12 151 291	2 019 199	2 245 155	2 378 548
Montant révision Autorisation de Programme	-5 758 297				

La commission optimisation et performance des moyens et des ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la clôture des autorisations de programmes couvrant l'ensemble des dépenses d'équipement du budget d'investissement sur la période 2013 à 2020, telles que figurant dans les tableaux suivants pour un montant de **84 193 521 €** :

Révision de l'autorisation de programme renouvellement équipement

AP EQUIPEMENT DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	6 532 742	3 172 492	1 140 922	1 249 372	969 957
Montant révision autorisation de Programme	329 328				

AP EQUIPEMENT RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	267 589	125 739	33 230	88 620	20 000
Montant révision autorisation de Programme	108 620				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement superstructures

AP SUPERSTRUCTURES DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 21019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	22 885 378	15 471 055	2 270 221	2 196 046	2 948 056
Montant révision autorisation de Programme	- 930 898				

AP SUPERSTRUCTURES RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 21019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	2 243 441	679 609	635 776	325 644	602 412
Montant révision autorisation de Programme	-769 944				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement infrastructures

AP INFRASTRUCTURES DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	15 837 613	7 548 739	2 493 429	2 303 678	3 491 766
Montant révision autorisation de Programme	1 656 445				

AP INFRASTRUCTURES RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	2 570 985	673 467	358 715	365 796	1 173 007
Montant révision autorisation de Programme	1 103 803				

Révision de l'autorisation de programme renouvellement urbain

AP RENOUVELLEMENT URBAIN DEPENSES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	38 937 788	24 752 415	3 354 816	4 514 314	6 316 244
Montant révision autorisation de Programme	- 1 854 443				

AP RENOUVELLEMENT URBAIN RECETTES	TOTAL	CP 2013 à 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Clôture du 23/03/2021	13 712 178	10 672 476	991 478	1 465 095	583 129
Montant révision autorisation de Programme	- 6 200 776				

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION D'UN BATIMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

DANS LE CADRE DE LA COMPETENCE FACULTATIVE
« DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE »

ETABLI ENTRE :

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Jérôme VIAUD, Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° XXXX du 23 mars 2021.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse »**

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° XXXXXX du conseil communautaire prise en date du 01 Avril 2021.

Dénommée ci-après « **LA CAPG** »

D'AUTRE PART,

****

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°04-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_091 passée au conseil de communauté du Pays de Grasse du 28 juin 2019, portant *« modification des statuts de la communauté d'agglomération »*, ajoutant aux compétences facultatives, le *« développement de l'enseignement supérieur et de la recherc*he »,

Considérant que dans le cadre de ses compétences, la CAPG est compétente pour créer et mettre en œuvre des dispositifs pour développer l'enseignement supérieur et la recherche sur le territoire, dont le déploiement d'un campus territorial multisite,

Considérant qu'aux regards des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la Commune de Grasse, la Ville s'est inscrite dès le début dans le déploiement du projet Grasse Campus,

Considérant qu'à ce titre, la Commune de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé au 18, rue de l'Ancien Palais de Justice, dénommé « Ancien Palais de Justice », bâtiment entièrement à réhabiliter dans le cadre de ce projet,

Considérant les statuts de la communauté d'agglomération du pays de Grasse et de sa compétence facultative telle que définie en matière de développement d'enseignement supérieur et de la recherche,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuit, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant que ledit bien désigné « Ancien Palais de Justice » de la Commune de Grasse est dédié au soutien de l'action de Grasse Campus, et par voie de conséquence, doit être mis à disposition à la CAPG, pour l'exercice de sa compétence enseignement supérieur et de la recherche, conformément au L1321-1 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement par procès-verbal, la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert du bâtiment ainsi que ses contrats, et substitution de la CAPG à la commune dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré,

Considérant que la Commune a souscrit un emprunt auprès de la banque des territoires pour financer ce projet, ce procès-verbal emporte transfert à la charge de la CA du Pays de Grasse de la quote-part de ce contrat de prêt selon le détail ci-joint en annexe ;

AU VU DE CES DISPOSITIONS EST ETABLI LE PROCES-VERBAL DE CONSTAT DE TRANSFERT DES BIENS SUIVANTS :

ARTICLE 1 – Est constatée par le présent procès-verbal la mise à disposition de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à titre gratuit, à compter de la date de signature du présent procès-verbal, du bâtiment dénommé « Ancien Palais de Justice », d'une surface totale de plancher de 2 663m², situé 18 rue du Palais de Justice 06130 GRASSE, cadastré UBa BM427, dont l'état descriptif et détail sont joints en annexe.

Le bâtiment et ses annexes sont mis à disposition en l'état ou ils se trouvent à la date de signature du procès-verbal à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 2 – Une liste précisant la consistance, l'état et la situation juridique des biens, les parcelles cadastrées concernées, leur valeur nette comptable, l'évaluation de leur remise en état ainsi que d'autres mentions apportées contradictoirement est jointe en annexe du présent procès-verbal.

ARTICLE 3 – La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation des biens transférés. Elle est également détentrice du pouvoir de gestion et assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

ARTICLE 4 – Le Maire conserve son pouvoir de police sur les voies ouvertes à la circulation, notamment ceux relevant des articles L2212 et L2213 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 5 – La présente mise à disposition sera constatée dans les comptes des deux collectivités par des opérations d'ordre non budgétaire dans le courant de l'exercice 2021 sur la base de la valeur comptable constatée au 31 décembre 2003 dans l'état de l'actif de la Commune estimé à 171 520.28 € TTC**.**

ARTICLE 6 – La présente mise à disposition des biens s'opère sans limitation de durée et ce durant toute la durée de l'exercice de la compétence par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse le XX/XX/XXXX

Pour la Commune de GRASSE **L'adjoint,**	**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** **Le Président,**
XXXX	**Jérôme VIAUD**

ETAT DESCRIPTIF ET COMPTABLE DES BIENS MIS A DISPOSITIONS

1- DESCRIPTIF GENERAL DU BIEN DE LA COMMUNE DE GRASSE

DESIGNATION DU BIEN:

Le bien objet du transfert sous le régime de mise à disposition au sens du L.1321-1 du CGCT, concerne le bâtiment désigné sou le nom de « l'ancien Palais de Justice », d'une surface totale de plancher de 2 663m², situé 18, rue de l'Ancien Palais de Justice à Grasse, cadastrée UBa BM427.

Les caractéristiques principales de ce bien sont les suivantes.

- **Accès**

  Les accès au bâtiment se font par le Rue de l'Ancien Palais de Justice. Le bâtiment comporte une unique entrée qui ouvre sur le vestibule et le hall et son escalier majestueux.

- **Bâtiment**

  Le corps principal et originel du bâtiment est un parallélépipède rectangle auquel se sont adjointes des constructions latérales plus récentes sur les emprises initiales des cours et accès latéraux :

  - Le bâtiment originel comportait 2 étages principaux, avec des planchers intermédiaires, sur les ailes latérales, constituant des entresols dans lesquels étaient distribués les services et l'administration du palais de justice. Ces ailes latérales étant donc distribuées sur 4 niveaux,

  - Depuis la surélévation de 1952, le bâtiment actuel comporte 3 étages, distribués sur 5 niveaux dans les ailes latérales.

- **Classement**

  Le bâtiment n'est ni n'inscrit ni classé à l'inventaire des monuments historiques. En revanche, il est dans des périmètres de protection des monuments historiques.

- **Architecture**

  L'architecture du palais est représentative du style néo-classique sous Louis-Philippe. Il s'agit d'un exemple d'architecture parlante et moralisante : sévère, isolée dans l'environnement et didactique.

  L'originalité de ce bâtiment réside dans le fait que le vocabulaire néo-classique se développe ici autour de la cage d'escalier qui est d'une ampleur extraordinaire : l'escalier en fer à cheval est suspendu dans un vide formé par une sorte d'atrium bordé de coursives portées par des colonnes ; l'architecture se trouve en quelque sorte retournée à l'intérieur.

  On note également :

  Au rez-de-chaussée :

  . Le cloisonnement de la Chambre des enquêtes et de son corridor,

  . Le bouchement de la partie inférieure des baies des deux salles d'audience est et ouest du fait de la création des ailes,

  . La réduction de la Chambre du conseil du fait de la création de la travée d'ascenseur,

  Au premier étage :

  . La distribution n'a pas changé mais le cloisonnement des salles a été modifié, à l'exception de la grande salle d'audience.

  Le vestibule et la grande cage d'escalier, particulièrement impressionnants et surdimensionnés par rapport à la taille du bâtiment dont ils occupent la moitié de la surface au sol sont restés inchangés et présentent un grand intérêt patrimonial du fait de l'expression du programme visant à exprimer la toute-puissance de la Justice.

- **Eléments historiques remarquables**

  Rdc

  Le vestibule :
  Éléments historiques remarquables :
  . Les sols (dalles de calcaire dur)
  . Les plafonds (gypserie)
  . Les menuiseries des portes latérales et d'entrée
  . Le support d'une lanterne

  Rdc / étages

  Le hall : Ce hall et son escalier, issus de deux campagnes de travaux (1840 et 1952), constituent un ensemble monumental homogène et cohérent.
  Éléments historiques remarquables :
  . Les sols (circulations et escaliers)
  . L'ordonnancement des colonnes et corniches
  . Les plafonds (gypserie)
  . Les menuiseries des portes latérales
  . La ferronnerie des garde-corps

  1er étage (Nv 02)

  La salle d'audience :
  Cette salle conserve une partie de l'ameublement originel.
  Éléments historiques remarquables :
  . Les lambris, menuiseries et mobiliers
  . Les plafonds (gypserie)
  . Les sols (parquets / estrades)

  L'ancienne chambre du Conseil :
  Cette salle conserve une partie de l'ameublement originel
  Éléments historiques remarquables :
  . Les menuiseries et mobiliers
  . Les plafonds (gypserie)
  . Les sols (parquets)

  L'ancien cabinet du Procureur :
  Éléments historiques remarquables :
  . Les sols (parquets)
  . Les menuiseries

  L'ancien cabinet d'instruction :
  Éléments historiques remarquables :
  . Les menuiseries

- **Mobilier**

  Aucun mobilier n'est présent à l'intérieur de ce bâtiment.

<u>APPRECIATION SUR L'ETAT GENERAL DU BIEN</u>:

L'état général du bâtiment est le suivant :

- ⇨ Structure : état assez moyen
- ⇨ Couverture : état dégradé
- ⇨ Façades : état dégradé
- ⇨ Menuiseries extérieures : état fortement dégradé
- ⇨ Intérieurs : état fortement dégradé
- ⇨ Equipements techniques (CVC, électricité, ascenseur, …) : état fortement dégradé

La mise à disposition du bâtiment et des biens mobiliers équipements rattachés, se réalisent en l'état où ils se trouvent à compter de la date de signature du présent procès-verbal.

SERVITUDES :
Le bâtiment n'est grevé d'aucune servitude.

AUTRES DISPOSITIONS

Dans le cadre du démarrage des opérations de réhabilitation du bâtiment, la Commune de Grasse a déposé un permis de construire *:*

- *PC n°00606920E0020, déposé le 07 février 2020 et délivré le 09 octobre 2020, ayant pour objet une autorisation de travaux consistant en un changement d'affectation des locaux existant pour l'installation d'un campus universitaire et la démolition de certains appentis.*

A compter de la date de signature du présent procès-verbal, ce permis de construire sera transféré à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
En outre le PC n°00606920E0020, a fait l'objet de deux recours gracieux réceptionnés en date du 09 décembre 2020 par M. Paul EUZIERE et 10 décembre 2020 par Mme MANDRINO, auprès de la Commune de Grasse. A compter de la date de signature du présent procès-verbal, la CAPG se substitue à la Commune de Grasse dans ces recours et en assurera les effets par la suite.

2- DESCRIPTIF A L'ACTIF DE LA COMMUNE DE GRASSE

Le bien : BAT.TGI – R.PALAIS DE JUSTICE :

La surface totale de plancher du bâtiment est de 2 663 m².

Date d'acquisition par la Commune : le 31 décembre 2003

Compte	N° Inventaire	Libellé Immobilisation	N° Immo	Actif brut initial
2115	TER000600	BM0182-1173m²--BÂT.TGI-R.PALAIS JUSTICE (Nouveau n° de parcelle : UBa BM427)	2003000295	1 €
21318	BAT PUB AUT 0078	BM0182-18 rue Ancien Palais de Justice	2007000094	171 519,28 €

VALEUR TOTALE NETTE 171 520.28 TTC

2- DESCRIPTIF DU PASSIF DE LA COMMUNE DE GRASSE

Un emprunt contracté par la Ville de Grasse est affecté partiellement à ce bâtiment pour un montant de 1.100.000 € qu'il convient de transférer à la CA du pays de Grasse.

Compte-tenu que ce prêt ne peut être scindé, il reste dans les comptes de la Ville de Grasse qui reste le débiteur de la Banque des Territoire pour chacune des annuités restantes dues.

La CA du Pays de Grasse s'engage à rembourser chacune des annuités dues par la Ville conformément au tableau d'amortissement joint au présent Procès-Verbal.

Caractéristiques :
Banque : Banque des Territoires
N° de prêt : 112006/000277150
Montant du contrat : montant maximum 2.000.000 €

Montant du prêt transféré : 1.100.000 €
Taux : taux fixe 0,56%
Périodicité : trimestrielle
Durée : 20 ans (dernière échéance 1/11/2040)
Condition de remboursement anticipé : indemnité de rupture de taux fixe.

Annexes :

- Extrait cadastral
- Plan de situation
- Plan topographique
- Plans de niveau du bâtiment
- Diagnostics structure
- Diagnostics de repérage de l'amiante
- Diagnostics de repérage du plomb
- Diagnostic accessibilité des personnes handicapées
- Etat des lieux de la chaufferie
- Contrat de prêt Banque des territoires
- Tableau d'amortissement des annuités dues à la Ville de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 37 **BUDGET PRINCIPAL 2021**
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE DANS LE CADRE DE LA CREATION D'UN CAMPUS UNIVERSITAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 37

DU 23 MARS 2021

BUDGET PRINCIPAL 2021
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
DANS LE CADRE DE LA CREATION D'UN CAMPUS UNIVERSITAIRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet d'autoriser la mise à disposition d'un bien appartenant à la ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de la création d'un Campus Universitaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	/	/

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 04-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_091 passée au conseil de communauté du Pays de Grasse du 28 juin 2019, portant *« modification des statuts de la communauté d'agglomération »*, ajoutant aux compétences facultatives, le *« développement de l'enseignement supérieur et de la recherche »*,

Considérant qu'au regard des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la Commune de Grasse, la ville s'est inscrite dès le début du projet dans le déploiement du « projet Grasse Campus » ;

Considérant qu'à ce titre, la Commune de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé au 18 rue de l'Ancien Palais de Justice, dénommé « Ancien Palais de Justice » portant les numéros d'inventaires TER000600 et BAT PUB AUT 0078, bâtiment entièrement à réhabiliter dans le cadre de ce projet ;

Considérant que dans le cadre de ses compétences, la CAPG est habilitée à mettre en œuvre des dispositifs de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le territoire ;

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuit, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant que ledit bien désigné « Ancien Palais de Justice » de la commune de Grasse est dédié au soutien de l'action de Grasse Campus et par voie de conséquence, doit être mis à disposition à la CAPG, pour l'exercice de sa compétence enseignement supérieur et recherche, conformément au L1321-1 du code général des collectivités territoriales.

Considérant la nécessité d'établir un procès-verbal de mise à disposition des biens, de façon contradictoire entre le Maire de la Commune de Grasse ou son représentant et le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

La commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** la mise à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, d'un bâtiment référencé à l'actif de la ville de Grasse sous les numéros d'inventaires TER000600 et BAT PUB AUT 0078 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le procès-verbal de mise à disposition du bâtiment joint en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
publiée
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Récolement décennal des musées de France

Procès-verbal de campagne

1. Identification du musée

Musée d'Art et d'Histoire de Provence et Villa-musée Jean-Honoré Fragonard

2. Identification de la campagne

Titre de la campagne : année 2020

Domaine concernée (domaine de collection) : Beaux-Arts, Ethnographie, Textile, Mobilier, Photographie...

Zone du musée : Réserves

Date de réalisation : 01/01/2020 au 31/12/2020

Responsable de la campagne : Mathilde DESPOIS, Régisseure des œuvres

3. Méthodes et Moyens humains, techniques, etc. :

Récolement thématique et topographique en partant de l'objet. Une vérification directe avec les registres d'inventaire par thématique, lorsque cela est possible sera effectuée *a posteriori*.

2 personnes titulaires à 25%.

Les réserves n'étant pas équipées du réseau, et donc de base de données, un tableur Excel est mis en place pour le récolement n°2 intitulé : « denombrement_2016-2026 » permettant de regrouper dans un même document toutes les données collectées, en vue de les importer dans le logiciel de gestion des collections ou de les intégrer manuellement au fur et à mesure.

Les zones récolées dépendent des besoins du service.

Des photographies des objets sont faites systématiquement.

Si les objets ne sont pas déjà marqués, une étiquette avec son numéro d'inventaire est ajoutée.

Tous les objets sont micro-aspirés et reconditionnés au cours du récolement, sauf si le travail a déjà été fait ou si la fragilité de l'objet ne le permet pas.

4. Description des champs couverts :

Les données d'inventaire sont vérifiées et complétées à partir des différents documents Excel réalisés pendant le premier récolement et sur le logiciel de base de données qui comporte certaines des notices d'inventaire.

Le tableau Excel servant à faire le récolement est composé de 44 colonnes dont :

- Localisation actuelle
- N° de boîte
- Ancienne localisation
- Ancien numéro d'inventaire
- Autre numéro
- Numéro d'inventaire
- Département
- Désignation
- Matières et techniques
- Dimensions

- Titre
- Auteur
- Rôle de l'auteur
- Date de création
- Lieu de création
- Description
- Inscriptions sur objet
- Remarque
- Date d'entrée dans le musée
- Mode d'acquisition
- Date de récolement
- Agent récoleur
- Etat général de conservation
- Altérations spécifiques

5. Commentaire sur le résultat de cette campagne :

En 2019, la campagne de récolement a été consacrée sur deux réserves en particulier :

- Ancien Palais de Justice
- Ancien Logement de Fonction

Ci-dessous, tableau récapitulatif par année du récolement n°2 du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-musée Jean-Honoré Fragonard :

Institution	2016		2017		2018		2019		2020	
	Nb objets récolés	% objets récolés	Nb objets récolés	% objets récolés	Nb objets récolés	% objets récolés	Nb objets récolés	% objets récolés	Nb objets récolés	% objets récolés
Mahp (M0875)	394	1,14%	794	2,30%	1504	4,35%	1739	5,03%	367	1,06%
Villa (M0876)	31	2,30%	0	0,00%	16	1,19%	17	1,26%	13	0,96%
Total par année	425	3,44%	794	2,30%	1520	5,54%	1756	6,29%	380	2,03%

Institution	TOTAL objets récolés	Nb total d'objets à récoler	% d'objets récolés en cumulé
Mahp (M0875)	4798	34580	13,88%
Villa (M0876)	77	1348	5,71%
Total pour les 2	4875	35928	19,59%

N.B. : début du récolement n°2 : 1er janvier 2016

Fin prévue du récolement n°2 : 31 décembre 2026

INFORMATIONS	CHIFFRES	OBSERVATIONS
Nombre (connu ou évalué) de biens ciblés	MAHP : 34 580 VILLA : 1348	Nombre d'objets estimés
Objets localisés (vus ou en déplacement provisoire justifié)	MAHP : 367 VILLA : 13	Nombre d'objets récolés en 2020
Objets manquants (qui nécessiteront un signalement, un dépôt de plainte, ou une radiation) **(joindre une liste)** - Non localisés (§ 2.49 à § 2.52 et § 2.57 **) - Volés (§ 2.53 à § 2.56 **) - Détruits (§ 2.31**)		
Nombre total des objets récolés (localisés + manquants)	MAHP : 4798 VILLA : 77	Nombre d'objets récolés en cumulé (de 2016 à 2020)
Objets nécessitant des modifications à l'inventaire (joindre une liste) - À inventorier *** (inscription omise ou négligée au sens du § 2.20 à § 2.25 **) - À radier (§ 2.26 à § 2.35 **) (en distinguant les 5 cas de radiation)	Non connu	
Objets nécessitant des compléments d'identification - À marquer (§ 2.42 à § 2.48 **) - À mesurer, peser - À photographier	0 0 0	
État de conservation du bien - Bon état - Défauts d'intégrité (déformation, traces d'humidité, traces d'infestation, empoussièrement) - Nécessite une restauration	303 123 95	
Localisation des biens : Exposés dans les salles En réserve	En réserve	
Documentation photographique des biens - Argentique - Format numérique	Format numérique	Tous les objets récolés sont photographiés
Existence d'une notice informatisée - Dans un outil de gestion des collections - Dans un tableur - À faire	Tous les objets vus sont dans un tableur Excel	

* Cf. art.13 de l'arrêté du 25 mai 2004

** Note-circulaire relative à la méthodologie du récolement des ensembles dits indénombrables et aux opérations de post-récolement des collections des musées de France, publiée au BO du 4 mai 2016.

*** Sont exclus du récolement les objets non inventoriés car sans historique d'acquisition ou d'affectation au sens des § 4.1 à § 4.6 **.

Signature du responsable des collections

Grégory Gardes

Signature du chef d'établissement

Signature du régisseur des collections

Mathilde DESPOIS

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 38 MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
VILLA-MUSÉE JEAN-HONORÉ FRAGONARD
PROCÈS-VERBAL DE RÉCOLEMENT 2020 DES COLLECTIONS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 38

DU 23 MARS 2021

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
VILLA-MUSÉE JEAN-HONORÉ FRAGONARD
PROCÈS-VERBAL DE RÉCOLEMENT 2020 DES COLLECTIONS

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à la validation du Conseil Municipal le procès-verbal du récolement 2020 du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
MUSEES	---	---

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France, qui fait l'obligation de procéder à un récolement des collections tous les dix ans.

Vu la circulaire n° 2006-006 du 27 juillet 2006 relative aux opérations de récolement des collections des musées de France, qui indique que les musées sont tenus d'élaborer un plan de récolement décennal, validé par la personne morale propriétaire du musée

Considérant que le récolement, réalisé sous l'autorité du chef d'établissement, consiste à vérifier physiquement sur pièce et sur place, à partir d'un objet ou de son numéro d'inventaire :

- la présence du bien dans les collections ;
- sa localisation ;
- l'état du bien ;
- son marquage ;
- la conformité de l'inscription à l'inventaire avec le bien, ainsi que le cas échéant avec les différentes sources documentaires (archives, dossiers d'œuvres, catalogue).

Considérant que le responsable des collections assure la planification comme l'organisation du récolement, définit la répartition des tâches et contrôle leur exécution ; il établit un bilan et en rend compte à la personne morale, propriétaire du musée.
Le récolement est donc l'occasion :

- de reprendre les registres d'inventaire et les remettre à jour ;
- d'informatiser les collections au moyen du logiciel approprié ;
- d'offrir une image précise des collections du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard, ainsi que de celles qui ont été déposées par des institutions publiques et des collectionneurs particuliers.

Considérant que le plan de récolement montre l'engagement de la collectivité à mettre en œuvre un processus d'inventaire des collections. Ce document détaille les modalités de réalisation, le calendrier des campagnes et les moyens nécessaires à la conduite de ces opérations.

Considérant qu'à chaque fin de campagne de récolement est établi un procès-verbal rédigé par le professionnel responsable des collections au sens de l'article L.442-8 du code du patrimoine. Le procès-verbal est conservé par le musée. Le procès-verbal décrit la méthode adaptée, le champ couvert par le récolement, ainsi que les résultats de la campagne, notamment la liste des biens non vus ou manquants, la liste des bien détruits, la liste des biens inventoriés ou à inventorier à l'issue du récolement. Les objets déclarés manquants à la suite du récolement, devraient donner lieu à un dépôt de plainte.

Considérant que désormais la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur demande à établir un procès-verbal annuel du récolement, le responsable des collections a établi le procès-verbal pour l'an 2020 dans lequel il rend compte à la personne morale, propriétaire du musée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de valider officiellement le procès-verbal de récolement de 2020, annexé à la présente délibération.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le procès-verbal de récolement 2020 des collections du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard ci-joint.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Récolement décennal des musées de France n° 2 (2016-2026)

Procès-verbal de campagne n°3 (2020)

1. Identification du musée : Musée International de la Parfumerie

2. Identification de la campagne

Titre de la campagne : programmation prévisionnelle 2020

Domaines concernés (domaines de collection) :

- **Fin expôts Restructuration phase 2 (434 complétant les 1550 déjà récolés en 2018-2019)**
- **Retour réserve démontage Restructuration phase2 (42 sur 1128 programmés)**
- **Réserve R3 : boîtes à poudre et à savon photographiées en 2019 (1377 au lieu des 660 programmés)**

Zone du musée :

- En salle : Hôtel Pontevès Morel-1 et Mip-2
- En réserves : Mip+1 Pélissier et Mip -1 R3

Dates de réalisation : du 01/01/2020 au 31/12/2020

Responsable de la campagne : Geneviève DEROGIS, Régisseur des collections

3. Moyens humains, techniques et méthode :

Le contexte conjoncturel si singulier en 2020, marqué dès la mi-mars par la pandémie du Covid-19, a imposé le télétravail comme mode de fonctionnement à privilégier. L'alternance entre 2 jours en présentiel et 3 jours en télétravail s'est mise en place dès la mi-mai, puis lors du 2e confinement en novembre l'alternance s'est inversée entre 3 jours en présentiel et 2 jours en télétravail.

La restructuration intégrale des salles permanentes et temporaires de 2018 à 2019 a eu comme effet induit de modifier le parcours et par conséquent le nom des salles et leur numérotation. La localisation, étant ainsi complètement modifiée et cela pouvant se reproduire dans le temps, il a fallu intégralement repenser une nouvelle manière de localiser les objets en expositions qui puisse être pérenne pour la gestion des objets par la régie des collections. La reprise du thesaurus sur la base de donnée et l'actualisation des localisations des objets exposés auront duré jusqu'à la fin de l'année.

A cela s'est ajouté un chantier exceptionnel, lié à l'acquisition d'un nouveau logiciel de base de données plus fonctionnel et plus performant que Micromusée, attribué à la société Decalog (Flora) en début d'année. Le chantier de préparation à la migration de toutes les données a démarré en mars et a pris du retard. Il a mobilisé l'ensemble de l'équipe de la régie des musées et la documentaliste. En plus de la migration du logiciel existant, qui ne comprend qu'une partie des objets (près de la moitié), le récolement n°1, qui s'est terminé fin 2015, avait dû être effectué sur des tableaux Excel topographiques et fait également l'objet d'un très gros travail d'harmonisation des données en vue de pouvoir importer celles-ci dans des notices existantes ou à créer a minima via à cet import de données.

La rédaction du plan de récolement n°2 (PRD2) a commencé début 2016 et a été réadaptée à plusieurs reprises, en raison de chantiers non programmés qui l'ont impactée, comme la restructuration intégrale des salles permanentes. Le PRD2 n'a pu être validé que le 07/07/2020.

Ainsi, les 2 personnes prévues pour réaliser la 3e campagne de récolement en temps ponctuel n'ont pas pu assurer cette mission telle qu'elle avait été initialement prévue. Au final, seules 2 périodes de l'année ont pu être mises à profit. Cela n'a pas été suffisant pour permettre de tenir l'objectif programmé concernant le rangement en réserve des 1128 objets démontés début 2019 pour la phase 2 de la restructuration scénographique.

Aucun(e) stagiaire n'a pu venir renforcer les équipes de la régie.

Pour autant, les moyens techniques sont restés inchangés et sont les mêmes que pour l'inventaire : outils informatiques (PC fixes et portables) et bureautiques (logiciel muséographique, Excel, Word, Internet), plans de travail, lampes d'étude (plafonnier lumière du jour, lampe-loupe de précision fixées aux plans de travail, lampes lumière du jour transportables pour les constats), gants, pinces brucelles, papiers de conservation (Bolloré, soie, Tyvek, bulles), scotchs (brun, transparent, kraft), cutters, mousses stables (polyéthylène expansé traité ou non), pochettes polyester pour classeur, film Mélinex de protection, boîtes de conservation en polypropylène cannelé et bacs en polypropylène, étiquettes neutres, matériel de marquage neutres et réversibles (crayons graphites plus ou moins gras, feutres, encre de chine, vernis paraloïd B72, marqueurs), 2 appareils photographiques, mètres, pied à coulisse, toise, maître de danse, balance de précision.

En ce qui concerne la méthode, fort du constat de l'impact des situations d'urgence qui décalent, retardent ou limitent l'avancée des campagnes programmées du récolement n°2, de facto, si les campagnes restent topographiques et par sondages, elles seront adaptées au fur et à mesure en fonction des urgences qui s'intercaleront.

Il est aussi important de rappeler plusieurs cas non comptabilisés au titre du récolement mais représentant plusieurs dizaines d'objets traités de la même manière :

- les objets acquis après le 31/12/2016 ne sont pas comptabilisés, même si leur inventaire a été réalisé, puisqu'ils seront concernés par le récolement décennal n°3 qui commencera en 2027.
- Les dépôts n'appartiennent pas à la Ville de Grasse et durent 5 ans au minimum. C'est aux Déposants qu'incombent le récolement de leurs objets déposés.
- Les prêts entrant, comme les dépôts, n'appartiennent pas à la Ville de Grasse. Ils peuvent être de courte ou longue durée, selon qu'il s'agisse d'une exposition temporaire de quelques mois ou d'une durée supérieure à 1 an mais inférieure à 5 ans. A la différence des dépôts, ils n'ont pas à être inventoriés dans un registre dédié, ni saisis sur la base de données.

A fortiori, cette campagne a tout de même constitué l'équivalent d'un sondage effectué sur une portion des objets présentés en salles permanentes, sachant que le premier récolement de ces objets avait déjà été mené méticuleusement.

Cette campagne aura aussi intégré du traitement en post-récolement (photographie, marquage, complément de mesures ou modification pour mise en conformité avec l'inventaire, reconditionnement, relocalisation) effectué au fur et à mesure de son avancée topographique, ainsi que le relevé de restaurations nécessaires à programmer sur la base des constats d'état.

Ainsi, le récolement s'est réalisé de manière pragmatique et a concerné principalement :

- Les collections exposées qui n'avaient pas encore été récolées en 2019 (châssis d'enfleurage, objets ayant une notice mais non comptabilisés, objets encore non inventoriés).
- Une partie des objets sortis des présentations en 2019 et non prévus d'y retourner.
- Les boîtes à poudre et boîtes à savons conservées dans la réserve cosmétique (R3).

Cela a impliqué les actions suivantes :

- Une rapide vérification de l'état de ces objets permettant de constater qu'ils n'avaient pas évolué depuis le récolement n°1.
- La collecte de données essentielles pour créer une notice a minima a été réalisé pour les objets déjà marqués mais sans existence de notice sur la base de données et dont la création se fera via l'import sur Flora en 2021
- L'actualisation de la localisation permanente des objets exposés, encore non comptabilisés mais ayant une notice sur la base de donnée Micromusée.
- Le reconditionnement avec relocalisation et rangement des objets qui ont été retirés des vitrines et qui retournent en réserve, après avoir séjourné en réserve de transit depuis début 2019 dans des boîtes étiquetées avec des n° provisoires.
- Dans tous les cas, des manipulations de ces objets ont été nécessaires pour les observer et procéder aux vérifications même sommaires.

---

4. Description globale des champs couverts vérifiés ou complétés (en italique ceux qui ne l'ont pas été systématiquement en fonction de leur conformité avec l'inventaire) :

- N° inventaire : celui d'identification active inscrit dans les registres et sur la base de données
- Autre N° : ancien n° d'inventaire (AN) affecté à l'objet et indiqué dans les anciens registres et dans la base de données
- N° de marquage : le (ou les) n° reporté(s) sur l'objet qui peut être différent du précédent et correspondre à un ancien n° d'inventaire
- Dénomination : nom commun issu d'un vocabulaire contrôlé
- *Titre* : nom inscrit ou désignation factice précisant la dénomination mentionnée sur la base de données
- *Hauteur* : dimension verticale
- *Largeur* : dimension horizontale
- *Profondeur* : dimension en perspective
- *Poids* : pas systématique mais plutôt en gramme
- *Matières et techniques* : techniques rapportées à chaque matière principale employée
- *Description et commentaires* : analyse physique et décorative de l'objet avec particularités
- *Utilisateur ou Maison de parfumerie* : nom des marques pour lesquelles a été réalisé l'objet
- Etat général : état de conservation global
- Altérations principales éventuelles : détails des altérations nécessitant éventuellement une restauration
- Localisation permanente ou ancienne localisation : localisation relevée lors du récolement n°1 et indiquée dans la base de données
- Photo : objets à photographier
- Marquage : objets à marquer ou à reprendre
- Notice sur WM : existence d'une notice sur Micromusée
- Récolement n°2 : indiqué sur la base de données et/ou sur les tableaux Excel du récolement n°1 lorsque l'objet a été vérifié

5. Commentaire sur le résultat de cette campagne :

En 2020, ce sont surtout la préparation de la migration de la totalité de la base de données vers un nouvel outil informatique (FLORA), avec la récupération des différents tableaux Excel ayant servis à réaliser le récolement n°1 (à harmoniser au niveau des contenus), ainsi que la pandémie du Covid-19 (télétravail) qui ont retardé l'avancée de cette 3e campagne du PRD2 en 2020.

Cette campagne aura le mérite de clôturer le récolement de tous les objets présentés depuis juin 2019, avec leur existence sur la base de données et leur localisation mise à jour.

L'objet déclaré non vu dans le PV du récolement de 2019 (flacon factice géant Narkiss 99 78 et AN 06 351), a finalement été identifié, grâce à une ancienne photo. Le n° d'inventaire qui est marqué dessus ne correspond pas à son entrée dans les collections mais à sa saisie sur la base de données. Il avait bien été récolé en récolement n°1, mais sans aucune mention inscrite permettant de faire la correspondance. Sélectionné pour la mise en exposition pour la restructuration, il n'avait pas été trouvé en raison de ces différents éléments. Sa « découverte fortuite » dans une boîte en réserve, à l'occasion d'autres recherches, aura été l'heureuse surprise complétant la campagne précédente en modifiant son PV.

La campagne photographique de boîtes à savons et de boîtes à poudre, conservés en réserve cosmétique (R3), ayant été réalisée durant l'été 2019 pour préparer l'exposition « Poudriers », qui devait avoir lieu en 2020, a été considérée comme un sondage pour la campagne de récolement de 2020. Des 660 items initialement prévus, le résultat s'est finalement élevé à 1377 éléments en tout en considérant les parties amovibles contenues dans les boîtes (base, boîte, boîte à dentifrice, boîte à fard, boîte à poudre, boîte à savon, coffret, emballage, houppette, pot à cosmétique, pot à crème, poudrier, sachet, savon, tamis, tube). La R3 comprenait 6288 objets du MIP à la fin du récolement n°1 en 2015. Sur ce total, 81 mouvements d'œuvre ont eu lieu depuis (49 pour intégrer les nouvelles présentations permanentes du MIP et du MAHP, et, 32 œuvres encadrées pour intégrer une autre réserve sur un mobilier plus adapté à leur format et à leur matériau). Ainsi, **les 1377 éléments récolés en 2020 représentent un sondage représentants 22% des 6207 objets restés en R3. Le nombre indiqué dans le décompte final tient par conséquent compte du total de cette réserve** (sondage effectué et objets non déplacés compris), soit des 6207 objets en tout.

Ce fût par conséquent une année transitoire, dont le récolement devrait pour autant permettre de servir d'assise à la réalisation du Plan de Sauvegarde des Biens Culturels (PSBC) en cours de rédaction, en tout cas pour les espaces d'exposition qui sont les plus nombreux, étalés, volumineux et qui présentent la plus grande partie des objets phares en comparaison des 3 réserves de proximité dont la concentration des objets hors public sera plus aisée à récoler et à évacuer en cas de besoin.

Les seuls mouvements d'œuvres ayant eu lieu cette année ont été des retours de prêts qui avaient déjà été récolés avant leur départ en exposition (Lambersart dans le cadre de Lille World Design (162 objets), Rennes (1 objet), Boulogne-Billancourt (1 objet)).

INFORMATIONS	CHIFFRES	OBSERVATIONS
Nombre (connu ou évalué) de biens ciblés Total d'items (unités individualisées correspondant à des éléments d'objet ayant une notice et unités estimées correspondant à des ensembles simples de plusieurs éléments dont les notices individuelles n'existent pas forcément)	6683	6207 notices objets cosmétiques (surtout boîtes à poudre et savon) 434 notices objets exposés en restructuration 42 retours en réserve du démontage phase 2 (sur 1128)
Objets localisés (vus ou en déplacement provisoire justifié)	6679	Dont le flacon Narkiss (99 78) qui était non localisé en 2019 (n° inv. 06 351 marqué sur objet sans inscription et notice sans photo, ni description) et qui a été identifié
Objets manquants (qui nécessiteront un signalement, un dépôt de plainte, ou une radiation) **(joindre une liste)**	Non localisés : 4	Châssis enfleurage à retrouver d'ici fin du récolement (n° inv.) :

- Non localisés (§ 2.49 à § 2.52 et § 2.57 **) - Volés (§ 2.53 à § 2.56 **) - Détruits (§ 2.31**)		90 614, 2013.0.73, 2013.0.74 et 2013.0.81
Nombre total des objets récolés (localisés + manquants)	6683	
Objets nécessitant des modifications à l'inventaire (joindre une liste) - À inventorier *** (inscription omise ou négligée au sens du § 2.20 à § 2.25 **) - À radier (§ 2.26 à § 2.35 **) (en distinguant les 5 cas de radiation)	A inventorier : 5898	sur tableurs à importer : - 5748 cosmétiques - 150 phase 2 (119 châssis enfleurage et 31 objets préinventoriés)
Objets nécessitant des compléments d'identification - À marquer (§ 2.42 à § 2.48 **) - À mesurer, peser - À photographier	A mesurer : 6207 A photographier : 5245	A mesurer : cosmétiques en réserve A photographier : - 5177 cosmétiques sur tableur - 56 exposés sur outil de gestion - 12 retours phase2 sur tableur
État de conservation du bien - Bon état - Défauts d'intégrité (déformation, traces d'humidité, traces d'infestation, empoussièrement) - Nécessite une restauration	Très bon :658 Bon : 4146 Assez bon : 1560 Mauvais : 315 A restaurer : 25	Très bon : 582 cosmétiques, 75 exposés et 1 retour phase2 Bon : 3955 cosmétiques, 173 exposés et 18 retours phase 2 Assez bon : 1356 cosmétiques, 192 exposés et 12 retours phase 2 Mauvais : 313 cosmétiques et 2 exposés Vérifier possibilité de restaurer (après import du récolement sur tableur sur nouvel outil de gestion)
Localisation des biens : Exposés dans les salles En réserve	Exposés en salles : 430 En réserve : 6249	En salles : phase 2 En réserves : 6207 cosmétiques et 42 retours phase 2 (1086 autres à récoler et reconditionner pour les ranger en réserves)
Documentation photographique des biens - ~~Argentique~~ - Format numérique	1438	1030 cosmétiques (302 savons, 551 poudres, 108 boîtes et 69 autres) 408 phase 2 (374 exposés, 30 retours réserve et 4 non localisés)
Existence d'une notice informatisée - Dans un outil de gestion des collections - Dans un tableur - À faire	Dans outil de gestion : 770 Dans tableur : 5913	Dans outil de gestion : 459 cosmétiques et 311 phase 2 (280 exposés et 31 retours) Dans tableur : 5748

		cosmétiques et 165 phase 2 (150 exposés, 11 retours et 4 non localisés)

* Cf. art.13 de l'arrêté du 25 mai 2004

** Note-circulaire relative à la méthodologie du récolement des ensembles dits indénombrables et aux opérations de post-récolement des collections des musées de France, publiée au BO du 4 mai 2016.

*** Sont exclus du récolement les objets non inventoriés car sans historique d'acquisition ou d'affectation au sens des § 4.1 à § 4.6 **.

Nom du musée		01/01/2016						
	Plan recolement décennal n°2	Nombre initial de biens récolés au 31/12/2015	Nombre de biens à récoler en plus	Nombre global de biens à récoler au 01/01/2017	Nombre de biens récolés au 31/12/2020	Nombre de biens récolés cumulés	Taux 2020	Taux cumulés %
Musée International de la Parfumerie	2016-2026	55150	1 287	56 437	6683	8564	11,84%	15,17%

Signature du responsable des collections

Grégory Gondet

Signature du chef d'établissement

Signature du régisseur des collections

Geneviève Dengis

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 39 MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
PROCÈS-VERBAL DE RÉCOLEMENT 2020 DES COLLECTIONS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 39

DU 23 MARS 2021

MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
PROCES-VERBAL DE RÉCOLEMENT 2020 DES COLLECTIONS

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à la validation au Conseil Municipal le procès-verbal du récolement 2020 des collections du Musée International de la Parfumerie et de ses annexes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
MUSEES	---	---

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France, qui fait l'obligation de procéder à un récolement des collections tous les dix ans.

Vu la circulaire n° 2006-006 du 27 juillet 2006, relative aux opérations de récolement des collections des musées de France, qui indique que les musées sont tenus d'élaborer un plan de récolement décennal, validé par la personne morale propriétaire du musée.

Considérant que lors du transfert du Musée International de la Parfumerie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la ville est restée propriétaire des collections du Musée.

Considérant que le récolement, réalisé sous l'autorité du chef d'établissement, consiste à vérifier physiquement sur pièce et sur place, à partir d'un objet ou de son numéro d'inventaire :

- la présence du bien dans les collections ;
- sa localisation ;
- l'état du bien ;
- son marquage ;
- la conformité de l'inscription à l'inventaire avec le bien, ainsi que le cas échéant avec les différentes sources documentaires (archives, dossiers d'œuvres, catalogue).

Considérant que le responsable des collections assure la planification comme l'organisation du récolement, définit la répartition des tâches et contrôle leur exécution ; il établit un bilan et en rend compte à la personne morale, propriétaire du musée.
Le récolement est donc l'occasion :

- de reprendre les registres d'inventaire et les remettre à jour ;
- d'informatiser les collections au moyen du logiciel approprié ;
- d'offrir une image précise des collections du Musée International de la Parfumerie que de celles qui ont été déposées par des institutions publiques et des collectionneurs particuliers.

Considérant que le plan de récolement montre l'engagement de la collectivité à mettre en œuvre un processus d'inventaire des collections. Ce document détaille les modalités de réalisation, le calendrier des campagnes et les moyens nécessaires à la conduite de ces opérations.

Considérant qu'à chaque fin de campagne de récolement est établi un procès-verbal rédigé par le professionnel responsable des collections au sens de l'article L.442-8 du code du patrimoine. Le procès-verbal est conservé par le musée. Le procès-verbal décrit la méthode adaptée, le champ couvert par le récolement, ainsi que les résultats de la campagne, notamment la liste des biens non vus ou manquants, la liste des biens détruits, la liste des biens inventoriés ou à inventorier à l'issue du récolement. Les objets déclarés manquants à la suite du récolement devraient donner lieu à un dépôt de plainte.

Considérant que désormais la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur demande à établir un procès-verbal annuel du récolement, le responsable des collections a établi le procès-verbal pour l'an 2020 dans lequel il rend compte à la personne morale, propriétaire du musée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de valider le procès-verbal de récolement de 2020, annexé à la présente délibération.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le procès-verbal du récolement 2020 des collections du Musée International de la Parfumerie ci-joint.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONVENTION DE DON MANUEL

ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE
ET
LE FONDS DE DOTATION VERONIQUE ET THIERRY DRECQ

Entre

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération n° 2017-157 du Conseil Municipal en date du 23 mars 2021, reçue en sous-préfecture de GRASSE le

Dénommée ci-après « **Le bénéficiaire »**

D'une part,

Et

Le fonds de dotation Véronique et Thierry DRECQ,
Fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et le décret n° 2009-158 du 11 février 2009
Identifié sous le numéro de SIREN 834 998 056,
Enregistré en Préfecture le 16 janvier 2017 sous le n° de Déclaration D61010108922,
Dont le siège est situé au 45 avenue Henri Bergson à Garches 92380
Agissant aux présentes par l'intermédiaire de son représentant légal

Ci-après dénommé « **Le Fonds de dotation** »,

D'autre part,

Préambule

Caractéristique des villages de Provence, la calade est un assemblage de pierres locales enfoncées dans le sol et laissant apparaître une surface plane, formant parfois un motif. Les calades sont issues d'un savoir-faire ancestral lié au patrimoine provençal, donnant cet aspect inimitable qu'il s'agit de préserver. Posés à la main sans recourir à la taille, les galets doivent être à niveau et présenter une surface arrondie sans aspérité de façon à être agréables sous les pieds des passants.

La calade présente au Musée d'Art et d'Histoire de Provence de Grasse accompagne les pas du visiteur lors de sa découverte du jardin, à la sortie en rez-de-jardin de cette élégante demeure grassoise du 18e siècle inscrite au titre des Monuments Historiques.

Elément représentatif du patrimoine provençal, elle est pleinement constitutive de l'identité provençale que le musée a pour vocation de conserver au sein de ses murs, dans la mesure où ses collections sont dédiées à la Provence orientale, de la Préhistoire au début du 20e siècle.

Néanmoins, l'état altéré de la calade nécessite une intervention de restauration, notamment afin de stopper sa dégradation active.

Le fonds de dotation « Véronique et Thierry Drecq » souhaite faire don à la commune de la somme de dix mille euros (10 000 €), afin que cette dernière procède à la rénovation et à la restauration de la calade situées au sein du Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du don en numéraire établi entre « Le fonds de dotation » et « Le bénéficiaire » afin que ce dernier procède à la rénovation et à la restauration de la calade située au sein du Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DONATEUR

« Le Fonds de dotation » s'engage à apporter son soutien à la commune par un don à hauteur de dix mille euros (10 000 €).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU BENEFICAIRE

« Le bénéficiaire » accepte le don en numéraire d'un montant de dix mille euros et s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention, à savoir :

- L'intervention de restauration de la calade consistera à épurer la calade de ses parties ajoutées et à la reconstruire à l'identique et dans le respect de la technique traditionnelle, de façon à rétablir son intégrité.

La commune s'engage à informer le donateur de l'utilisation effective du don et à ce titre, l'informera dès l'intervention de restauration achevée.

ARTICLE 4 – ACCEPTATION DU DON

Le don est réciproquement consenti et accepté par les deux parties dans le respect des conditions énoncées dans la présente convention.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

« Le bénéficiaire » s'engage à mentionner autant que possible le soutien du « Fonds de dotation » lors de la communication afférente à la restauration de la calade du Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

ARTICLE 6 – LITIGE

Pour tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux territorialement compétents.

Fait à Grasse, le
En 2 exemplaires,

Le Fonds de dotation	**Pour la Commune de Grasse**
Véronique et thierry DRECQ	Le Maire
Monsieur Thierry DRECQ	**Jérôme VIAUD** Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 40 MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL
RESTAURATION DE LA CALADE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi
Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi
23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD

Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 40

DU 23 MARS 2021

MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL
RESTAURATION DE LA CALADE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à accepter un don manuel de 10 000 € pour la restauration de la calade au sein du Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Musées d'Art et d'Histoire de Provence	RECETTES	10 000 €

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que la calade présente au Musée d'Art et d'Histoire de Provence de Grasse accompagne les pas du visiteur lors de sa découverte du jardin, à la sortie en rez-de-jardin de cette élégante demeure grassoise du 18ème siècle inscrite au titre des Monuments Historiques. Elément représentatif du patrimoine provençal, elle est pleinement constitutive de l'identité provençale que le musée a pour vocation de conserver au sein de ses murs dans la mesure où ses collections sont dédiées à la Provence orientale, de la Préhistoire au début du 20ème siècle,

Considérant que l'état altéré de la calade nécessite une intervention de restauration, notamment afin de stopper sa dégradation active,

Considérant que le Fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » souhaite faire don à la commune de la somme de dix mille euros (10 000 €) afin que cette dernière procède à la rénovation et à la restauration de la calade située au sein du Musée d'Art et d'Histoire de Provence,

Considérant qu'au terme de l'article L2541-12 du code général des collectivités territoriales, il appartient au conseil municipal de délibérer sur l'acceptation des dons et legs,

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le don manuel du fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » d'un montant de 10 000 euros ;

- **DIRE** que ce don sera affecté au projet de restauration de la calade située au sein du Musée d'Art et d'Histoire de Provence ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONVENTION
PORTANT SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX DU CENTRE DE VACCINATION de LA VILLE DE GRASSE

DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

La convention portant sur les modalités d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux est conclue :

Entre

L'établissement de santé, gestionnaire du centre de regroupement :
Le Centre Hospitalier de Grasse, (centre de regroupement)
Représentée par : Monsieur Walid BEN BRAHIM, Directeur
N° de SIRET : 060780897
Adresse : chemin de Clavary, 06130 GRASSE

D'une part,

Et

Le producteur de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) :

CENTRE DE VACCINATION DE GRASSE, appartenant à la « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex,
Palais des Congrès, 22 Cours Honoré Cresp 06130 GRASSE,
Désigné sous le numéro 1235 par l'arrêté préfectoral n°2021-137 du 16 février 2021 modifiant l'arrêté n°2021-064 désignant les centres de vaccination contre la COVID-19 pour le Département des Alpes-Maritimes,

Représenté par M. Jérôme VIAUD, Maire de Grasse agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°: en date du 23 mars 2021.

D'autre part,

ARTICLE 1. Objet de la convention

Dans le cadre de la campagne de vaccination contre la COVID-19, le centre de vaccination produit, par ses actes de vaccination, des déchets d'activité de soins dont certains peuvent présenter des risques infectieux, et doivent donc être traités en tant que tels conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'exécution de l'élimination comprenant l'enlèvement, le transport et le traitement ou prétraitement par désinfection des DASRI du centre de vaccination ainsi que l'approvisionnement du centre en contenants DASRI.

ARTICLE 2. Définition de la prestation

La prestation comprendra :

- La fourniture par le centre hospitalier de Grasse, des emballages et matériels nécessaires au tri, à l'entreposage et à la collecte des DASRI produits par le centre de vaccination de la Ville de Grasse ;
- La réception par le centre hospitalier de Grasse, des DASRI du centre de vaccination de la Ville de Grasse par apport volontaire d'un représentant de ce dernier ;
- Le transport et le traitement des DASRI collectés.

Les prestations effectuées devront répondre aux dispositions législatives et réglementaires spécifiques à l'élimination des déchets provenant des centres de vaccination.

ARTICLE 3. Durée

La convention est établie pour toute la durée de fonctionnement du centre de vaccination. Elle peut être dénoncée à tout moment par un commun accord des deux parties ou dénonciation par lettre recommandée avec accusé réception de l'une ou l'autre des parties 1 mois avant la date de son échéance.

ARTICLE 4. Nature des DASRI

Les DASRI sont issus des activités liées à la préparation et à l'injection des vaccins, aux soins infirmiers. Il s'agit de :

- **DASRI dits « perforants » ou objets piquants-coupants-tranchants (OPCT)** Ex. aiguilles, seringues avec aiguilles serties.
- **DASRI dits « solides » avec des résidus liquides** constitués par les flacons vides ou contenant des restes de vaccins inutilisés ou périmés.

ARTICLE 5. Engagement du centre de vaccination

Le responsable du centre de vaccination de la Ville de Grasse veille au respect de la bonne application des règles relatives au tri, au conditionnement, au stockage et à l'élimination des DASRI dans le centre dont il a la charge.

Le centre de vaccination s'engage à respecter l'organisation suivante :
Les DASRI sont :

- Triés, dès leur production **conformément à l'affiche de tri établie en annexe 1 :**
  Les DASRI dits « perforants » ou OPCT (les aiguilles, les seringues avec aiguilles serties**), sont placés dans des boîtes à aiguilles de capacité variable, conformes aux normes NFX-30-511 et NF EN ISO 23907.** Les boîtes à aiguilles remplies et fermées définitivement sont placées dans des caisses en cartons avec sac plastique, de capacité variable, conformes à la norme NFX – 30-507 et agréés pour le transport ADR avec un certificat d'agrément.
  Les DASRI dits « solides avec des résidus liquides (flacons en verre vides ou contenant des restes de liquide vaccinal non utilisés ou périmés) **sont placés dans des fûts pour déchets solides et résidus de liquides, de capacité variable, conformes à la norme NFX – 30-511 et NF EN ISO 23907.**

- Conditionnés, dès leur production, dans des emballages spécifiques adaptés, conformes aux normes en vigueur. Le niveau de remplissage est vérifié, il ne doit pas dépasser la limite maximale pour éviter les accidents lors de la fermeture.

- Entreposés dans un local de collecte pour les déchets ou dans une zone de stockage dédiée, aisément lavable, situé à l'écart de l'activité de vaccination et d'accès restreint au personnel en charge de la gestion des déchets et de l'entretien des locaux. Cette zone est de préférence équipée d'un point d'eau pour le lavage des mains ou a minima de solution hydro-alcoolique. **Une affiche pour identification du local « déchets » de l'établissement est disponible en annexe 2.**

Les déchets d'activités de soins et assimilés sont collectés dans des emballages à usage unique. Ces emballages doivent pouvoir être fermés temporairement et ils doivent être fermés définitivement avant leur enlèvement (R.1335-6 du CSP).

Les emballages utilisés pour le conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés portent l'identification du producteur de déchets (nom de la structure, adresse et date d'élimination).

ARTICLE 6. Enlèvement et transport des DASRI

Les DASRI produits par le centre de vaccination sont transportés par un agent dépendant du centre de vaccination de la Ville de Grasse vers le centre hospitalier de Grasse déclaré centre de regroupement.
Les transports de DASRI et assimilés n° ONU 3291, seront effectués dans un véhicule de service, à condition que la masse transportée demeure inférieure ou égale à 15 kg.

La fréquence de dépôt prévue au centre hospitalier de Grasse est de 1 fois par semaine, les lundis matins entre 8h00 et 12h00.

Les jours et les fréquences d'*enlèvement/apport* des DASRI pourront évoluer en fonction de l'activité du centre de vaccination.

L'enlèvement s'effectuera dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein du centre de vaccination.

ARTICLE 7. Bordereau de suivi/ bon de prise en charge

Pour permettre la traçabilité des DASRI, lors de leur prise en charge, le responsable du centre de vaccination ou à défaut, le référent logistique, complète avec le centre de regroupement, le bordereau de suivi Cerfa (cf. annexe 3) et le signe, conformément à la réglementation en vigueur.

De plus, le centre de vaccination de la Ville de Grasse devra recevoir un état récapitulatif régulier ou une copie du bordereau de suivi Cerfa (cf. annexe 3), des opérations d'élimination des déchets.
Dans un délai d'un mois, l'exploitant de l'installation destinataire est tenu de renvoyer au centre de vaccination l'original ou la copie du bordereau signé mentionnant la date d'incinération ou de prétraitement par désinfection des déchets.

ARTICLE 8. Traçabilité de la filière d'élimination

Les bordereaux de suivi et d'élimination devront être notamment conservés pendant 3 ans.

Le pesage des DASRI sera effectué lors de chaque prise en charge par le centre hospitalier de GRASSE ou à défaut, le nombre d'emballages confiés sera inscrit sur le bordereau de suivi Cerfa (cf. annexe 3).

ARTICLE 9. Bons de commande exceptionnels

Le centre de vaccination de la Ville de Grasse se réserve la possibilité de passer une commande exceptionnelle en matériel si des enlèvements supplémentaires sont rendus nécessaires compte-tenu d'une suractivité non programmée du centre. Le centre hospitalier de Grasse s'engage à accepter la prise en compte de ces prestations supplémentaires dont il sera informé au moins 24 heures ouvrées avant la date d'exécution de la prestation, dans les mêmes conditions techniques.

ARTICLE 10. Assurances

Les deux parties s'engagent à respecter la législation en vigueur concernant l'exercice de sa profession, notamment en matière de sécurité du travail.

Les deux parties s'engagent à prendre les polices d'assurances nécessaires pour garantir et indemniser les biens et les personnes qui auraient subi des dommages du fait de l'exécution de ses obligations respectives au titre de la présente convention.

Le centre hospitalier de Grasse ne pourra pas être tenu responsable des incidents ou accidents survenus dans le centre de vaccination du fait du non-respect de la règlementation en vigueur et de la convention mise en place.

ARTICLE 11. Conditions financières et modalités de paiement

Afin de soutenir les organisations permettant d'assurer le fonctionnement des centres de vaccination et notamment celles relatives au traitement et l'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux, une convention de financement, établie entre l'Agence régionale de santé PACA et le centre hospitalier de Grasse - centre de regroupement, sera établie à cet effet.

ARTICLE 12. Annexes

Les annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 13. Résiliation de la convention

Le non-respect d'un ou plusieurs dispositions de la convention par l'une ou l'autre des parties, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet durant 7 jours à compter de la date de réception, emporte résiliation de plein droit de la convention.

Fait à Grasse, le 25 février 2021, en trois exemplaires remis à chaque partie,

Le Directeur du Centre Hospitalier de Grasse — Monsieur le Maire de Grasse

Walid BEN BRAHIM — Jérôme VIAUD

Annexe 1 : tri des déchets produits lors des campagnes vaccinales

TRI DES DECHETS PRODUITS LORS DES CAMPAGNES VACCINALES CONTRE LA COVID 19 MENEES DANS DES ETABLISSEMENTS NON MEDICALISES

DAE

Masques, gants, sur blouses, charlottes, compresses et pansements

Les DAE sont placés dans un sac à ordures ménagères opaque, dédié, à liens coulissants, volume max. 100 litres, certifié NF EN 13592.



Quand le sac est plein il est fermé et placé dans un 2ème sac identique et fermé.



Les déchets ainsi emballés sont stockés 24H.



Le sac est ensuite placé dans le bac à ordures ménagères pour élimination.



DASRI perforants (OPCT)

Aiguilles, seringues avec aiguilles serties

① Inscrire : le nom de l'établissement, la ville, la date de début de remplissage.

② Placer les PCT à l'intérieur.
- Ne pas dépasser la limite de remplissage,
- Ne jamais forcer l'introduction des déchets,
- Ne pas tasser les déchets,
- Activer la fermeture provisoire en fin de vacation.



③ Quand la boîte est remplie : activer la fermeture définitive « inviolable » et inscrire la date de fermeture.

Les boîtes OPCT pleines (fermeture définitive activée) sont placées dans des cartons DASRI. Le carton plein est fermé définitivement, le nom de l'établissement, la ville et la date de fermeture sont inscrits sur le carton.



DASRI solides contenant des résidus liquides

Flacons vides, avec restes de vaccins inutilisés ou périmés

① Inscrire : le nom de l'établissement, la ville, la date de début de remplissage.

② Placer les flacons avec résidus de vaccins à l'intérieur. Ne pas dépasser la limite de remplissage,



③ Quand le fût est rempli : fermer le couvercle définitivement et inscrire la date de fermeture.



Les cartons et les fûts fermés sont placés dans le local à déchets de l'établissement :

- jusqu'au transport par un agent dépendant de la structure vers l'établissement de santé déclaré centre de regroupement ;
- ou jusqu'à la collecte par l'établissement de santé déclaré centre de regroupement

LOCAL A DECHETS

Annexe 2 : affiche local de stockage des déchets

ATTENTION : DES DASRI SONT ENTREPOSES DANS CE LOCAL



ACCES RESERVE AUX PERSONNES AUTORISEES

MAINTENIR CE LOCAL FERME A CLEF

LES BOITES, LES CARTONS ET LES FUTS DASRI FERMES DEFINITIVEMENT, IDENTIFIES ET DATES DOIVENT ETRE ENTREPOSES DANS CE LOCAL, AVANT COLLECTE PAR LE PRESTATAIRE DE DASRI AGREE.

Annexes 3 : Bordereaux de suivi Cerfa

Bordereau cerfa 11351*04 : à remplir par le Centre de Vaccination lors de l'acheminement vers l'établissement de regroupement (ES/EMS)

cerfa N°11351*04

Ministère chargé de la Santé

Bordereau de suivi des déchets d'activités de soins à risques infectieux

Code de la Santé publique art. R 1335-4
Arrêté du 7 septembre 1999
Arrêté du 29 mai 2009

La personne responsable de l'élimination des déchets (PRED) conserve le feuillet n°1 après remise des déchets
Le collecteur / transporteur conserve le feuillet n°3 après remise des déchets
L'exploitant de l'installation destinataire renvoie le feuillet n °1 à la personne responsable de l'élimination des déchets (PRED) et conserve le feuillet n°2

Bordereau n°

Personne responsable de l'élimination des déchets (PRED)

Nom ou dénomination - Adresse

Cachet

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Identification des déchets au titre de l'ADR | Code -nomenclature des déchets

Désignation des conditionnements remis	Capacité (litres)	Nombre

Quantité de déchets remis (en kg) ☐ Réelle :.....kg ☐ Estimée

Quantité de déchets remis (en L) : L

Date de remise au collecteur/transporteur

Nom et signature de la personne responsable de l'élimination des déchets (PRED)

Collecteur / Transporteur

Nom ou dénomination - Adresse

Cachet

Récepissé n° | Département | Limite de validité

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Refus de prise en charge : ☐ Oui ☐ Non ☐ Partiel

Date du refus de prise en charge

Motif du refus de prise en charge et quantités concernées :

Désignation des conditionnements transportés	Capacité (litres)	Nombre

Quantité de déchets transportés (kg) ☐ Réelle :.....kg ☐ Estimée

Quantité de déchets transportés (L) : L

Date de remise à l'installation destinataire

J'atteste avoir pris connaissance des informations déclarées par la personne responsable de l'élimination des déchets (PRED)

Nom et signature

Installation destinataire

Nom ou dénomination - Adresse

Cachet

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Refus de prise en charge ☐ Oui ☐ Non ☐ partiel

Date du refus de prise en charge

Motif du refus de prise en charge et quantités refusées :

Désignation des conditionnements acceptés	Capacité (litres)	Nombre

Quantité de déchets acceptés : .....kg

Date de prise en charge

Opération (code du traitement)
☐ Incinération (D10)
☐ Incinération + valorisation énergétique (R1)
☐ Prétraitement par désinfection (D9)

Date de l'opération

J'atteste avoir pris connaissance des informations déclarées par la personne responsable de l'élimination des déchets (PRED)

Nom et signature de l'exploitant

Bordereau cerfa 11352*04 de regroupement : à remplir par l'établissement (ES/EMS) effectuant le regroupement, au moment de l'enlèvement des DASRI par son collecteur, accompagné du bordereau cerfa initial émis par le Centre de Vaccination.

Formulaire Cerfa N° 11352*04	*Ministère chargé de la Santé* **Bordereau de suivi des déchets d'activités de soins à risques infectieux avec regroupement**	Code de la Santé publique art. R 1335-4 Arrêté du 7 septembre 1999 Arrêté du 29 mai 2000

L'exploitant de l'installation de regroupement doit joindre à ce bordereau la liste de toutes les personnes responsables de l'élimination des déchets (PRED)
L'exploitant de l'installation de regroupement conserve le feuillet n°4 après remise des déchets
Le collecteur / transporteur conserve le feuillet n°3 après remise des déchets
L'exploitant de l'installation destinataire renvoie le feuillet n°1 à l'émetteur et conserve le feuillet n°2

Bordereau n°:

N°de la liste jointe des bons de prise en charge ou des bordereaux attachés :

Installation de regroupement

Nom ou dénomination - Adresse

Cachet

Agit pour le compte de l'éco-organisme agréé : ☐ Oui ☐ Non

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Identification des déchets au titre de l'ADR | Code - nomenclature des déchets

Désignation des conditionnements remis | Capacité (litres) | Nombre

Quantité de déchets remis (en kg)
☐ Réelle: .....kg ☐ Estimée

Quantité de déchets remis (en L) :
..... L

Date de remise au collecteur/transporteur

Nom et signature de l'exploitant de l'installation de regroupement

Collecteur / Transporteur

Nom ou dénomination* – Adresse*

Cachet

Récépissé n° | Département | Limite de validité

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Refus de prise en charge :
☐ Oui ☐ Non ☐ Partiel

Date du refus de prise en charge

Motif du refus de prise en charge et quantités concernées :

Désignation des conditionnements transportés | Capacité (litres) | Nombre

Quantité de déchets transportés (en kg)
☐ Réelle: .....kg ☐ Estimée

Quantité de déchets transportés (en L) :
..... L

Date de remise à l'installation destinataire :

J'atteste avoir pris connaissance des informations ci-dessus déclarées par l'exploitant de l'installation de regroupement

Nom et signature

Installation destinataire

Nom ou dénomination - Adresse

Cachet

N°SIRET

Téléphone | Fax ou mél

Refus de prise en charge :
☐ Oui ☐ Non ☐ Partiel

Date du refus de prise en charge

Motif du refus de prise en charge et quantités refusées:

Désignation des conditionnements acceptés | Capacité (litres) | Nombre

Quantité de déchets acceptée : .....kg

Date de prise en charge

Opération (code du traitement)
☐ Incinération (D10)
☐ Incinération + valorisation énergétique (R1)
☐ Prétraitement par désinfection (D9)

Date de l'opération

J'atteste avoir pris connaissance des informations déclarées par la personne responsable de l'élimination des déchets (PRED)

Nom et signature de l'exploitant

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 41 CENTRE DE VACCINATION COVID 19
GESTION DES DECHETS D'ACTIVITE DE SOINS
A RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 41

DU 23 MARS 2021

CENTRE DE VACCINATION – COVID 19
GESTION DES DECHETS D'ACTIVITE DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la signature d'une convention avec le centre hospitalier de Grasse, portant sur l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) produits par le centre de vaccination de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SCHS	/	/

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu les articles R.1335-1 à R.1335-8 du Code de Santé Publique.

Vu l'arrêté modifié du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Vu l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Considérant que la ville de Grasse, dans un contexte sanitaire très contraint, a souhaité prendre toute sa part dans la mise en place d'un centre de vaccination permettant à la population du bassin grassois de pouvoir se faire vacciner en toute sécurité.

Considérant qu'au Palais des Congrès, un centre de vaccination a été installé le lundi 25 janvier dernier et ce pour une durée minimale de 6 mois.

Considérant que, lors de son fonctionnement journalier, le centre de vaccination génère des déchets de type DASRI (aiguilles, flacons usagés des vaccins, seringues) et que ces déchets ne peuvent pas être éliminés par le service public de collecte et de traitement des ordures ménagères géré par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, compte tenu de la dangerosité de ces déchets et de la réglementation en vigueur.

Considérant que l'Agence Régionale de Santé (ARS) PACA exige que chaque centre de vaccination dispose :
- soit d'une convention avec un centre hospitalier qui dispose d'un marché pour l'élimination des DASRI avec une entreprise spécialisée,
- soit d'un contrat onéreux avec une entreprise spécialisée pour éliminer ce type de déchet.

Compte tenu des rapports étroits existants entre la ville de Grasse et le centre hospitalier de Grasse, il a été décidé de contractualiser avec le centre hospitalier pour la gestion des DASRI du centre de vaccination, en sachant qu'aussi bien pour la ville de Grasse que pour le centre hospitalier, cette solution ne génère aucun coût

financier, car l'ARS PACA prendra en charge financièrement cette prestation en lien direct avec l'Hôpital de Grasse.

Dans la convention, il a été convenu que la ville de Grasse récupèrera gratuitement, une fois par semaine, le matériel (boîtes en plastique sécurisées et cartons d'emballage pour transport) nécessaire au stockage des DASRI dans le centre de vaccination et que la ville de Grasse apportera, une fois par semaine, les DASRI du centre de vaccination au centre hospitalier de Grasse. A cette occasion, la ville de Grasse remplira un bordereau (formulaire CERFA n° 11351*02) de suivi pour l'élimination de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Pour information, les DASRI du centre de vaccination sont entreposés quotidiennement dans un local dédié sécurisé sis à l'intérieur du Palais des Congrès. Enfin, au niveau du centre hospitalier, les DASRI sont stockés dans une zone extérieure sécurisée conformément à la réglementation en vigueur.

La commission « optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention entre la commune de Grasse et le centre hospitalier de Grasse, portant sur l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) produits par le centre de vaccination de Grasse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Convention de mise à disposition de données numériques géoréférencées relatives à la représentation à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution

Sur le territoire de GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

<NOM COMPLET DU CLIENT>, ayant son siège <SIEGE CLIENT>, représentée par <TITRE CLIENT> <PRENOM NOM CLIENT>, <FONCTION CLIENT>, dûment habilité(e) par délibération n°<NUM DELIBERATION> du Conseil <TYPE DE CONSEIL> en date du <DATE CONSEIL> ci-après désignée **« <NOM DU CLIENT>»**,

D'UNE PART,

ET

Enedis, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 €uros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Enedis, 34 place des Corolles, 92 079 Paris La Défense Cedex, représentée par Madame Carole ORY, Directrice Territoriale Alpes-Maritimes – sise 125 avenue de Brancolar – CS 71034 – 06173 Nice cedex 1, dûment habilitée à cet effet, ci-après dénommée **« Enedis »**,

D'AUTRE PART,

Ou désignées, individuellement **« la Partie »** ou ensemble désignées **« les Parties »,**

SOMMAIRE

PREAMBULE ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 1. DEFINITIONS **4**

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION **5**

ARTICLE 3. NATURE DES INFORMATIONS FOURNIES PAR ERDF **5**

ARTICLE 4. CONDITIONS FINANCIERES DE COMMUNICATION ET DE MISE A JOUR DES DONNEES **5**

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE XXX RELATIVES A L'USAGE ET LA DIFFUSION DES DONNEES TRANSMISES **5**

ARTICLE 6. EXCLUSION DE RESPONSABILITE **6**

ARTICLE 7. COORDINATION **6**

ARTICLE 8. REGLEMENT DES DIFFERENDS **6**

ARTICLE 9. DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION **6**

ARTICLE 10.ANNEXES A LA CONVENTION **6**

ARTICLE 11.FORMALITES **7**

ANNEXE 1 : NATURE DES INFORMATIONS FOURNIES PAR ENEDIS **8**

11.1 DONNEES DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE A MOYENNE ECHELLE COMMUNIQUEES DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONVENTION : 8

11.2 REPRESENTATION DES OUVRAGES DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE A MOYENNE ECHELLE : 8

ANNEXE 2 : ACTE D'ENGAGEMENT **9**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Les termes et expressions, dont la première lettre est en capitales, auront la signification qui leur est donnée en page de présentation des Parties, dans le préambule ou ci-dessous.

« Annexe »

Désigne une annexe de la Convention.

« Article »

Désigne un article de la Convention.

« Données à Caractère Personnel ou « DCP »

Désigne, aux termes de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, relative à la protection des données à caractère personnel, « toute donnée relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres ».

« Information Commercialement Sensible » ou « ICS »

Désigne toute information « d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination imposées par la loi » et dont Enedis, en tant que gestionnaire du réseau public de distribution, doit préserver la confidentialité, conformément aux articles L111-73 et -81 du Code de l'énergie et au décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001.

« Réseau Public de Distribution d'Électricité » ou « RPD »

Désigne l'ensemble des installations et des ouvrages affectés à la distribution publique d'électricité, dans les limites et conditions précisées par les cahiers des charges des concessions de distribution électrique, gérés par Enedis sur sa zone de desserte (conformément à l'alinéa 3 IV de l'article L2234-31 CGCT).

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières de la communication par Enedis à la collectivité Ville de GRASSE, d'une représentation cartographique à moyenne échelle des réseaux publics de distribution d'électricité concernant le territoire de la commune.

ARTICLE 3. NATURE DES INFORMATIONS FOURNIES PAR ERDF

Les données fournies par Enedis décrivent les ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité en l'état des dernières mises à jour de leur représentation cartographique.

La représentation a été rattachée à des plans cadastraux ou à des plans IGN géoréférencés pour lesquels Enedis a acquis le droit d'usage.

La nature des informations fournies est décrite en annexe 1 de la présente convention.

Le format des données de réseaux fournies est : SHAPE.

ARTICLE 4. CONDITIONS FINANCIERES DE COMMUNICATION ET DE MISE A JOUR DES DONNEES

Pour le premier envoi annuel des données cartographiques objet de la présente convention, le service n'est pas facturé.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DE LA VILLE DE GRASSE RELATIVES A L'USAGE ET LA DIFFUSION DES DONNEES TRANSMISES

La représentation informatisée des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité est fournie par Enedis à l'usage exclusif de la collectivité Ville de GRASSE. Elle ne peut être ni reproduite, ni communiquée à des tiers, ni utilisée à des fins commerciales.

Lorsqu'elle a recours à un prestataire auquel elle transmet tout ou partie des données numérisées des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité, la Ville de GRASSE s'engage à lui faire signer un acte d'engagement sur les conditions d'utilisation des données transmises selon le modèle établi à l'annexe 2 de la présente convention. La Ville de GRASSE reste seule responsable envers Enedis de l'utilisation conforme par le prestataire des données numérisées communiquées.

En cas de non-respect par la Ville de GRASSE des obligations ci-dessus explicitées relatives à l'usage et la diffusion des données transmises, ENEDIS pourra, après une mise en demeure restée infructueuse plus de trois mois, résilier unilatéralement la présente convention sous réserve d'en avoir informé au préalable la collectivité Ville de GRASSE par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6. EXCLUSION DE RESPONSABILITE

Enedis ne saurait être tenu responsable de l'exactitude et de la précision des données communiquées. La collectivité XXX renonce à tout recours contre Enedis fondé sur le degré de fiabilité des données fournies.

ARTICLE 7. COORDINATION

Chacune des parties pourra demander l'organisation de réunions de concertation afin de faciliter l'application des dispositions de la présente convention. Un compte-rendu de réunion sera rédigé et approuvé en commun.

ARTICLE 8. REGLEMENT DES DIFFEREND S

En cas de litige concernant l'interprétation de la présente convention ou en cas de non-respect de celle-ci par l'une des parties, il sera prévu une rencontre entre les parties pour trouver une solution amiable. À défaut d'accord amiable, le règlement du différend sera du ressort des juridictions compétentes.

ARTICLE 9. DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette présente convention prennent effet à la date de sa signature par les deux parties.

Elles sont valables aux mêmes conditions pendant une durée de 3 ans, durée de la présente convention.

La convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis de 2 mois. La Ville de GRASSE conserve la fourniture antérieure pour son usage exclusif.

ARTICLE 10. ANNEXES A LA CONVENTION

Les annexes font partie intégrante de la présente convention. Toutefois, celle-ci a valeur prédominante sur ses annexes en cas de contradiction :

- Annexe 1 : Nature des informations fournies par Enedis
- Annexe 2 : Acte d'engagement pour travaux réalisés par un prestataire sur les données numériques de représentation des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité.

ARTICLE 11. FORMALITES

La présente convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Les parties aux présentes ont signé cette convention en deux exemplaires originaux.

Fait à GRASSE, le <DATE>

Pour la Ville de GRASSE,	**Enedis,**
Jérôme VIAUD, Maire	Carole ORY, Directrice Territoriale

ANNEXE 1 : NATURE DES INFORMATIONS FOURNIES PAR ENEDIS

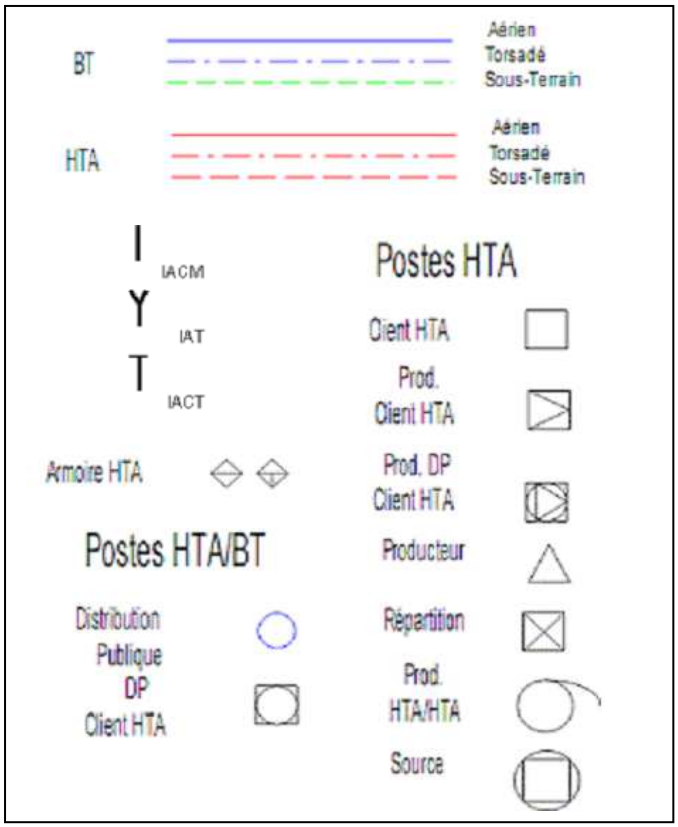
11.1 Données des réseaux publics de distribution d'électricité à moyenne échelle communiquées dans le cadre de la présente convention :

Seules sont communicables les données suivantes :

- Le tracé du réseau électricité : niveau de tension (HTA, BT), type (fil nu, torsadé, souterrain), organes de coupure, sans indiquer la nature et la section du conducteur ni l'année de pose.
- La position des postes source HTB-HTA et des postes de distribution publique HTA-BT, leur nom, sans indication sur leur puissance réelle.
- La position des postes clients (consommateurs ou producteurs) représentés par leurs symboles, sans nom signifiant ni indication sur leur puissance réelle.

11.2 Représentation des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité à moyenne échelle :

À titre indicatif, les symboles utilisés par Enedis dans son Système d'Information Géographique sont les suivants :



ANNEXE 2 : ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT
CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES NUMERIQUES GEOGRAPHIQUES ISSUES DE LA BASE DE DONNEES DU CONCESSIONNAIRE Enedis
PAR UN PRESTATAIRE DE SERVICE

Le fichier informatique de données géographiques numériques ci-après défini est issu de la Base de Données d'Enedis _____

Il est mis à la disposition par la collectivité **<NOM DU CLIENT>**

_____ (adresse)

Ci-après désigné : « la collectivité <NOM DU CLIENT>»

À : … (Nom du prestataire)

_____ (adresse)

Ci-après désigné : « le prestataire »

_____

Les spécifications techniques du fichier ont été communiquées par la collectivité **<NOM DU CLIENT>** au prestataire avant la signature du présent acte d'engagement.

Ce fichier est communiqué au prestataire en son état de précision existant.

La collectivité **<NOM DU CLIENT>** ne garantit en aucune façon la fiabilité et la précision dudit fichier, le prestataire renonce par conséquent à tout recours fondé sur ce degré de précision ou de fiabilité.

Le prestataire s'engage à ne conserver les données, sous toute forme et sous tout support, pour autant que l'utilisation de ces données soit strictement liée à l'objet du contrat de prestations.

Le prestataire s'interdit tout autre usage des données.

Le prestataire s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de ces données à des tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit, sans l'autorisation expresse de la collectivité **<NOM DU CLIENT>** commanditaire.

Le prestataire s'engage à détruire les données qu'il n'aurait pas eu à restituer à la collectivité **<NOM DU CLIENT>** pour quelque motif que ce soit, dans le cadre de l'exécution du contrat de prestation.

Fait à _____, le _____

(Qualité du prestataire pour une personne morale)

La collectivité XXX tiendra à la disposition d'Enedis une copie de cet acte d'engagement signé avant toute mise à disposition des données numériques au prestataire.

GRDF Région Méditerranée
Direction Clients et Territoires
105 Rue René Descartes
13799 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

www.GRDF.fr

Convention Cartographique

Convention de mise à disposition des données numériques géoréférencées relatives à la représentation à Moyenne Echelle des ouvrages de distribution publique de gaz naturel

ENTRE :

L'autorité Concédante de GRASSE dont le siège est situé Place du Petit Puy, 06130 GRASSE, représenté par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du conseil municipal n° …… du ……..

d'une part**,**

Gaz Réseau Distribution France (GRDF), Société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, ayant son siège social 6 Rue Condorcet 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n°444 786 511 faisant élection de domicile au 105 Rue René Descartes – 13799 Aix-en-Provence Cedex 3 et représentée par Jean-Luc Cizel, Directeur Délégué Territoires PACA, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés en date du 1er janvier 2020 par Monsieur Guilhem ARMANET, Directeur Clients et Territoires Sud-Est, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Frédéric Martin, Directeur Général Délégué.
d'autre part,

Désignés collectivement par « **les Parties** »

Préambule :
Les collectivités territoriales sont au cœur des enjeux en matière de maîtrise de l'énergie, d'aménagement, d'urbanisme et jouent un rôle fondamental dans l'atteinte des objectifs ambitieux portés par la Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015.

Le réseau de distribution publique de gaz naturel exploité par GRDF peut apporter une contribution significative à l'atteinte de ces objectifs.

Partenaire engagé au cœur des territoires, GRDF accompagne les collectivités dans leurs politiques énergétiques, leurs démarches de planification et de prospective territoriale, leurs projets d'aménagement, de construction, de rénovation ou encore de mobilité propre.

La transmission par GRDF de données cartographiques du réseau de distribution publique de gaz naturel, objet de la présente Convention, représente un des volets de l'engagement de GRDF auprès des collectivités territoriales.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la Convention

L'objet de cette Convention est de définir les modalités de la communication des données numérisées des réseaux de distribution de gaz naturel, en l'état des dernières mises à jour de leur représentation issue de la cartographie Moyenne Echelle (ci-après les « **Données** ») par GRDF à la commune de GRASSE concernant le territoire desservi en gaz désigné ci-après : commune de GRASSE (06069)

Article 2 - Nature des Données fournies par GRDF

GRDF s'engage à fournir les Données désignées ci-dessous en l'état des dernières mises à jour de leur représentation issue de la cartographie **Moyenne Echelle** à la date de leur transmission, sans obligation de recalage par rapport aux fonds de plans ou au système d'information utilisés par la commune de GRASSE. Celui-ci fait son affaire personnelle de l'acquisition des éléments et de la technologie nécessaires à la lecture des données fournies par GRDF.

GRDF déclare que seules seront communiqués des Données ou pour lesquelles il dispose des droits permettant cette diffusion.

Les Données communiquées à la commune de GRASSE pour le périmètre défini à l'Article 1 sont les suivantes :

- le tracé des réseaux de distribution gaz,
- le niveau de pression
- la matière
- le diamètre
- la décennie de pose des canalisations ou l'année de pose des canalisations
- les robinets de réseaux utiles à l'exploitation
- la position des postes de livraison et de distribution publique

Article 3- Format des Données fournies par GRDF

Les Données sont transmises au format d'échange standard *Shape*.
En cas d'évolution du système utilisé par GRDF, celui-ci en informera la commune de GRASSE au plus tard à l'occasion de la première fourniture suivant cette évolution.

Article 4 – Modalités de fourniture des Données
GRDF s'engage à fournir les Données dans un délai de 1 mois à compter de la signature de la présente Convention à l'adresse email suivante : *energie@ville-grasse.fr*

Sur demande de la commune de GRASSE adressée à GRDF, une mise à jour des Données pourra être fournie une fois par an.

Article 5 – Droits d'usage et de diffusion : engagements de la commune de GRASSE

5.1 Les Données sont fournies par GRDF à l'usage exclusif de la commune de GRASSE

5.2 Les Données ne peuvent pas être communiquées à des tiers ni utilisées à des fins commerciales.

5.3 La commune de GRASSE reconnait que seul un droit d'usage lui est concédé sur les Données à l'exclusion de tout autre droit de propriété intellectuelle notamment, et sans que cette énumération puisse être considérée comme exhaustive, droits de propriété, de cession, de représentation, d'adaptation, d'arrangement, de distribution, de concession de licence, de location et d'exploitation sous toutes ses formes.

5.4 la commune de GRASSE s'engage à ne pas utiliser les Données pour la réalisation de travaux à proximité des ouvrages de distribution de gaz, et à respecter pour ces travaux, la réglementation applicable en la matière.

5.5 En cas de recours à un prestataire aux fins de mise à jour ou de gestion d'un SIG, la commune de GRASSE s'engage à lui faire signer les conditions d'utilisation des Données selon le modèle figurant en annexe à la présente Convention et à en adresser une copie à GRDF avant toute mise à disposition des Données au prestataire.

Article 6 – Exclusion de responsabilité
La commune de GRASSE reconnait que les Données ne sont fournies qu'à titre informatif.

En conséquence, la commune de GRASSE renonce à tout recours contre GRDF fondé sur la fiabilité, la précision, la symbolique ou l'exhaustivité des Données.

D'une manière générale, GRDF ne pourra être tenu pour responsable, à quelque titre que ce soit, des actes accomplis en exécution de la Convention, hormis les cas de faute lourde.
La commune de GRASSE garantit GRDF des conséquences pécuniaires de tout recours de tiers en relation avec la présente Convention.

Article 7 – Litiges
En cas de litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut d'accord amiable dans un délai de 6 mois, la juridiction compétente sera saisie par la partie la plus diligente

Article 8 - Date de prise d'effet, durée de la Convention et résiliation
La présente Convention produira ses effets à compter de la date de sa signature pour une durée de 5 ans.

Elle prendra fin **automatiquement** à l'issue de la durée mentionnée à l'alinéa ci-dessus, sauf dénonciation anticipée par l'une ou l'autre des Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 mois au moins avant la date anniversaire annuelle de la Convention. Par dérogation, les obligations définies à l'Article 5 ne prennent pas fin au terme de la Convention et perdurent pendant cinq (5) ans.

En cas de non-respect de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties, la Partie victime de la défaillance pourra, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 30 jours calendaires, résilier la présente Convention, sans préjudice de tous autres droits ou actions dont elle pourrait se prévaloir.

Article 9 – Cession – Transmission
La présente Convention est consentie à titre strictement personnel et ne pourra être cédée, transférée ou transmise par la commune de GRASSE à quiconque et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou gratuit - et notamment, sans que cela soit exhaustif, en cas de transformation de la commune de GRASSE.

Dans l'hypothèse de la survenance de l'un des événements mentionnés au premier alinéa du présent article, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

La commune de GRASSE conserve les Données antérieurement fournies pour son usage exclusif.

Article 10 – Annexe à la Convention
L'annexe ***« Lettre d'engagement pour travaux réalisés par un prestataire sur les Données numériques de représentation des ouvrages réseau gaz*** » fait partie intégrante de la présente Convention.

Fait à _____, le _____, en deux exemplaires originaux

Commune de GRASSE	**GRDF**
Jérôme VIAUD Vice-président du Conseil départemental des Alpes Maritimes Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	Jean-Luc Cizel Directeur Délégué Territoires PACA

ANNEXE

LETTRE D'ENGAGEMENT POUR TRAVAUX REALISES PAR UN PRESTATAIRE SUR LES DONNEES NUMERIQUES DE REPRESENTATION DES OUVRAGES RESEAU GAZ

La commune de GRASSE adresse à GRDF une copie de cette lettre d'engagement signée avant toute mise à disposition des données numériques au prestataire.

CONDITIONS D'UTILISATION PAR UN PRESTATAIRE DE SERVICE DES DONNEES NUMERISEES DE RESEAUX ISSUES DE LA CARTOGRAPHIE DE GRDF

Le fichier informatique de données numérisées des réseaux de distribution de gaz ci-après défini contient des informations issues de la cartographie Moyenne Echelle de GRDF.
Il est mis à la disposition par La commune de GRASSE**,** Place du Petit Puy, 06130 GRASSE.
ci-après désigné « l'Utilisateur »

à : La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse
.....
ci-après désigné « le Prestataire »
aux fins de mise à jour ou de gestion d'un SIG pour le compte de l'Utilisateur.
Les spécifications techniques du fichier ont été communiquées au Prestataire avant la signature du présent engagement. Ce fichier est communiqué au Prestataire en son état de précision existant.
L'Utilisateur ne garantit en aucune façon la fiabilité, la précision, la symbolique ou l'exhaustivité dudit fichier, le Prestataire renonce par conséquent à tout recours fondé sur la précision, la fiabilité, la symbolique ou l'exhaustivité des données qui ne sont fournies qu'à titre informatif.
Le Prestataire reconnait qu'aucun droit ne lui est transféré ou concédé sur le fichier par les présentes. Outre ce qui est nécessaire à l'exécution de sa mission et pour le temps imparti, le Prestataire s'engage à ne pas conserver les données, et ce, quels qu'en soient la forme ou le support.
Le Prestataire s'interdit toute divulgation, communication, reproduction ou copie de ces données à destination de tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'Utilisateur.
Le Prestataire reconnaît avoir été informé qu'en cas de violation d'une obligation de la présente lettre d'engagement, sa responsabilité peut, le cas échéant, être engagée par l'Utilisateur.

Fait à _____, le
_____

Signataire :
Fonction :

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 42 RESEAUX ELECTRIQUES ET GAZ
MISE A DISPOSITION DE DONNEES NUMERIQUES GEOREFERENCEES RELATIVES A LA REPRESENTATION A MOYENNE ECHELLE DES OUVRAGES DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY

Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 42

DU 23 MARS 2021

RESEAUX ELECTRIQUES ET GAZ
MISE A DISPOSITION DE DONNEES NUMERIQUES GEOREFERENCEES RELATIVES A LA REPRESENTATION A MOYENNE ECHELLE DES OUVRAGES DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre du développement de son système d'information géographique (SIG), la ville de Grasse souhaite bénéficier des données numériques géoréférencées relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz situé sur le domaine public. Ces données sont transmises par les concessionnaires ENEDIS et GRDF. Pour se faire, il est nécessaire de conventionner afin de préciser les modalités techniques et financières de la communication de ces données numérisées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz pour une durée de 30 ans approuvée par le conseil municipal le 26 octobre 2020,

Vu la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité transférée au Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG06),

Vu que le réseau de distribution public de gaz naturel est exploité par GRDF et que le réseau de distribution public d'électricité est exploité par ENEDIS,

Vu l'article R. 323-29 du Code de l'énergie précisant, à minima, les données contenues dans le système d'information géographique à savoir l'emplacement des ouvrages, leurs dimensions, leur date de construction, leurs caractéristiques électriques, leur technologie, les organes particuliers et les installations annexes,

Considérant que les collectivités territoriales sont au cœur des enjeux en matière de maîtrise de l'énergie, d'aménagement, d'urbanisme et jouent un rôle fondamental dans l'atteinte des objectifs ambitieux portés par la Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015,

Considérant que les concessionnaires, GRDF et ENEDIS, sont des partenaires et accompagnent les collectivités dans leurs politiques énergétiques, leurs démarches de planification et de prospective territoriale, leurs projets d'aménagement, de construction, de rénovation ou encore de mobilité propre,

Considérant que la gestion de la cartographie des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz relève du ressort des concessionnaires,

Considérant que la ville de Grasse exerce de nombreuses compétences en lien avec la distribution publique d'électricité et de gaz comme la gestion du domaine public, la création, l'aménagement et l'entretien d'espaces publics, l'aménagement du territoire, et la contribution à la transition énergétique,

Considérant que les concessionnaires proposent de mettre à disposition de la ville de Grasse les données cartographiques de leurs réseaux pour faciliter les missions de la ville de Grasse,

Les deux présentes conventions visent à définir le cadre et les modalités d'échanges de plans et de données cartographiques à moyenne échelle des ouvrages de distribution publique de gaz et d'électricité.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention à intervenir avec GRDF relative à la mise à disposition des données numériques géoréférencées relatives à la représentation à moyenne échelle des ouvrages de distribution public de gaz naturel ;
- **APPROUVER** les termes de la convention à intervenir avec ENEDIS relative à la mise à disposition des données numériques géoréférencées relatives à la représentation à moyenne échelle des ouvrages de distribution public de d'électricité ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Ville lesdites conventions ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer les conventions initiales, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°……..……du Conseil Municipal en date du ……., reçu par le contrôle de légalité le ……..,

D'une part,

ET :
La commune du BAR SUR LOUP représentée par son Maire, Monsieur François WYSZKOWSKI dûment autorisé en la matière par délibération n°……du Conseil Municipal en date du ……..……, reçu par le contrôle de légalité le ……..……,

D'autre part,

ARTICLE 1 :
Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.
Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I et par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113 et par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 art.101,

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Afin de prendre en compte le G.V.T. (Glissement Vieillissement Technicité) et son impact sur la masse salariale, le montant du forfait a été ajusté à 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS pour l'année scolaire 2020/2023.

ARTICLE 6 :
Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.
Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention soit 683.12 € et 951.31 €.
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2020
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021.
Elle est conclue pour une durée de trois ans jusqu'au terme de l'année scolaire 2022/2023 soit au 31 août 2023.
Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à Grasse, le
En quatre exemplaires

Pour la Commune du BAR SUR LOUP
Le Maire,

François WYSZKOWSKI

Pour la Commune de GRASSE
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 43 CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DU BAR SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 43

DU 23 MARS 2021

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DU BAR SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la ville du Bar sur Loup concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune, pour l'année scolaire 2020-2021 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	DEPENSES RECETTES	/ /

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la ville de Bar sur Loup pour l'année scolaire 2020-2021 et les suivantes.

Considérant que le coût moyen d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire est de 683,12 € et le coût moyen d'un élève scolarisé en ULIS est de 951,31 € pour l'année scolaire 2020-2021. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

La Commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de Bar sur Loup concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2020-2021 et suivantes ;
- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°……..……du Conseil Municipal en date du ……., reçu par le contrôle de légalité le ……..,

D'une part,

ET :
La commune de CAILLE représentée par son Maire, Monsieur Yves FUNEL dûment autorisé en la matière par délibération n°……du Conseil Municipal en date du ……..……., reçu par le contrôle de légalité le ……..……,

D'autre part,

ARTICLE 1 :
Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.
Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I et par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113 et par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 art.101,

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Afin de prendre en compte le G.V.T. (Glissement Vieillissement Technicité) et son impact sur la masse salariale, le montant du forfait a été ajusté à 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS pour l'année scolaire 2020/2023.

ARTICLE 6 :
Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.
Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention soit 683.12 € et 951.31 €.
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2020
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021.
Elle est conclue pour une durée de trois ans jusqu'au terme de l'année scolaire 2022/2023 soit au 31 août 2023.
Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à Grasse, le
En quatre exemplaires

Pour la Commune de CAILLE
Le Maire,

Yves FUNEL

Pour la Commune de GRASSE
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 44 CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE CAILLE RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 44

DU 23 MARS 2021

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE CAILLE RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la ville de CAILLE concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune, pour l'année scolaire 2020-2021 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	DEPENSES RECETTES	/ /

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la ville de CAILLE pour l'année scolaire 2020-2021 et les suivantes.

Considérant que le coût moyen d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire est de 683,12 € et le coût moyen d'un élève scolarisé en ULIS est de 951,31 € pour l'année scolaire 2020-2021. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de CAILLE concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune, pour l'année scolaire 2020-2021 et suivantes ;

- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 45 ESPACES PUBLICS
AMENAGEMENT SECURITAIRE SUR LE CHEMIN DE L'ORME

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 45

DU 23 MARS 2021

ESPACES PUBLICS
AMENAGEMENT SECURITAIRE SUR LE CHEMIN DE L'ORME

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de son programme de sécurisation des voies communales, la ville de Grasse a défini un projet de modération de la vitesse chemin de l'Orme, au niveau de la sortie du Centre commercial Leclerc en cours d'extension. Compte tenu de son positionnement, la SAS Hyper Grasse a été sollicitée afin de participer financièrement aux travaux d'aménagement de la voirie.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public	Recettes estimées	13 485,84 euros

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Considérant le programme de sécurisation des voies communales engagé par la ville de Grasse afin de réduire significativement l'accidentologie et ainsi de protéger les Grassois,

Considérant les difficultés de circulation identifiées chemin de l'Orme, où se mêlent des trafics de différentes fonctions (desserte locale, liaison inter quartier, desserte commerciale et artisanales),

Considérant la dangerosité et le flux de véhicules sortants à la sortie de la voie privée comprenant le drive de Leclerc,

Considérant qu'un projet d'extension du Centre commercial Leclerc est en cours de réalisation,

Considérant que les aménagements déjà présents dans cette zone sont insuffisants,

Considérant que dans ce contexte la Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public de la ville de Grasse a conçu un projet de sécurisation consistant en la création d'un plateau ralentisseur supplémentaire,

Considérant que cet aménagement apportera une amélioration notable de la sécurité publique,

Considérant qu'au vue de l'intérêt de cet aménagement pour le Centre commercial, la SAS Hyper Grasse a été sollicitée par la Ville afin de participer financièrement aux travaux d'aménagement de la voirie,

Les principaux travaux se décomposent de la façon suivante :

- création d'un ralentisseur type plateau traversant
- adaptation et réfection de l'enrobé sur trottoir
- adaptation et réfection de l'enrobé sur voirie
- fourniture et pose d'une signalisation horizontale et verticale,
- reprise du marquage au sol.

Les travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public de la ville de Grasse.

Les dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les quantités réellement exécutées, seront prises en charge par la SAS Hyper Grasse dans leur intégralité.
A ce titre, la Commune de Grasse procédera, à l'issue des travaux, à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la SAS Hyper Grasse équivalent au montant TTC des travaux réalisés.

Une convention, ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération conjointe sera menée, doit être signée entre la commune de Grasse et la SAS Hyper Grasse.

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la participation financière de la SAS Hyper Grasse ;

- **APPROUVER** les termes de la convention de participation financière entre la SAS Hyper Grasse et la commune de Grasse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONTRAT DE PARTICIPATION FINANCIERE

AMENAGEMENT SECURITAIRE SUR LE CHEMIN DE L'ORME

Entre

La « **COMMUNE DE GRASSE** », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 00 18, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la délibération n° xxxxxx en date du xxxxxx.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse »**

D'une part,

Et

La Société HYPER GRASSE, société par actions simplifiées, immatriculée au RCS de Grasse sous le numéro 440 237 667**,** dont le siège social est situé à Grasse au 59 chemin de l'Orme et représentée par Monsieur Eric PANGRANI, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite structure.

Dénommée ci-après « **HYPER GRASSE»**

D'autre part,

Préambule

Compte tenu de la dangerosité et du flux de véhicules à la sortie de la voie privée comprenant le drive de Leclerc, sur le chemin de l'Orme et vu les aménagements déjà présents et peu efficaces dans cette zone, la Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public de la ville de Grasse envisage la création d'un aménagement de sécurité.
Dans ce contexte et au vu de l'intérêt de cet aménagement pour le centre commercial, la SAS Hyper Grasse a été sollicitée pour participer financièrement aux travaux d'aménagement de la voirie.
La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération sera menée.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la commune de Grasse assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux ci-après détaillés, ainsi que les modalités de participation financière de la Société HYPER GRASSE.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE LA COMMUNE

La commune de Grasse s'engage à réaliser les missions suivantes :

1) Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ensemble des ouvrages seront étudiés et réalisés
2) Emission du bon de commande
3) Suivi et réception des travaux
4) Gestion financière et comptable de l'opération

A ce titre, la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la commune de Grasse qui en assumera toutes les obligations et les responsabilités.

La commune s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser les travaux jusqu'au parfait achèvement et justifier l'utilisation des fonds sur demande de la société HYPER GRASSE.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE L'OPERATION

Le programme détaillé de l'opération est défini dans le dossier administratif et technique joint en annexe à la présente.

Les principaux travaux se décomposent de la façon suivante :

- création d'un ralentisseur type plateau traversant
- adaptation et réfection de l'enrobé sur trottoir
- adaptation et réfection de l'enrobé sur voirie
- fourniture et pose d'une signalisation horizontale et verticale
- reprise du marquage au sol

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

La commune de Grasse est seule propriétaire des ouvrages objet des présentes.
A ce titre, la société HYPER GRASSE ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les aménagements objets des présentes.

ARTICLE 5 : SUIVI DES TRAVAUX

La société HYPER GRASSE sera invitée à participer aux réunions de travail et de chantier.

ARTICLE 6 : RECEPTION DES OUVRAGES

La réception définitive sera prononcée par le maitre d'ouvrage.
Des réceptions partielles pourront être prononcées et ce en fonction des besoins.

La Société HYPER GRASSE sera invitée à assister aux réunions relatives à la réception des ouvrages.

ARTICLE 7 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA SOCIETE LECLERC

La société HYPER GRASSE s'engage à verser à la commune le montant TTC des travaux réalisés.
Ainsi, les dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les quantités réellement exécutées, seront prises en charge par la société HYPER GRASSE dans leur intégralité.
Par délibération du 23 mars 2021, la commune a déclaré accepter la participation financière de la société HYPER GRASSE.
A ce titre, la commune de Grasse procédera, à l'issue des travaux, à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la Société HYPER GRASSE équivalent au montant TTC des travaux réalisés.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes et prendra fin après le remboursement par la Société HYPER GRASSE des dépenses inhérentes aux travaux.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Pour la société HYPER GRASSE, **Pour la commune de Grasse,**

Le Président, **Le Maire,**

Eric PANGRANI **Jérôme VIAUD**

Panneaux de pré-signalisation

Reprise SH en axe + ouvertures

Plateau ralentisseur 14m

Panneaux de position

Panneaux de pré-signalisation

Panneau C27

Panneau A2b + B14 30 km/h

Panneau A2b + B14 30 km/h

Panneau C27

Panneaux de position

Création d'un îlot central

Reprise SH en axe + ouvertures

Reprise chaussée

CM372

CM435

CM436

CM473

DE215

DE477

DE216

DE217

DE228

DE229

DE478

84

80

81

81C

94

75

de

Chemin de l'Orme.dwg / A1_Paysage

Projection Altimetrique : NGF / Indépendant / Sans
Projection planimétrique : Lambert 93 / Lambert 3 / Indépendant / Sans

Chemin de l'Orme
06130 GRASSE

Vue aérienne (2014) / cadastre

Etat des lieux

VILLE DE GRASSE
Direction Générale des Services Techniques
Service Etudes et Modernisation
Place du 24 août - 06131 Grasse
Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr
Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01

Agence de dessin	Echelle	Type de pièce
cyken	1/200ème	EDL
Chef de projet	Date	
C. Diaz	26.01.2021	

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

LE SICASIL

SYNDICAT MIXTE DES COMMUNES
ALIMENTEES PAR LES CANAUX
DE LA SIAGNE ET DU LOUP

LA COMMUNE DE GRASSE

CONVENTION REGISSANT LES MODALITES D'AMENAGEMENT ET D'USAGE DES EMPRISES DU CANAL DE LA SIAGNE OUVERTES AU PUBLIC

PREAMBULE

Depuis sa construction en 1868, le Canal de la Siagne a accompagné la vie de nombreux habitants du bassin de vie des agglomérations grassoise et cannoise. Il est devenu un élément essentiel du patrimoine et du paysage local. En outre, par sa fonction nourricière en eau potable, du lien physique qu'il établit entre le haut pays et le littoral, comme de son rôle majeur d'un point de vue historique dans le développement de notre territoire azuréen, le Canal de la Siagne est devenu un lien intercommunal indéfectible. Propriété de la Ville de Cannes, mis à disposition du SICASIL pour la gestion du service public de l'eau potable, il offre une emprise foncière unique et exceptionnelle d'une longueur de près de 45 kilomètres entre le barrage de Saint Cézaire et le réservoir de la Californie à Cannes.

C'est pourquoi, le SICASIL a engagé en mars 2010 une réflexion visant à identifier les potentialités d'ouverture au public des berges du canal de la Siagne pour préserver durablement cette ressource en eau capitale tout en mettant en valeur cet ouvrage patrimonial et identitaire.

Le projet s'inscrit dans la continuité des actions déjà engagées par le SICASIL, notamment à travers la création de la Fête du Canal de la Siagne et la procédure de déclaration d'utilité publique pour l'instauration de périmètres de protection, qui permettront de conserver le canal de la Siagne à ciel ouvert de Saint Cézaire à Mougins tout en garantissant durablement la qualité de l'eau.

A cet égard, le SICASIL a sollicité le soutien de l'ensemble des communes traversées par le canal, des opérateurs publics ou privés, des riverains et de l'association de sauvegarde du canal de la Siagne pour étudier les potentialités d'intérêt naturel, paysager, patrimonial, culturel, ludique ou sportif, aux abords immédiats ou en liaison avec le canal de la Siagne et susceptibles de venir enrichir la colonne vertébrale que constitue l'ouvrage.

La création du Parc intercommunal du canal de la Siagne a été adoptée à l'issue de la présentation des résultats de l'étude de préfiguration lors du comité de pilotage réuni le 9 novembre 2010.

Dès lors, le SICASIL a établi un programme de travaux de sécurisation et d'aménagements paysagers du canal de la Siagne en vue de son ouverture au public. En outre, le syndicat a mis à la charge du délégataire, Lyonnaise des Eaux, la réalisation d'une partie desdits travaux dans le cadre de l'avenant n°6 au contrat de délégation du service public d'eau potable conclu en juillet 2011.

Ces travaux concessifs permettront de contribuer concrètement à la mise en œuvre opérationnelle des potentialités identifiées par le projet du Parc intercommunal du canal de la Siagne selon un calendrier d'actions élaboré à partir des demandes exprimées par les différents partenaires du projet.

La commune de Grasse et le SICASIL, dans la continuité des aménagements engagés, souhaitent renouveler leur partenariat sur les portions du canal situées entre la route de Draguignan en limite Est de la commune et la route de la Madeleine dans la ZI du Carré. Le partenariat entre la commune de Grasse et le SICASIL est formalisé par la présente convention.

CONVENTION REGISSANT LES MODALITES D'AMENAGEMENT ET D'USAGE DES EMPRISES DU CANAL DE LA SIAGNE OUVERTES AU PUBLIC

ENTRE

- **La Commune de Grasse**, représentée par son Maire, M. Jérôme VIAUD, agissant en vertu d'une délibération du CONSEIL MUNICIPAL en date du
ci-après désignée par "la **Commune de Grasse**",

d'une part,

ET

- Le SICASIL, Syndicat Mixte des Communes Alimentées par les Canaux de la SIagne et du Loup, ayant son siège - 28 boulevard du Midi-Louise Moreau, 06150 Cannes La Bocca, représenté par son Président M. Jean-Michel SAUVAGE, agissant en vertu d'une délibération du COMITE SYNDICAL en date du
désigné ci-après par "Le SICASIL",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'usage et d'aménagements de certains secteurs du canal de la Siagne ouverts au public. La présente convention précise :

- les secteurs du canal de la Siagne concernés ;
- la description des aménagements envisagés par les parties ;
- les prescriptions d'aménagements ;
- l'usage des secteurs aménagés ;
- la répartition des droits et obligations de chaque partie.

ARTICLE 2 – LES SECTEURS CONCERNES

Les secteurs du canal de la Siagne concernés et objets de la présente convention, se situent entre la route de Draguignan en limite Est de la commune et la route de la Madeleine (ZI du Carré) pour un linéaire total d'environ 3 320 mètres.

Les références cadastrales des parcelles concernées sont récapitulées dans le tableau suivant :

Libellé des secteurs	Parcelles	Linéaire (m)
Quartier Saint-Jacques Route de Draguignan – Chemin de la Victorine	EY63 – EY 66 – BS 302 – BS 12 – BS 344 – BR 275	620
Château Folie Avenue Henri Dunant - Terrasses de Grasse	BX 21 – BX 46 – BY 105	1 400
Quartier Les Micocouliers - La Marigarde Avenue Sidi Brahim – Route de la Madeleine	CE 100 – CD 41 – CD 46 – CD 49 – CD 19 – BK 76	1 300

ARTICLE 3 –DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS

Les aménagements envisagés pour l'ouverture au public du Parc intercommunal du canal de la Siagne, concernent :

Pour le SICASIL :

- les travaux d'aménagements d'une nouvelle portion située sur 170 mètres entre la route des Chênes et le chemin de la Victorine ;
- les travaux de réfection des séquences déjà aménagées et de pose des mobiliers d'agrément et de signalétique fournis par la ville de Grasse.

D'un budget prévisionnel de 70 000,00 € HT.

Pour la Commune de Grasse :

- la fourniture du mobilier d'agrément et de signalétique de la promenade pour un montant global prévisionnel de 34 950 € HT :
    - 5 bancs répartis le long du parcours ;
    - 1 table de pique-nique ;
    - 7 corbeilles ;
    - 6 arceaux pour faire obstacle aux 2 roues et vélos ;
    - 5 agréés ;
    - 1 table d'orientation panoramique ;
    - 1 pergola ;
    - 3 totems signalisant les séquences aménagées ouvertes au public ;
    - 6 panneaux d'entrée de Parc et de règlement, implantés à chacune des extrémités des trois séquences ;
    - 7 panneaux directionnels (ou pédagogiques) ;
    - 8 bornes kilométriques disposées tous les 500 mètres ;
    - 5 panneaux de règlement du Parc.

ARTICLE 4 –PRESCRIPTIONS D'AMENAGEMENTS

Le choix du mobilier d'agrément et de signalétique sera conforme aux prescriptions d'aménagement du parc intercommunal du canal de la Siagne présentées et validées lors du comité de pilotage du 18 janvier 2013. Ces prescriptions sont récapitulées en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 – USAGE DES SECTEURS AMENAGES

L'usage des secteurs aménagés est précisé dans le règlement joint en annexe de la présente convention. Il appartiendra au SICASIL, en concertation, avec la commune de Grasse, d'adopter ledit règlement qui sera affiché sur les secteurs aménagés.

ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

La Commune de Grasse prend à sa charge les frais d'entretien et de renouvellement de l'ensemble du mobilier d'agrément et de signalétique durant la durée de la convention.

Les prestations d'entretien et de renouvellement de l'ensemble du mobilier d'agrément réalisés par la Commune de Grasse le seront dans le respect des nécessités de fonctionnement du service public de distribution de l'eau potable dont le canal de la Siagne est un élément constitutif essentiel.

La responsabilité du SICASIL ou de son délégataire, en cas d'accident ou de dommages découlant de la circulation de personnels de la Commune de Grasse sur l'emprise du canal et en lien avec ces nouveaux aménagements, ne saurait être engagée.

En particulier, en cas d'accident subi par les personnels de la Commune de Grasse lors de leurs interventions sur l'emprise du canal, la responsabilité du SICASIL ou de son délégataire du fait de la présence du canal ou de ses accessoires ne sera pas recherchée.

La Commune de Grasse déclare, par ailleurs, avoir couvert l'activité de ses personnels d'une police d'assurance en responsabilité civile.

Le SICASIL ou son délégataire autorise la police municipale de Grasse à faire respecter le règlement du Parc Intercommunal du Canal de la Siagne sur les sections identifiées à l'article 2 de la présente convention, dès lors que la promenade est ouverte au public.

Les consommations d'eau afférentes aux fontaines installées seront acquittées par la Commune de Grasse. Elle assurera, en outre, une collecte régulière des détritus disséminés sur le parcours ainsi que des poubelles qui seront placées.

ARTICLE 7 – PRISE D'EFFET – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date d'enregistrement en sous-préfecture de Grasse.

La présente convention est consentie pour une durée de dix (10) ans et sera renouvelable par tacite reconduction pour des durées de deux(2) ans, sauf résiliation expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois avant la dte d'échéance.

ARTICLE 8 – EXTENSION DE LA PRESENTE CONVENTION A DE NOUVEAUX SECTEURS DU CANAL DE LA SIAGNE

Les dispositions de la présente convention pourront être étendues, par voie d'avenant, à d'autres secteurs du canal de la Siagne que la commune souhaiterait aménager dans le cadre d'une ouverture au public.

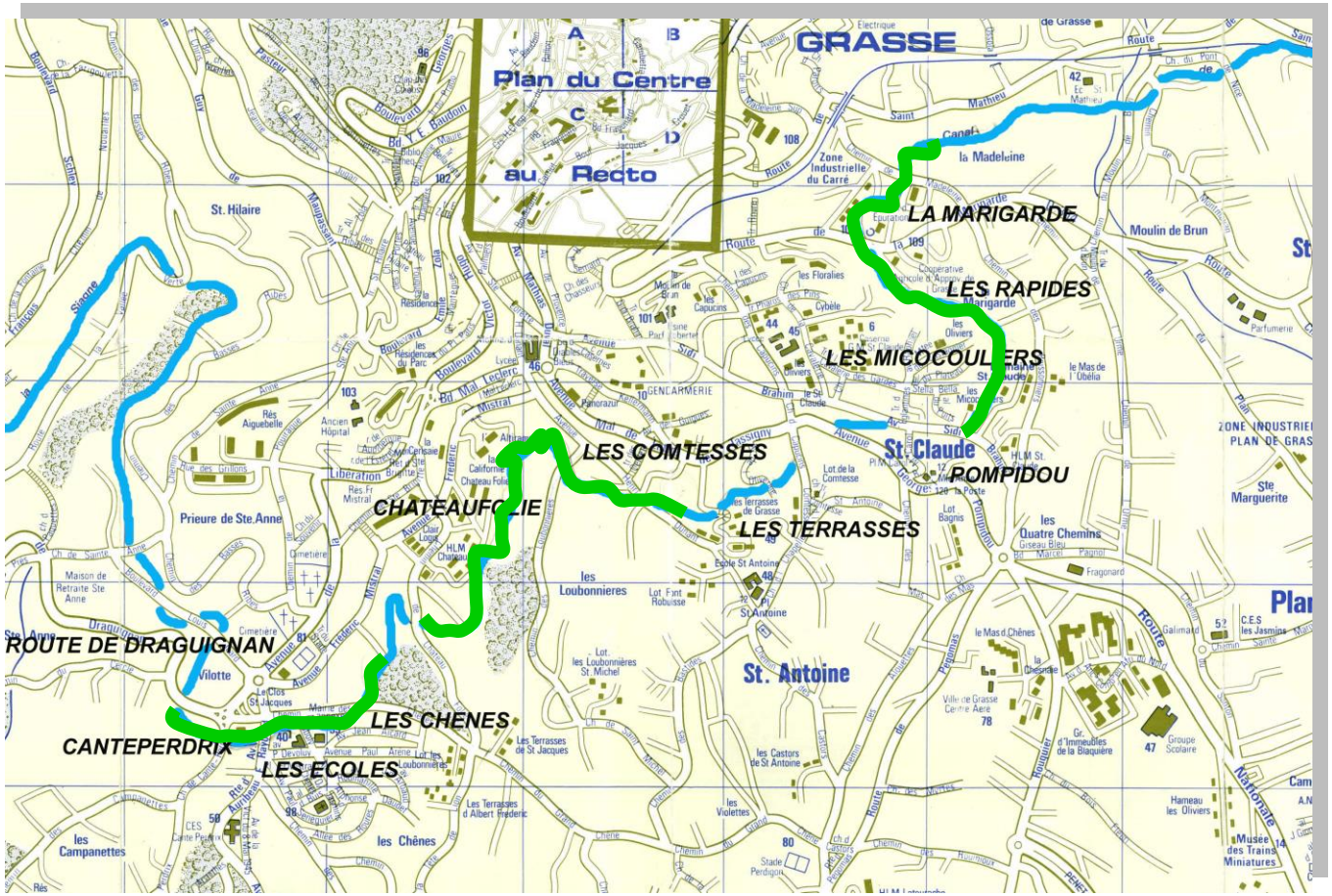
ARTICLE 9 : CLOTURE

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires**.**

Fait en deux exemplaires originaux,
à Cannes, le

Pour la Commune de Grasse	**Pour le SICASIL**
Le Maire,	Le Président,
Jérôme VIAUD	Jean-Michel SAUVAGE

Annexe 1 : Plan de situation des aménagements



Annexe 2 : Règlement régissant les usages des secteurs aménagés du Parc intercommunal du canal de la Siagne

Annexe 3 : Prescriptions d'aménagements
du Parc intercommunal du canal de la Siagne

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 46 ESPACES PUBLICS – SECURISATION ET VALORISATION DU CANAL DE LA SIAGNE A SAINT JACQUES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 46

DU 23 MARS 2021

ESPACES PUBLICS
SECURISATION ET VALORISATION DU CANAL DE LA SIAGNE A SAINT JACQUES

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le Syndicat Intercommunal de l'eau potable du bassin cannois souhaite poursuivre l'aménagement de son Parc Intercommunal du canal de la Siagne. Il envisage à présent l'aménagement d'une nouvelle portion de promenade située à Saint Jacques, entre le chemin des chênes et le chemin de la Victorine. Ces travaux font l'objet d'un partenariat entre le SICASIL et la ville de Grasse qu'il convient d'approuver au moyen d'une convention.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Direction Proximité et cadre de vie	Dépenses	34 950 € HT

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Le SICASIL, Syndicat Intercommunal de l'eau potable du bassin cannois, s'est engagé depuis plusieurs années dans un projet phare visant à protéger la qualité de son eau et à mettre en valeur le canal de la Siagne à travers la création du Parc Intercommunal du canal de la Siagne.

Il s'agit pour ce Syndicat de créer une trame verte reliant la montagne à la mer depuis les sources de la Siagne jusqu'à Cannes. Sa concrétisation progressive lui garantit ainsi une protection optimale de sa ressource en eau par l'appropriation et la responsabilité du public à travers ce bien précieux partagé.

Le Parc Intercommunal du canal de la Siagne traverse la ville de Grasse d'Ouest en Est, passant tour à tour par les quartiers de Saint François, Saint Jacques, Saint Antoine puis Saint Mathieu.

Depuis 2006, le SICASIL a engagé des travaux visant à aménager plusieurs portions de cette trame verte à Grasse.

Ce dernier propose aujourd'hui d'aménager une nouvelle portion dans le quartier de Saint Jacques, entre le chemin des chênes et le chemin de la Victorine. L'objectif reste d'inviter les Grassois à se promener le long du canal de la Siagne en réalisant des travaux de sécurisation et de mise en valeur.

La portion considérée du canal est d'environ 170 ml. Elle est entièrement couverte par un dalot et représente une opportunité de liaison piétonne desservant le cœur de Saint Jacques (école, collège, mairie annexe, postes, commerces, ...). Cet aménagement favorisera ainsi des modes de déplacement doux, sécurisés et agréables. Elle assurera également la continuité de la portion de canal déjà aménagée en promenade.

Bien que l'eau soit masquée sur cette portion, l'ambiance y est de grande qualité, notamment par sa simplicité et son caractère vernaculaire, comme îlot préservé de l'urbanisation environnante.

Le projet s'attachera bien sûr à préserver cette authenticité, rare et précieuse, en évitant notamment tout aménagement trop « urbain ».

Pour permettre la réalisation de cet aménagement, un partenariat entre le SICASIL et la ville de Grasse est institué comme suit :

- Le SICASIL prend à sa charge l'aménagement global : travaux de VRD, plantation des espaces verts et implantation du mobilier urbain. Ces travaux sont évalués prévisionnellement à 70 000 €HT.
- Le Ville fournit le mobilier urbain, ce qui représente une dépense estimée à 34 950 €HT.

Les modalités de ce partenariat sont définies dans la convention ci-jointe, qu'il convient d'approuver.

La commission Equipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe d'un partenariat entre le SICASIL et la ville de Grasse pour les travaux de sécurisation et valorisation du canal de la Siagne à Saint Jacques ;
- **APPROUVER** les termes de la convention à intervenir avec le SICASIL relative à ce partenariat ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Ville ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer les conventions initiales, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 47 ESPACES PUBLICS - STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE GRATUITE EXCEPTIONNELLE PENDANT LES PERIODES DE CONFINEMENT LIEES A LA COVID 19

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 47

DU 23 MARS 2021

ESPACES PUBLICS
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE - GRATUITE EXCEPTIONNELLE
PENDANT LES PERIODES DE CONFINEMENT LIEES A LA COVID-19

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par arrêté préfectoral du 26 février 2021, l'Etat a décidé d'interdire à tous les habitants des communes du littoral des Alpes-Maritimes tout déplacement lors des week-ends des 27/28 février et 6/7 mars 2021. Par souci de ne pénaliser les usagers devant stationner pendant ces périodes de confinement, il est proposé d'offrir une gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie pendant ces périodes, ainsi que toutes les nouvelles périodes de confinement qui pourraient s'avérer nécessaires.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine Public	/	/

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213.1 à L.2213.6,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.417.1 et suivants,

Vu la Loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2018 qui fixe les montants du forfait de stationnement, le zonage et la tarification,

Vu l'arrêté municipal permanent n° 12 P/2018 définissant les zones de paiement et leurs tarifs,

Vu l'arrêté n° 2021-281 du 26 février 2021 portant restriction de déplacement dans certaines communes du département des Alpes-Maritimes,

Considérant que le département des Alpes-Maritimes présente le taux d'incidence le plus élevé de la France métropolitaine (591 pour 100 000 habitants au 25 février 2021),

Considérant qu'il est de fait interdit de se déplacer dans toutes les communes du littoral des Alpes-Maritimes dont Grasse à l'exception de cas dérogatoires spécifiques, les samedi et dimanche 27 et 28 février 2021 ainsi que les samedi et dimanche 6 et 7 mars 2021,

Considérant qu'il n'y pas lieu de pénaliser les usagers devant stationner leurs véhicules sur la voirie publique afin de respecter ce confinement,

Il est proposé d'offrir une gratuité totale du stationnement sur voirie en centre-ville pour tous les usagers et ce, pendant les deux périodes de confinement arrêtées par le Monsieur le Préfet le 26 février 2021, à savoir les samedis 27 février et 6 mars 2021, ainsi que pour toutes les autres périodes de confinement qui viendraient à être décrétées par l'Etat dans le cadre de cette crise sanitaire.

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie en centre-ville pour les samedis 27 février et 6 mars 2021 ;

- **APPROUVER** la gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie en centre-ville pour toutes les autres périodes de confinement qui pourraient être décrétées par l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 48 EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL 2ème CONFINEMENT NOVEMBRE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 48

DU 23 MARS 2021

EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL 2ème CONFINEMENT NOVEMBRE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Exonération des redevances d'occupation du domaine public commercial pour les restaurateurs, limonadiers, commerces sédentaires et commerces non sédentaires. Application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 faisant suite à l'épidémie de COVID 19.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT HT
COMMERCE	Dépenses estimées	4 000 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2125-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2017 pour la grille tarifaire de l'occupation du domaine public,

Vu l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la Commande Publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19,

Vu l'article 20 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 prévoyant expressément la suspension des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public lorsque les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière,

Vu l'Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et plus précisément pour le deuxième confinement,

Considérant que la ville de Grasse, comme l'ensemble du territoire national et de la population mondiale connaissent un épisode épidémique inédit,

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités économiques non essentielles,

De ce fait, l'activité économique de tous les commerces dits non essentiels a dû être suspendue pour la deuxième fois à compter du 30 octobre 2020 et jusqu'au 28 novembre 2020.

Considérant que de nombreux commerçants sont aujourd'hui dans la difficulté, la ville de Grasse se doit d'aider au maintien du commerce existant et au redémarrage de l'activité économique,

Considérant que les restaurateurs, les limonadiers, font toujours l'objet d'une fermeture administrative,

Considérant que les commerces sédentaires et non sédentaires n'ont pu exploiter dans des conditions normales leur activité sur le domaine public communal,

Considérant que la situation financière de ces commerçants est particulièrement difficile, afin de soutenir le commerce et l'économie locale de la commune, je vous propose d'exonérer ces commerçants de la redevance d'occupation du domaine public, pour ce deuxième confinement.

Cette exonération porte sur la période courant du 30 octobre au 28 novembre 2020 et fera l'objet d'une régularisation sur l'année 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de l'intégralité du montant des redevances d'occupation du domaine public aux commerces sédentaires et aux commerces non sédentaires, correspondant à la période allant du 30 octobre au 28 novembre 2020 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour les restaurateurs et limonadiers et ce, pendant toute la période de fermeture administrative.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 49 COVID - CASINO
EXONERATION DE REDEVANCES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 49

DU 23 MARS 2021

COVID - CASINO
EXONERATION DE REDEVANCES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse souhaite accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal et ayant dû interrompre leur activité lors du premier confinement. Il est demandé au conseil municipal d'accorder une remise gracieuse sur les redevances dues pour le casino au prorata de la durée de fermeture.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	Dépenses	33 541,54 euros

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le contrat d'occupation du domaine public des locaux du casino entre la Commune de Grasse et la SA du Casino Victoria en date du 20 juillet 2011,

Vu la délibération en date du 8 décembre 2020 approuvant l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 20 juillet 2011 pour la période de fermeture du 15 mars 2020 au 2 juin 2020 ainsi que du 3 novembre jusqu'au 1er décembre,

Considérant que les casinos en vertu de l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2020 ont dû fermer à compter du 24 octobre 2020 minuit et non à compter du 3 novembre,

Considérant que les casinos continuent, à ce jour, à être fermés, il est de l'intérêt de la commune d'aider ce délégataire à faire face à la perte économique supportée pendant la période d'urgence sanitaire et à limiter l'impact sur son activité économique,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 28 novembre 2020 au 31 mars 2021 pour un montant de 32 038, 90 euros ;

- **MODIFIER** la période d'exonération prévue à la délibération du 8 décembre 2020 en ce que la deuxième période de fermeture administrative a débuté le 25 octobre et non le 3 novembre 2020 pour un montant de 1 502, 64 euros ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 50 ADHESION AUPRES DE « L'ASSOCIATION DES MAIRES POUR LE CIVISME » ANNEE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 50

DU 23 MARS 2021

ADHESION AUPRES DE
« L'ASSOCIATION DES MAIRES POUR LE CIVISME »
ANNEE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'adhésion de la ville de Grasse à l'Association des Maires pour le Civisme (AMC) afin de promouvoir le civisme auprès des jeunes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JEUNESSE	DEPENSES	1 500 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Considérant que suite à la volonté de Monsieur le Maire, il a été décidé la création d'un Conseil Municipal de Jeunes (C.M.J), piloté par le service Jeunesse durant l'année scolaire 2015/2016.

Considérant que le CMJ est une assemblée composée d'enfants élus par leurs camarades des classes de CM1, CM2 pour une durée d'un an, représentant les 14 écoles élémentaires de Grasse.

Considérant que le CMJ est un lieu démocratique de débats, de réflexions, de propositions et d'actions menés sur le territoire.

Considérant que le CMJ permet aux jeunes élus de mieux connaître le fonctionnement des instances communales, de participer concrètement à la vie de leur école et de leur quartier, de développer l'apprentissage de la citoyenneté et de mettre en œuvre des actions citoyennes.

Considérant que l'association des Maires pour le Civisme (AMC) a pour objet de fédérer les villes qui souhaitent s'engager concrètement en faveur du civisme et les accompagner dans la mise en œuvre d'actions concrètes.

Considérant que cette association met à disposition des communes un outil, « le Passeport du Civisme » et les accompagne dans sa mise en œuvre.

Considérant que le montant de la cotisation annuelle varie en fonction du nombre d'habitants de la commune (chiffres INSEE), le montant de l'adhésion s'élève à 1500 euros pour la ville de Grasse.

Aussi, je vous propose de faire adhérer la ville de Grasse à cette association, afin de pouvoir bénéficier de son suivi et son accompagnement dans les actions de citoyenneté et de désigner, comme demandé par l'association, deux représentants de la collectivité : Monsieur Cyril DAUPHOUD et Madame Jocelyne BUSTAMENTE.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à faire adhérer la ville de Grasse à l'Association des Maires pour le Civisme (AMC) et verser la cotisation de 1500 € au titre de l'année 2021 ;

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021, Imputation : Service Jeunesse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec l'association concernée par la mise en œuvre de ces actions.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 51 CAISSE DES ECOLES - PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE SUBVENTION MUNICIPALE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 51

DU 23 MARS 2021

CAISSE DES ECOLES
PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE
SUBVENTION MUNICIPALE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet d'accorder une subvention de 10 000 € à la Caisse des Ecoles, dans le cadre du Programme de Réussite Educative pour l'année 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JEUNESSE	DEPENSES	10 000 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Par délibération en date du 22 septembre 2005, le Conseil Municipal de la ville de Grasse a désigné la caisse des écoles comme structure de coopération éducative pour porter le Programme de Réussite Educative, conformément à la loi de programmation n° 2005-32 du 18 janvier 2005 pour la cohésion sociale.

Considérant que le Programme de Réussite Educative permet la mise en œuvre de parcours individualisés d'accompagnement social et éducatif pour les enfants âgés de 2 à 16 ans, relevant des territoires de la Politique de la Ville.

Considérant qu'il s'agit d'une approche globale des problèmes sociaux, familiaux, psychologiques ou sanitaires qui s'opposent à la réussite scolaire et éducative de l'enfant concerné, repéré par une équipe pluridisciplinaire.

Considérant que ce dispositif permet la mise en place d'actions concrètes dans la durée, avec l'accord et en lien avec les familles.

Pour l'année 2021, l'action concernera environ 100 enfants.

Les priorités thématiques seront les suivantes :

- la santé avec la prise en charge des difficultés liées à la santé physique et mentale
- la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire
- la prise en charge des élèves temporairement exclus
- le soutien à la parentalité

Considérant qu'au titre de l'exercice 2021, une subvention de 80 000 € devrait être accordée par l'Etat via le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET).

Considérant que le CGET insiste tout particulièrement sur la mobilisation de cofinancements de la part des collectivités locales (hors valorisation d'apports en nature dans le cadre du fonctionnement du PRE).

Pour la mise en place de ce dispositif, il est proposé que la ville de Grasse accorde une subvention de 10 000 € à la caisse des écoles.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021 ;
- **AUTORISER** le versement de la subvention à la caisse des écoles pour un montant de 10 000 €.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 52 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – ACCOMPAGNEMENT D'UN PROJET D'ACTION CITOYENNE DES ETUDIANTS SUR LES PROBLEMATIQUES DE TRANSITION ECOLOGIQUE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 52

DU 23 MARS 2021

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ACCOMPAGNEMENT D'UN PROJET D'ACTION CITOYENNE DES ÉTUDIANTS SUR LES PROBLÉMATIQUES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis 2016, la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse accueillent plusieurs formations d'enseignement supérieur sur leur territoire. Parmi les écoles présentes, l'ECAM-EPMI, école d'ingénieur située au Couvent Notre Dame de la Visitation, propose les deux premières années du cycle préparatoire et la première année du cycle d'ingénieur par l'apprentissage. Ces étudiants travaillent aujourd'hui sur des problématiques de transition écologique propres au territoire du Pays de Grasse. Ainsi, il est envisagé de soutenir et d'accompagner les projets menés par les étudiants ingénieurs en leur apportant les ressources techniques nécessaires, leur permettant de proposer des solutions et des stratégies d'amélioration.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu l'intérêt des étudiants ingénieurs en prépa à l'ECAM-EPMI pour relever les défis socio-économiques et environnementaux,

Vu l'objectif du cours pratique d'Action Citoyenne, conçu et mené par Laetitia WOLFF, consultante en design stratégique et enseignante référente, qui est d'impliquer activement les élèves ingénieurs dans la transformation de leur territoire, en apportant leur regard de jeunes adultes, en nourrissant leur force de proposition et leur esprit d'analyse sur les questions de transition écologique,

Considérant que les élèves-ingénieurs travaillent en petites équipes sur les problématiques de transition écologique propres au territoire du Pays de Grasse, à savoir l'autonomie énergétique, l'économie énergétique, et l'attractivité du territoire,

Considérant que les propositions de solutions et stratégies d'amélioration seront le fruit d'études, de recherches, d'actions de terrain, de création de tests et de prototypes démonstrateurs,

Considérant que la ville de Grasse souhaite bénéficier de l'intelligence et la créativité du corps étudiants pour relever les défis actuels en proposant des projets permettant aux étudiants d'apprendre à chercher, réfléchir et agir,

Considérant que la ville de Grasse désire s'inscrire dans un partenariat en étant présente à des moments clés comme le lancement et la soutenance des projets, en échangeant avec ces étudiants et en leur donnant accès à des données ou des documents pertinents nécessaires à la bonne réalisation des projets,

La convention ci-jointe vise à définir le cadre et les modalités de ce projet.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention précitée ainsi que les éventuels avenants à venir pour permettre la mise en œuvre de cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Cours d'Action Citoyenne

Enoncés des besoins par groupe

Mise à jour, le 7 Janvier 2021

Laetitia Wolff

ECAM EPMI
GRADUATE SCHOOL OF ENGINEERING

Enoncé des besoins MODELE

Notre **groupe** (titre/sous/titre _____ _____
en partenariat avec _____ _____

essaie de répondre au **besoin** _____,

_____ _____

pour **changer** cette situation problématique grâce à _____

_____ _____
dans le **but** de _____
_____(objectif final).

Groupe: le Blog BDE XIV

ECAM-EPMI BDE

Blog

Alessia Adonto

REDIGER: ("Needs Statement" ou "Problem Statement") = Définir l'objectif et identifier le besoin de chaque groupe en une simple phrase à remplir:

Notre **groupe** (sous/titre BDE BLOG (BDE TIPS)
en partenariat avec le BDE ECAM + BDE GRASSE ECAM + Mr POTHMANN

essaie de répondre au **besoin** de manque d'information concernant l'école, le lieu, les filières, le BDE, les cours ect... avoir un mode d'emploi.

pour **changer** cette situation problématique notre projet est de creer un site internet regroupant 4 grandes categories.
1) les projets 2020-2021) 2) le BDE 3) les cours 4) les etudiants

dans le **but** de faciliter la vie des futurs etudiants, suivre les avancés des actuels etudiants sur les projets 2020-2021, le But étant de créer un site (objectif final).
qui pourrait rassembler l'ensemble des questions qu'un élève pourrait se poser. Creation d'un "mode d'emploi" de l'école

Groupe Soleil Sunnytour

CAPG
Dept. Déchets+ Energies

Etude

Iter - secrétaire

Enzo M

Stéphane

Enoncé des besoins

Notre **groupe** (titre/sous/titre) **Sunnytour**
en partenariat avec la CAPG,
essaie de répondre au **besoin suivant**: réduire les coûts énergétiques des 23 communes du Pays de Grasse
grâce à l'implantation de panneaux solaires sur les bâtiments publics,
dans le but de faire du Pays de Grasse une région verte et la rendre énergétiquement plus autonome.

Groupe EconEAU

Ville de Grasse Dept. Devt. Durable

Etude et cas de terrain

Nathalie

Kelyann

Enoncé des besoins

- **Notre groupe** Econ'eau
- **en partenariat** avec Carine Giovinazzo du département Développement Durable de la Ville de grasse
- **essaie de répondre au besoin** de la ville de limiter sa consommation en eau potable.
- **Afin de changer cette situation problématique** nous allons :
- Remettre en marche le système de récupération d'eau du Stade Yvon Chiletti (solution, coût, etc.) et sensibiliser les utilisateurs du Stade à l'utilisation de l'eau
- **dans le but de** réduire la consommation d'eau municipale, et donc limiter les dépenses énergétiques de la Ville de Grasse.

Groupe Campus Vert

Ville de Grasse Grands Travaux

Proposition imaginaire/futuriste auprès des architectes

Basile

Nathan

Enzo SL

Enoncé des besoins

Notre **groupe**, Campus Vert et autonome
en partenariat avec le pôle de l'ECAM à Grasse et le Service des Grands Travaux de la Ville de Grasse
essaie de répondre aux **besoins** des étudiants du campus, en responsabilisant les étudiants face aux infrastructures du bâtiment universitaire, et les impliquer dans le projet de leur futur campus.
pour **changer** cette situation problématique nous souhaitons proposer des idées aux maîtres d'oeuvres, représentatives des besoins, obtenues via des sondages auprès des futurs usagers et notre imagination.
dans le **but** d'améliorer le confort des futurs étudiants dans leur futur campus, et contribuer à une ville plus durable.

Hydraucity

ECAM EPMI :

GEORGES KHOURI Ryan

CAMPAGNAC Julien

FELGUEIRAS Adrien

MOREAU Eric

Le projet hydraucity est en partenariat avec la Ville de Grasse et SUEZ :



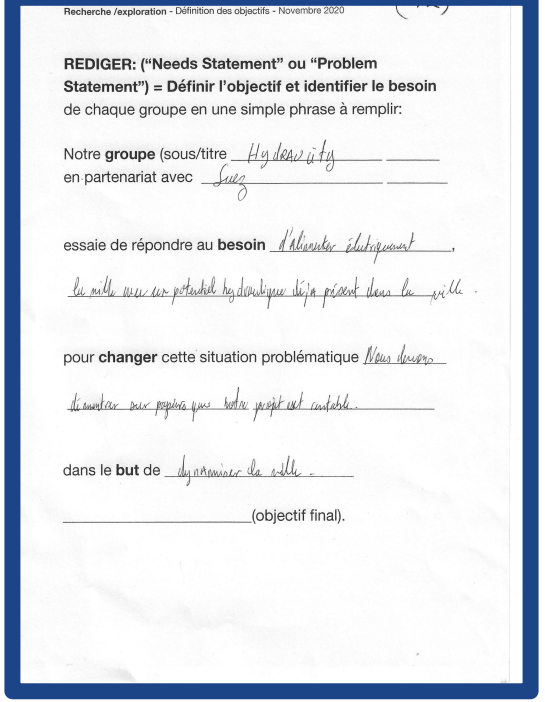


Carine Giorvinazzo
Jean François Laporte

Toni Vizzari
Olivier Geveaux

Enoncé des besoins

Notre groupe, Hydraucity, en partenariat avec SUEZ et la ville de GRASSE, essaie de répondre au besoin de l'alimentation électrique de la ville de Grasse en énergie verte qui soit moins coûteuse que celle achetée actuellement. Afin de changer cette situation problématique, nous proposons la mise en oeuvre d'une turbine hydraulique permettant de produire de l'électricité, dans le but d'alimenter la ville pour un moindre coût tout en respectant l'environnement.



Recherche /exploration - Définition des objectifs - Novembre 2020

REDIGER: ("Needs Statement" ou "Problem Statement") = Définir l'objectif et identifier le besoin de chaque groupe en une simple phrase à remplir:

Notre **groupe** (sous/titre Hydraucity
en partenariat avec Suez

essaie de répondre au **besoin** d'alimenter électriquement
la ville avec un potentiel hydraulique déjà présent dans la ville.

pour **changer** cette situation problématique Nous devons
démontrer aux peuples que notre projet est contrôlé.

dans le **but** de dynamiser la ville.
(objectif final).

Groupe Coeur estudiantin

Ville de Grasse Action Coeur de Ville

Proposition de lieu de rencontre pour les étudiants

Jules - secrétaire

Cyril

Gaspard

Romain

Nathan P.

Enoncé des besoins

Notre **groupe** (titre/sous/titre _____ _____
en partenariat avec _____ _____

essaie de répondre au **besoin** _____,

_____ _____

pour **changer** cette situation problématique grâce à _____

_____ _____
dans le **but** de _____
_____(objectif final).

Groupe Végétalisation en ville

TETRIS, Ville de Grasse /Service Espaces Verts

Tom M. - secrétaire

Nathan S

Enoncé des besoins

Notre **groupe** (titre/sous/titre _____ _____
en partenariat avec _____ _____

essaie de répondre au **besoin** _____,

_____ _____

pour **changer** cette situation problématique grâce à _____

_____ _____
dans le **but** de _____
_____(objectif final).

Groupe Cartographie espaces verts en ville

Ville de Grasse
Service
Espaces Verts

cartographie

Imile - secrétaire

Ivan

Enoncé des besoins

Notre **groupe**: Végétalisation de la ville de Grasse (cartographie des espaces verts)

en partenariat avec Cristophe Goffin, directeur des Espaces verts, Ville de Grasse

essaie de répondre au **besoin de ce service municipal de** localiser les espaces verts pour faciliter le travail du directeur et de ses équipes terrain;

Pour **changer** cette situation problématique : nous souhaitons créer une carte répertoriant les espaces verts de la ville de Grasse

dans le **but** de : (objectif final).

Groupe Arrosage Espaces verts

Ville de Grasse
Service
Espaces Verts

Etude

Lisa - secrétaire

Donia

Enoncé des besoins

Notre groupe (titre/sous/titre) Groupe Arrosage _____
en partenariat avec Christophe Goffin, Espaces verts de Grasse, et Gilles Orazi, Agridatabox de TETRIS

essaie de répondre au besoin: réduire le volume des arrosages publics

pour changer cette situation problématique nous souhaitons créer un détecteur d'humidité relié au programmateur des arrosages.

dans le but ultime d'économiser de l'eau potable publique**.**

Groupe Agridatabox

TETRIS Transition numérique

Projet Gilles Orazi

Alex MARIE-ANNE - secrétaire
Ismael RIAHI
Adam ELHAKIM

Enoncé des besoins

Notre **groupe**, Transition Numérique
en partenariat avec Agridatabox (Gilles Orazi/TETRIS)
essaie de répondre au **besoin** d'améliorer la qualité de vie des grassois, en récoltant des données du territoire de Grasse (pollution/qualité de l'air/sonore…)
(Et de réduire le coût important des puces permettant le bon fonctionnement des capteurs.)

Pour **changer** cette situation problématique, nous proposons l'utilisation de nouveaux capteurs (pour l'air, le bruit).
dans le **but** d'informer les Grassois sur les standards de qualité de développement durable de leur région.

Groupe Comm Tri vert / Place St. Martin

TETRIS + Conseil Citoyen...

Projet citoyen

Mickaël- secrétaire

Valère

Clément

Clara-Belle

Maxence

Max

En partenariat avec Tetris et Harpèges l'équipe essaie de répondre au **besoin de mise en valeur des places publiques, en y intégrant** du recyclage/compostage ainsi que l'électricité verte publique.

pour **changer** cette situation problématique nous souhaitons mettre en place des **points de collecte de compost** et des vélos-générateurs

dans le **but** d'**alimenter en électricité verte** les places publiques de Grasse

... afin également de sensibiliser la population Grassoise à l'éco-responsabilité.

Clara

REDIGER: (“Needs Statement” ou “Problem Statement”) = Définir l’objectif et identifier le besoin
de chaque groupe en une simple phrase à remplir:

Notre **groupe** (sous/titre COM TRI VERT
en partenariat avec TETRIS & ACTION SOCIALE GRASSE

essaie de répondre au **besoin** d’aide la ville de Grasse par la valorisation de la place St Martin, le compostage urbain (recyclage) et l’électricité verte publique.

pour **changer** cette situation problématique
on utiliserait des bornes vélo-générateurs et des points de composte pratique dans la ville.

dans le **but** de alimenter une place publique en électricité (& l’embellir/ la rendre plus attractive) , d’animer l’esprit éco-responsable des citoyens/ commercants. (objectif final).

Groupe Cour d’ école

TETRIS

Réponse à un appel d'offre

Yassin LOUALI - secrétaire

Elian GAUTHIER

Valentin CANTAREL

Maxime EGBADE

Souleymane ARFANG

Abdel TABBAI

Enoncé des besoins

Notre groupe << Cour d'école >>, en partenariat avec SCIC TETRIS (Transition écologique territoriale pour la recherche et innovation sociale), essaie de répondre aux **besoins de désimperméabiliser la cour d'école à Tetris et de récupérer l'eau pluvieuse**.

Grâce à la résolution des ces problématiques une amélioration des activités de <u><< TETRIS >></u> sera alors possible (exemples d'activité : recyclage, plantation, fabrication artisanale [qui est un maillon indispensable pour préserver le lien social et environnemental]).

Pour changer cette situation problématique nous étudierons le site des années passées, ferons une analyse des sols, et observerons quelle est la meilleure option de récupération d'eau… **dans le but ultime** de végétaliser l'espace public de Sainte-Marthe, diminuer les températures du site, et moins dépendre le de l'eau municipale pour arroser les restanques en friche agricole.

ACCORD DE PARTENARIAT

LE PRESENT ACCORD DE PARTENARIAT EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Banque des Territoires (BDT), + détails

Ci-après dénommée « **La Banque des Territoires** »

La Ville de Grasse, collectivité territoriale située à XXX, représentée par XXX, Fonction

Ci-après dénommée « **La Ville de Grasse** »

Enedis, Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 €, dont le siège social est situé Tour Enedis, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, et représentée par XXX, Fonction, dument habilité à cet effet,

Ci-après dénommée **« Enedis »**

Ci-après dénommées, individuellement, une « **Partie** » et, ensemble, les « **Parties** ».

ÉTANT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La rénovation énergétique des bâtiments, en particulier des bâtiments publics, s'inscrit notamment dans le Plan de relance français décidé en 2020, soutenu par les ambitions européennes de neutralité carbone et l'initiative « Renovation wave », qui fait suite à l'annonce du Green Deal Européen.

Dans ce cadre, la Banque des Territoires et Enedis ont décidé de travailler conjointement pour développer, à destination des collectivités, un service non facturé d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité.

Ce service est pour l'instant testé à titre expérimental auprès de collectivités locales souhaitant participer à l'expérience et qui ont des projets de rénovation de bâtiments publics sur leur territoire. Ce service sera déployé à grande échelle si les résultats et retours d'expérience donnent satisfaction.

La Ville de Grasse, s'étant engagée dans la rénovation énergétique de son patrimoine, souhaite s'associer à cette démarche.

Le présent accord de partenariat vise à définir le cadre et les modalités de ce projet.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les termes débutant par une majuscule au sein du présent accord, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après.

- **Apports** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, expertise, documents, logiciels et autres ressources ou biens, protégés ou non par un droit de propriété intellectuelle, détenus par ou appartenant à une Partie intervenant dans le Projet avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et mis en œuvre par cette Partie pour les besoins de ce Projet ou mis à disposition des autres Parties intervenant dans ce Projet. Les Apports des Parties sont définis en annexe 1 du présent Accord.

- **Projet** : projet d'expérimentation portant sur une problématique et un objectif précis tels que définis au préambule (pour rappel : développer un service d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité).

- **Résultats** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, documents, créations ou innovations, protégeables ou non par un droit de propriété intellectuelle, résultant de l'exécution du Projet par une ou plusieurs Parties. Les Résultats ne peuvent pas inclure les Apports.

- **Résultats attendus :** le succès de l'expérimentation dépend de la capacité de l'outil expérimental réalisé pendant le projet à répondre aux objectifs fixés en début du projet. Les Résultats attendus sont définis en annexe 1 du présent Accord.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

Le présent Accord de partenariat (ci-après dénommé l'« **Accord** ») a pour objet de définir les engagements des Parties au titre du Projet défini au préambule, ainsi que l'allocation des droits de propriété intellectuelle sur les Apports des Parties au Projet et sur les Résultats.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage dans le cadre expérimental défini ci-dessus à collaborer au mieux avec les autres Parties afin d'assurer le bon déroulement du Projet.

À ce titre, chaque Partie s'engage à mobiliser les ressources humaines et matérielles appropriées, ainsi que les droits de propriété éventuels dans les conditions de l'article 4, à mettre les Apports convenus à disposition afin d'assurer la bonne exécution du Projet et de favoriser l'obtention des Résultats attendus.

Chaque Partie s'engage à assurer la protection des Apports des autres Parties contre les accès de tiers.

Chaque Partie s'engage également à assurer le suivi et le bon déroulement du Projet.

Les Apports des Parties et les Résultats attendus sont précisés en Annexe 1.

ARTICLE 4 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

4.1. Propriété des Apports

Chaque Partie demeure, selon le cas, propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur ses Apports ou détentrice des droits de propriété intellectuelle qui lui permettent de mettre à disposition ses Apports.

L'Accord n'entraîne aucun transfert de droit de propriété intellectuelle de la Partie qui les met à disposition au profit des autres Parties, à l'exception d'un droit d'utilisation temporaire et limité comme indiqué à l'article 5.1, ci-après.

4.2. Propriété des Résultats

a) Les Parties ont prévu la répartition des Résultats tel que ci-après détaillé :

- Les Résultats portant sur le développement et le fonctionnement de l'outil expérimental développé par La Banque des Territoires sont la propriété exclusive de La Banque des Territoires.
- Les Résultats portant sur la méthode de mise en œuvre opérationnelle du projet d'expérimentation par les Parties sont la propriété commune à parts égales entre toutes les Parties.

b) Chaque Partie est propriétaire des Résultats qu'elle a développés seule ou dont la propriété lui a été attribuée selon le point a) ci-dessus.

c) Les Parties concernées sont copropriétaires des Résultats qu'elles ont développés conjointement ou dont la copropriété leur a été attribuée selon le point a) ci-dessus.

Les Résultats Communs seront la propriété commune des Parties concernées à parts égales.

4.3. Respect des droits des Parties

Chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle des autres Parties sur les Apports et les Résultats.

ARTICLE 5 - DROIT D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION DES RESULTATS

5.1. Droit d'utilisation et d'exploitation des apports

Chaque Partie intervenant dans le Projet concède un droit de représentation, de reproduction, d'adaptation et de modification de ses Apports aux autres Parties intervenant dans le Projet et aura par ailleurs la possibilité et non l'obligation, de concéder lesdits droits aux autres Parties qui en ont besoin pour réaliser les tâches à leur charge au titre du Projet. Ces droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de modification sont concédés à titre non exclusif et non transmissible, pour les stricts besoins de la réalisation du Projet, pour tous types de supports et de procédés et pour la durée de l'Accord.

5.2. Droit d'utilisation et d'exploitation des résultats

Les Parties autorisées à exploiter les résultats et les données de la plateforme du Projet sont :

- La Banque des Territoires, disposant des droits associés aux bases de données sur le bâti portant sur l'intégralité du territoire national.
- La Ville de Grasse, pour le périmètre concernant sa commune.

Les autres Parties ne sont pas autorisées à exploiter les données de la plateforme du Projet.

Dans la mesure où Enedis ne dispose pas d'un accès à la plateforme, La Ville de Grasse s'engage à partager son retour d'expérience au travers d'un atelier organisé par Enedis dans un délai de 2 semaines après la prise en main de la plateforme par les utilisateurs de la collectivité.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITÉ

Chaque Partie s'engage à garder strictement confidentielles toutes données et informations de quelque nature que ce soit appartenant à ou détenues par une autre Partie, que celle-ci aurait expressément identifiées comme confidentielles, mises à disposition de la Partie réceptrice par la Partie émettrice ou dont la Partie réceptrice pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de l'Accord (ci-après désignées par « **Informations Confidentielles** »).

La Partie réceptrice s'interdit d'utiliser les Informations Confidentielles de la Partie émettrice pour toute autre fin que la réalisation du Projet. La Partie réceptrice s'interdit également de divulguer les Informations Confidentielles de la Partie émettrice à tout tiers et à toute personne, parmi ses mandataires sociaux et ses employés, autre que celles qui ont besoin d'en avoir connaissance aux fins de la réalisation du Projet, sauf

accord préalable de la Partie émettrice. La Partie réceptrice garantit le respect par ses associés, ses mandataires sociaux et ses employés de la présente obligation de confidentialité et de non utilisation.

La présente obligation de confidentialité ne concerne pas les informations :

- qui étaient déjà licitement en la possession de la Partie réceptrice avant leur divulgation par la Partie émettrice;
- qui auraient été fournies à la Partie réceptrice de façon non fautive et licite par un tiers;
- qui étaient tombées ou tomberaient dans le domaine public de façon non fautive et licite;
- que la Partie réceptrice serait obligée de divulguer par une obligation légale ou une décision de justice exécutoire mais seulement dans la limite de ce qui est nécessaire au respect de cette obligation légale ou décision de justice et sous réserve d'avoir informé la Partie émettrice par écrit dans le plus bref délai à compter de la connaissance de cette obligation de divulgation.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de l'Accord et se poursuivra au-delà pendant une durée de cinq (5) ans.

ARTICLE 7 - COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication autour des travaux et dispositifs associés à cette coopération devra en citer chacun des signataires et que le lancement de ce dispositif fera l'objet d'une communication convenue préalablement. Les éléments devront être communiqués au moins 10 jours ouvrés avant chaque action de communication.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET EXCLUSION DE GARANTIE

Chaque Partie est seule responsable du respect des lois et des règlements applicables à son activité et à sa participation au Projet.

Chaque Partie met ses Apports à disposition en l'état. Chaque Partie utilise les Apports d'une autre Partie, dans les conditions de l'Accord, à ses risques et périls.

ARTICLE 9 - PROTECTION / SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toute Partie ayant reçu des données à caractère personnel pour la réalisation de ses tâches au titre du Projet s'engage à respecter les dispositions de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (et notamment à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité de ces données).

Chaque Partie s'engage à signaler dans les plus brefs délais à la Partie émettrice des données de toute violation et/ou de toute fuite de ces données.

ARTICLE 10 - DURÉE

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature, par les parties. Il est conclu jusqu'au 31/12/2021.

Les dispositions des articles 4, 6 et 7 survivront au terme de l'Accord pour la durée qui y est précisée le cas échéant.

ARTICLE 11 - LOI APPLICABLE

Le présent Accord de partenariat est régi par la loi française.

A défaut d'accord amiable entre les Parties, en cas de contestation sur l'interprétation ou l'application des présentes, tout différend sera soumis aux tribunaux compétents de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Fait à XXX le XXX en autant d'exemplaires originaux que de Parties

Pour la **Banque des Territoires** [Prénom et nom du signataire]	Pour **la Ville de Grasse** [Prénom et nom du signataire]	Pour **Enedis** [Prénom et nom du signataire]

Annexe 1 : Apports des Parties et Résultats attendus
Liste non exhaustive

Apports :

La Banque des Territoires apporte

- les moyens techniques, technologiques et humains nécessaires au croisement industriel des données dont elle dispose sur le bâti, celles fournies s'agissant des consommations et thermosensibilités ; ainsi que différentes données en opendata qu'il sera jugé pertinent de croiser (territoires ACV du Ministère de la Cohésion des Territoires, détection de l'ensemble des bâtiments scolaires avec données du Ministère de l'Education, DPE et consommations ADEME, dynamique démographique via INSEE etc)

La Ville de Grasse apporte

- son consentement autorisant Enedis à transmettre à la Banque des Territoires les données de consommation de son parc de bâtiment tel que défini dans le modèle de document qui figure en annexe 2.

Enedis apporte

- l'extraction et la transmission des données de la collectivité consentante à la Banque des Territoires.

Résultats attendus :

Le livrable attendu à la fin de l'expérimentation concerne :

- Un outil expérimental d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité.

Annexe 2 : Modèle d’autorisation de communication à un tiers des données d’un ou plusieurs sites de consommation raccordés au réseau public de distribution

Modèle
d'autorisation de com

Annexe 3 : Recensement des PRM par la Collectivité

Renovation_Annexe
3_Détail PRM_15 01 2(

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 53 TRANSITION ENERGETIQUE
EXPERIMENTATION POUR LA MISE AU POINT D'UN OUTIL
D'AIDE A LA DECISION AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES ET ENEDIS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 53

DU 23 MARS 2021

TRANSITION ENERGETIQUE EXPERIMENTATION POUR LA MISE AU POINT D'UN OUTIL D'AIDE A LA DECISION AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES ET ENEDIS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La rénovation énergétique des bâtiments publics s'inscrit dans le plan de relance décidé en 2020, soutenu par les ambitions européennes de neutralité carbone et l'initiative « Renovation wave », qui fait suite à l'annonce du Green Deal Européen. Dans ce cadre, la Banque des Territoires et Enedis ont décidé de travailler conjointement pour développer un outil d'aide à la décision à destination des collectivités locales, permettant une priorisation des bâtiments publics présentant le meilleur potentiel en matière de rénovation thermique grâce au croisement des données bâtimentaires, énergétiques et contextuelles. La ville de Grasse, en tant que bénéficiaire du dispositif Action Cœur de Ville, a été sélectionnée pour participer à cette expérimentation nationale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'article L.111-10-3 du code de la construction et de l'habitation prévoyant l'obligation de mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existants à usage tertiaire, afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale pour l'ensemble des bâtiments soumis à l'obligation d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 par rapport à 2010 et son décret d'application n° 2019-771 du 23 juillet 2019,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière éco-responsable en engageant une rénovation énergétique et environnementale des bâtiments communaux, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu la proposition faite par la Banque des Territoires et Enedis de développer un outil d'aide à la décision à destination des collectivités,

Considérant que cet outil permet un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité à partir des données de consommation d'énergie,

Considérant qu'il s'agit d'un service non facturé,

Considérant que la ville de Grasse est particulièrement impliquée dans la rénovation énergétique de son patrimoine et qu'elle souhaite être associée à cette démarche,

Considérant que ce service est, pour le moment, expérimenté auprès de collectivités locales volontaires et ayant des projets ambitieux de rénovation de bâtiments publics sur leur territoire,

L'accord de partenariat ci-joint vise à définir le cadre et les modalités de ce projet.

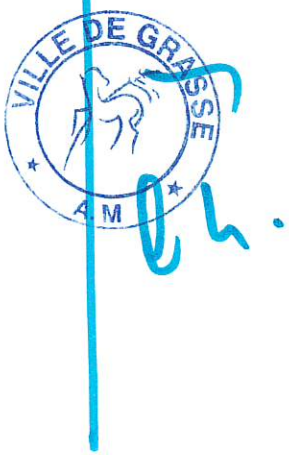
La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de l'accord de partenariat ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'accord de partenariat précité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 54 DELOCALISATION DE LA SALLE DES MARIAGES DE L'HOTEL DE VILLE DURANT LA PERIODE DES TRAVAUX

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 54

DU 23 MARS 2021

DELOCALISATION DE LA SALLE DES MARIAGES DE L'HOTEL DE VILLE DURANT LA PERIODE DES TRAVAUX

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à délocaliser la salle des mariages durant les travaux de l'Hôtel de Ville.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	ESTIMATION MONTANT T.T.C.
AFFAIRES GENERALES ETAT CIVIL		

Madame Mélanie ZARRILLO expose :

Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement et de rénovation de l'Hôtel de Ville, nous devons procéder à la délocalisation des deux salles de mariages sises au premier étage.

Considérant l'article 75 du code civil, qui pose l'obligation pour l'officier de l'état civil de célébrer un mariage à la mairie sauf en cas d'empêchement grave ou de péril imminent de mort, au domicile ou à la résidence d'un époux ;

Considérant que l'instruction générale relative à l'état civil reconnait formellement au conseil municipal la possibilité de prendre, après en avoir référé au parquet, une délibération disposant que ce lieu extérieur qui lui paraît propre à suppléer l'habituelle salle des mariages rendue indisponible, recevra l'affectation d'une annexe de la maison commune et que les mariages pourront y être célébrés durant la période des travaux ;

Considérant que le calendrier prévisionnel des travaux est estimé du 1er juin 2021 à fin décembre 2021 ;

Après autorisation du Procureur de la République ;

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à transférer les mariages au Palais des Congrès durant toute la durée des travaux et ce à compter de la mise en place du chantier.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 55 VIE ASSOCIATIVE
DEMANDE D'EXONERATION PARTIELLE SUITE AU COVID-19

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 55

DU 23 MARS 2021

VIE ASSOCIATIVE
DEMANDE D'EXONERATION PARTIELLE
SUITE AU COVID-19

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet une demande d'exonération partielle, portant sur la période du 29 octobre au 15 décembre 2020, des locations des salles communales mises à disposition en temps partagé aux associations y dispensant un enseignement payant à l'année : Chapelle Saint-Michel, Chapelle de la Visitation, Espace culturel Altitude 500, Espace culturel La Chênaie, Maison des Associations et Augustins, salles municipales des hameaux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
VIE ASSOCIATIVE	DEPENSES ESTIMEES	2 000 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2009 portant sur la tarification de location des salles municipales des hameaux.

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2015 portant sur l'harmonisation des tarifs de location des chapelles Saint-Michel et de La Visitation, de l'Espace Culturel Altitude 500 et de l'Espace Culturel La Chênaie.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 portant sur la modification des tarifs de location annuelle des salles de la Maison des Associations et des Augustins.

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités non essentielles.

Considérant qu'il convient d'aider les associations affectées par cette fermeture des salles communales mises à disposition.

Considérant que les associations n'ont pu exercer leur activité dans les salles communales mises à leur disposition moyennant une participation financière.

Je vous propose d'exonérer partiellement de leur location les associations dispensant un enseignement à l'année dans les salles municipales, correspondant aux 46 jours de confinement pendant lesquels elles n'ont pu disposer de ces salles.

Cette exonération porte sur la période courant du 29 octobre au 15 décembre 2020. Le tarif annuel sera positionné par un tarif par jour pour calculer auprès de chacune des associations une exonération sur 46 jours.

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une remise gracieuse ou exonération partielle du montant des locations de salles municipales mises à disposition aux associations, pour la période allant du 29 octobre au 15 décembre 2020.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR CULTUREL

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
Artistes du Pays Grassois		455	455
Centre Art et Culture Gérard Philippe		1 500	1 500
La Nuit Blanche		2 730	2 730
L'Entrée des Artistes		500	500
Cercle Culturel Pays de Grasse		1 500	1 500
MPT La Moutonne		2 750	2 750
Compagnie Cas 5		1 400	1 400
Compagnie Reveïda		1 400	1 400
Ecole de Musique La Chênaie		1 100	1 100
Institut d'Etudes Occitanes		365	365
Le Relais Culturel		280	280
Festival Transméditerranée	2 200	5 990	8 190
Aventure Théâtre Compagnie		3 000	3 000
Ecole de Musique de Grasse		3 550	3 550
Amis de la Chapelle Victoria		2 365	2 365
Université du temps libre		500	500
100° Théâtre		3 822	3 822
Cercle Litteraire et artistique de Grasse		900	900
Association historique du Pays de Grasse		900	900
Le Jeune Ballet Méditerranéen		7 200	7 200
L'étoile Musicale		4 300	4 300
Cantifolia, Chœur de Grasse		2 500	2 500
Polyphonius Cantabile		1 365	1 365
La Poissonnerie		900	900
Grasse à Edith		1 500	1 500
Association France Espagne Amerique Latine		400	400
Azur et Joie		250	250
AVANCES CM DECEMBRE 2020	2 200		
TOTAL CM 23 MARS 2021		53 422	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			55 622

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 56 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR CULTUREL - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 56

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR CULTUREL
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Association	Dépenses	55 622 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur EUZIERE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR DIVERS

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
AGRAS		900	900
Scouts et Guides de France		900	900
Forum	7000	0	7000
Association Communale de Chasse		1300	1300
Assocaiton de sauvegarde du Canal de la Siagne		250	250
Association des Lieutenants des Louvetiers		600	600

AVANCES CM DECEMBRE 2020	7 000		
TOTAL CM 23 MARS 2021		3 950	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			10 950

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 57 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR DIVERS - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 57

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR DIVERS
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	10 950 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur GARNIER

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

VILLE DE GRASSE
A.M.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
ART ET EDUCATION	6 000	11 200	17200
Association D D E N val de Siagne		730	730
LA FERMETTE DE PLASCASSIER	20 000	27 230	47230
LOISIRS EDUCATION ART	21 000	16 220	37220
LOISIRS EDUCATION CULTURE	50 000	180 000	230000
MOTIV'ADOS 06		5 900	5900
AVANCES CM DECEMBRE 2020	97 000		
TOTAL CM 23 MARS 2021		241 280	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			338 280

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 58 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT JEUNESSE - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 58

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT/JEUNESSE
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	338 280 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur LAPORTE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR SYNDICATS

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
CFDT		4 550	4 550
CFE CGC		1 820	1 820
UNION LOCALE CGT		9 100	9 100
TOTAL CM 23 MARS 2021	0	15 470	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			15 470

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 59 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SYNDICATS - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 59

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SYNDICATS
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	15 470 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les circulaires
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR TOURISME

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS	BP 2021 AVANCES COMPRISES
Accueil des Villes Françaises		750	750
Découverte du Moyen et haut Pays		500	500
HARMONIE MUNICIPALE	5 000	4 100	9 100
LEI BAISSO LUSERNO		5 500	5 500
Association des Vieilles Familles Grassoises		1 150	1 150
Comité des Fêtes de Saint Antoine		455	455
Comité de fêtes de Ste Anne		455	455
Cercle de Sainte-Anne		300	300

AVANCES CM DECEMBRE 2020	5 000		
TOTAL CM 23 MARS 2021		13 210	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			18 210

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 60 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR TOURISME - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 60

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR TOURISME
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	18 210 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur PERCHERON.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR SOCIAL SANTE

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
ADRIEN		600	600
AGIR ABCD		180	180
ASSO POUR L'ENSEIGNEMENT AUX ENFANTS MALADES		280	280
BANQUE ALIMENTAIRE		480	480
Comité des Œuvres Sociales	30 000	42 000	72 000
JALMALV		700	700
LES RESTOS DU COEUR		1370	1370
MEDIATION MOSAIQUE		500	500
OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES	8 500	8 350	16 850
UNAFAM		280	280
VALENTIN HAUY		380	380
Clin D'œil		480	480
France Alzheimer		300	300
HARPEGES / HARJES	30000	163250	193250
Amphore International		1000	1000
V.M.E.H		455	455
Parlons Ensemble		300	300
GOYA		200	200
Toujours Femme		480	480
Association des Paralysés de France		200	200
ADAPEI AM		500	500
CEW		3000	3000
Défi de femmes		300	300
Secours Catholique		480	480
Confèrence St Vincent de Paul		500	500
SAMI		900	900
Asso des Sapreurs pompiers Grasse Menton Humanitaire		500	500
Association d'Action Educative		500	500
AVANCES CM DECEMBRE 2020	68 500		
TOTAL CM 23 MARS 2021		228 465	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			296 965

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 61 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SANTE SOCIAL - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 61

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SOCIAL SANTE
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	296 965 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

24 MARS 2021

Délibération affichée le .....
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR MILITAIRE

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
A F F A A		250	250
A M M A C		400	400
A N O R R A		100	100
Amicale de la Police Municipale		1000	1000
Amicale des Sapeurs Pompiers de grasse		1 500	1 500
Amicale des troupes de marine et outre mer 06		150	150
Anciens combattants victime s de guerre Harkis		750	750
Sapeurs Pompiers Grasse Menton Humanitaire		500	500
Réunion des officiers français		200	200
S N E M M		550	550
Union Nationale des Parachutistes		300	300
Union Nationale des S/Officiers à la Retraite -UNSOR		600	600
Amicale des Portes Drapeaux de Cannes et Environs		150	150
Fédération Nationale des Forces Spèciales Alliées		300	300
Association des Anciens de la Préparation Militaire Marine		250	250
Les Véhicules Historiques du Tignet		500	500
Les EVAT du 3ème Régiment		700	700
Société des Membres de la Légion d'Honneur		400	400
TOTAL CM 23 MARS 2021	0	8 600	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			8 600

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 62 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR MILITAIRE - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 62

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR MILITAIRE
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	8 600 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur KISS.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE
A.M

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2021

SECTEUR SPORT

	AVANCE CM DECEMBRE 2020	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 23 MARS 2021	BP 2021 AVANCES COMPRISES
Aïkikai Club de Grasse		800	800
Ambiance Bouliste Cercle Grassois		4 500	4 500
Amical Motor Club de Grasse	12 000	10 530	22 530
Amicale Bouliste St Joseph		4 500	4 500
ASA Grasse	15 000	17 760	32 760
ASPTT Pays de Grasse Hand Ball	10 000	24 000	34 000
ASPTT Grasse	5 000	24 100	29 100
Association Sportive du Golf St Donat		910	910
Avenir de Grasse		6 000	6 000
Boxing Club de Grasse		3 250	3 250
Dojo Kushanku		650	650
Entente Gymnique Grassoise	12 000	9 840	21 840
Estérel Plongée		910	910
GAC	8 000	4 300	12 300
Grasse Echecs	7 000	7 200	14 200
Grasse Pelotari Club	5 000	5 000	10 000
Grasse Pétanque	6 000	4 000	10 000
Pays de Grasse Volley Ball	15 000	6 300	21 300
Groupe Montagne Altitude 500		800	800
Gymnastique Volontaire		910	910
Judo Club du Plan de Grasse		2 830	2 830
Karaté Challenger Grasse		2 000	2 000
Racing Club de Grasse	82 000	120 710	202 710
Rugby Olympique Grassois	82 000	120 710	202 710
Sempai de Grasse		3 500	3 500
Ski Club de Grasse	3 500	3 000	6 500
Sport Impact		1 000	1 000
Tennis Club de Grasse	12 000	11 210	23 210
Triathlon du Pays Grassois		8 300	8 300
Union Cycliste Grassoise		4 100	4 100
Union Sportive du Plan de Grasse	20 000	26 000	46 000
Union Sportive Grassoise	8 000	10 000	18 000
Les Chaussettes Jaunes		1 300	1 300
Spéléo-Club-Garagahl		500	500
Amicale cyclotouriste Grassoise		820	820
Twirling Baton		4 000	4 000
Académie Grassoise d'Aïkido		500	500
Family SK		750	750
Azur Sport et Performance		500	500
Grasse Hockey Club		1 000	1 000

AVANCES CM DECEMBRE 2020	302 500		
TOTAL CM 23 MARS 2021		458 990	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			761 490

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 63 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR SPORT - EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 63

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SPORT
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	761 490 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame COSTE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 64 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 64

DU 23 MARS 2021

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le vote du versement d'une subvention exceptionnelle à l'association ci-dessous désignée pour l'exercice 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DAF	DEPENSES	5 259,75 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

- Comité des œuvres sociales 5 259.75 €

Subvention exceptionnelle pour la cérémonie de remise des médailles au personnel communal

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 5 259,75 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante pour l'association bénéficiant d'une subvention ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

REQUALIFICATION DE L'HOTEL DES PARFUMS - QUARTIER DE LA FOUX
PROCEDURE DE DECLASSEMENT ANTICIPE EN VUE DE CESSION DE PARCELLES ET DE LOTS EN VOLUME DEPENDANT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

ETUDE D'IMPACT PLURIANNUELLE

En application de l'Article L2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques

I – LE CADRE LEGAL

L'Article L2141-2 du Code Général de la propriété des personnes publiques dispose que « le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public, peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement ».

Ce même article précise que « toute cession intervenant dans les conditions prévues au présent article donne lieu, sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa, à une délibération motivée de l'organe délibérant de la collectivité territoriale auquel appartient l'immeuble cédé ».

Ainsi, la commune dispose de la faculté de procéder par anticipation au déclassement d'un bien relevant du domaine public, en décidant par avance de la prise d'effet de l'acte de désaffectation.

La désaffectation c'est-à-dire l'arrêt du fonctionnement du service public ou de l'affectation à l'usage direct du public, doit intervenir dans un délai de 3 ans à partir de l'acte de l'acte de déclassement, et peut être porté à 6 ans par l'autorité administrative lorsqu'il s'agit d'une opération de construction, restauration ou déménagement.

La cession avec déclassement anticipé donne lieu à une délibération motivée de la collectivité sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent à la construction et à la réalisation du projet.

Il est apparu important au législateur d'aménager ce délai, de le proroger, et d'éviter que le recours au déclassement par anticipation donne lieu à la résolution d'une vente ayant pour effet à terme de décourager les professionnels de l'immobilier de traiter avec une personne publique.

En effet, l'acte de vente ou l'avant contrat stipule obligatoirement que la vente sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue dans ce délai.

Des clauses relatives aux conditions de libération de l'immeuble par le service public ou de reconstitution des espaces affectés à l'usage direct du public doivent obligatoirement figurés dans l'acte.

II – LE CONTEXTE LOCAL : L'HOTEL DES PARFUMS

La résidence hôtelière « HOTEL DES PARFUMS » située entre le Boulevard Charabot et l'Avenue Emmanuel Baudoin est implantée sur le parking public de la Foux.

Il s'agit d'un établissement à l'origine 3 étoiles qui s'est dégradé au fil du temps et qui a cessé toute activité depuis 2013.

Depuis plusieurs années l'intervention de la collectivité publique a été requise pour la mise en œuvre des pouvoirs de la police du Maire afin de sécuriser les lieux face aux risques de squat, destruction, mise en danger de la vie des riverains, troubles à la tranquillité publique.

La Société FINAREAL s'est intéressée au site et a développé un projet consistant en la démolition de cette structure vétuste et peu esthétique, pour concevoir à la place, la construction d'un hôtel 4 étoiles, plus grand, doté de 82 chambres, bénéficiant d'une haute qualité architecturale.

Le projet de la Société FINAREAL intègre diverses parcelles relevant du domaine privé de la commune, il s'agit des parcelles cadastrées Section BD n°249, 251 et 253, respectivement pour 5 m2, 6 m2 et 10 m2 en nature de jardin, et des emprises constituant des dépendances du domaine public à savoir :

- 121 m2 jouxtant l'allée Jean Moulin, à usage de voie publique
- un volume d'une assiette de 188 m2, à détacher de la parcelle BD 256 située à l'extrême sud du parking de La Foux, à usage d'espace vert.
- 2 volumes à extraire du volume n°3 de la parcelle BD 257 à savoir :
    - volume n° 5 d'une assiette de 123 m2 à usage de coursive
    - volume n° 6 d'une assiette de 110 m2 à usage d'espace vert confrontant l'allée Jean Moulin et l'Avenue Maréchal Juin.

Les parcelles relevant du domaine privé sont exclues du champ des présentes.

III – LES MOTIVATIONS

Le projet de la Société FINAREAL intègre les parcelles communales visées ci-dessus à usage d'espace vert en maintenant cette destination et en valorisant ainsi le volume de la parcelle BD 256, qui sera traité dans la majeure partie (172 m2) en jardin aromatique. Une zone non aedificandi sera créée sur ces emprises. Les autres volumes ou emprises feront partie intégrante de la construction de la résidence hôtelière.

Partant du constat que l'offre hôtelière de qualité restait faible sur le territoire de la commune, notamment dans le centre historique et dans ses abords, la Commune souhaite encourager les initiatives privées proposant une réponse en adéquation avec les attentes du marché touristique.

Il est rappelé que dès 2007, dans son rapport de présentation, le PLU indiquait que le dynamisme de l'économie locale reposait sur l'attractivité touristique. Cette affirmation s'est confirmée dans les choix des municipalités successives jusqu'à ce jour, en terme de marketing territorial et grâce à la reconnaissance par les plus hautes instances internationales du savoir-faire lié au parfum.

Dans le même temps, afin de permettre la redynamisation du centre historique, la Ville de Grasse a soutenu et impulsé diverses opérations d'aménagement à sa périphérie, qu'elles soient publiques ou privées, sur des sites emblématiques de Grasse en vue de leur requalification.

- Ainsi, la cession foncière de terrains communaux a été nécessaire pour assurer la réhabilitation des Fontaines Parfumées et l'ouverture de la Maison du Parfum commune à Louis VUITTON et Christian DIOR. Ces ateliers représentant la démonstration du savoir-faire du groupe LVMH jouxtent l'actuelle résidence hôtelière des Parfums.
- Dans le cadre du Programme national de Rénovation Urbaine pour enrayer les dysfonctionnements et la paupérisation du centre ancien, une opération de restructuration urbaine et commerciale sur les 2 hectares de la ZAC MARTELLY a été engagée, afin de créer en porte d'entrée de ville, commerces, cinéma, logements et parkings
- L'ancien palais de justice va faire l'objet d'une rénovation afin d'accueillir des écoles de haut niveau dans la perspective de créer un pôle d'enseignement supérieur.

IV – IMPACT SUR LA VILLE DE GRASSE

Conformément aux dispositions de dispositions de l'article 35 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, de l'article L2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'étude d'impact objet des présentes a pour mission, s'agissant d'une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier, de permettre au conseil municipal de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa.

En effet, « l'étude d'impact pluriannuelle permet en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée, Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité » (Assemblée nationale, travaux parlementaires, déclassement anticipé (n°3668) 25 avril 2016).

A) Les inconvénients éventuels de l'opération de cession avec déclassement anticipé

La difficulté réside dans le fait que le déclassement des parcelles appartenant à la Commune de Grasse, rappelées ci-après :

- 121 m2 jouxtant l'allée Jean Moulin à usage de voie publique
- Un volume d'une assiette de 188 m2 à détacher de la parcelle BD 256 située à l'extérieur sud du parking de La Foux à usage d'espace vert.
- 2 volumes à extraire du volume n°3 de la parcelle BD 257 à savoir :
    - volume n° 5 : d'une assiette de 123 m2 à usage de coursive
    - volume n° 6 : d'une assiette de 110 m2 à usage d'espace vert confrontant l'allée Jean Moulin et l'Avenue Maréchal Juin.

sera prononcé, alors que celles-ci seront toujours affectées à l'usage direct du public.

Le déclassement par anticipation, une fois prononcé, fixe le délai dans lequel de désaffectation devra avoir lieu, soit au plus tard le 29 septembre 2023 ou le 29 septembre 2026 en cas de prorogation du délai.
La désaffectation sera constatée par exploit d'huissier et affiché sur site.
A compter du transfert de propriété, à savoir l'acte authentique suivant les dispositions de l'avant-contrat (promesse de vente, compromis...), une convention précisera les conditions et modalités de mise à disposition des espaces publics cédés, maintenus ouverts au public.

Il sera stipuler dans l'acte authentique de vente, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :

- que la désaffectation de l'immeuble vendu devra intervenir au plus tard le29 septembre 2023 (avec prorogation possible de 3 ans) ; elle sera constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits,

- les conditions de la libération de l'immeuble vendu savoir : libération effective et constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits,

- une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti ;

Les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le paiement du prix,

Aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

B) **Les avantages de l'opération de cession du terrain communal avec déclassement anticipé**

Comme expliqué ci-dessus, la vente d'un terrain dépendant du domaine public d'une commune ne peut être actée que lorsque le terrain a été déclassé du domaine public. Pour être déclassé, le terrain doit ne plus être affecté à l'usage du public.
L'avantage de ces nouvelles dispositions liées au déclassement par anticipation permet à la Commune de Grasse de décider du déclassement alors même que le conseil municipal n'a pas encore constaté la désaffectation du terrain encore à l'usage direct du public facilitant le développement économique du projet en permettant à l'opérateur de déposer son permis de construire sur le terrain communal, pré commercialiser son programme et plus généralement purger toutes les conditions suspensives qui seront fixées dans le compromis de vente alors même que les usagers continueront à profiter du tènement foncier à céder.

V – VOLET FINANCIER DE L'OPERATION

La recette encaissée par la Commune réside principalement dans le versement du prix de vente fixé entre les parties à 90 000 Euros. Ce montant englobe également la valorisation des parcelles BD 249, 251 et 253, relevant du domaine privé et non concernées par la présente étude, chiffrées à 2 400 Euros.

Accessoirement, il faut ajouter la perception des taxes d'urbanisme liées au permis de construire et celles induites par la fiscalité.

Les frais engendrés par l'établissement des actes authentiques ainsi que les frais de géomètre, seront à la charge de l'acquéreur, la Société FINAREAL.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 65 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN DECLASSEMENT PREALABLE - MODIFICATIONS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 65

DU 23 MARS 2021

VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN DECLASSEMENT PREALABLE - MODIFICATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par délibération du 29 septembre 2020, le conseil municipal a accepté de vendre à la SCI Hôtel des Parfums diverses parcelles dans le cadre du projet de réhabilitation de l'Hôtel des Parfums et le déclassement anticipé des parcelles du domaine public. Le promoteur accepte d'acquérir sans la purge des recours. Dès lors cette condition est retirée.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	RECETTES	90 000 €

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n° 2017-170 du 19 septembre 2017 relative au projet de démolition-reconstruction de l'Hôtel des Parfums,

Vu la délibération n° 2020-120 du 29 septembre 2020 relative à la cession à la SCI Hôtel des Parfums de diverses parcelles dans le cadre du projet de réhabilitation de l'Hôtel des Parfums avec déclassement anticipé des parcelles du domaine public concernées,

Vu le Permis de Construire n°00606918 E0061 délivré le 6 novembre 2018,

Rappel :

Considérant que la Société SCI Hôtel des Parfums (filiale de la société FINAREAL) s'est portée acquéreur de l'Hôtel des Parfums en vue de sa réhabilitation et de la réalisation d'un complexe hôtelier après démolition du bâtiment actuel et construction d'un nouvel hôtel 4 étoiles et d'un jardin aromatique situé à l'extrémité sud du tènement ;

Considérant que l'emprise du projet se situe sur une parcelle de forme allongée et triangulaire délimitée par le boulevard Eugène CHARABOT en amont et l'avenue Yves-Emmanuel BAUDOIN en aval et dont l'extrémité sud correspond à l'emprise supérieure du parking semi-enterré de La Foux,

Considérant que la Société SCI Hôtel des Parfums a sollicité la ville de Grasse en vue de l'acquisition d'emprises relevant de régimes juridiques différents ayant vocation à être rattachées au projet précité

Considérant que par délibération du 29 septembre 2020 il a été décidé d'initier le déclassement par anticipation des parcelles suivantes du Domaine Public:

- partie du Domaine Public d'une superficie de 121 m² qui jouxte l'Allée Jean Moulin de teinte orange au Plan de division foncière,
- volumes n°5 et 6 de la parcelle Section BD n°257,
- volume n°1 de la parcelle Section BD n°256

Considérant que Monsieur le Maire a été autorisé à vendre les parcelles BD n°249 (5 m²), n°251 (6 m²), n°253 (10 m²), la parcelle BD n°316 détachée du Domaine public (121 m²) située allée Jean Moulin, les volumes n°5 et 6 de la parcelle BD n°257 d'une assiette foncière de 233 m², et le volume n°1 de la parcelle BD n°256 d'une assiette foncière de 188 m² pour montant total de 90 000 € à la SCI Hôtel des Parfums ou tout autre société créée à cet effet se substituant dans ses droits ; ceci sous la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu sur l'assiette foncière incluant les parcelles précitées.

Considérant que l'acquéreur accepte d'acquérir ces parcelles sans la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la modification de la délibération en date du 29 septembre 2020 par laquelle la Ville cède les parcelles BD n°249 (5 m²), n°251 (6 m²), n°253 (10 m²), la parcelle BD n°316 détachée du Domaine public (121 m²) située allée Jean Moulin, les volumes n°5 et 6 de la parcelle BD n°257 d'une assiette foncière de 233 m², et le volume n°1 de la parcelle BD n°256 d'une assiette foncière de 188 m² pour un montant total de 90 000 € à la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet se substituant dans ses droits ; en tant que cette cession n'est plus subordonnée à la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu sur l'assiette foncière incluant les parcelles précitées.

- **AUTORISER** que le paiement du prix de la vente ait lieu de la manière suivante : au moyen d'un versement correspondant à la moitié du prix soit 45 000€ le jour de la signature de l'acte authentique de vente et le solde stipulé payable dans les 18 mois de la signature de cet acte. A la garantie du paiement du solde du prix, la commune bénéficiera du privilège de vendeur et de l'action résolutoire.

- **STIPULER** dans l'acte authentique de vente ce qui suit, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :
  - Que la désaffectation de l'immeuble vendu devra intervenir au plus tard le 29 septembre 2023 (avec prorogation possible de 3 ans) ; elle sera constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits ;
  - Les conditions de la libération de l'immeuble vendu à savoir : libération effective et constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits ;
  - Une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti ;
  - Les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le paiement du prix,
  - Aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

- DONNER **tous pouvoirs à Monsieur le Maire ou à l'Adjoint délégué :**
  - pour régulariser l'acte authentique de vente de l'immeuble désigné ci-dessus ;
  - pour régulariser la convention de mise à disposition de cet immeuble, par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits, au profit de la Commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 66 **ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE DU PLAN DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 66

DU 23 MARS 2021

ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE DU PLAN DE GRASSE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville acquiert les locaux loués et occupés par le Service Proximité, sis 2 avenue Louis Cauvin au Plan de Grasse, pour un montant de 120 000 euros.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSE	120 000 euros

Madame Karine GIGODOT expose :

Considérant que la ville de Grasse a pris en location, aux termes des baux conclus le 1er juin 2012, pour une durée de 3 ans renouvelable, des locaux sis 2 avenue Louis Cauvin, parcelle cadastrée Section DP n° 180.

Considérant que ces espaces ont été aménagés et sont occupés par le Service Proximité et constitue la base logistique des équipes en charge des quartiers du Plan de Grasse et de Plascassier,

Considérant que ces biens appartiennent à deux sociétés :

- Société IRIS, représentée par son gérant M. Christian DUGUINE, propriétaire des lots suivants :
  - lot n° 14 : atelier en rez-de-chaussée à l'extrémité Est de la cour marchande d'une superficie au sol de 50 m² environ et d'une mezzanine.
  - lot n° 28 : parking portant le n°5 au plan des parkings
- Société ESSENTIA, représentée par son gérant M. Christian DUGUINE, propriétaire des lots suivants :
  - lot n° 13 : atelier avec bureau en rez-de-chaussée donnant sur la cour marchande avec accès par la cour de service d'une superficie de 69 m² environ et mezzanine
  - lot n° 29 : parking portant le n° 6 au plan des parkings

Considérant qu'à la faveur de la période triennale contractuelle, la commune s'est rapprochée des propriétaires pour faire part de sa volonté d'acquérir les biens et qu'un accord amiable est intervenu sur la base globale de 120 000 € confirmée par l'avis du Domaine du 27 janvier 2021,

Considérant que cette somme de 120 000 € se répartit, à la demande du gérant unique de ces 2 sociétés de la manière suivante :

- 35 000 € pour les lots n° 14 et 28 appartenant à la Société IRIS
- 85 000 € pour les lots n° 13 et 29 appartenant à la Société ESSENTIA

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

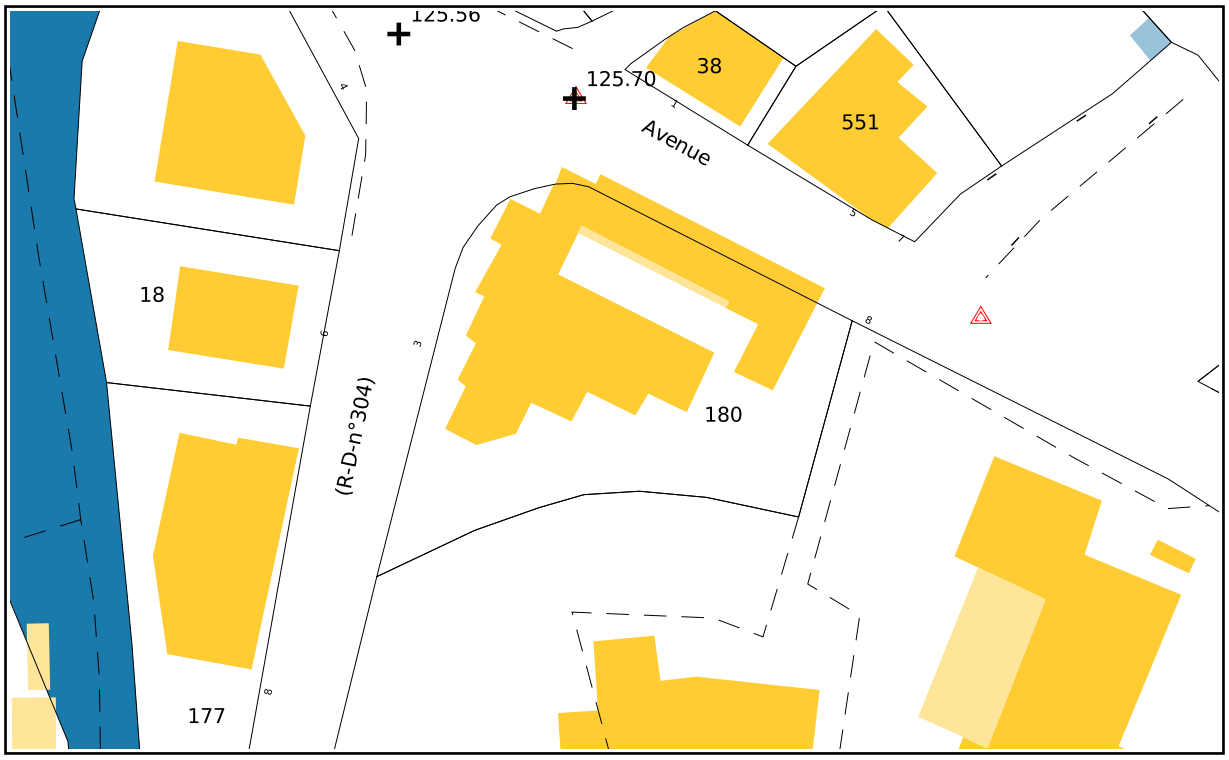
- **ADOPTER** le principe de l'acquisition amiable des lots n° 14 et 28 appartenant à la Société IRIS moyennant le versement de la somme de 35 000 € et des lots n° 13 et 29 appartenant à la Société ESSENTIA moyennant le versement de la somme de 85 000 € ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe Morel, Adjoint délégué à signer pour le compte de la Commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment, l'acte authentique appelé à constater le transfert de propriété au profit de la collectivité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale des Finances publiques des Alpes-Maritimes

Pôle d'évaluation domaniale

15 bis rue Delille
06073 NICE CEDEX 1

téléphone : 04 92 17 76 51
mél. : ddfip06.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nadine TEDESCHI

Téléphone : 04 92 17 76 29
Courriel : nadine.tedeschi@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 3350217
Réf Lido : 2021- 069V0044 et 0045

Nice, le 27 janvier 2021

Le Directeur à

COMMUNE DE GRASSE MAIRIE
SERVICES FONCIERS
PL DU PETIT PUY
BP 12069
06131 GRASSE CEDEX

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Locaux commerciaux
Adresse du bien :	2 avenue Louis Cauvin 06130 GRASSE
Valeur vénale :	Le prix de 120 000 € ht pour l'ensemble des lots peut être accepté

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT

Commune de Grasse

Affaire suivie par : Mr Laurent PASCAL, Responsable Service foncier

2 – DATE

de consultation : 13 janvier 2021

de réception : 13 janvier 2021

de visite : -

de dossier en état : 13 janvier 2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet d'acquisition amiable des locaux appartenant aux sociétés IRIS et ESSENTIA loués par la Commune de Grasse et affectés au Service de Proximité du quartier.

Le prix négocié ou demandé est de 120 000 € pour l'ensemble des lots .

La délibération concernant ce projet est inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal du 9 février 2021.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : DP 180

Description du bien :

- **Societe ESSENTIA** : lot n°13 à usage d'atelier et bureau au rez-de-chaussée d'une superficie de 69 m² environ avec mezzanine et lot n°29 à usage de parking

Extrait de bail du 04 juillet 2012 entre la société ESSENTIA et la Commune :

DESIGNATION

Le Lot n° 13, un atelier avec un bureau en rez de chaussée donnant sur la cour marchande, avec accès par la cour de service d'une superficie au sol de 69,22 m2 et d'une mezzanine à usage de rangement sis au PLAN de GRASSE - 06130 au 2, Avenue Louis Cauvin édifié sur une parcelle cadastrée section DP n°180 et le Lot n° 29 : parking.

CONDITIONS PARTICULIERES :

Dans le cadre de l'installation du Service Proximité et pour la bonne marche de ce service, il sera fait par le Preneur, une installation propre à sa destination soient : deux cabines de douches, un W.C., un local vestiaire ainsi qu'un local coin repas pour le personnel.

- **Societe IRIS** : lot n°14 à usage d'atelier et bureau au rez-de-chaussée d'une superficie de 50m² environ avec mezzanine et lot n°28 a usage de parking

Extrait du bail du 04 juillet 2012 entre la société IRIS et la Commune :

DESIGNATION

Le Lot n° 14, un atelier en rez de chaussée à l'extrémité Est de la cour marchande, donnant sur cette cour, avec accès par la cour de service d'une superficie au sol de 50,41 m2 et d'une mezzanine à usage de rangement sis au PLAN de GRASSE - 06130 au 3, Route de la Paoute édifié sur une parcelle cadastrée section DP n°180 et le Lot n° 28 : parking.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire :

- SCI IRIS pour les lots 14 et 28

- SCI ESSENTIA pour les lots 13 et 29

Les deux sociétés ont le même gérant.

Situation d'occupation : location par les services de la Commune

6 – URBANISME – RÉSEAUX

Non fourni

7 – DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale a été déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à ceux à évaluer.

Le prix de 120 000 € ht pour l'ensemble des lots peut être accepté.

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité de l'avis est fixée à 12 mois.

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Laurence GODEFROY
Inspectrice Principale des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Route
d emprise
Limite
Ville
de
Grasse
ELEVATION DEVELOPPEE DU MUR
500
6
5
3
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
125
126
127
128
129
130

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 67 RISQUE CONTENTIEUX - PROVISION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 67

DU 23 MARS 2021

RISQUE CONTENTIEUX
PROVISION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération consiste à provisionner des sommes dues à des demandes indemnitaires, dans le cadre de dossiers contentieux dans lesquels la responsabilité de la commune est mise en cause.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	Provision	189 831,86 euros

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2321-2 et R 2321-2 ;

Considérant qu'il est nécessaire de constituer une provision à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait résulter d'un risque contentieux ;

Considérant qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à payer un montant significatif ;

Considérant que deux dossiers dans des instances en cours présentent des risques indemnitaires pour la Ville,

Considérant en premier lieu que par requête du 5 avril 2018, la compagnie d'assurance GAN et la société Les Parfumeries FRAGONARD ont sollicité la condamnation de la commune de Grasse d'avoir à réparer l'ensemble des préjudices subis par elles, suite à un sinistre dégâts des eaux du 13 septembre 2015 ;

Les désordres ont pour cause le débordement du canal qui serpente à l'intérieur des immeubles privés de la vieille ville de Grasse. Les requérantes entendent rechercher la responsabilité civile sans faute de la commune de Grasse.

Elles se fondent sur le rapport de l'expert judiciaire qui retient que ledit canal serait « devenu à tout le moins par destination » un ouvrage public, dont l'entretien incomberait exclusivement à la commune de Grasse.

Il apparait de la police d'assurance « Responsabilité Civile de la commune » applicable que sont exclus « les dommages causés par infiltrations, refoulements, débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau, de bassin ou de canaux ... ».

Les requérantes demandent la condamnation de la commune de Grasse, pour Les Parfumerie FRAGONARD, au versement de la somme de 5 980,78 euros (soit 500,00 euros au titre du préjudice matériel + 5 480,78 euros au titre du préjudice immatériel) au titre des franchises demeurées à sa charge et pour la compagnie d'assurance LE GAN subrogée dans les droits de la Sté LES PARFUMERIES FRAGONARD, au versement de la somme totale de 154 529,08 euros (soit 136.441,86 euros au titre du préjudice matériel + 18 087,22 euros au titre du préjudice immatériel) en remboursement desdits préjudices matériels et immatériels par elle indemnisés.

De plus, elles sollicitent la condamnation de la ville de Grasse à leur verser la somme de 5 000,00 euros au titre de l'article L 761-1 du Code de Justice Administrative + 11 075,00 euros aux entiers dépens selon ordonnance de taxe du 7 novembre 2017.

Considérant en deuxième lieu que par jugement du 4 juillet 2019 duquel il a été fait appel, la commune de Grasse a été condamné à leur verser la somme de 1 520 euros (franchise restant à la charge de Monsieur ANSQUER) et de 11 727,00 euros à la société GMF ASSURANCES subrogée dans les droits de Monsieur ANSQUER, ces sommes devant être assorties des intérêts légaux à compter de la décision à intervenir, en réparation des dommages subis par la propriété de Monsieur ANSQUER en raison d'un débordement des eaux pluviales du vallon des Parettes.

En effet, dans ce dossier sinistre « dégât des eaux », la responsabilité de la commune de Grasse est recherchée en raison des dommages occasionnés à la propriété de Monsieur ANSQUER par le déversement sur celle-ci des eaux pluviales du vallon des Parettes, suite aux fortes précipitations survenues le 3 octobre 2015.

Ce sinistre ne peut être couvert au titre du contrat d'assurance responsabilité civile de la commune car les dommages causés par infiltrations, refoulements, débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau, de bassin ou de canaux » font l'objet d'une exclusion.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision semi-budgétaire pour risque sur contentieux, d'un montant total de 189 831,86 euros sur le budget principal 2021, au titre des risques concernant les deux dossiers susvisés devant les juridictions ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la réalisation des présentes affaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Gaëlle JAHAN | Psychologue - Psychothérapeute
N°ADELI : 069321552

26 chemin des Roumioux
06130 GRASSE
07 68 00 90 49

FACTURE

FACTURE N°201114-2
DU 14 NOVEMBRE 2020

À L'ATTENTION DE GWENAELLE SALA

DÉSIGNATION	TOTAL TTC
3 Consultations de psychologie : - 27/10/20 : 60 € - 07/11/20 : 90 € - 14/11/20 : 60 €	210 €

Facture acquittée.

CHRYZALIS

SIRET : 883 936 981 00017

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 68 REMBOURSEMENT DE FRAIS MEDICAUX NON PRIS PAR ASSURANCE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 68

DU 23 MARS 2021

REMBOURSEMENT DE FRAIS MEDICAUX NON PRIS PAR ASSURANCE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La commune de Grasse entend procéder au remboursement des frais médicaux avancés par Madame SALA suite à l'accident corporel de son fils, survenu le 5 octobre 2020 dans la cour de l'école durant la pose méridienne.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSES	210 €

Madame Karine GIGODOT expose :

Considérant qu'à la date du 5 octobre 2020, l'enfant de Madame SALA a été victime d'une chute corporelle ayant entraîné un traumatisme crânien dans la cour de l'école durant la pause méridienne ;

Considérant qu'il a été prescrit des séances de psychologue à l'enfant ;

Considérant que ces frais médicaux ont été avancés par Madame SALA ;

Considérant que ces frais médicaux ne sont pas pris en charge par les organismes sociaux ;

Considérant que le contrat d'assurance « Responsabilité Civile » de la commune ne couvre pas ces frais médicaux hors nomenclature de la Sécurité Sociale ;

Il convient de procéder au remboursement des frais médicaux avancés par Madame SALA suite à cet accident corporel survenu à son enfant placé sous la responsabilité de la commune de Grasse.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à procéder au remboursement de la somme de 210 euros à Madame SALA conformément aux factures acquittées jointes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M



CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE :

- LA *SOCIETE DES EDITEURS ET AUTEURS DE MUSIQUE (SEAM)*
  31, rue de Châteaudun 75009 Paris
  représentée par sa Directrice Générale , Philippine GIRARD-LEDUC

Ci-après dénommée « *SEAM* »

ET : Mairie de Grasse
06130 GRASSE

Représenté par Monsieur Jérome Viaud, Maire

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

PREAMBULE

La *SEAM (Société des Éditeurs et Auteurs de Musique)* est la société de perception et de répartition de droits de propriété littéraire et artistique agréée, conformément aux articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la Propriété Intellectuelle, en matière de droit de reproduction par reprographie des œuvres musicales graphiques. Elle perçoit et répartit également la rémunération pour copie privée numérique graphique.

Conformément aux dispositions des articles L. 324-17 et R. 321-6 du Code de la Propriété Intellectuelle, la *SEAM* a pour mission d'affecter aux actions susvisées une partie des sommes perçues au titre de la copie privée.

Conformément aux dispositions des articles susvisées et de l'article R. 321-7 du Code de la Propriété Intellectuelle, les parties ont décidé de conclure la présente convention.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'octroi de l'aide financière allouée par la *SEAM* en vue de l'achat de partitions du commerce par le bénéficiaire pour l'année scolaire 2020/2021 ou l'année civile 2021.

Le montant total alloué est **1 300,00** Euros

Article 2. Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la *SEAM* l'ensemble des factures des achats correspondants au budget total présenté dans la demande d'aide dans un délai d'un an à compter de la date de la signature de la convention de financement soit un montant à justifier de **1 600,00** Euros.

Il s'engage également à respecter les droits des auteurs, des compositeurs et des éditeurs de musique.

Article 3. Conditions

Sous réserve de la production par le bénéficiaire des documents visés à l'article 2, la *SEAM* s'engage à verser au bénéficiaire une aide d'un montant de : **1 300,00** Euros.

Cette aide sera versée en une seule fois à réception de la totalité des factures du budget déclaré.

Si les achats ne devaient se réaliser que partiellement, la *SEAM* se réserve la possibilité de diminuer le montant de l'aide.

Si les documents visés à l'article 2 n'étaient pas envoyés dans le délai d'un an, le bénéficiaire s'engage à restituer à la *SEAM* les sommes perçues.

Article 4. Résiliation de la convention

Étant expressément entendu entre les parties que la présente convention est conclue dans le seul intérêt du bénéficiaire de l'aide, il est convenu que la *SEAM* pourra mettre fin de plein droit à la convention dans le cas d'un non respect des obligations mises à la charge du bénéficiaire dans le cadre de la présente convention.

Article 5. Compétence

En cas de contestation quant à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties saisiront les tribunaux compétents de PARIS.

Fait à Paris, le 14 décembre 2020

Pour la *SEAM* , sa Directrice Générale

Madame Philippine Girard-Leduc



Pour le bénéficiaire

Le Maire

Jérôme VIAUD

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 69 **CONSERVATOIRE DE MUSIQUE**
AIDE FINANCIERE DE LA SEAM

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 69

DU 23 MARS 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
AIDE FINANCIERE DE LA SEAM

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de financement avec la SEAM, suite à l'attribution d'une aide financière par cet organisme.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	RECETTES	1 300 €

Monsieur le Maire expose :

Considérant que le Conservatoire de Musique à Rayonnement Communal de Grasse a besoin d'acheter de nombreuses partitions pour l'enseignement des différentes disciplines, les examens et les concerts d'élèves,

Considérant que le Conservatoire de Musique de Grasse a déposé un dossier de demande d'aide financière auprès de la Société des Éditeurs et Auteurs de Musique (SEAM, société civile de perception et de répartition pour la reprographie de musique et pour certains droits numériques de la musique graphique) pour l'achat de partitions,

Considérant que la SEAM a décidé d'attribuer une aide de 1 300 € au Conservatoire de Grasse pour l'année scolaire 2020-2021, sous condition d'achat de partitions d'un montant minimum de 1 600 €,

Considérant qu'une convention de financement entre la Commune et la SEAM doit acter les conditions d'octroi de cette aide,

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention de financement jointe en annexe.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de financement avec la SEAM actant l'attribution d'une aide de 1 300 € au Conservatoire de musique de Grasse pour l'achat de partitions.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 70 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
REMISES SUR DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 – 70

DU 23 MARS 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
REMISE SUR DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION – CRISE SANITAIRE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir les remises accordées sur les droits annuels d'inscription aux familles inscrites au Conservatoire de Musique de Grasse pendant la crise sanitaire de la COVID-19.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	DÉPENSES	20.000 € maximum

Monsieur le Maire expose :

Vues les contraintes imposées par le Gouvernement pendant la crise sanitaire du COVID-19 interdisant aux enseignants des conservatoires d'assurer leurs cours « en présentiel »,

Considérant que les cours donnés « à distance » via un écran de téléphone ou d'ordinateur ne remplacent pas les cours dits « en présentiel », malgré la bonne volonté des enseignants,

Considérant donc que l'enseignement proposé « à distance » par les professeurs du Conservatoire de Musique ne correspond pas à celui qui est attendu par les élèves lors de leur inscription au Conservatoire,

Considérant que le gouvernement a permis certains cours en présentiel après le 2ème confinement de novembre 2020 mais pas pour tous les enseignements,

Considérant les demandes des élèves et de leurs parents d'obtenir une baisse des droits annuels d'inscription depuis mars 2020,

Considérant que la crise sanitaire modifiant régulièrement les conditions d'accueil des élèves au Conservatoire, crée une instabilité sur la continuité pédagogique tout au long de l'année,

Considérant par conséquent, qu'une remise financière peut être envisagée de manière légitime pour les élèves du Conservatoire,

Je vous propose les remises suivantes pour les deux dernières années scolaires :

Pour l'année scolaire 2019-2020 :

Montant et bénéficiaires de la remise exceptionnelle :

- Les élèves inscrits en « pratiques collectives instrumentales et/ou vocales seules » bénéficient d'une remise égale à un tiers des droits annuels d'inscription, correspondant au 3ème trimestre de l'année.

Modalités d'application :

- Un avoir est déduit des droits annuels d'inscription de l'année scolaire 2020-2021.

Pour l'année scolaire 2020-2021 :

Montants et bénéficiaires des remises :

- Une remise **mensuelle de 100%** est accordée aux élèves dont la discipline principale ne peut s'effectuer par un cours à distance :
  - Les « pratiques collectives instrumentales et/ou vocales seules »
  - La classe d'éveil
  - La classe d'orgue (à l'exception des élèves CLAM dont les cours ont été maintenus en présentiel et les élèves dont les cours ont été donnés à la Cathédrale de Grasse)

- Une remise **annuelle de 20%** est accordée à tous les autres élèves.

La commission "Vivre ensemble" ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** les remises accordées sur les droits annuels d'inscription aux familles inscrites au Conservatoire de Musique de Grasse.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Pour rappel, les droits d'inscription annuels du Conservatoire sont :

	Élève de moins de 25 ans au 1er septembre		Élève (adulte) de 25 ans ou plus, au 1er septembre	
	grassois	non grassois	grassois	non grassois
Un enseignement théorique* et un instrument (inclus les pratiques collectives) - cursus diplômant ou cursus non diplômant	210 €	330 €	270 €	420 €
- un instrument supplémentaire ou un instrument seul ou méthode Suzuki (inclus les pratiques collectives) - un enseignement théorique* supplémentaire ou un enseignement théorique* seul (inclus les pratiques collectives)	135 €	225 €	180 €	270 €
- pratiques collectives instrumentales et/ou vocales seules	60 €	99 €	81 €	120 €

** éveil musical ou formation musicale ou option musique au Bac (liste non exhaustive)*

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD**, **Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil de communauté en date du 1er avril 2021,

ci-après dénommé « la CAPG»,

Et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil municipal en date du xxx,

ci-après dénommé « la Commune »,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération du conseil de communauté en date du 1ER avril 2021, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Commune de Grasse pour la réalisation du programme ci-après :

CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT « VERT »
RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE A GRASSE

dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **6 070 858 € HT, soit 7 285 029 € TTC**.

Par délibération en date du XXX, le Conseil municipal de Grasse a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**, objet de la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNE

La mission de la Commune porte sur les éléments suivants :

- Étude de la faisabilité technique et financière du projet ;
- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Établissement, transmission et suivi des dossiers de demande de subventions ; Demande de versements des acomptes et soldes au cofinanceur ;
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'opération sera réalisée ;
- Préparation du choix du Maître d'œuvre ; Signature et gestion du Marché de Maîtrise d'œuvre ; Versement de la rémunération du Maître d'œuvre ;
- Préparation des dossiers d'urbanisme (permis de construire notamment) ou d'autorisations réglementaires (AT) pour le compte du Maître d'ouvrage ;
- Préparation du choix du Contrôleur Technique, CSPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au Maître d'Ouvrage ; Signature et gestion des Marchés de CTC, CSPS ou autres ; Versement de la rémunération au CTC, CSPS, ou autre ;
- Préparation du choix puis signature et gestion du contrat d'assurance dommages ouvrages le cas échéant ;
- Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs ; Signature et gestion des Marchés de Travaux et Fournitures ; Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs ;
- Suivi des travaux ; Réception des Travaux ; Suivi des levées de réserves et des désordres durant l'année de GPA ;
- Gestion administrative, financière et comptable de l'opération jusqu'au quitus ;
- Règlement des litiges d'ordre juridique

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la Commune, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune se verrait contrainte de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de la CAPG, un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si la CAPG estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4-1 Financement

Le financement complet de l'opération sera assuré, suivant **le plan de financement prévisionnel** suivant :

DEPENSES € HT		RECETTES €	
Travaux	5 044 694	CD06 (Contrat de territoire 2021-26)	1 800 000
		Région Sud CRET 2	2 154 762
Etudes	584 164	Etat (DSIL Travaux)	600 180
		Banque des territoires	65 000
Equipements	442 000	ETAT (DSIL Equipement)	210 000
		Part CAPG	**1 240 916**
TOTAL € HT	**6 070 858**	**TOTAL €**	**6 070 858**

Ce plan sera finalisé après l'obtention des diverses subventions et permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de la *Communauté*.

4.2 Avances versées par la CAPG

La Communauté d'agglomération s'engage à verser des participations permettant de couvrir l'avancement du projet selon le plan de financement prévisionnel qui sera établi en concertation entre les deux parties. Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la *Communauté* versera à la *Commune* une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera communiqué par *la Commune*.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes, de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la *Commune* durant la période à venir, jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.3 Remboursement

En cas de trop perçu, *la Commune* remboursera à *la Communauté d'Agglomération* l'excédent éventuel de l'avance versée par cette dernière lors de la clôture de l'opération.

ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

Sans objet

ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

6-1 – La CAPG et ses agents pourront demander à tout moment à la Commune la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Commune* communiquera régulièrement à *la Communauté d'Agglomération* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, la Commune devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par la CAPG, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les dispositions légales relatives aux marchés publics, telles qu'elles ressortent de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et des décrets du 25 mars 2016. Les contrats seront signés par le **Maire de la commune**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions légales.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par la Commune reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Approbation des avant-projets

La Commune n'a pas mission de définir le programme de l'opération. Ce dernier sera défini par la CAPG, en concertation avec le Maître d'œuvre choisi.

La Commune organisera toute réunion de travail nécessaire à la définition du projet.

7-4 – Réception des ouvrages

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable de la CAPG avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Maire de la commune de Grasse**.

La réception emporte transfert à *la Communauté d'Agglomération* de la garde des ouvrages.

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la Commune prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception,
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- Établissement du bilan général et définitif de l'opération,
- Régularisation comptable.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

Le mandat prend effet à compter de la notification de la présente convention. A partir de cette date, la Ville succède à la CAPG dans ses droits et obligations vis-à-vis des tiers pour l'exécution des missions qui lui sont confiées par le présent mandat.

La présente convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

ARTICLE 10 – CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

La Ville de Grasse pourra agir en justice pour le compte de la CAPG jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. La Ville de Grasse devra, avant toute action, demander l'accord de la CAPG.

Cependant, aucune action en matière de garantie décennale et garantie de bon fonctionnement n'est du ressort de la Ville de Grasse.

	ARTICLE 11 – ASSURANCES / RESPONSABILITE	

La Ville de Grasse s'engage à supporter seule toutes les conséquences pouvant résulter de la conduite du chantier. Elle renonce à toute action récursoire à l'encontre de la CAPG.

La Ville de Grasse fait son affaire personnelle de toutes actions tendant à l'indemnisation des préjudices occasionnés à des tiers ou à des cocontractants à l'occasion du chantier, sauf à exercer tous recours qu'elle jugera utile.

La Ville de Grasse fera son affaire des assurances en responsabilité civile auprès des tiers et des riverains et dégage la CAPG de toutes responsabilités dans ce domaine.

Fait à Grasse, XXX

Pour la Commune de Grasse

Le Maire
Jérôme VIAUD

Pour la CAPG

Le Président
Jérôme VIAUD

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 71 **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT DELEGATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DE LA CAPG A LA VILLE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 71

DU 23 MARS 2021

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT – DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Compétente en matière de développement d'enseignement supérieur et de recherche, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a validé la création d'un Campus étudiant à Grasse.
Aussi, afin de faciliter la réalisation de cette opération, la Communauté d'Agglomération propose de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce chantier de réhabilitation à la ville de Grasse. Il convient en conséquence d'approuver une convention permettant de régir les modalités de cette délégation.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Direction des bâtiments communaux	/	/

Monsieur Jean-François LAPORTE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, L5214-16-1 et L 5216-5 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, notamment les articles L2422-5 à L2422-12 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_091 passée au Conseil de communauté du Pays de Grasse du 28 juin 2019, portant « modification des statuts de la communauté d'agglomération », rendant ainsi la C.A.P.G. compétente en matière de « développement de l'enseignement supérieur et de la recherche » ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant qu'au regard des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de Grasse, la Ville s'est inscrite dès le début dans le déploiement du projet Grasse Campus, en particulier par la réhabilitation de propriétés de la ville aux fins de proposer de nouveaux lieux d'implantation pour les établissements-hôtes ou universités en cœur de ville,

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse a mis à disposition de la communauté d'agglomération « l'Ancien Palais de Justice », bâtiment à réhabiliter dans le cadre du développement de Grasse Campus,

Considérant que la Ville a une parfaite connaissance des locaux, a déjà lancé l'opération de réhabilitation et a déposé un permis de construire délivré en date du 9 octobre 2020, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la ville de Grasse.

Le montant prévisionnel du projet s'élève à la somme de 6 070 858 € HT, soit 7 285 029 € TTC.

La ville ayant déjà déposé des demandes de subventions pour cette opération, il est proposé que ces subventions soient transférées à la communauté d'agglomération.

De même, la ville ayant déjà attribué des marchés publics pour cette opération, il est proposé que celle-ci en reste titulaire. Cependant, la ville exécutera pour ordre de la communauté d'agglomération lesdits marchés.

Les modalités de cette délégation sont définies aux termes de la convention ci-jointe, qu'il convient d'approuver.

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à la ville de Grasse pour la création d'un Campus étudiant sis rue de l'Ancien Palais de justice à Grasse ; « sous réserve » du vote de la délibération par le conseil de communauté de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- **APPROUVER** les termes de la convention à intervenir avec la C.A.P.G. relative à cette délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la ville ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer les conventions initiales, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Convention constitutive
d'un GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES
Pour la Délégation de Service Public de la Restauration Collective Scolaire et Municipale

Entre :

La Commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal n°2021-72 en date du 23 mars 2021,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Commune de GRASSE, établissement public ,communal, représenté par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, ou sa Vice-Présidente, Madame Claude MASCARELLI, dûment habilités par délibération du Conseil d'Administration n°2021- en date du 24 mars 2021,

Etant préalablement exposé :

Le service de restauration collective de la Ville de GRASSE est géré dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public d'une durée de 15 ans. Le terme du contrat était fixé au 31 décembre 2020 mais un avenant a prolongé le terme contractuel jusqu'au 31 décembre 2021.

Pour la restauration des personnes âgées, des bénéficiaires de l'accueil de nuit et du portage à domicile, le CCAS a passé un marché public de restauration (marché en cours de renouvellement dont le terme initial est fixé au 31 décembre 2021 décomposé en 2 lots :

- Lot 1 : service de restauration au Foyer Restaurant La Rotonde avec production des repas sur place assurée par le titulaire et fourniture des goûters
- Lot 2 : fourniture de repas en liaison froide pour :
    - ✓ le service de Portage des repas à domicile
    - ✓ le service de l'Accueil de nuit
    - ✓ les repas de Noël organisés dans les hameaux de Grasse.

Pour les repas de la Petite Enfance, le CCAS a passé un marché de fourniture de repas en liaison froide qui a débuté le 1er janvier 2019 pour une durée d'une année reconductible 3 fois maximum.

La Commune et le CCAS de la Ville de GRASSE ont décidé de former un groupement d'autorités concédantes afin de préparer les conditions de passation du nouveau contrat à conclure à compter du 1er Janvier 2022 et conclure ce contrat.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

1) OBJECTIF DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet de constituer un groupement d'autorités concédantes, en application des dispositions des articles L3112-1, L3112-2 et L3112-4 du code de la commande publique relatives aux contrats de concession, pour la passation et l'exécution d'un contrat de concession portant sur les services de restauration collective et municipale dont les membres ont la responsabilité.

Outre l'optimisation et la rationalisation des coûts du service, cette mutualisation a également pour objectifs l'amélioration de la qualité des repas (qualités des produits utilisés, qualité des fruits, lutte contre le gaspillage alimentaire…) et le développement des approvisionnements auprès des filières agricoles locales. Pour atteindre ces objectifs, il est envisagé de réaliser une extension de l'outil de production actuel afin d'y intégrer une chambre de mûrissement et une légumerie pour laquelle, il est envisagé de créer un atelier protégé avec un Esat.

2) DEFINITION DU BESOIN

La Délégation de service public de restauration collective et municipale à conclure comprend la fourniture des prestations de service public de restauration depuis la cuisine centrale municipale à destination :

- ✓ des enfants des écoles maternelles et élémentaires et des accueils de loisirs
- ✓ des personnels enseignants et communaux en lien avec la restauration scolaire
- ✓ des enfants des structures de la Petite Enfance
- ✓ des usagers du restaurant municipal
- ✓ des usagers du Foyer Restaurant de la Rotonde
- ✓ des bénéficiaires du portage à domicile
- ✓ des personnes bénéficiant de l'accueil de nuit
- ✓ de toutes personnes autorisées par la collectivité

ARTICLE 2 : COORDONNATEUR

1) DESIGNATION DU COORDONNATEUR

La Commune de GRASSE est désignée, par la présente convention, coordonnateur du groupement.

2) MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est chargé de procéder, à l'organisation de l'ensemble des opérations de la procédure de passation de la Délégation de Service Public dans le respect des dispositions prévues aux articles L 1411 -1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

A cet effet, il lui incombera de :

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les Membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet),
- Rédiger et transmettre le dossier de consultation des entreprises pour validation,
- Préparer et rédiger les avis de concession,
- Gérer le profil acheteur et la plateforme www.xxxx.fr permettant la dématérialisation de la transmission des dossiers de consultation aux sociétés intéressées et de l'envoi des offres des candidats
- Rédiger et envoyer les éventuelles demandes de précisions aux candidats,

- Analyser les offres et préparer les rapports d'analyse,
- Convoquer et conduire les réunions de la Commission de Délégation de Service Public prévue à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Organiser et conduire les négociations avec les candidats (les séances de négociation se tiendront avec un représentant de chacun des Membres du groupement sauf accord du ou des représentants indisponibles, urgence ou force majeure),
- Informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres,
- Rédiger le rapport de présentation prévu à l'article L. 1411-5 précité,
- Choisir l'attributaire de la concession, dans les conditions prévues aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Mettre au point et notifier la concession au candidat retenu,
- S'assurer de la communication du contrat et de toutes les pièces requises au contrôle de légalité,
- Signer au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement le contrat de délégation de service public avec le titulaire retenu
- Procéder à la publication des avis d'attribution,
- Adresser une copie du contrat notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre le suivi et le contrôle
- Suivre l'exécution du contrat de délégation de service public, à l'exception des missions dévolues à chaque membre telles que précisées à l'article 4.4 de la présente convention de groupement
- Etablir et signer les avenants qui pourraient intervenir pendant la vie du contrat de délégation de service public.

Le coordonnateur reste compétent en cas d'infructuosité de la procédure pour mener à bien une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, le cas échéant.

De manière générale, le coordonnateur sera l'interlocuteur unique du délégataire de service public retenu par les Membres pendant la durée de la procédure de passation du contrat de délégation de service public.

D'une manière générale également, toutes les dispositions prévues ci-dessus feront l'objet d'une validation par le Président ou la Vice-Présidente du CCAS, membre du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord de l'autre membre du groupement, toute décision pouvant entrainer le non-respect du programme.

3) RESPONSABILITE DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il est donc responsable de tous les risques découlant de son activité. Il répondra seul de tout dommage de quelle que nature que ce soit découlant de sa mission vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 3 : COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La Commission de délégation de service public compétente au titre de l'article, sera celle du coordonnateur.

Le cas échéant, le Président de la commission peut inviter des personnalités appartenant aux différents membres du groupement à participer aux réunions, avec voix consultative, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 : MEMBRES DU GROUPEMENT

1) DESIGNATION DES MEMBRES

Le groupement d'autorités concédantes est constitué par la Commune de GRASSE et le Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de GRASSE, dénommés « membres » du groupement d'autorités concédantes, signataires de la présente convention.

2) ADHESION

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'avis de concession par le coordonnateur.

3) OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre du Groupement s'engage notamment à :

- Transmettre au Coordonnateur, dans les délais fixés, l'état de ses besoins et toute autre pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation concernée
- Informer les autres membres du groupement de toute difficulté d'exécution du contrat de délégation de service public, notamment pouvant avoir une incidence sur les conditions de son exécution pour un des membres du Groupement, et (ou) impliquant l'intervention de ce dernier
- Gérer les litiges et les contentieux formés directement et exclusivement contre lui par le Délégataire ;
- Communiquer réciproquement toute information relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution de la Convention de délégation de service public et demander l'assistance de l'autre membre du groupement si nécessaire
- Supporter l'ensemble des conséquences directes et indirectes de ses manquements éventuels aux obligations issues de la présente convention et du contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, chaque membre du Groupement s'engage, à une obligation de confidentialité, aussi bien avant (études amont) et pendant la phase de passation du contrat de délégation de service public que pour tout ce qui le nécessitera pendant l'exécution du contrat (phase de travail sur les avenants par exemple).

4) RESPONSABILITE DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage, pour ce qui le concerne, à contrôler l'exécution du contrat de concession, dans les conditions prévues dans les documents contractuels, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

Suite à la notification de la concession, chaque membre du groupement s'assurera de sa bonne exécution en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

Toutefois, il est convenu que la Ville prend en charge le contrôle des éléments contractuels suivants :

- La formule de révision des prix
- Les audits sur place et sur pièces
- Le rapport annuel du délégataire
- Le suivi des provisions maintenance, renouvellement et impayés

- Les redevances versées pour la mise à disposition des biens, pour le contrôle de la concession et pour les repas extérieurs
- L'application des éventuelles pénalités

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES APPLICABLES A LA CONVENTION DE GROUPEMENT

La mission de la Commune de GRASSE en qualité de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant ainsi que les frais de publicité liés à la passation du contrat de délégation de service public sont supportés par les membres du groupement et seront divisés à hauteur de 80% pour la Ville et 20% pour le CCAS.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En cas de retrait d'un des membres de la présente convention, ce à quelque moment que ce soit, le membre concerné devra supporter l'entière charge de l'impact financier de ce retrait vis à vis du délégataire et, le cas échéant, des conséquences financières défavorables pour les autres parties. En cas de désaccord quant à l'appréciation des conséquences financières consécutives au retrait d'un des membres de la présente convention, les parties désigneront un expert aux fins de déterminer ce montant.

ARTICLE 6 : ENTRE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble de ses membres et sa transmission au contrôle de légalité. Elle prendra fin à la fin normale ou anticipée du contrat de délégation de service public.

En cas de contentieux administratif ou civil, elle s'achève à la fin du premier mois qui suivra le jugement définitif du dernier recours contentieux engagé.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

En cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention ou de modification des conditions d'exécution du service telles que prévues dans la présente convention, les membres conviennent de se rencontrer afin de définir dans quelle mesure la présente convention pourra, en tant que de besoin, faire l'objet d'un avenant.

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par les Membres du groupement et donne lieu à la passation d'un avenant.

Les délibérations des assemblées délibérantes des Membres sont notifiées au coordonnateur.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général, à l'unanimité des Membres du groupement, par délibérations concordantes.

ARTICLE 9 : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge pendant la procédure de passation du contrat concession. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incomberait au membre du groupement directement concerné.

ARTICLE 10 - LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

A GRASSE, le ……

LE MAIRE DE LA COMMUNE de GRASSE,
Jérôme VIAUD

LE PRESIDENT OU LA VICE-PRESIDENTE DU CCAS de GRASSE,
Jérôme VIAUD ou Claude MASCARELLI

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 – 72 **CONCESSION RESTAURATION COLLECTIVE**
CONVENTION DE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 32 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 72

DU 23 MARS 2021

CONCESSION RESTAURATION COLLECTIVE
CONVENTION DE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de groupement d'autorités concédantes entre la commune de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Marchés Publics	/	/

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que le service de restauration collective de la Ville de GRASSE est géré dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public d'une durée de 15 ans. Le terme du contrat était fixé au 31 décembre 2020 mais un avenant a prolongé le terme contractuel jusqu'au 31 décembre 2021.

Considérant que pour la restauration des personnes âgées, des bénéficiaires de l'accueil de nuit et du portage à domicile, le CCAS a passé un marché public de restauration (marché en cours de renouvellement dont le terme initial est fixé au 31 décembre 2021).

Considérant que pour les repas de la Petite Enfance, le CCAS a passé un marché de fourniture de repas en liaison froide qui a débuté le 1er janvier 2019 pour une durée d'une année, reconductible 3 fois maximum.

Considérant que par délibération n° 2021-21 en date du 9 février 2021, le conseil municipal a adopté le principe de la concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration collective et accueils de loisirs, du restaurant municipal, des personnes âgées et de la petite enfance et a autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de concession.

Considérant que la commune et le CCAS de la ville de GRASSE ont décidé de former un groupement d'autorités concédantes afin de préparer les conditions de passation du nouveau contrat à conclure à compter du 1er janvier 2022 et que cela a été évoqué lors du CCSPL et du Comité Technique du 29 janvier 2021, dans l'annexe à la délibération n° 2021-21.

Considérant que le Conseil d'Administration du CCAS statuera le 24 mars prochain sur cette même autorisation de convention de groupement d'autorités concédantes.

Considérant que ce regroupement a pour objectif, d'une part l'optimisation et la rationalisation des coûts du service et d'autre part l'amélioration de la qualité des repas et le développement des approvisionnements auprès des filières agricoles locales.

Considérant qu'une convention ayant pour objet de créer et de définir les règles de fonctionnement du groupement d'autorités concédantes entre la commune de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale doit intervenir.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention de groupement d'autorités concédantes établie entre la commune de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la commune la convention de groupement d'autorités concédantes et à effectuer l'ensemble des actes y afférents.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 24 MARS 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

